### Université de Montréal

# Población y Sociedad en un Real de Minas de la Frontera Norte Novohispana.

San Luis Potosí, de finales del siglo XVI a 1810.

par

Alejandro Montoya

Département d'Histoire Faculté des arts et des sciences

Thèse présentée à la Faculté des études supérieures en vue de l'obtention du grade de Philosophiæ Doctor (Ph.D) en Histoire

Décembre 2003



D 7 U54 2004 V. 022



#### Direction des bibliothèques

#### **AVIS**

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

#### NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

# Université de Montréal Faculté des études supérieures

#### Cette thèse intitulée:

Población y Sociedad en un Real de Minas de la Frontera Norte Novohispana. San Luis Potosí, de finales del siglo XVI a 1810.

> présentée par : Alejandro Montoya

a été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Thomas Wien, président-rapporteur
Claude Morin, directeur de recherche
Cynthia Milton, membre du jury
Daviken Studnicki-Gizbert, examinateur externe
Louise Paradis, représentant du doyen de la FES

thèse acceptée le 4 juin 2004

## Resumé

La fondation de San Luis en 1592 a fait partie d'une série d'événements de différente nature qui se sont produits sur la frontière nord de la Nouvelle-Espagne. Cette fondation était importante dans la mesure où l'on vivait sur ce territoire les derniers épisodes de la guerre *chichimeca*. Ce conflit entre les autochtones et les Espagnols avait gêné énormément la colonisation au nord de la Nouvelle-Espagne et l'exploitation de ses importantes mines d'or et d'argent. Le rôle de San Luis Potosí dans cette dynamique a été ignoré par l'historiographie régionale. L'explication des origines de la ville s'est construite seulement en fonction de la découverte de mines dans le centre minier voisin du Cerro de San Pedro.

On a passé sous silence que ce bourg ait pu fonctionner à ses origines comme un fortin, situé stratégiquement entre les territoires des nomades chichimèques et le chemin de l'argent reliant la ville de Mexico au nord minier. San Luis a rempli plusieurs buts à ses débuts puisqu'il a aussi fonctionné comme centre minier producteur d'argent, mais également comme lieu de concentration de la population qui se déplaçait par les centres miniers à la recherche de travail.

Pendant la première moitié du XVII<sup>e</sup> siècle, la structure économique de ce bourg a eu l'industrie minière comme principale activité. Elle a dépendu principalement de sa capacité à rassembler une force de travail suffisante et capable d'effectuer les tâches d'extraction du minerai et de traitement des métaux. L'exploitation des mines a marqué le rythme démographique de la première version de la ville. L'industrie minière requérait une concentration de main-d'œuvre au moyen d'un recrutement libre de travailleurs.

La ressource la plus précieuse des entrepreneurs miniers était précisément les gens; toute pénurie d'ouvriers pouvait provoquer une banqueroute. Les principaux problèmes des propriétaires des mines étaient de maintenir un approvisionnement de travailleurs. Le travail libre et les difficultés qu'il occasionnait pour les entrepreneurs a été un sujet de préoccupation constante pour les propriétaires de mines partout dans la Nouvelle-Espagne.

Tout changement radical dans la production minière se reflétait dans le comportement démographique. Mais l'industrie minière n'a pas été le seul aspect qui a influencé l'évolution de la population. L'évolution de la base démographique de San Luis a

aussi dépendu, dans une grande mesure, de l'approvisionnement en produits agricoles. Toute perturbation dans la régularité des pluies dans les régions de production du maïs et du blé se faisait rapidement sentir sur les niveaux de subsistance a l'intérieur des quartiers indigènes de la cité.

La population, en plus de souffrir de la faim et des prix élevés des vivres, a aussi dû affronter l'assaut des maladies épidémiques qui affectaient principalement les Indiens. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, le principal protagoniste dans le grand théâtre de la vie potosienne a probablement été la mortalité épidémique qui a annihilé des enfants et des adultes dans son itinéraire à travers les quartiers sis à la périphérie de la ville. Les cinq moments d'apogée de la mortalité ont été les années 1737, 1762, 1780, 1785 et 1798.

Pour comprendre la dynamique démographique et l'évolution sociale propres à l'époque coloniale, nous devons exactement comprendre l'impact des maladies épidémiques puisque au lendemain d'une attaque brutale d'agents pathogènes, comme le *matlazáhualt* ou la peste de 1737 ou la variole de la fin du siècle, la population et la société de San Luis devaient se recomposer à plusieurs niveaux.

Malgré toutes les adversités, San Luis a obtenu le titre de « Ville » en 1656 et s'est transformée cent années plus tard en capitale de l'intendance embrassant le plus grand territoire administratif de la Nouvelle-Espagne.

L'histoire sociale se révèle un complément indispensable pour reconstituer certains aspects de la société urbaine. Les archives paroissiales et civiles nous livrent une foule de témoignages permettant d'analyser les attitudes, les stratégies et les mécanismes de négociation qui donnaient sens à la vie collective à l'intérieur de la ville et de ses faubourgs. Au XVII<sup>e</sup> siècle, la population européenne de San Luis vivait dans une bonne mesure enfermée à l'intérieur d'un plan urbain dans lequel l'interaction avec d'autres groupes ethniques était très faible. Au siècle suivant, les frontières sociales ont commencé à s'atténuer et l'interaction interethnique s'est étendue. La société a commencé à développer des formules de coexistence nouvelles. Le concubinage et d'autres formes de socialisation sexuelle réprouvés par l'Église et la Couronne se sont diffusés. L'étude de la sélection des

conjoints et des variations qu'elle connaît à travers le temps et sous l'effet des épidémies ou d'autres crises révèle l'évolution des comportements. Un autre observatoire est l'opposition des familles aux unions matrimoniales inégales.

Les changements sociaux se sont également manifestés dans d'autres aspects de la vie quotidienne qui traduisent comment les groupes ethniques de la collectivité ont construit et transformé les critères de mobilité sociale, d'affiliation et de sauvegarde de leurs intérêts.

L'histoire coloniale de San Luis Potosí s'éclaire quand nous braquons l'objectif sur les particularités de son passé démographique et social et que nous mettons en lumière les raisons de sa fondation, les conditions de son peuplement ainsi que les manières de vivre et de mourir dans un espace où se sont croisés les anciens chemins du nord de la Nouvelle-Espagne.

**Mots-clés**: Mexique, démographie, population, histoire sociale, climat, mariage, mines, épidémies.

## Abstract

The foundation of the city of San Luis in 1592 was part of a series of events of different nature that were happening on New Spain's North Frontier at the time when the Chichimec war was coming to an end. The origins of the city had been explained by the discovery of precious ores in the neighbouring Cerro de San Pedro, which gave rise to the local mining industry. But the foundation of San Luis was also important because it strengthened the defence of a region exposed to the threats of raiding bands of nomads. Mining as an economic activity depended mostly on the ability to congregate a workforce that would carry the different tasks required for extracting and refining ores. Early in its history, mining regulated the demographic evolution of San Luis by attracting hundreds of free migrants to the town. But the evolution of population was soon influenced by other factors. Within a few decades the inhabitants of San Luis started to suffer from famine and high prices for corn and wheat. Climate alterations were mostly responsible for lower fertility and higher mortality. Life in eighteenth-century San Luis Potosí would greatly depend upon the incidence of epidemic diseases that repeatedly swept the Indian population living in the suburbs.

In search of a fuller vision of the past, we digged up parish records and civil archives for bits of data that would allow us to reconstruct individual and collective lives. We brought forth a large array of attitudes that revealed strategies and mechanisms of social negotiation. We discuss at length marriage patterns, illegitimacy rates, and sexual behaviour, as well as aspects of social customs that had a bearing on community life. In colonial San Luis, population as well as society were transformed by a whole set of conditions, some biological, others economical or socio-racial. As mining declined, trade and administrative functions took over in supporting population growth.

**Keywords**: Mexico, historical demography, marriage patterns, epidemics, climate, mines, labour.

Contenido	
Introducción	1
Capítulo 1	
Beneficio de dudas y fundición de opiniones. Un balance historiográfico en torno al período colonial en San Luis Potosí	18
1.1 El Norte Novohispano	23
1.2 De centros y actividades mineras	28
1.3 La Historia Demográfica Mexicana	37
1.4 La Historia Social. La cotidianidad privada de lo público	48
1.5 Poblar, vivir y morir en San Luis Potosí colonial. Las fuentes	51
Capítulo 2	
San Luis Potosí de la Gran Chichimeca	55
2.1 La génesis múltiple de San Luis Potosí.  De Congregación a Real de Minas, de Pueblo a Ciudad	58
2.2 San Luis como presidio	68
2.3 Los inicios mineros	76
2.4 El teatro urbano entre el cerro y el pueblo	84
Capítulo 3	
La dinámica de la estructura demográfica y económica. Mineros y vecinos. La vida entre las minas, el pueblo y el comercio	98
3.1 Del descubrimiento de las minas al Pueblo.  Los primeros pasos de la población	100
3. 2 El Real de Minas de San Luis Potosí. De pueblo a ciudad	149
3.3 1681-1684. El retrato demográfico y social de la ciudad y su entorno	165
3.4 El último tajo del siglo XVII	176

Capitulo 4	
Los claroscuros del siglo de las luces potosino	184
4.1 El cambio de siglo	186
4.2 El cobro del Real Tributo. Entre la resistencia y el deber	192
4.3 El naissant régime de males sociales y biológicos	200
4.4 El Matlazáhuatl de 1737-1738	211
4.5 Los saldos demográficos y sociales de la epidemia	223
4.6 1760-1800. La vida entre epidemias, hambres, revueltas sociales y cambios políticos	237
4.7 Los Tumultos	247
4.8 Una breve tregua en el camino	257
4.9 El hambre y la enfermedad	265
4.10 De Alcaldía Mayor a Intendencia	270
4.11 La viruela y el obscurecer del siglo	278
4.12 San Luis Potosí en la iniciativa de Reforma Eclesiástica	286
4.12.1 San Luis Potosí, 1810	290
Capítulo 5	
San Luis Potosí colonial. Una biografía social	299
5.1 El matrimonio en San Luis Potosí. Entre la viabilidad, el deber, y contra todo	301
5.1.1 Amancebamiento vs. Matrimonio. "Más vale bien amancebados que mal casados"	308
5.2 La multiplicación de la sociedad potosina. Entre frecuencias y preferencias	316
5.3 De la Real Pragmática a la oposición real al matrimonio	341
5.4 Matrimonios y vida sexual. Entre el calendario y la naturaleza	352

Conclusiones	367
Bibliografía	375
Agradecimientos	xv
Apéndice A	xvi
Apéndice B	xxviii

# Lista de tablas

Tabla I
Convento de San Francisco
Casamientos. 1597-1605
Tabla II
Cuadrillas, 1603
Tabla III
Huidos de la Hacienda y Beneficios de Minas de don Antonio Maldonado Zapata. 1611116
Tabla IV
Cuadrillas, 1621
Tabla V  Conto do doctrino quieto al Convento de
Gente de doctrina sujeta al Convento de San Francisco de San Luis Potosí, Año 1623128
Tabla VI
Censo de Martín de Mendalde, 1674
Tabla VII <b>Descripción de Feligresías y Empadronados, 1681</b> 160
Descripcion de Fengresias y Empadronados, 1001
Tabla VIII
Padrón de vasallos sujetos al pago del Real Tributo,
San Luis Potosí, 1711
Tabla IX
Padrones de San Luis Potosí, 1742 y 1747
Tabla X
Padrones del Obispado de Michoacán Feligresía de la ciudad de San Luis Potosí, 1800-180528
rengiesia de la ciudad de San Duis i viosi, 1000-1005
Tabla XI
Población indígena de San Luis Potosí, 1810

Tabla XII  Matrimonios, 1636-1640.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	319
Tabla XIII Matrimonios, 1641-1645. Parroquia Mayor de San Luis Potosí	320
Tabla XIV  Matrimonios, 1681-1685.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	322
Tabla XV  Matrimonios, 1696-1700.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	322
Tabla XVI  Matrimonios, 1701-1705.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	323
Tabla XVII  Matrimonios, 1716-1720.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	325
Tabla XVIII  Matrimonios, 1736-1740.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	326
Tabla XIX  Matrimonios, 1736-1740.Curato de Tlaxcalilla	328
Tabla XX  Matrimonios, 1756-1760.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	329
Tabla XXI  Matrimonios, 1761-1765.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	330

Tabla XXII  Matrimonios, Curato de Tlaxcalilla y	
Convento de San Francisco, 1756-1760	331
Tabla XXIII  Matrimonios, Curato de Tlaxcalilla y  Convento de San Francisco, 1761-1765	331
Tabla XXIV  Matrimonios, Parroquia de San Sebastián, 1756-1765	332
Tabla XXV  Matrimonios, 1776-1780.  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	333
Tabla XXVI  Matrimonios, 1781-1785  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	335
Tabla XXVII Matrimonios, Parroquia de San Sebastián,1781-1785	335
Tabla XXVIII  Matrimonios, Parroquia de San Sebastián, 1796-1805	336
Tabla XXIX  Matrimonios. Curato de Tlaxcalilla y  Convento de San Francisco, 1796-1805	336
Tabla XXX  Matrimonios, 1796-1800  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	337
Tabla XXXI  Matrimonios, 1801-1805  Parroquia Mayor de San Luis Potosí	338

# Gráficas

Gráfica 1 Estadísticas Vitales. Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1593-1810	xvii
Gráfica 2	
Estadísticas Vitales. Convento de San Francisco, 1594-1810	xviii
Gráfica 3 Estadísticas Vitales. Parroquia de San Sebastián, 1651-1810	xix
Gráfica 4 Estadísticas Vitales Curato de Tlaxcalilla, 1682-1810	xx
Gráfica 5 <b>Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí,</b> 1737	xxi
Gráfica 6 Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1737	xxi
Gráfica 7 Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1738	xxii
Gráfica 8 Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1738	xxii
Gráfica 9 <b>Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí,</b> 1 <b>762</b>	xxiii
Gráfica 10 <b>Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1762-1763</b>	xxiii

Gráfica 11 Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí,	
1780	xxiv
Gráfica 12 Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1780	xxiv
Gráfica 13 Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1785	xxv
Gráfica 14 Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1785	xxv
Gráfica 15 Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1786	xxvi
Gráfica 16 Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1786	xxvi
Gráfica 17 Defunciones, Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1798	xxvii
Gráfica 18 Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1798	xxvii

## Ilustraciones

Ilustración 1

Ubicación de San Luis Potosí, ciudad y

Cerro de San Pedro en la frontera Norte de la Nueva España.

xxix

Ilustración 2

Plano antiguo del Pueblo de San Luis Minas del Potosí.

XXX

Ilustración 3

Plano del Cerro de San Pedro, San Luis Potosí.

xxxi

Ilustración 4

"Mapa de la Intendencia de San Luis Potosí. Forma parte de un cuaderno de mapas de las Intendencias de Nueva España. Anónimo y sin fecha".

xxxii

Ilustración 5

"Plano de la Noble y Leal Ciudad de San Luis Potosí. Hecho por el Capitán de Milicia Don Manuel Pascual de Burgoa, en cumplimiento de órdenes del Virrey de la Nueva España Marqués de Branciforte.

15 de Diciembre de 1794".

xxxiii

Ilustración 6

"Mapa del Obispado que la Ciudad de San Luis Potosí (Nueva España) solicita se erija en aquella Provincia. Acompañado de un memorial presentado por el apoderado de la Provincia de San Luis Potosí. Fecho en Madrid 31 de agosto de 1804".

xxxiv

Ilustración 7

"Mapa del distrito del Arzobispado de México y Obispados de Oaxaca, La Puebla, Michoacán y los de los Nuevos Obispados de Acapulco, Querétaro, San Luis Potosí y Orizaba" (1804).

xxxv

A María Elena, Mariana y Daniel

# **Agradecimientos**

Este trabajo no hubiera sido posible por la confianza que me otorgaron una amplia lista de personas e instituciones que creyeron en mi. En primer lugar, un enorme agradecimiento a mi profesor Claude Morin de la Université de Montréal por sus consejos, su crítica pero sobre todo por su amistad. Mi estancia en Montréal fue posible por el apoyo oportuno del Consejo Nacional de Ciencia y Tecnología de México (C.O.N.A.C.y T.) que patrocinó mis estudios de doctorado a través del programa de becas al extranjero.

En España, es justo reconocer la generosidad del Ministerio Español de Asuntos Exteriores quién apoyó financieramente mi trabajo de archivo en Sevilla y Madrid en el programa de becas para hispanistas extranjeros del año 2001.

En México, quiero agradecer la colaboración del personal del Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí. En mi tierra adoptiva potosina, conté con la fortuna de intercambiar opiniones con dos historiadores que desafortunadamente no podrán leer este trabajo: Rafael Montejano y Eugenio Sego. Para ambos y donde quiera que esten, mi agradecimiento más profundo.

Por último pero de gran importancia, quiero reconocer el papel que desempeñó mi familia a lo largo de los estudios, los viajes y los momentos de aislamiento que se dieron en toda la ruta. Gracias María Elena por tu valor e integridad. Mil gracias Daniel por tu valentía que sin ella no hubiera dado el primer paso de esta aventura familiar y por último, quiero agradecer a mi hija Mariana por todos los pasos que dimos juntos, por todas las experiencias en las cuales contamos con su apoyo y cariño. Este trabajo me enseñó una vez más la importancia de compartir y convertir la realización de una investigación en una tesis familiar.

#### Introducción

Para cualquier viajero que llega a San Luis Potosí por vez primera, no es difícil darse cuenta que la ciudad esta enclavada en una posición geográfica por la cual pasan varias rutas carreteras que le permite articular la comunicación entre varias regiones del centro y norte de México. Para los potosinos es bien claro que la capital del estado puede denominarse "corazón de México" y vecino de diez estados.

Si se llega viajando por el norte, por la ruta principal que comunica la capital del país con los estados norteños, la ciudad parece brotar de repente como un oasis en el desierto. En sentido contrario, si por la misma carretera nos trasladamos del centro de México hacia San Luis Potosí tendremos la oportunidad de ver claramente como la frontera entre la Mesoamérica fértil va dando paso a un mar de nopaleras y mezquites. Las diferencias entre la fertilidad de las tierras del norte de Querétaro y Guanajuato que contrasta con el paisaje aridoamericano se acentúa al irse acercando a territorio potosino.

Al llegar a San Luis y sentir la bocanada de aire reseco nos percatamos que la vida en esta tierra es difícil y que solamente un carácter tenaz como el de los potosinos hace posible el arraigo a pesar de las condiciones adversas, entre las cuales el clima ha sido determinante.

Durante el mes de febrero de cada año, la ciudad y sus moradores son martirizados por los "pavorosos aires y terromotos". Por otro lado, en invierno, hay jornadas en las que la temperatura ambiente desciende por las noches por debajo del punto de congelación y al mediodía sube hasta los 25 grados centígrados.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Tolvaneras.

Más allá de las condiciones climáticas imperantes, cuando el visitante explora el centro urbano de esta ciudad fundada oficialmente en 1592 se puede dar cuenta por medio de las fachadas de los edificios o de la disposición de sus calles que San Luis conserva las huellas de su pasado colonial a pesar de los embates de la modernidad arquitectónica.

La naturaleza conservadora de este rincón provincial de México puede comprobarse cada tarde en que al llamado de las campanas de los templos los fieles acuden a rezar. Al igual que sucede en otros poblados con raíces coloniales, en San Luis podemos ser testigos de la importancia del sentido de religiosidad que se practica cotidianamente.

El calendario religioso de la ciudad sigue siendo en buena medida el rector de la vida comunitaria en algunos de sus barrios y más en aquellos en donde se ha conservado las divisiones por "cuarteles" que se remontan a los días en que la ciudad fue convertida en un escudo defensivo.

En distintos momentos a lo largo del año, los vecinos de los barrios tradicionales se dan a la tarea de mantener vivas costumbres y prácticas con un fuerte apego a la religión católica en donde se hace evidente las raíces del pasado colonial. El perímetro más antiguo de la ciudad es pues un bastión de otras épocas. Es una ventana que puede ser abierta hacia el pasado.

Por algunos rincones de esta moderna capital industrial tanto se continúa bendiciendo a los animales domésticos el día de San Antonio Abad, así como en el mes de mayo los niños son ataviados con vestiduras blancas y llevados a ofrecer flores a la virgen María. De San Luis Potosí igualmente, parten numerosos contingentes de peregrinos que cada año cumplen sus promesas caminando al santuario de San Juan de los Lagos en el vecino estado de Jalisco. Pero así como unos fieles salen, otros

caminantes llegan a la ciudad para rendir culto al Señor del Saucito o bien al Señor de los Trabajos, patrón de los desempleados.

El profundo sentido religioso de muchos potosinos es evidente también durante el llamado "viernes de Dolores" (justo siete días antes del Viernes Santo) cuando los fieles buscan alimentarse con las lágrimas de la virgen María en la forma de nieve de sabores.

En la ciudad de San Luis Potosí la cuaresma para muchos devotos significa una rigurosa abstinencia y un fuerte apego a prácticas como la visita obligada a "los siete templos", los más tradicionales. Esta costumbre sirve de preámbulo a la procesión del silencio que sintetiza el dolor y pesar en el recuerdo de la muerte de Cristo. Pero así como la ciudad se recoge en la pena del viernes santo, el domingo de resurrección la aflicción se deja atrás para dar paso a expresiones de júbilo y festividad entre las que sobresalen las corridas de toros.

El calendario religioso tal parece que es la piedra angular que ayuda a la cohesión que se mantiene al interior de los barrios que rodea la ciudad como Tequisquiapan, San Sebastián, San Miguelito, o Tlaxcala. El sentido de pertenencia a estas demarcaciones se porta como una membresía distintiva y funciona también como elemento de diferenciación con los que viven en el "centro" y otros rumbos del poblado.

Bien podría decirse que la imagen citadina que proyecta San Luis Potosí es la de un "pueblo grande" en la que todavía pueden apreciarse restos de un pasado colonial y en donde la religión es en buena medida la rectora de la vida rutinaria. Un pueblo que hasta en nuestros días recurre a la virgen de Guadalupe para que llueva, tal y como lo hicieron los antiguos vecinos ante la severidad de las sequías. Desde esta perspectiva podríamos entender parcialmente cómo una serie de manifestaciones culturales actuales nos pueden ayudar a entrar en los significados del San Luis del pasado.

Por una parte, todo el escenario descrito bien puede representar una escotilla en el tiempo, una oportunidad de apreciar el pasado virreinal potosino al mismo tiempo que la ciudad diseña su futuro en base a un impulso industrial moderno y progresista.

Así como se le ha denominado a San Luis como un cruce de caminos e incluso una frontera interior, también se le puede llamar un lugar de contrastes. Contrastes en su clima, en la coexistencia de lo tradicional con lo moderno, en los argumentos que muchos de sus habitantes utilizan para establecer cotos sociales. Así mismo, existen puntos de vista encontrados en el entendimiento del pasado potosino. Por una parte, los esfuerzos de reconstrucción del ayer colonial potosino se concentró en dar cuenta del arte, de la evangelización o de la administración de la minería pero se descuidó reconsiderar las funciones del poblado, sus orígenes, al igual que su funcionamiento como sitio de fronteras en el escenario geopolítico, económico, religioso y étnico durante la época colonial.

Cuando empezamos a residir en San Luis Potosí, nos fuimos dando cuenta de que estos aspectos no habían sido considerados en la reconstrucción del pasado potosino bajo dominio español, empezamos a concebir un plan que atendiera a una amplia lista de interrogantes y de esta manera convertir a la ciudad de San Luis Potosí en un objeto de estudio. El primer reto fue identificar las fronteras del estudio y los presupuestos teóricos. En un marco territorial decidimos estudiar la ciudad colonial como un todo. Es decir, no podíamos concebir este estudio sin considerar la articulación del poblado español perfectamente delimitado en un plano urbanístico con el entorno de sus pueblos y barrios periféricos. Tampoco podíamos dejar fuera el referente del Cerro de San Pedro como corazón del distrito minero y parte del binomio minas-pueblo.

En el aspecto de la temporalidad optamos por tener como punto de partida la época de la fundación del poblado la cual coincidió con un reordenamiento de la frontera norte novohispana. El afán del estudio fue el de proporcionar una visión abierta que estaría limitada a brindar un análisis de la evolución del poblado a lo largo del período virreinal (1592-1810) teniendo a la población y a la sociedad como ejes.

Las razones que guiaron los rumbos de este estudio pueden ser mejor entendidos en la medida de que se fueron acumulando poco a poco en la cesta de nuestra curiosidad.

De antemano, esta iniciativa de ofrecer una nueva mirada a la historia local tenía la perspectiva de un forastero que carecía de la configuración del pasado potosino pero si teníamos muchas interrogantes.

Nuestra primera duda surgió precisamente en torno al modelo usado por los historiadores locales para explicar los orígenes de la ciudad. Para la historiografía tradicional la razón principal que detonó la fundación del poblado había sido el descubrimiento de yacimientos de oro y plata en el Cerro de San Pedro.

Sin embargo, no se ahondó en resaltar la importancia de la minería colonial potosina la cual quedó plasmada en los registros de los reales quintos recolectados por la Corona española que llegaron a sumar unos 97 000 000 de pesos por la plata extraída del Cerro de San Pedro.<sup>2</sup> Tampoco se consideró la magnitud de las minas serranas más allá de la época virreinal. A manera de un cálculo histórico estimado y actualizando los precios mundiales modernos de la onza *troy* de oro y plata, la suma de dinero obtenida por la extracción de metales preciosos en el cerro pudo haber alcanzado la cifra de USD 976 444 536 por la plata y unos USD 5 207 704 320 por el oro. Esa cuantía ubica al

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> De los cuales 72 000 000 se pagaron durante los primeros 80 años de bonanza de este distrito minero.

distrito minero como el primer productor de oro en la historia de México.<sup>3</sup> A la luz de esta información empezamos a darnos cuenta que buena parte de la historia de la minería de San Luis y sus protagonistas no habían recibido la atención suficiente.

El conocimiento histórico del ámbito minero potosino debía ser comprendido teniendo presente el conjunto representado por las minas y el poblado desde donde se dirigieron las actividades de extracción y beneficio de oro y plata. La minería era pues un tema ineludible, pero exigía un acercamiento integral para encontrar una dimensión distinta en la reconstrucción de este nuevo pasado potosino. Apoyándonos en la unificación de distintas corrientes historiográficas como la historia demográfica y la historia social, podíamos contar con el andamio teórico que nos permitiera entender ampliamente la actividad humana de esta ciudad en tiempos de la colonia. Desde esta perspectiva, el abordamiento de nuestro objeto de estudio se afianzaba en el análisis de la población y sociedad potosina desde los últimos años del siglo XVI a los albores de la guerra de independencia.

Para esta tarea debíamos intentar tejer los hilos de la actividad minera con la dinámica demográfica y social, al igual que no podíamos dejar al margen otros cabos sueltos del pasado. Lo característico de nuestro enfoque era la elaboración de una interpretación en la cual se pudieran juzgar procesos colectivos y actuaciones personales. Escribir una historia bajo estas pautas obligaba incluir a los impensables e invisibles que la historiografía local había ocultado detrás de la fachada de instituciones o de voluminosos expedientes documentales.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Entre 1865 y 1922 la producción de metales preciosos en el Cerro de San Pedro alcanzó los 16 274 076 onzas de oro y 162 740 756 onzas de plata. Ver George Laird, « The Gold-Mines of the San Pedro District, Cerro de San Pedro State of San Luis Potosí, Mexico », *Lake Superior Meeting*, 1904.

Con esta pretensión, el estudio serviría de contribución no exclusivamente de la microhistoria de ciudad y su periferia, sino podría ofrecer nuevos argumentos en el campo de la historia regional y en la historiografía del México colonial. Antes del presente trabajo, el pasado colonial de la ciudad de San Luis Potosí era un episodio muy poco iluminado en los tratados sobre reales de minas así como de los componentes que conformaron las ciudades norteñas novohispanas.

Las metas que se persiguieron en la realización del trabajo se pueden entender mejor en la medida de explicar someramente las particularidades de cada capítulo y sección del mismo.

Nuestros primeros pasos se orientaron a examinar los enfoques que podrían servirnos de andamiaje teórico. A la luz de las obras que han abordado el pasado colonial mexicano, intentamos evaluar conceptos como el septentrión novohispano, la dinámica fronteriza, la minería, las aportaciones y desarrollo de una historia demográfica mexicana, así como la particularidad de la historia social como horizonte historiográfico.

En este orden de ideas, la historiografía potosina no alcanzó aclarar buena parte de nuestras dudas. Las crónicas de los historiadores locales dibujaron un pasado muy bien articulado y armónico con una sociedad que podía ser entendida desde sus instituciones y cuyo comportamiento demográfico al parecer no era parte de la visión del pasado. Cualquier episodio de esta historia escrita desde los púlpitos y los despachos de abogados así como periodistas procuró erigir el modelo ideal en base a la apropiación de documentos como recursos para adueñarse del pasado del terruño. Para nuestros ojos, este era un horizonte muy estrecho pero que podía ser desarrollado con la ayuda de un cuerpo documental novedoso al igual que con una aproximación distinta.

La segunda entrega o capítulo de este trabajo fue concebido para revisar los orígenes del poblado de San Luis, su transformación y funcionamiento en la geografía norteña de la Nueva España. Los aspectos de su gradual poblamiento y las condiciones de vida así como del trabajo a lo largo del siglo XVII sirvieron para elaborar el siguiente apartado. Desde la segunda mitad del siglo XVI, en varias latitudes del norte de la Nueva España se fueron descubriendo yacimientos de plata que dieron pie a la fundación de los llamados Reales de Minas, que al mismo tiempo de dedicarse a la extracción y beneficio sistemático del metal, conformaron una versión peculiar de conglomerados urbanos.<sup>4</sup>

Todos estos centros mineros compartieron una dificultad extraordinaria: el estar situados dentro de los territorios de bandas de cazadores-recolectores. El modo de vida que ellos practicaban era contrastante a la observada entre los pueblos considerados como "alta civilización" de las culturas nativas sedentarias del centro y occidente del México prehispánico. Sin embargo, a pesar de la simplicidad aparente de la cultura material de los nómadas, ofrecieron al avance hispano una resistencia formidable e incomparable a la que se enfrentaron los españoles en otras latitudes.

En el norte novohispano, se desató un enfrentamiento entre nativos e invasores posiblemente sin ningún paralelismo en la historia de la invasión europea de América. Los más de 50 años en los que se libró lo que se ha llamado "guerra chichimeca" pueden ser considerados hasta nuestros días como un ejemplo magnífico de resistencia. La actitud para enfrentar al invasor aunada a la capacidad guerrera de las numerosas bandas muy pronto dejaron en claro la impotencia para someter a los naturales en base a una estrategia militar. Los hispanos ante tal panorama se vieron en la necesidad de desarrollar

estrategias alternativas para asegurar su permanencia pacífica y de comprar una paz en un escenario natural que estaba sentado sobre yacimientos de oro y plata. En este proceso, también era necesaria una revaloración del papel jugado por la ciudad de San Luis Potosí en este episodio clave del pasado colonial mexicano.

En la cuarta parte del estudio, una rica veta documental nos permitió reconstruir las formas de vida y muerte en el poblado. Analizando condiciones biológicas, sociales y económicas, nos interesó dar cuenta de la lucha por la sobrevivencia colectiva y por el trabajo, de los problemas para adaptarse a las condiciones adversas conciliando intereses personales y grupales. Con lo anterior se procuró un acercamiento al interior de las preocupaciones diarias de los habitantes de San Luis, de cómo se enfrentaron al hambre y a las enfermedades, de cómo lloraron a sus muertos a la par de que festejaron en las calles, o bien dejaron testimonio de sus esperanzas depositadas en la minería, mientras se fue desarrollando actividades económicas alternas.

El caso potosino nos proporcionará los argumentos para romper su aislamiento con la historiografía virreinal y en la medida de que podamos comparar la experiencia colonial potosina en cuanto a la evolución poblacional y social a nivel parroquial y secular encontraremos la relevancia de este estudio.

La última parte del trabajo se dedicó a penetrar en las estructuras mentales de los moradores de la ciudad tratando de entender como se desarrolló una identidad propia y como se desarrollaron las fórmulas de convivencia y negociación en la sociedad. Uno de los principales propósitos en esta sección fue un escrutinio en las relaciones interétnicas en el marco de análisis de la evolución de la estructura económica, demográfica y social.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>Entre los reales de minas más importantes de esta época sobresalen Zacatecas (1546), Guanajuato (1550), Sombrerete (1558), Santa Bárbara (1567) y San Luis Potosí (1592).

Quisimos en otras palabras saber hasta que punto los aspectos de la vida cotidiana como el ejercicio de la sexualidad o las opciones para procurar una vida familiar, se compaginaron con las condiciones de la población, con la procuración de un orden público, e incluso con las iniciativas que encaminaron el ordenamiento urbano del gran San Luis virreinal. En este orden de ideas no buscábamos reconstruir la vida y obra de los ilustrados por la importancia de sus cargos públicos, sino volver la mirada a la vida de españoles, indios, mestizos, negros y mulatos sin más membresía que su vecindad en San Luis Potosí.

El estudio de nuestra ciudad nos permitirá encontrar una posición para ella en la tipología de los centros urbanos novohispanos. Si bien es claro que dentro del repertorio de ciudades coloniales encontramos aquellas que desempeñaron distintas funciones como la de centros políticos o administrativos o bien focos agrícolas-ganaderos, es necesaria una revisión de los polos de la actividad minera. Los reales mineros no fueron solamente importantes desde la perspectiva económica y en el caso de San Luis, su relevancia incluye igualmente su posición en la geografía norteña novohispana. Por la franja septentrional del reino los poblados como San Luis tejieron amplias redes de nodos articulando presidios, rutas de comercio y colonización que fueron usadas por españoles y por indios aliados para poblar las tierras.

En los estudios del México colonial, la especialización de los puntos de vista ha alcanzado tal grado de complejidad, que nos obliga a repensar los modelos utilizados como marcos de referencia. Actualmente, ya no es suficiente entender las diferencias entre el mundo rural y urbano iberomexicano, ni siquiera podemos construir un bosquejo confiable de este universo. La mejor aproximación que puede fructificar en el

conocimiento de las ciudades coloniales es partir desde las particularidades de cada región y la capacidad de poder realizar una red de comparaciones.

Cuando depositamos nuestro interés en estudiar el complejo minero de San Luis Potosí (minas-pueblo-ciudad) dentro de la historiografía colonial, buscamos este encuadre para incluir a nuestro objeto de estudio en la discusión venidera acerca de los centros urbanos y mineros del norte de la Nueva España. Buscábamos ante todo, la peculiaridad de este poblado como un ejemplo más que ilustrara la voluntad hispana concretada en el mundo urbano americano. La pregunta que sirve de hilo conductor en este trabajo será el esclarecer cuales fueron las relaciones que se establecieron entre el comportamiento demográfico y social con la minería y otras actividades económicas que convergieron en el espacio urbano de San Luis Potosí.

La problemática de nuestra investigación gira en torno a la identificación y análisis de los procesos que intervinieron en la transformación económica, demográfica, social y cultural en San Luis Potosí (la ciudad y las minas) durante la época colonial.

La selección del período de tiempo que cubre el trabajo (1592-1810) nos permitirá contemplar en el contexto de la "larga duración" cuales fueron y cómo funcionaron las fuerzas que erosionaron y transformaron la estructura colonial que pudo reflejarse con la emergencia de cambios en el orden mencionado.

Dentro de esta línea de tiempo que sirve de base a nuestro interés buscaremos reconstruir la articulación entre la estructura prolongada<sup>5</sup> con los procesos coyunturales, de breve duración, de fracturas circunstanciales en las cuales ciertos acontecimientos no necesariamente de índole natural (epidemias, hambrunas y sequías) pudieron alterar el destino de la población y la sociedad.

Si nos apegamos estrictamente a la naturaleza económica de un centro minero, la cuestión del trabajo con todas sus implicaciones es un apartado obligado en el estudio de una localidad como San Luis. De esta manera, buscaremos insertar en la arquitectura teórica del trabajo el papel de las cuestiones laborales y sus repercusiones en la evolución demográfica y social, así como sus transformaciones en el ámbito de la minería.

Más allá de nuestras pretensiones, este trabajo no buscó erigirse como una historia de la minería potosina, sino proporcionar los elementos necesarios para entender la transformación de esta actividad y su influencia sobre la dinámica poblacional y social. Al observar con el paso del tiempo una gradual disminución de la actividad minera como eje económico de la capital potosina vislumbramos lo que sería una de las primeras inferencias del análisis: la gradual transformación de San Luis Potosí de Real de Minas a un centro de dinamismo mercantil.

Nuestro afán de revisar la transformación de los procesos demográficos, sociales, económicos al igual que los mentales bajo un esquema analítico diferente intentaba reconocer el lugar que desempeñó San Luis Potosí en el teatro novohispano. Con lo anterior, nuestro estudio remediaría en parte lo que la historiografía potosina había desdeñado.

La fundación de San Luis Potosí como poblado bien pudo haber servido a objetivos múltiples. En el aspecto militar, nuestros postulados acerca de los orígenes y pasado del poblado se orientan a percibir a San Luis como lugar fortificado (presidio) que funcionó como escudo defensivo para repeler las hordas de nómadas hostiles que asolaban desde el oriente la presencia española en la región. San Luis también pudo haber sido fundado en base a una combinación de factores de diversa índole, entre los cuales

<sup>5&</sup>quot;Larga duración".

estaba la necesidad de remendar grietas en la frontera norteña a pesar de que en esa época se vivió una supuesta paz comprada con los chichimecas.

Si pensamos en San Luis como parte del escudo oriental que protegía el llamado camino de la plata, nuestra noción de este poblado adquiere un sentido plurivalente. ¿Cuantos otros reales de minas servirían de igual manera a la corona en el norte? La respuesta no la encontraríamos hasta conocer mejor la dimensión histórica de cada uno de los poblados que salpicaron la frontera bárbara. Lo que si podemos argumentar es que San Luis, a la par de que abrió a la Corona española sus vetas ricas, cerró el paso de los grupos hostiles.

En la dinámica de la geografía económica y militar de la Nueva España, el papel desempeñado por San Luis fue de vital importancia en la convergencia de intereses así como en el acomodo de los caminos que articularon varias regiones del reino.

Si bien la actividad minera potosina fue eje de la vida económica durante el primer siglo y medio de existencia, la minería bien puede considerarse como el gran imán que detonó un flujo migratorio hacia San Luis, ¿hasta que punto marcó el ritmo de la dinámica demográfica y a partir de que momento la población se fue emancipando del influjo para evolucionar bajo el efecto de otras fuerzas?

Cuando en San Luis Potosí se fueron desarrollando quehaceres de índole económica distintos a la minería, el proceso de crecimiento demográfico ya no estuvo condicionado del todo con la extracción y beneficio de plata. A mediados del siglo XVIII, los ingresos reales por concepto de minería en la Caja Real potosina manifestaron una gradual disminución justamente durante la época de implementación de las reformas borbónicas que tenían como finalidad proteger y estimular la producción minera. La minería potosina para la segunda mitad del siglo XVIII estaba en pleno declive y de cierta

manera, los hacendados mineros ya no podían recibir ni siquiera los beneficios de un abasto asegurado de mercurio. En San Luis no se practicó regularmente el método el beneficio de patio (amalgamación) con el cual se trabajaba en Guanajuato y Zacatecas. El beneficio del mineral que se arrancaba de las minas serranas dependía más del carbón para la fundición. Toda cantidad de azogue que llegaba a la ciudad, fue destinado a otros reales mineros como Charcas, Ramos, Pinos que dependían de la Caja Real potosina.

En cuanto a la estructura del trabajo al interior del poblado, la minería proporcionó de entrada las bases de la organización laboral. Pero en la medida de que fueron experimentando transformaciones en este esquema, la sociedad bien pudo adaptarse a los ritmos cambiantes de este Real de Minas que estaba en vía de convertirse en uno de los pivotes del comercio real y ordinario. En este nuevo escenario, valdría de nuevo la pena de resaltar la función de San Luis como nodo de articulación en el intercambio de bienes y servicios y de cómo tendió sus lazos de influencia hacia el Bajío para abastecerse de comida al igual que lo hicieron Zacatecas y Guanajuato. San Luis al igual que estos dos importantes reales de minas se mantuvieron trabajando gracias a las cargas de maíz que llegaron de las haciendas de labor en Celaya y Salamanca entre otras.

En cuanto a la redistribución de la población septentrional, el caso potosino resulta importante para analizar que tanto la minería dictó las pautas de la movilidad geográfica de los contingentes de gente que flotaban a lo largo y ancho de la frontera norte novohispana. A más de un siglo de su fundación, este papel jugado por San Luis bien pudo cambiar en un escenario cada vez más dominado por las actividades comerciales. A partir de la segunda mitad del siglo XVIII, cuando empezamos a notar la transformación de las actividades económicas que algunas veces habían sido preponderantes y el apuntalamiento del comercio, la dinámica poblacional de San Luis

respondió a las nuevas condiciones. Pero los cambios frescos en el ámbito económico no fueron los únicos que alteraron la evolución de la población y la sociedad potosina de ese entonces.

El estudio de la ciudad a lo largo del siglo de las luces nos llevó a tomar en cuenta una serie de aspectos como la fluctuación del precio de los alimentos, las crisis de índole ambiental, las epidemias y por supuesto una minería tambaleante que pasaron su factura al desarrollo de la población y la sociedad. A lo largo del siglo, la ciudad sería asolada por cinco crisis de mortalidad las cuales no solamente ocasionaron menoscabo entre la población india y de sangre mezclada, sino modificaron las relaciones interétnicas al interior de la ciudad.

Si bien fue evidente que durante el siglo XVIII, estos elementos continuaron ejerciendo influencia sobre la estructura demográfica, la minería fue uno de los ingredientes que gradualmente fue perdiendo peso en lo mismo.

En el pasado colonial de San Luis Potosí, no se había abierto una discusión que tomara en cuenta las desigualdades de la vida y la muerte. El estudio de la incidencia de las epidemias en el ámbito urbano potosino nos podrá ayudar a entender el concepto de las crisis de índole social y biológica sobre el gran tejido socio-urbano.

Como crisis habría que identificar a las condiciones que ocasionaron desequilibrios, retrocesos e incluso rupturas<sup>6</sup> al interior del devenir cotidiano. Después del paso de una epidemia, una hambruna o de una irrupción social, las estructuras de la población y la sociedad debieron recomponerse y ajustarse a los cambios.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup>Situaciones "anormales" que en el caso de San Luis Potosí bien pueden tomar la forma de alteraciones en el precio del maíz, erupciones de descontento popular, irregularidad climática que impidió un suministro de agua permanente, accidentes mineros, epidemias, etc.

Desde una perspectiva tradicional se opinaba que la sociedad colonial era en buena medida como un bloque sustentado en una jerarquía relativamente rígida (sistema de castas) en la cual los criterios raciales y étnicos (estatus adscritos) determinaban la posición de los individuos en una escala social. El caso de San Luis, tal parece que podía acomodarse en este modelo. Sin embargo, desde los inicios de este estudio empezamos a entrever lo contrario. La particularidad de la sociedad colonial potosina que fuimos delineando se orientó en sentido contrario. Es decir, se acomodaba mejor en una posición revisionista que sugería que la estructura social novohispana rígida perdió su vigencia más allá de la primera generación de conquistadores-colonizadores. Con el paso de los años, se fue experimentando una transformación y a partir de la segunda mitad del siglo XVIII se hizo más notoria. En San Luis, la estratificación social experimentó un cambio en cuanto a los criterios que dictaron que atributos eran tomados en cuenta para dar a los individuos una posición en la colectividad organizada. Las pautas de índole socioeconómica gradualmente fueron desplazando la utilidad de los estratos étnicos en la asignación de la posición individual en el escalafón social.

En esta dinámica, la naturaleza del trabajo en San Luis Potosí nos dio la oportunidad de evaluar las actividades mineras en el delineado de la estratificación social y proponer una contribución que puede ser comparada con los ejemplos de otros reales de minas. En los inicios de la ocupación y explotación de las minas potosina, el lugar social de los individuos estaba condicionado por criterios socioraciales. En los peldaños privilegiados de la escala social se mantuvieron los europeos dueños de minas, empresarios y aviadores.

Cuando la minería fue perdiendo peso en el esquema económico, se ocasionaron cambios en la estructura social. Para el siglo XVIII, la ciudad de San Luis empezaría a

cambiar su eje económico y al ir adquiriendo un carácter comercial, la estratificación social se fue fundamentando más en atributos socioeconómicos. Así mismo, a la par que se fueron diversificando las actividades mercantiles, en la convivencia colectiva empezaría a notarse una mayor apertura. Estos argumentos se contraponen a la visión que tradicionalmente se había ofrecido para esta ciudad en cuyo pasado los indios, mestizos y negros habían permanecido ocultos. En la explicación de la historia colonial potosina con un sentido más integral, consideramos ceder la palabra a estos fragmentos de la población y la sociedad. Buscábamos extraer de los filones documentales sus vivencias, escarmientos y recompensas que dieron sentido a su vida en San Luis Potosí durante la época colonial.

## Capítulo 1

Beneficio de dudas y fundición de opiniones.

Un balance historiográfico en torno al período colonial en San Luis Potosí

Cuando iniciamos el trabajo de investigación que nos condujo a revisar el pasado colonial de San Luis Potosí nos topamos de inicio con un material historiográfico muy heterogéneo en el cual debíamos profundizar para ubicar teórica y metodológicamente el pasado potosino en la concepción de la Nueva España. En un sentido metafórico, el tema se abrió ante nosotros como si fuera una mina muy poco explorada, pero con muchas vetas a la espera de ser trabajadas.

Lo primero que se hizo evidente fue el papel de la minería como la actividad económica que dio origen al pueblo que organizó su quehacer cotidiano alrededor de la explotación de las minas del Cerro de San Pedro. Entre las nociones básicas de la fundación del poblado español quedó claro también que la primera versión de San Luis Potosí dio alojamiento al grueso de la gente que llegó a trabajar en los yacimientos.

Conociendo la historia de otras porciones geográficas de la América española caímos también en cuenta que el nombre de San Luis de Potosí del poblado en cuestión sintetizaba las esperanzas implícitas de los hispanos por haber encontrado al norte de la Nueva España un lugar pletórico de riquezas que mereció ser nombrado igual que el Cerro Rico del Potosí del virreinato peruano.

En 1992 cuando se festejó en ambos lados del Atlántico el quinto centenario de la llegada de los europeos al llamado "nuevo mundo" se inició igualmente un nuevo episodio de reflexión acerca de los procesos de conquista y colonización en muchas partes de Iberoamérica. En coincidencia, en esa misma fecha, la ciudad de San Luis

Potosí se llenó de celebraciones para conmemorar su aniversario número cuatrocientos. Pero en este caso particular, la provocación hacia una revisión de su pasado colonial tuvo muy poco eco y continuaron de pie los presupuestos teóricos de la historiografía tradicional. En el esquema histórico regional se mantenían como verdades arraigadas los argumento que señalamos anteriormente y reconocían la importancia de la minería en los inicios y primeros pasos como pueblo de la capital potosina.

En sentido contrario de esta corriente, se dejó al margen de la escritura de la antigüedad local aspectos tales como la historia demográfica y social de la colectividad potosina durante la época virreinal. A nivel local, los estudios de historia económica, demográfica y social ofrecieron esporádicamente resultados muy limitados en sus alcances al interior de una historiografía tradicional que se ocupó solamente en la conjunción de referencias secundarias e indirectas, al igual que fundamentó sus estudios en datos parciales. A nivel nacional, el pasado colonial potosino no logró atraer la atención suficiente de historiadores mexicanos ni extranjeros.

Ante tal perspectiva, la base de este trabajo tiene como punto de partida a un intento de ofrecer un balance historiográfico en el cual concurran aspectos como el tema, la teoría, el territorio y la temporalidad alrededor de San Luis Potosí desde los días de fundación hasta 1810. Este camino nos llevó a revisar vetas del conocimiento acerca del período colonial mexicano al igual que las corrientes conceptuales y metodológicas desde donde se ha tratado de explicar la época colonial mexicana y sus múltiples aspectos.

Nuestro objetivo de sondear los filones teóricos y metodológicos concernientes a la Nueva España se basó también en encontrar por donde se había ubicado a San Luis Potosí no solamente en la geografía del reino sino en los mapas de discusión académica.

Al margen de reconocer si la producción historiográfica era resultado del trabajo de latinoamericanos o latinoamericanistas, o bien de estudiosos originarios de pueblos colonizadores o colonizados, nos interesaban las formas de escritura de la historia (como la potosina) y cómo habían dado cuenta del pasado.

En el caso mexicano el trabajo historiográfico no ha podido desligarse del agudo centralismo administrativo que ha sido una característica que desde la época colonial ha estado presente en la cultura mexicana. En la actualidad como en el pasado, sabemos distinguir claramente el abismo existente entre la metrópoli y la provincia que trasladado a la esfera de la historia ha contribuido a una falta de dialogo entre académicos de ambos ámbitos. La brecha se ensancha aún más cuando desde la capital del país se busca reconstruir el pasado de cualquier región provincial simplemente por el hecho de que muchos fondos documentales de estas jurisdicciones se han custodiado en la sede central del poder político-administrativo.

En el marco general de la historia de la América española nos enfrentamos en cambio a un catálogo de latinoamericanistas de diversas nacionalidades que han basado su trabajo en una estrategia que combina la consulta de acervos ubicados en los lugares que son estudiados. En no pocas excepciones, los académicos de Norteamérica dispones en sus propias bibliotecas universitarios ricos archivos del pasado colonial americano.

Por otro lado, el trabajo del rastreo y consulta de documentos entre los historiadores hispanos se concentra principalmente al interior de sus magnos acervos nacionales como el Archivo General de Indias o la Biblioteca Nacional de España que son puntos obligados para el historiador del virreinato mexicano.

El pasado colonial mexicano ha constituido un laboratorio formidable para profundizar en la diversidad cultural en tiempo y espacio en lo cual poco a poco ha empezado a ser más evidente el diálogo entre la historia y otras ciencias sociales.

A la par de que este movimiento revisionista proponía un nuevo pasado colonial, redefiniendo teorías y estructuras, así como cronologías, se fueron abriendo brechas metodológicas para tomar en cuenta a fuentes desdeñadas anteriormente a la par que muchas instituciones como la iglesia fueron abriendo sus archivos hasta antes inexpugnables.

En la década de 1960, la historiografía latinoamericana resintió de nuevo un cambio al ejercitar una mirada autocrítica y descolonizar la escritura de la historia como producto de cambios al interior de los estados latinoamericanos, así como de injerencia del exterior.<sup>1</sup>

A inicios de la década siguiente, historiadores extranjeros empezaron a utilizar el concepto de región en sus trabajos que en buena medida venían a reforzar la idea de no concebir el pasado colonial de todo un país como México como un bloque. Desde esta perspectiva por más de diez de los años siguientes se escribieron y tradujeron al español estudios sobre la vida y el trabajo en los centros mineros del norte<sup>2</sup>, el crecimiento demográfico y económico en el ámbito rural de una región novohispana<sup>3</sup>, la integración regional de los mercados<sup>4</sup>, así como el papel de la ganadería dentro y fuera de una región

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Guillermo Mira Delli-Zotti, e Ignacio González Casanovas, « Reflexiones y sugerencias a propósito de la minería colonial » *Historia Mexicana*, 42 (no. 2, octubre-diciembre 1992), p. 309.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Ver Peter Bakewell, *Silver Mining and Society in Colonial Mexico: Zacatecas, 1546-1700.*Cambridge, Cambridge University Press, 1971; David Brading, *Miners and Merchants in Bourbon Mexico, 1763-1810.* Cambridge, Cambridge University Press, 1971.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Ver Claude Morin,, Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII: Crecimiento y desigualdad en una economía colonial. México, Fondo de Cultura Económica, 1979.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>Ver Eric Van Young, Hacienda and Market in Eighteenth Century Mexico: The Rural Economy of the Guadalajara Region(1675-1820). Berkeley, University of California Press, 1981.

#### determinada.5

El cambio fundamental de estos trabajos radicaba en la frescura de estudiar la actividad humana a nivel individual y grupal que fue posible con el uso de fuentes que permitieron a los historiadores reconstruir los microcosmos ideológicos, sociales, económicos y políticos de algunas regiones novohispanas.

Como resultado de esta nueva tendencia de historiar, surgieron estudios de las ciudades coloniales de México, en donde por tamaño e influencia no solo podía verse el funcionamiento de ellos como centros urbanos sino también como rectores en la dimensión local y regional. Las ciudades de México<sup>6</sup>, la de Guadalajara<sup>7</sup>, la Puebla de los Ángeles<sup>8</sup> y la antigua sede del Marquesado de Antequera (Oaxaca)<sup>9</sup>, que fueron los sólidos pilares de la sociedad colonial<sup>10</sup>, se convirtieron en los primeros estudios de caso para revisar el pasado social, demográfico y económico.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>Ver Ramón María Serrera Contreras, *Guadalajara ganadera. Estudio regional novohispano, 1760-1805*. Sevilla, Escuela de Estudios Hispanoamericanos de Sevilla-CSIC, 1977.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup>Ver Patricia Seed, « The Social Dimention of Race: Mexico City, 175 », Hispanic American Historical Review, Vol. VII, (Noviembre 1982), p. 47-76; Juan Javier Pescador, De bautizados a fieles difuntos. Familia y mentalidades en una parroquia urbana: Santa Catarina de México, 1568-1820. México, El Colegio de México, 1992.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>Ver Eric Van Young,, *Hacienda and Market...*; Thomas Calvo, *Poder, religión y sociedad en la Guadalajara del siglo XVII*. México, CEMCA y Ayuntamiento de Guadalajara, 1991; Richard Lindley, *Las haciendas y el desarrollo económico. Guadalajara, México en la época de la Independencia,* México, Fondo de Cultura Económica, 1987; Linda Greenow, « Marriage Patterns and Regional Interaction in Late Colonial Nueva Galicia », en David J. Robinson, ed. *Studies in Spanish American Population History*, Boulder, Westview Press, 1981, p. 119-147.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup>Miguel Ángel Cuenya Mateos, « Mortalidad e Historia Demográfica en la Puebla de los Ángeles Durante el Período Colonial », *Dialéctica*, 16 (1984), p. 179-195.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup>John Chance, Razas y clases de la Oaxaca Colonial. México, Instituto Nacional Indigenista, 1978; John Chance y William B. Taylor, « Estate and Class in a Colonial city: Oaxaca in 1792 »,.Comparative Studies in Society and History, Vo. 19 (octubre 1979), p. 454-487.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup>Algunos estudios han tratado de articular información de corte demográfico con datos sociales para obtener una visión más completa de las poblaciones del México colonial. Ver David Brading, « Grupos étnicos, clases y estructura ocupacional en Guanajuato, 1792 », Historia Mexicana, Vol. XXI (No. 3, eneromarzo 1972), p. 460-480; David Brading y Celia Wu, « Population Growth and Crisis: Leon, 1720-1860 », Journal of Latin American Studies, Vol. 5, (No. 1, febrero 1973), p. 1-36; Marcello Carmagnani, « Demografía y Sociedad; La estructura social de los centros mineros del norte de México, 1600-1720 »Historia Mexicana, Vol. XXI, (No. 3, febrero 1972), p. 419-459; Phillip Hadley, Minería y Sociedad en el Centro Minero de Santa Eulalia, Chihuahua(1709-1750). México, Fondo de Cultura Económica, 1979; Claude Morin, Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII: Crecimiento y desigualdad en una

Aquí conviene que empecemos a desglosar las corrientes historiográficas en las que apoyaremos la realización del presente trabajo.

## 1.1 El Norte novohispano

Al mismo tiempo en que al interior de la historiografía mexicana surgían nuevas propuestas para abordar el pasado virreinal de algunas regiones, en determinadas provincias como San Luis Potosí, los historiadores locales no dieron muestra de apertura a las nuevas corrientes encerrándose en torno a conceptos pro-hispanistas desde donde se explicó el período bajo dominio español.

Desde este bastión ideológico se justificó el papel de la religión católica en la pacificación de los "bárbaros" con un discurso en donde predominaba la narrativa heroica y enmarcada por los relatos de los martirios de que fueron objeto los evangelizadores para convertir a los renuentes nómadas. Buena parte de los cronistas potosinos fueron educados en seminarios religiosos y entre los más importantes de ellos, sobresalieron los que fueron ordenados sacerdotes.

Sin duda alguna, hablar de la historia potosina es hablar de Rafael Montejano y Agüiñaga a quién se le debe no solamente la recuperación de documentos, sino también un monumental trabajo enciclopédico. En la obra de este ministro potosino educado en Roma, el pasado colonial potosino no fue revisado estructuradamente sino solamente en las porciones que encajaban perfectamente en un esquema ideal de microhistoria. En buena medida, Montejano alimentó una historia positivista en la cual la reflexión acerca del pasado potosino giró en torno a personajes influyentes. Con el fallecimiento del cronista no solamente se cerró una vida dedicada a examinar la conciencia de documentos

e investigadores sino también un particular estilo de escribir la historia regional citándose a si mismo. En sus numerosos títulos publicados no se cuestionó la heurística y seguramente se llevó a la tumba muchos secretos y datos que solo él sabía de su existencia. Como buen historiador nacido en la "chichimeca", este potosino fue la inspiración para otros tantos aficionados a la historia en la permanente resistencia contra las ideas provenientes del exterior. Atrincherados en la Academia de Historia Potosina, no cuestionaron la manera de escribir una historia diferente a la narrativa. Tampoco se reflexionó ni revisó el papel de San Luis en la frontera norteña a pesar de que el estudio de los espacios regionales ofrecían la posibilidad de comparación. El sello que imprimieron en la mayoría de los trabajos fue el de una historia avalada y acreditada en archivos locales y, sobre todo, en colecciones privadas.

Aspectos tales como las teorías de frontera<sup>11</sup> y el papel jugado por los Tlaxcaltecas en la guerra chichimeca y la colonización del norte<sup>12</sup>, que podían ser fundamentales para el mejor entendimiento del pasado potosino, no fueron incluidos sino hasta en la última década de 1990.

Anteriormente, a lo largo de varios años, los estudios acerca del concepto de frontera<sup>13</sup> se habían basado en el trabajo pionero de F.J. Turner de finales del siglo XIX con su teoría centralista de la frontera (1893). Por esa época se decía que en que la

Cholula, México, from the Late Postclassic and the Colonial Period of 1642-1738. Tesis de Ph.D. (Historia) Pennsylvania State University, 1986.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup>Susan Deeds, « New Spain's far North: A changing historiographical frontier? ». *Latin American Research Review*, 25 (no. 2, mayo 1990), p. 231-233.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup>Ver Eugene Sego, Aliados y adversarios. Los colonos tlaxcaltecas en la frontera septentrional de la Nueva España. San Luis Potosí, El Colegio de San Luis y Gobierno del Estado de Tlaxcala, 1998.
<sup>13</sup>Este tema ofrece la oportunidad de aplicar las teorías de frontera desde la perspectiva antropológica no solamente para analizar los conceptos de expansión territorial europea, sino para revisar igualmente las inferencias de orden económico que en el caso de la Nueva España dio origen al complejo Real de Minas>Centro agrícola>Estancia ganadera. Ver Beatriz Vitar, « Las fronteras "bárbaras" en los virreinatos de Nueva España y Perú. Las tierras del norte de México y el oriental de Tucumán en el siglo XVIII ».
Revista de Indias, Vol. 45 (No. 203, 1995), p. 33-66.

política estadística-censal de los Estados Unidos de Norteamérica que ya no se podía fijar una frontera al interior del país, ni usar el término como categoría regional ni demográfica.<sup>14</sup>

Muchos académicos norteamericanos fueron formados bajo este esquema y propagaron la misma idea que continuó germinando en la historiografía acerca del concepto de frontera. Cuando algunos hilos de la escuela de Turner alcanzaron los estudios de los bordes de la América española, la "cuestión chichimeca" fue uno de los temas emergentes en trabajos como los de Bolton.

Estas ideas parecen también haber sido la plataforma del historiador P.W. Powell quién se encargo de acuñar el término de "guerra chichimeca" como modelo teórico para explicar el encuentro entre españoles y nómadas. En esta dinámica histórica de la frontera norte novohispana se incluyeron tanto los primeros pasos de San Luis Potosí como poblado así como el protagonismo de militares como el Capitán Miguel Caldera. 15

La colonización del norte de la Nueva España reconstruida por Powell en ocasiones tiene algunos rasgos de la llamada "era heroica" con la cual se explicó por mucho tiempo la ocupación europea del norte de América pero también trae a colación algunos aspectos de la historia norteamericana.

Por un lado, el autor nos lleva a través de una disertación que asemeja el guión de una película del viejo oeste, de indios contra colonos, de buenos contra malos, de la fe contra la barbarie. 16

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup>Christopher Conway, Conway, Christopher. « José Martí frente al *Wild West* de Búfalo Bill: Frontera, raza y Arte en la Barbarie Norteamericana ». *Hispanic Journal*, Vol. 19, (No. 1, Primavera 1998), p. 129-142.

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup>Powell también declaró su pasión por la literatura que lo llevó a escribir un tipo de novela histórica acerca del papel de otro militar norteño, Francisco de Urdiñola en Coahuila.

Por otra parte, Powell en su estudio del norte novohispano, rescata y aplica un mito norteamericano por excelencia: el "wild west, como recurso para explicar el encuentro entre españoles e indios nómadas por la gran chichimeca de la cual también San Luis Potosí formaba parte.

En sus obras, Powell comparó el avance español hacia el norte novohispano con la colonización del *Far West* en varios aspectos en los que se ajustan las similitudes de las cuales podemos resaltar los siguientes puntos:

1)Los colonos y los avances de indios aliados como los Tlaxcaltecas son identificados como las caravanas de aquellos que incursionaron por vez primera el oeste norteamericano, alcanzando incluso el nivel de los míticos *Forty-Niners*.<sup>17</sup>

- 2) A la lucha entre colonos y nativos, la asocia como la confrontación entre los vestidos (civilizados) contra los desnudos (bárbaros).<sup>18</sup>
- 3) El presidio o fortificación como instrumento de fines militares, religiosos y de colonización, adquiere una función en el discurso de Powell, de servir como institución de asuntos indígenas, algo así como una "*Indian Agency*".

En otras palabras, el presidio se levantaba como bastión de la civilización contra la barbarie y al soldado español es elevado al grado de ser comparado con las armadas renacentistas y de la reforma europea, que en el caso hispano lograron triunfar en la "reconquista". 19

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup>La idea de "era heroica" que intenta con su buena carga de etnocentrismo privilegió el protagonismo de lo europeos en el descubrimiento y colonización de la Nueva Francia y Nueva Inglaterra dejando al margen el papel jugado por los nativos. Ver Bruce Trigger, *Native and Newcomers: Canada's "heroic age" reconsidered.* Kingston, McGill-Queens University Press, 1985.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup>Phillip W. Powell, « Genesis of the frontier Presidio in North America ». *The Western Historical Quaterly*, Vol. 13 (No. 1 enero, 1982), p. 125.

<sup>18</sup>Powell, « Genesis of the frontier ... », p. 127.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup>Powell, « Genesis of the frontier... », p. 135.

En este sentido, haría falta reconsiderar que tanto el español consideraba a las colonias de ultramar como fronteras más allá de los límites de la península ibérica. Así, aplicando esta idea en el caso de la colonización del norte novohispano, el límite septentrional bien pudo representarles una frontera dentro de otra.

Regresando al análisis de Powell, concluimos con dos puntos adicionales:

4) El papel del principal promotor de la paz chichimeca en territorio potosino, el capitán mestizo Miguel Caldera (hijo de español y chichimeca), parece ser una mezcla entre un explorador mitológico y un militar exitoso<sup>20</sup>, un supuesto dechado de la diplomacia cuyos intereses y acciones en la región no han sido objeto de una revisión crítica.

5)Por último, a los modelos de poblamiento del septentrión novohispano, Powell los cataloga como "*melting pots*", como frecuentemente se ha caracterizado al nacimiento de ciudades norteamericanas que históricamente han sido puntos de convergencia de grupos humanos de distintos orígenes.

Sobre el período colonial potosino, el trabajo historiográfico se ha diversificado entre la historia del arte<sup>21</sup>, la historia de las instituciones religiosas<sup>22</sup> y la prosopografía<sup>23</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup>Una combinación entre Daniel Boone y el General Custer que son parte del pasado mítico norteamericano.

 <sup>21</sup> Ver Francisco Cossío, La investigación y la historia del arte colonial en San Luis Potosí San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1975; Francisco de la Maza, El arte colonial en San Luis Potosí, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1985; Salvador Gómez Eichelmann, Historia de la Pintura en San Luis Potosí, 2 t. México, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1991.
 22 Ver Alberto Alcocer Andalón, Historia de los hospitales civiles en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1972; Horacio Caballero Palacios, Los carmelitas en San Luis Potosí; ensayo analítico histórico. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1972; Ricardo García López, La obra franciscana en San Luis Potosí: aspecto histórico y patrimonio cultural. San Luis Potosí Universidad Autónoma de San Luis Potosí, 1986; Alberto Alcocer Andalón, La cirugía potosina de 1592 a 1911. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1981; Alfonso Martínez Rosales, El gran teatro de un pequeño mundo: el Carmen de San Luis Potosí, 1732-1859. México Universidad Autónoma de San Luis Potosí, 1985; Joaquín Meade, Los Agustinos en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado, 1989.

Algunos otros han preferido solamente ofrecer versiones impresas de resultados de búsquedas en cuerpos documentales coloniales, que a manera de índices se ofrecen como alcance de un proceso de investigación.<sup>24</sup>

En los años recientes una nueva generación de científicos sociales entró en escena para revisar el pasado colonial potosino replanteándolo desde la arqueología y la antropología. Pero a la par de esta corriente surgieron otras propuestas historiográficas sin propiamente provenir de la historia. Algunos trabajos se han apoyado desde la plataforma de la arquitectura para proponer ofrecer nuevas hipótesis sobre el siglo XVII con representaciones gráficas de como pudo haber sido una ciudad como San Luis Potosí<sup>25</sup> y sus haciendas de beneficio de metales preciosos<sup>26</sup>. La médula de ambos trabajos radicó en buena medida en una elaboración de imágenes hipotéticas con lo cual sentimos que la escritura de la historia potosina volvió momentáneamente a apuntalarse en aspectos de la historia del arte local como puntos de partida para explicar el pasado.

## 1.2 De centros y actividades mineras

Sin lugar a dudas, y más allá de los trillados argumentos de la ambición desmedida del español por el oro, es innegable la importancia de la explotación de

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup>Biografias de San Luis Potosí. Recopilación y textos de Arnoldo Kaiser Schlittler. San Luis Potosí, Gobierno Constitucional del Estado de San Luis Potosí, Instituto de Cultura de San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1997; Juan de Gabiria, Causa criminal de la real justicia contra Juan de Gabiria, primer poeta de San Luis Potosí, 1606-1610. Introducción, paráfrasis, índice onomástico de Joaquín Antonio Peñalosa; paleografía y datos complementarios de Alejandro Espinosa Pitman. San Luis Potosí, Universidad Autónoma de San Luis Potosí, 1994.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup>Ver Ricardo García López, Guía de protocolos de instrumentos públicos del siglo XVIII., San Luis Potosí Universidad Autónoma de San Luis Potosí, Facultad de Derecho, Instituto de Investigaciones Jurídicas,
1988; Alfonso Martínez R., Documentos de la Hacienda de la Tenería. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1991; José Antonio Rivera V., Índice de documentos virreinales de San Luis Potosí existentes en el Archivo General de la Nación. San Luis Potosí, El Colegio de San Luis, 2000.
<sup>25</sup>Ver Alejandro Galván Arellano, Arquitectura y urbanismo en la ciudad de San Luis Potosí en el siglo XVII. San Luis Potosí, Universidad Autónoma de San Luis Potosí, 1999.

metales preciosos en el nuevo orden impuesto en la América española. En pocas palabras, la minería fue la actividad económica más importante de la Nueva España y promotora de otras como la agricultura.<sup>27</sup>

Al estudio histórico de la minería en el México colonial se le ha dedicado una buena cantidad de tinta y obviamente se ha privilegiado el papel de las regiones en donde fue el eje de la vida y principal protagonista de la historia no solo económica sino total. Sin embargo, esta pendiente todavía una revisión minuciosa y detallada de la minería colonial potosina.

Humboldt en su multicitado ensayo acerca de la Nueva España de finales del siglo XVIII, le dedicó una considerable porción del trabajo justamente a dar cuenta de las operaciones mineras. A través de los ojos del viajero, el noble alemán reconoció la compleja contradicción que estaba arraigada en la industria minera de ese entonces. Ante todo era una práctica primitiva pero que funcionaba eficientemente.<sup>28</sup>

Para los historiadores de la minería colonial, la complejidad de la misma ha abierto líneas de especialización al interior de su estudio. Posiblemente entre los aspectos más importantes se encuentran materias como el de la mano de obra, los sueldos, el crédito, los insumos, las redes de poder de los mineros y las redes mismas de influencia de un real de minas en una región muchas veces diseñada en función suya.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup>Ver Guadalupe Salazar González, Las haciendas en el siglo XVII en la región minera de San Luis Potosí. Su espacio, forma, función, material, significado y estructuración regional. San Luis Potosí, Universidad Autónoma de San Luis Potosí, 2000.

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup>A. René Barbosa Ramírez, *La estructura económica de la Nueva España (1519-1810)*. México, Siglo XXI Editores, 1991, p. 57.

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> Alejandro de Humboldt, *Ensayo Político sobre el Reino de la Nueva España*. México, Porrúa, 1991 [1822].

La simple evocación de nombres como Zacatecas y Guanajuato en la historia colonial mexicana nos remiten al binomio plata y expansión pero también hacen referencia a los estudios más conocidos acerca de los centros mineros mexicanos.

La primera de las joyas reales en América por la cantidad de plata producida fue Zacatecas. Ciudad enclavada en el norte novohispano, que luego de su fundación en 1546 fue detonando una serie de cambios para favorecer la producción y rápido beneficio a pesar de que estaba rodeada de numerosas bandas de nativos hostiles.

En los estudios sobre Zacatecas, sobresalen dos obras que en combinación cubren todo el período virreinal de la ciudad. El estudio de Bakewell<sup>29</sup> aborda el poblamiento del real y el papel de éste en el avance a un horizonte norteño más lejano. El autor remarca los inicios difíciles del poblado y de la manera en la cual la minería y el comercio fueron dando la pauta para la organización urbana. Hacia el exterior mientras tanto, se dejarían sentir muy pronto la importancia de las primeras remesas de plata zacatecana para atraer contingentes de mano de obra y la conformación de un mercado lejano que abasteciera a este centro minero. El mejor entendimiento de Zacatecas desde esta perspectiva no solamente se alcanza conociendo que se extrajo de sus entrañas sino como fue sustentado de alimentos y créditos.

Lo sustancial de la obra de Bakewell es la posibilidad de ir descubriendo como la minería fue tejiendo una red de enlaces que por ejemplo, moldeó y condicionó la migración de mano de obra. Al interior de los reales de minas, la producción de plata sentó las bases de los mecanismos de acumulación y reproducción de la riqueza, cuyos

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup>El peso de una obra como la de Bakewell en la historiografía minera del México colonial hizo posible que una década más tarde de su publicación original, el trabajo fue traducido al español. Ver Peter Bakewell, *Minería y Sociedad en el México Colonial: Zacatecas, 1546-1700.* México, Fondo de Cultura Económica, 1984 [1971].

tentáculos no sólo se movieron por el distrito minero, sino que alcanzaron a regiones vecinas y lejanas de cada jurisdicción. El tendido de estas redes mantuvieron a un nivel muy rentable una actividad permanentemente en supuestas dificultades, durante un siglo XVII considerado en depresión, lo cual en Zacatecas adquiere un sentido relativo ya que, mientras en otros reales se resentía la falta de fuerza de trabajo, en éste se optimizó astutamente la oferta de trabajo libre y el capital.

Para el estudio del siglo XVIII, Zacatecas es retomado por Langue<sup>30</sup> para identificar el papel de este centro minero en la estructura social y económica de la Nueva Galicia. Escudriñando cuentas, historias de vida y la negociación de títulos de nobleza, la autora nos introduce en la cotidianidad de este real con características medievales.

En el estudio íntimo de Zacatecas, aparecen los mineros de origen vasco como los principales dueños de todos los hilos del poder. Su influencia en la sociedad la lograron mantener tejiendo lazos de parentesco, poder y dinero en una trama social de "nuevos ricos" y "recién llegados" que fue la base de la aristocracia minera zacatecana, o mejor dicho de una elite en donde se entremezclaron aristocracia y burguesía.

Langue nos enseña ante todo como el estudio de este real de minas puede dar pie al análisis de la base económica y social de una porción de la Nueva España por medio de las historias de los mineros y comerciantes. La vida de éstos protagonistas obviamente incluía más allá de las inversiones, de la administración del poder y de sus redes familiares.

El recurso prosopográfico para este nivel de análisis en los reales de minas nos puede remitir a las relaciones sociales y de poder en diversas partes de la Nueva España

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup>Ver Fredérique Lange, Mines, terres et societé à Zacatecas (Mexique) de la fin du XVII <sup>e</sup> siècle à l'Indépendance. Paris, Publications de la Sorbonne, 1992.

ya que no era lo mismo ser español o indio en el sur del reino, que en el norte. En el septentrión novohispano muchos hispanos tuvieron que luchar cotidianamente por su subsistencia, competir por el trabajo y posesión de la tierra, ya que por las profundas diferencias económicas con la elite de sus coterráneos en ocasiones ni siquiera pudieron ocupar una capa intermedia en la sociedad.<sup>31</sup>

El segundo real de minas novohispano por su importancia minera fue Guanajuato el cual fue estudiado en su período borbónico por Brading en el gran marco de la Nueva España. Este historiador inglés nos traslada al nivel de las relaciones entre grupos humanos y de cómo la minería en la dimensión urbana fue organizando la vida total de los guanajuatenses del siglo XVIII. Los estudios de caso de Guanajuato y Zacatecas nos dan la oportunidad de poder comparar el peso de la minería en la estructura económica de cada universo. El ejemplo de Zacatecas nos dejó al descubierto la interdependencia entre minería y comercio para el funcionamiento de ambas actividades. Para Guanajuato, por otra parte, podemos ser testigos de como la actividad minera quiso liberarse de las injerencias del orden comercial.

Lo anterior se descubre a través del estudio de una sola mina como La Valenciana, la cual a finales del siglo XVIII se convirtió en la principal productora de plata que le proporcionó autonomía financiera pudiendo divorciar a la minería del comercio antes de hundirse en sus propias deudas.

Por mucho tiempo en la historiografía económica mexicana, nuestra concepción de la minería de la plata novohispana se basó en buena medida en los casos norteños de Guanajuato y Zacatecas, a pesar de que no fueron los únicos reales de minas de esa

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup>David A. Brading, *Mineros y comerciantes en el México Borbónico (1763-1810)*. México, Fondo de Cultura Económica, 1985 [1971], p. 45.

porción geográfica, aunque han concentrado buena parte de la discusión relegando de la misma a otros como los ubicados en Chihuahua y Sinaloa.

Más allá de la frontera norte novohispana encontramos el distrito minero de Parral cuyo estudio representa dentro de la historiografía económico-minera uno de los primeros análisis en donde se incluye también a la demografía y la sociedad. El trabajo sobre el Parral del siglo XVII por West<sup>32</sup> se fundamentó en un examen de la vida económica de la comunidad minera y las diferencias que tenía con otros reales según su ubicación geográfica. La propuesta de tipología de los reales de minas ofrecida por West representa un parteaguas en los estudios sobre la minería colonial que le precedieron ya que no se podía encapsular en una sola teoría la diversidad de contacto, medio ambiente, demografía, economía y sociedad a todos los reales de minas. Por ejemplo, si un centro minero estaba en latitudes hostiles para la colonización, desarrollaría características militares para asegurar la permanencia española. Para otros casos, el real de minas funcionaría como agente negociador, mientras que en otros ejemplos sirvió como base de poblamiento, o bien sentó las bases del complejo rancho - mina.

En los amplios territorios norteños, los españoles rara vez encontraron con población sedentaria, por lo cual, en los reales de minas que fueron surgiendo como Parral, se fue observando un proceso de mestizaje muy pronunciado que contrastó con el característico de los del centro y sur del reino.

En síntesis, este importante trabajo reconoce a una minería norteña apoyada en la agricultura, ganadería y comercio, que desarrolló un grado de autosuficiencia pero que no

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup>El estudio de Parral es uno de los trabajos que a pesar del tiempo no se le ha dado la dimensión adecuada en la historiografía del gran norte novohispano. Ver Robert West, *The Mining Community in Northern New Spain : The Parral Mining District*. Berkeley, University of California Press, 1949.

pudo romper sus lazos con el centro de México, de donde Parral se abastecía de varios productos.

La continuidad en el estudio sobre Parral, apareció casi cuarenta años más tarde del trabajo de West y se concentró en revisar el impacto de las Reformas Borbónicas en la industria minera del real. Entre las principales aportaciones de Alatriste<sup>33</sup> está la relación directa entre los altibajos políticos de Parral con la producción minera.

A partir de 1750 al descubrirse nuevas vetas en este real, se dio la condición propicia para la implementación de la reformas de Gálvez que buscaban fortalecer la actividad minera. En buena medida Parral fue el escenario ideal para ver la revolución económica, política y administrativa en el intento de recuperar el control real sobre la minería. Este real norteño es uno de los mejores ejemplos para analizar el antes y después de las reformas gracias a lo cual se abarató la producción, se logró un mejor abastecimiento de insumos como el azogue y se liberó el comercio. En relación a la amenaza que representaban los nativos se consiguió que a la par que disminuyó la hostilidad subió la producción de plata.

Siguiendo nuestro caminar por la historiografía del norte minero, encontramos el trabajo de historiadores españoles, que no habían participado en la discusión del tema y con lo cual venimos a completar nuestra visión del tema. El equipo de trabajo coordinado por Rodríguez Vicente<sup>34</sup> nos revela una minería poco conocida y en la cual penetramos por medio de un abultado proceso de pleito por una herencia que se contiene en el Archivo Histórico Nacional de Madrid. Analizando la biografía y personalidad de dos

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup>Ver Oscar Alatriste, Desarrollo de la industria y la comunidad minera de Hidalgo del Parral durante la segunda mitad del siglo XVIII(1765-1810). México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1983.

dueños de haciendas mineras de Sinaloa, la autora nos traslada a la vida cotidiana en ambos espacios sociales y económicos. Con una fuerte carga descriptiva, rescata de las listas de contabilidad de los insumos, las redes entre minería y comercio, las relaciones asalariadas de los trabajadores, los ritmos estacionales de trabajo en las haciendas, los equilibrios entre precios y fletes al igual que las sutiles relaciones entre la demografía y la minería. Los argumentos de este trabajo nos llevan incluso a revisar si la estratificación social de la Nueva España era rígida y cómo en lugares como Sinaloa, por la escasez de indios y esclavos, el fruto del trabajo se convirtió para todos en la mejor llave de acceso al poder.

Fuera del mundo de la minería norteña, el trabajo historiográfico se ha orientado también hacia los centros mineros del centro del reino en donde sobresalen las minas de Pachuca, Hidalgo y las de Taxco en Guerrero.

Para el estudio de la minas de Real del Monte<sup>35</sup>, los trabajos se concentraron en la reconstrucción de un episodio que conmocionó la minería colonial cuando estalló una huelga detonada por el descontento de los trabajadores. A partir de este evento la historiografía económica ha tomado elementos de estudio acerca de la naturaleza del trabajo, las relaciones laborales y las versiones del salario minero. La investigación de Ladd utilizando el marco teórico marxista acerca del trabajo, reconstruye la circunstancia de cómo un conflicto laboral desató la conciencia colectiva que puede ser uno de los primeros casos de formación de una incipiente clase proletaria.

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup>Ver María Encarnación Rodríguez Vicente, San José de Gracia y San Antonio de Arrona. Economia y sociedad en dos haciendas mineras de Sinaloa en el siglo XVIII. Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 1988.

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup>Ver Doris M. Ladd, *The Making of a Strike. Mexican Silver Worker's Struggles in Real del Monte, 1766-1775.* Lincoln, University of Nebraska Press, 1988.

En otros ejemplos como el estudio de caso de Taxco de Pérez<sup>36</sup> la preocupación se concentró en tratar de ubicar a este centro minero como polo económico de la región centro sur del reino novohispano.

Si bien el ejemplo de otros reales de minas nos muestran por medio de la historiografía que la rentabilidad de las minas fue posible gracias a las alianzas con el comercio, al igual que el esfuerzo individual de los mineros, en Taxco se propició una situación peculiar. La receta local consistió en la constitución de sociedades con estrategias de autofinaciamiento con las cuales fuera posible abatir las dificultades de insumos y mano de obra. Lo anterior se logró adaptando el funcionamiento de las comunidades indígenas a los intereses mineros.

Pero al mismo tiempo que en torno a la minería giraron actividades económicas como la agricultura, con el paso del tiempo ésta última fue desligándose del mercado minero.

Sobre la minería potosina, el trabajo historiográfico regional se ha concentrado en revisar el siglo XIX y su puente hacia el desarrollo capitalista a inicios de la centuria siguiente. Del período colonial, la minería potosina aparece solamente en los tratados generales o bien por sus vínculos con otros centros mineros. Recordemos que Salinas del Peñol Blanco fue el gran abastecedor de saltierra para Zacatecas. Todavía están pendientes estudios de reales como el de Ramos y Matehuala, aunque Charcas y Guadalcázar parecen haber llamado la atención recientemente. Para el Cerro de San Pedro el esfuerzo no ha dado muchos resultados ya que solamente se han reseñado aspectos

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup>Laura Pérez Rosales, *Mineria y sociedad en Taxco durante el siglo XVIII*. México, Universidad Iberoamericana, Departamento de Historia, 1996.

anecdóticos de su descubrimiento y primeros años de trabajo.<sup>37</sup> El estudio del desarrollo de una ciudad minera como se plantea en este esfuerzo no había llamado la atención de los especialistas de la historiografía colonial mexicana. Con el presente trabajo, pretendemos pues ampliar el horizonte y empezar a percibir un nuevo pasado potosino.

## 1.3 La historia demográfica mexicana.

Cuando nuestra reflexión acerca del pasado colonial mexicano se encamina alrededor de la naturaleza y dinámica de la población, inevitablemente debemos dejar en claro los objetivos perseguidos y las herramientas conceptuales que apoyaran nuestros estudios.

Cuando la dinámica de la población se convierte en un objeto de investigación histórica, es útil reconocer las distintas perspectivas de abordamiento.

Por una parte, como demografía histórica se puede reconstruir el pasado de una población articulando juicios y tejiendo el conocimiento del pasado demográfico con la asistencia de la historia como disciplina auxiliar. Este tipo de estudios por lo general conservaran una estructura de orden cuantitativo y serial.

En cuanto a la historia demográfica, los inventarios poblacionales se convierten en material de apoyo conservando a la perspectiva histórica como hilo conductor. Más allá de las estimaciones numéricas, esta modalidad de estudio nos permite penetrar en la esfera social de las cifras. Nos permite por igual entender los significados particulares que en un poblado adoptan aspectos de la vida y de la muerte.

Uno de los retos más formidables para el historiador en este sentido será precisamente el entretejido de las series y datos cuantificables, con descripciones

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup>Rafael Montejano, La minería en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado, 1994.

detalladas que nos hablan de personas con nombre y apellidos para entender lo colectivo. Tratar de encontrar la carne y el hueso que esta detrás de las curvas de una gráfica. De esta manera, la historia demográfica busca asociar las variables de una población con aspectos tales como el clima, producción agrícola, epidemias, hambrunas, guerras, crisis económicas, volatilidad de precios y otros aspectos que son propios de un contexto histórico.

En los estudios históricos acerca del período colonial mexicano, el problema de la población ha sido abordado desde distintos puntos de vista de acuerdo a la naturaleza de las fuentes existentes y disponibles en cada región. En buena medida, la aplicación de algunas herramientas que proporciona la demografía nos ha ayudado a entender mejor las diferencias regionales y aumentar nuestra capacidad de comparación.

Pero al mismo tiempo que percibimos dos perspectivas de abordamiento, es importante reconocer por igual el dinamismo de académicos en ambos lados del Atlántico para desarrollar corrientes de investigación muy peculiares.

En América, este campo de estudio adquirió un serio impulso en la década de 1950 con la denominada Escuela de Berkeley que se concentró en revisar el fenómeno demográfico resultante del contacto entre europeos y nativos en los primeros años del siglo XVI. Posiblemente como consecuencia de esta orientación, los primeros pasos de la historia demográfica de la América española se abocaron a dar cuenta de los saldos de la conquista e incipiente colonización europea sobre la población autóctona. Un poco más tarde, el interés se dirigió a reconstruir las tendencias seculares y los vínculos entre la evolución de la población y el trabajo, sobre todo de los indios.

En Europa mientras tanto, los esfuerzos por emparentar la historia con la demografía cristalizaron en las aportaciones metodológicas y teóricas de la escuela

francesa. En el viejo continente, los académicos de esta corriente trabajaron con poblaciones homogéneas en su composición y no tan voluminosas, con lo cual se obtuvo un buen acercamiento a la demografía del antiguo régimen. Sin embargo, la metodología empleada por los historiadores demógrafos franceses en gran medida no podían ser aplicados para el caso americano. Por ejemplo, en la Nueva España el alto índice de ilegitimidad, la dispersión y el tamaño de la población dificultaron la utilización de muchas de las técnicas como la reconstrucción de familias. En la utilización de la metodología pertinente para la reconstrucción de familias en la América española, tal parece que los estudios de caso más confiables sean los pueblos (asentamientos indígenas rurales aislados de la sociedad metropolitana) por la continuidad y confiabilidad en las fuentes eclesiásticas. Lo contrario se obtendría al revisar parroquias con amplias jurisdicciones que incluso dificultan conocer plenamente sus límites. Un ejemplo de lo anterior es el estudio de la conducta demográfica de pueblos como Amatenango (en el actual estado mexicano de Chiapas). En él se observó una migración casi nula y una alta legitimidad que contrastan con lo encontrado en otros sitios. La explicación de este comportamiento se encuentra precisamente en cada hogar en donde se procreaban un promedio de nueve hijos por mujer. Con esta fertilidad, el pueblo enfrentó crisis poblacionales y a diferencia de otros pueblos, Amatenango experimentó una expansión demográfica natural apoyada por la proliferación de los indígenas sin obstáculos, ni control.38

Ejemplos como el anterior fueron enseñando los caminos que debían seguirse para reconstruir el pasado demográfico de Latinoamérica. Muchos historiadores de la

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup>Herbert S. Klein, «Familia y fertilidad en Amatenango, Chiapas (1785-1816) » en Elsa Malvido y Miguel Angel Cuenya, comps. *Demografia histórica de México : siglos XVI-XIX*. México, Universidad Autónoma

población al mismo tiempo desarrollaron modelos metodológicos específicos adaptados a las fuentes locales.

Entre las primeras aportaciones que surgieron empezó a aceptarse que la aplicación de un modelo general no era del todo posible. En contraste, se debía dar énfasis a las diferencias regionales para entender en los factores que afectaba a la demografía. Otro aspecto importante que se debía considerar era que en el comportamiento biológico no se podía encontrar uniformidad. Por ejemplo, el efecto de las epidemias sobre determinada población variaron de acuerdo a la altitud y al clima, pero también influyeron aspectos tales como el aislamiento y la densidad poblacional.<sup>39</sup>

Márquez Morfín propone una revisión regional de la demografía colonial tratando de establecer las "causalidades diferenciales" de la evolución poblacional en donde influyen la población original de las localidades, el medio ecológico y el perfil socioeconómico de los poblados.

Cada localidad exige, como se ha venido mencionando, de la aplicación de ópticas distintas, así como de metodologías hechas a la medida de los "sitios demográficoshistóricos". El interés o desdén que una localidad despierte en un investigador depende en ocasiones de la integridad de sus fuentes en relación a la continuidad de sus series, así como de la existencia fortuita de documentos de naturaleza estadística.

Los libros parroquiales han sido una fuente valiosa de información demográfica a pesar de que originalmente no fueron del todo un producto de una política de conteo poblacional. Las series que ahora consideramos como "vitales" de bautizos, matrimonios y defunciones han sido materia recurrente no sólo de los historiadores demógrafos, sino

Metropolitana e Instituto Mora, 1993, p. 122.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup>Lourdes Márquez Morfín, « La evolución cuantitativa de la población novohispana: siglos XVI, XVII y

conciernen por igual a historiadores sociales y económicos por la variedad de los datos que se esconden en los volúmenes y que van más allá de las tasas de mortalidad, fertilidad y nupcialidad. Los registros parroquiales descubren por igual el interactuar social cotidiano, así como reflejan los patrones culturales de reacción ante la vida y la muerte. En este orden de ideas no debemos perder de vista dos aspectos. Por un lado, las parroquias nos pueden proporcionar los elementos para elaborar monografías demográficas hasta donde la explotación de las fuentes lo permitan. En segundo lugar, los estudios basados en archivos de este tipo deben entenderse desde sus cimientos porque como decimos coloquialmente "no pueden negar la cruz de su parroquia". La administración de la fe en un espacio como la Nueva España a la par de registrar los "eventos sacramentales", también llevó a cabo un tipo de matriculación religiosa que arrojan luces acerca de la población en varios aspectos. Los "padrones" o censos eclesiásticos pueden contener información pertinente sobre la composición demográfica y social de las ciudades y pueblos novohispanos, pero igualmente dan cuenta del estuche urbano ocupado por los vecinos.

Fecundidad, ilegitimidad, nupcialidad, exogamia y mortalidad han sido las líneas de investigación más frecuentes que los historiadores demógrafos de Latinoamericana han fundamentado desde archivos parroquiales.

Entre los trabajos que han servido como fundamento a esta línea de estudio para la época colonial encontramos la contribución de historiadores mexicanos y extranjeros. Entre las obras más sobresalientes se encuentran investigaciones como la de Brading y

Wu sobre la ciudad de León<sup>40</sup>; Calvo para Acatzingo<sup>41</sup>; M. Carmagnani para los reales mineros de Charcas y San Luis Potosí<sup>42</sup>; M. Lebrun para San José de Tula<sup>43</sup>; E. Malvido para Cholula<sup>44</sup>; C. Morin para Santa Inés Zacatelco y el Michoacán Borbónico<sup>45</sup>; Rabell para San Luis de la Paz<sup>46</sup>; Pescador para el barrio-parroquia de Santa Catarina en la capital del reino<sup>47</sup> y Quiñones<sup>48</sup> sobre Nombre de Dios, Durango.

Como característica compartida entre los autores, se pone mucho énfasis en explicar detalladamente la metodología empleada para situar al lector no experto al interior de un lenguaje distintivo que le ayude a entender representaciones numéricas que son producto de elaboradas operaciones matemáticas. En algunos trabajos como el de Rabell y Necoechea <sup>49</sup>, los datos que son extraídos de los libros parroquiales de San Luis de la Paz, son complementados con padrones y manipulados a través de métodos

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> David A. Brading y Celia Wu, « Population growth and Crisis : León, 1720-1860 », *Journal of Latin American Studies*, Vol. 5, (No. 1, febrero 1973), p. 1-36.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> Thomas Calvo, « Démographie historique d'une paroisse mexicaine : Acatzingo (1606-1810) », Cahiers des Amériques Latines, No. 6 (julio-diciembre 1972), p. 7-41.

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> Marcello Carmagnani, « Demografía y Sociedad; La estructura social de los centros mineros del norte de México, 1600-1720 ». *Historia Mexicana*, Vol. 21 (No. 3 enero-marzo 1972), p. 419-459.

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> Monique Lebrun, Esquisse Demographique d'une paroisse mexicaine de la periode coloniale: San José de Tula (1561-1815). Memoria de Maestría (Historia), Université de Montréal, 1971.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Elsa Malvido, « Factores de despoblación y de reposición de la población de Cholula en la época colonial (1641-1810) », *Historia Mexicana*, Vol. 22 (No. 1, julio-septoembre 1973), p. 23-51.

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup> Claude Morin, Santa Inés Zacatelco (1646-1812): Contribución a la demografía histórica del México colonial. México, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1973.

Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII: Crecimiento y desigualdad en una economía colonial.

México, Fondo de cultura económica, 1979.

<sup>&</sup>lt;sup>46</sup> Cecilia Rabell Romero, La población novohispana a la luz de los registros parroquiales. (Avances y perspectivas de investigación). México, UNAM, 1990.

<sup>«</sup> Matrimonio y raza en una parroquia rural: San Luis de la Paz, Guanajuato, 1715-1810 ». Historia Mexicana, 42 (No. 1, julio-septiembre 1992), p. 3-44.

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup> Juan Javier Pescador, De bautizados a fieles difuntos. Familia y mentalidades en una parroquia urbana: Santa Catarina de México, 1568-1820. México, El Colegio de México, 1992.

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup> Luis Carlos Quiñones Hernández, *Composición demográfica de Nombre de Dios, Durango. Siglo XVII.* México, Instituto de Investigaciones Históricas de la Universidad Juárez del Estado de Durango, Congreso del Estado de Durango, Secretaría de Educación Pública de Durango, 2002.

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup> Cecilia Rabell y Neri. Necochea, « La mortalidad adulta en una parroquia rural novohispana durante el siglo XVIII ». *Historia Mexicana* Vol. 36 (No. 3, enero-marzo 1987), p. 405-442.

indirectos como el de Brass-Hill<sup>50</sup> para reconstruir tablas de vida en las cuales los datos son muy susceptibles de caer en el sub-registro.

Pero así como en ocasiones el historiador no debe perder de vista la fragilidad de su base de datos, en otros casos la opción de las técnicas estadísticas pueden subsanar los huecos en la continuidad de la información requerida para un análisis demográfico. A la luz del trabajo de Morin para Santa Inés Zacatelco<sup>51</sup>, el empleo de coeficientes de conversión, la interpolación y las retropolaciones nos proporcionan los medios para completar las lagunas o intervalos de tiempo con información inconstante en las grandes gráficas de la vida y la muerte en el pasado.

En contraste, otros trabajos echaron mano de las matemáticas simples para medir los niveles de mortalidad en un espacio del México colonial. La línea de investigación de Malvido<sup>52</sup> en cinco parroquias cholultecas se orientó sencillamente en conocer la diferencia numérica entre vivos y muertos para entender el peso de las epidemias en una localidad. En el marco de las crisis de subsistencia experimentadas en la Nueva España, este trabajo hizo posible la identificación de momentos de apuros que trastornaron el comportamiento demográfico de los feligreses cuya existencia quedó registrada en los libros sacramentales. Pero así como fue posible señalar las crisis de mortalidad epidémica entre los indios, los saldos positivos entre bautizados y difuntos dieron pie a examinar los períodos de estabilidad relativa en los cuales la población de Cholula se recuperó.

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup> Esta metodología que se fundamenta en el supuesto de una mortalidad constante lo cual permite un acercamiento más cercano a la realidad de la mortalidad. Es de notar que este ejercicio fue aplicado para entender el comportamiento de la población en Europa y Canadá. Sin embargo, este aspecto se ha cuestionado ampliamente ya que se duda de su eficacia para revisar el pasado demográfico de la América Española. Un acercamiento a la confiabilidad se obtiene en la medida de que los resultados no deben sobrepasar los límites de las suposiciones o aproximaciones estadísticas.

<sup>51</sup> Morin, Santa Inés Zacatelco..., p. 8.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup> Malvido, « Factores de despoblación... », p. 90-95.

En otras regiones del México colonial, otros esfuerzos se concentraron en comprobar las relaciones que guardaron las epidemias, el hambre, los desórdenes sociales y la situación económica sobre el crecimiento poblacional. En su trabajo sobre León, Brading y Wu<sup>53</sup> lograron establecer que la dinámica demográfica de este poblado también estaba sujeta a períodos de crisis y "años normales", pero sobre todo estaba en función a la producción minera de Guanajuato. La población de la Villa de León creció a la par de las bonanzas del real de minas principalmente durante el siglo XVIII que fue cuando Guanajuato sobresalió como productor de plata. La explicación de esta tendencia se debe a que León alimentó a las minas por medio de una agricultura que empleó a numerosos contingentes de jornaleros. En la dinámica demográfica de la localidad, los indios y las catas fueron los grandes protagonistas. En el caso de los primeros, las curvas de los bautizos, los matrimonios y las defunciones, se movieron al compás de la oscilación de los precios del maíz y la sucesión de enfermedades. Este aspecto no contribuyó demasiado al crecimiento poblacional ya que los indígenas así como eran los más prolíficos fueron igualmente los más susceptibles a las crisis. La progresión demográfica, según Brading y Wu, fue posible porque la gente de sangre mezclada se adaptó mejor a resistir las dificultades y gracias a su estabilidad hicieron crecer la base de la población.

Un patrón de comportamiento demográfico distinto fue el encontrado por Calvo en su revisión de los archivos parroquiales de Acatzingo.<sup>54</sup> En este espacio, la evolución de la población (tanto de indios como de castas) estuvo fuertemente condicionada por las crisis de larga y corta duración. Epidemias y hambrunas se sucedieron en el poblado

<sup>53</sup> Brading y Wu, « Population growth and... », p. 36.

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup> Calvo, « Démographie historique d'une... », p.27-35.

principalmente a lo largo del siglo XVIII, haciendo difícil la existencia de los vecinos que además sufrieron los efectos del clima.

Los resultados obtenidos por Calvo en Acatzingo y Morin en Santa Inés Zacatelco nos muestran que si deseamos entender plenamente los momentos de paralización de la vida y los aumentos y retrocesos de la demografía, no debemos perder de vista las causas climatológicas, ni las condiciones de vida y trabajo en los poblados del México colonial. Este aspecto se ha comprobado en años más recientes en estudios como el de Quiñones acerca de Nombre de Dios, situado en el corazón mismo del camino de Tierra Adentro de la Nueva Vizcaya. Para entender a este poblado norteño, el autor se sumergió en sus libros sacramentales con cuya información reconstruyó las dificultades para atraer población a las estancias de labor en una región en la cual la gente era el principal recurso.<sup>55</sup>

En el catálogo de trabajos que han utilizado la teoría y los métodos de la historia demográfica, los reales de minas del septentrión novohispano también han sido incluidos en la discusión. Además de la obra de Rabell para San Luis de la Paz<sup>56</sup>, los trabajos de Pescador<sup>57</sup> y Carmagnani<sup>58</sup> han contribuido a la revisión del pasado de la población en la frontera chichimeca.

Utilizando una perspectiva de análisis micro-regional, Pescador nos sumerge en un poblado minero llamado Sierra de Pinos en el año de 1689. Tomando como fuente principal un padrón de tributarios, el historiador demógrafo reconstruyó un esquema socio-económico y demográfico, en el cual distinguió a la población por grupos étnicos.

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup> Quiñones, Composición demográfica..., p. 123-128.

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup> Ver Cecilia Rabell, « Matrimonio y raza en una parroquia rural: San Luis de la Paz, Guanajuato, 1715-1810 ». *Historia Mexicana*, 42 ( No. 1, julio-septiembre 1992), p. 3-44.

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup> Juan Javier Pescador, Recuperación demográfica y fecundidad colonial. El caso del Real de Minas de

edades, tipos de familias. Su interés se concentró en dar cuenta de las supuestas diferencias en el comportamiento entre indios y castas que había sido característicos de otros espacios. Sin embargo, sus hallazgos lo levaron a concluir que justamente en el momento de la recuperación demográfica de finales del siglo XVII, en Sierra de Pinos no se puede hablar de una discrepancia marcada entre nativos y gente de sangre mezclada en cuanto a las pautas poblacionales.

El último de los trabajos que revisaremos en este apartado tiene un doble significado en el balance historiográfico que hemos emprendido. En primer lugar, se trata de un producto de lo que podríamos llamar la "época dorada" de la historia demográfica mexicana (inicios de la década de 1970). En segundo término, su autor, M. Carmagnani, escogió analizar la población y sociedad de Charcas y San Luis Potosí. A este último centro minero, hemos regresado con nuevas preguntas.

Después de leer las conclusiones del trabajo, estuvimos de acuerdo con Carmagnani acerca de que el trabajo más que ofrecer respuestas sembró muchas dudas.

Uno de los primeros aspectos a cuestionar fue el que el trabajo se llevó a cabo en base a la consulta de libros parroquiales microfilmados con lo cual se intentó trazar un eje de discusión entre San Luis y Charcas. Su objetivo principal se concentró en establecer una relación entre la demografía y la producción minera de ambos sitios cuando ambos son productos de circunstancias muy distintas. El trabajo adolece de la ubicación de cada poblado en la dimensión regional. Charcas fue un poblado bajo la jurisdicción de la Nueva Galicia que fue fundado, abandonado por completo y vuelto a fundar por la

Sierra de Pinos, 1689. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, No. 93, 1989.

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> Carmagnani, « Demografia y Sociedad...».

presión de los grupos chichimecas vecinos. San Luis Potosí tuvo una experiencia muy diferente.

Un mejor entendimiento de ambos sitios se pudo haber logrado articulando los datos provenientes de los archivos parroquiales con otras fuentes como archivos locales y foráneos. En pocas palabras, el trabajo ni siquiera dejó en claro los límites de la parroquia a la cual se hace mención.<sup>59</sup>

Otro aspecto que Carmagnani trabajó muy superficialmente fue la identidad de la población autóctona que se asentó en Charcas y en San Luis. En este asunto, retomó la etiqueta de "indio" sin distinguir las distintas "naciones" que conformaron los contingentes de trabajadores mineros y agrícolas.

Lo que si nos deja en claro el trabajo es que, al menos en la ciudad de San Luis Potosí a inicios y mediados del siglo XVII, se experimentó un aumento constante en los bautizos lo cual nos podría indicar el crecimiento del poblado. Sin embargo, en esta dinámica no se incluyó la población asentada en el perímetro de San Luis que también era parte del poblado la cual era en su mayoría conformada por indios y gente de sangre mezclada.

Finalmente, las aseveraciones y perspectivas vertidas en este trabajo nos arrojaron luces que nos provocaron a plantear una actitud de análisis distinta. Una en donde pudiéramos cruzar caminos teóricos y metodológicos entre lo demográfico y lo social del pasado colonial potosino.

Los datos encerrados en los libros de bautizos, matrimonios y defunciones también nos permiten explorar en los ritmos, formas y actitudes que dieron sentido a la

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup> Aunque no se menciona con exactitud, el trabajo de Carmagnani se basa en el archivo de la Parroquia Mayor de San Luis Potosí.

colectividad organizada. En el momento en el cual traspasamos la frontera de las cifras, empezamos a tender puentes de relaciones entre la historia demográfica y la historia social. Detrás de los patrones demográficos se esconden fenómenos como la movilidad social, estructuras mentales, condiciones de vida y muerte diferenciales.

#### 1.4 La Historia Social. La cotidianidad privada de lo público

Para F. Braudel, la historia social es aquella de grupos, de estructuras, de destinos colectivos<sup>60</sup> lo cual nos lleva a concluir que toda historia es social en la medida de que se da cuenta de la capacidad del hombre de coexistir colectivamente.

En el ámbito de la economía, para ofrecer un ejemplo, la historia social se puede ocupar en revisar aspectos tales como los vínculos entre las estructuras de producción-ocupación y la sociedad.

En el estudio de poblaciones multiétnicas como las que florecieron en el México colonial, la historia social nos ha permitido entender desde las perspectivas regionales aspectos como cuales fueron y cómo funcionaron los criterios de diferenciación social. Los registros parroquiales ampliamente detallados nos permiten explorar por estas vetas ya que en cada evento ritual de los sacramentos se utilizaron "etiquetas sociales" en el cual se sintetizaban estratos socio-étnicos. En torno a estos principios, Morin opina que la raza puede referirse a un tipo físico, mientras que lo étnico engloba un conjunto de caracteres adquiridos, físicos y psico-sociales.<sup>61</sup>

En el México colonial, los escenarios más adecuados para observar la interacción cotidiana de los hombres, fueron precisamente los espacios urbanos. En cada villa, pueblo

<sup>&</sup>lt;sup>60</sup> Citado en Magnus Mörner, « Historia social Hispanoamericana de los siglos XVIII y XIX: Algunas reflexiones en torno a la historiografía reciente ». *Historia Mexicana*, Vol. 42 (No. 2, octubre-diciembre 1992), p. 419.

<sup>61</sup> Claude Morin, « Démographie et différences ethniques en Amérique latine coloniale ». Annales de

y ciudad del reino, la gente desarrolló su particular manera de comportarse en sociedad. Cada poblado concibió su escala de valores, interpretó actitudes, así como castigó las desviaciones del comportamiento para conservar el equilibrio social.

Los estudios de índole cualitativo de la sociedad novohispana nos permiten conocer de cerca a los actores del gran teatro social y encontrar sus voces perdidas en los mares de documentos. En la medida en que seamos capaces de observar las acciones humanas que se esconden detrás de los documentos, podremos entender los procesos colectivos.

En años recientes, la historiografía social nos ha ofrecido trabajos que han replanteado la participación de las mujeres y de otros sectores de la sociedad colonial, para los cuales tal parece que no había pasado. Gracias a trabajos de investigación como el de Lavrin, empezamos a dejar atrás conceptos tales como la pasividad y marginalidad de las mujeres en la Nueva España. La provocación que ha surgido de sus páginas nos obliga a reconsiderar la participación femenina en espacios institucionales, así como su conducta específica dentro de las clases y de los grupos.<sup>62</sup>

Otro estudio de naturaleza urbana que ha venido a llenar otros vacíos es el trabajo de Scardaville<sup>63</sup> acerca de la criminalidad observada entre los pobres de la ciudad de México de finales de la época colonial. En la forma que utilizaría un investigador policíaco, el historiador trató de interrogar a los delincuentes analfabetas a través de los registros criminales, y mientras se fue compenetrando en cada caso, se fue transformando en su abogado. Para exculparlos de sus delitos, Scardaville opinó que la incidencia

démographie historique. Paris (1977), p.302.

<sup>62</sup> Asunción Lavrin, « Women in Spanish American Colonial Society » en L. Bethell, ed. *The Cambridge History of Latin America*, Vol. II, 1986. P. 321-355.

<sup>63</sup> Michael Scardaville, Crime and the Urban Poor: Mexico City in the Late colonial Period. Tesis de Ph.D. (Historia), University of Florida, 1977.

criminal estaba íntimamente relacionada con los frecuentes ciclos de hambres que padecieron los pobres capitalinos. Muchos de ellos encontraron en el crimen y en la prostitución una forma de ganarse el sustento.

A través de estudios de este tipo, la vida cotidiana de las ciudades puede quedar al descubierto tanto en el nivel público como en el privado. Un ejemplo que bien puede ilustrar lo anterior, es el trabajo de García González sobre Zacatecas virreinal. El amplio repertorio de acciones, eventos y hábitos que realizaban los vecinos de esta ciudad minera se abrió como un abanico en el cual se entrelazaron aspectos como el trabajo, lo lúdico, el ocio, el amor y el odio. De esta forma, la vida familiar íntima de esta importante ciudad novohispana se nos presenta de una manera novedosa.64 Más allá de la historia de los empresarios mineros, la producción de plata y el abasto de mercurio, el pasado del poblado no puede entenderse si se deja de lado el diario del acontecer humano al interior de sus muros. Con estas ideas, el autor nos lleva de la mano por las calles zacatecanas y de reojo miramos a la gente que asistía a misa, mientras otros se acomodaban en sus mesas a merendar. Descubrimos también cuales eran los miedos compartidos, como llegaban y se iban las noticias y casi escuchamos los sonidos de los cascos de los caballos por los empedrados, así como las voces del convivir cotidiano entre españoles, castas e indios, cada quién con sus métodos para adaptarse y resistir a la realidad de una ciudad del México colonial.

La historia social, para concluir, nos permite entender las sutilezas de la danza diaria de la vida, con lo cual podemos ampliar nuestra percepción de un poblado como Zacatecas o San Luis Potosí y su funcionamiento como comunidad de intereses.

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup> Francisco García González, Familia y sociedad en Zacatecas. La vida en un microcosmos minero novohispano. México, El Colegio de México-Universidad Autónoma de Zacatecas, 2000, p. 21.

Reconstruir la biografía social de una ciudad es penetrar en los niveles individuales y colectivos de las negociaciones necesarias para mantener el equilibrio mínimo de convivencia.

# 1. 5 Poblar, vivir y morir en San Luis Potosí colonial. Sobre las fuentes.

Cuando nos dimos a la tarea de imaginar el pasado colonial de la ciudad de San Luis Potosí como objeto de estudio, la principal interrogante a la que nos enfrentamos fue alrededor de las fuentes existentes existencia. Nuestro trabajo de archivo debió orientarse a la ubicación de las huellas escondidas del pasado potosino a nivel local y foráneo.

El primer paso del trabajo se concentró en revisar que tanto de las informaciones sacramentales de los archivos parroquiales de la ciudad estaba disponible. Allí encontramos un número significativo de libros de bautizos, matrimonios y defunciones que han soportado el paso del tiempo, que han flotado en inundaciones, sobrevivido reacomodos y alimentado a innumerables colonias de polillas. Partimos de los libros más antiguos hasta el año de 1810.

En el actual Templo de la Compañía se custodia el archivo de la Parroquia Mayor de San Luis Potosí que originalmente estaba en la catedral potosina. Se trabajó con un total de 58 volúmenes para la serie de bautizos, 22 de matrimonios y 29 tomos en donde se registraron los entierros de españoles, castas e indios. Este acervo es importante porque empieza justamente con la primera versión del poblado (1593). Tal parece que muchos de los libros sacramentales no quedaron a salvo de la negligencia de quienes trabajaban en el registro de cada evento. Ya lo reconoció Velásquez.

"Indagando cuando empezaron a administrar los sacramentos, conseguí ver el primero libro parroquial. Con descuido de la decencia de su oficio, derramó el sacristán José de Ávila una botija de aceite "encima del libro antiguo que esta en esta iglesia desde la

fundación de este pueblo". El Bachiller Cristóbal Feanco, a la sazón cura, dispuso se trasladase dicho libro en otro limpio; más al hacer la copia hubo algunos defectos en el modo de asentar los bautizos, poniéndolos en guarismos y en un pequeño libro indecente. Por esto y porque los vecinos le pidieron a Don Baltazar de Mesa, que era cura en 27 de julio de 1605, el que dividiera y apartara los registros de bautizos y casamientos de negros, mulatos e indios, de las partidas referentes a españoles, mandó hacer un nuevo traslado en dos libros a causa de la separación solicitada. De éstos se conserva únicamente el de españoles, encuadernado con otros que alcanzan hasta mediados del siglo XVII. Así es que no existiendo el primer libro de los indios o castas, ni original ni en copia, queda incierta la fecha del principio."65

Los registros sacramentales en la parroquia mayor potosina a inicios del siglo XVIII fueron revisados por los visitadores del Obispado de Michoacán quienes recomendaron aplicar un mayor cuidado en la escritura de las actas. A partir del mes de abril de 1703, empieza a notarse también una diferenciación más clara en los libros parroquiales. Desde este momento se empezaron a elaborar libros exclusivos para españoles. Esta particularidad se adaptó por igual para el registro de los bautizos, matrimonios y entierros de las castas (negros, mestizos y mulatos) así como para los indios de la jurisdicción.

Con la llegada de las órdenes religiosas al incipiente pueblo de San Luis, se establecieron las jurisdicciones de cada parroquia. Por orden de importancia, la Parroquia Mayor de San Luis ubicada en el corazón mismo de la plaza mayor era la que primordialmente suministraba los sacramentos a la población española considerados como "vecinos", es decir, los que vivían al interior de la traza urbana. Pero los europeos no eran los únicos en el universo de los feligreses de la parroquia ya que a ella también acudían indios y gente de sangre mezclada avecindada en las cercanías.

<sup>65</sup> Primo F. Velázquez, *Historia de San Luis Potosí. Tomo II, Bajo el dominio español.* San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí-Academia de Historia Potosina, 1982[1946], p. 6-7.

En el caso del archivo del Convento de San Francisco, acudimos a la Parroquia de Tlaxcalilla para consultar registros de bautizos y casamientos que datan de 1594.

Los bautizos ocurridos hasta 1810 se encuentran en 11 libros. En cuanto a las defunciones, trabajamos al interior de siete volúmenes y en otros nueve legajos hallamos las inscripciones de los matrimonios.

Bajo la custodia del convento quedarían los barrios de indios de Tequisquiapan al poniente, el de la Santísima Trinidad, San Miguel, Nuestra Señora de Guadalupe por la cara del sur. Hacia el norte, los franciscanos custodiaron también a los pueblos de Santiago y Tlaxcalilla y, por último, hacia el oriente el barrio del Montecillo. La orden franciscana fue la primera en encargarse en organizar a la población indígena, por lo cual este acervo es de suma importancia para entender mejor el pasado de todos los indios que convergieron en San Luis como tlaxcaltecos, otomies, tarascos, nahuas y chichimecas por supuesto. El archivo del convento franciscano de San Luis es muy importante porque nos permite entrar al universo indígena de la localidad.

A principio del siglo XVIII se reorganizó el urbanismo de la ciudad, dando a la Parroquia Mayor la función de eje para el resto de los templos, con un ordenamiento en el cual la arquitectura religiosa dominaba un espacio urbano rodeado de barrios y pueblos.<sup>66</sup> Pero en este supuesto orden urbano muy similar a un tablero de ajedrez, las fachadas de dos templos, Tlaxcalilla y Santiago, no quedaron orientadas al eje central de la Parroquia Mayor, sino al norte. La ubicación geográfica y la disposición arquitectónica de ambos templos tal parece que es evidencia de su función como puestos de vigilancia en la

<sup>&</sup>lt;sup>66</sup> Alfonso Martínez R., « Construcción de una catedral sin diócesis. San Luis Potosí, 1701-1728 » en América: Encuentro y asimilación. Actas de las Segundas Jornadas de Historiadores Americanistas. Santa Fe, Diputación Provincial de Granada, 1989, p. 353-354.

empresa española de colonización del septentrión novohispano.67

A inicios del siglo XVII, las disputas entre Franciscanos y Agustinos por las jurisdicciones religiosas también alteraron la composición de las demarcaciones en el primitivo pueblo de San Luis. Como resultado de esta organización, la población del pueblo indio de San Sebastián alrededor de la parroquia con el mismo nombre fue custodiada por los frailes agustinos. En el archivo de su antiguo templo se trabajaron diez libros de bautizos, cinco de defunciones y otros iguales de matrimonios.

En el tratamiento y crítica de las fuentes eclesiásticas no debemos perder de vista las intenciones originales que encauzaron los registros ni renunciar a distinguir entre "almas" y "cuerpos". Los libros de bautizos nos proporcionan la información de la afiliación de los nuevos miembros de la comunidad cristiana. Por su parte, los tomos concernientes a los entierros nos hablan de las causas y formas de la muerte. Con la precaución debida, los registros parroquiales nos permiten reconstruir índices de los fenómenos demográficos. En el caso de los archivos parroquiales de la ciudad de San Luis Potosí, la articulación de la totalidad de ellos es valiosa por la posibilidad de poder efectuar comparaciones al interior y exterior de la localidad.

Para alcanzar los objetivos de este estudio, los archivos de las parroquias y conventos potosinos nos ofrecían solamente parte del cuerpo documental. El trabajo debió completarse explorando colecciones de expedientes de distinta índole y en distintas latitudes en los cuales fuimos encontrando datos de naturaleza cuantitativa y especialmente con muchos detalles cualitativos.

En la ciudad de San Luis Potosí, los curiosos del pasado disponen del Archivo Histórico del Estado y en sus numerosos fondos se custodia buena parte de la memoria

<sup>67</sup> Martínez R., « Construcción de una... », p. 354.

documental de distintas instituciones burocráticas de otras épocas. El fondo que nos fue de mayor utilidad fue el de la antigua Alcaldía Mayor de San Luis Potosí la cual se remonta a los días de la fundación del pueblo. Los legajos de documentos de esta sección dan cuenta de una amplia variedad de asuntos que pasaron por las manos de los alcaldes mayores quienes como autoridades municipales ejercieron funciones administrativas y judiciales. En otras palabras, el alcalde como cabeza de la justicia local tanto recibía las solicitudes de denuncios de minas como fue arbitro de pleitos, promotor del abasto de alimentos, regulador de precios e inquisidor de la conducta moral de los vecinos bajo su jurisdicción. En la interpretación de la información partimos de una crítica de los documentos y tratamos de descubrir las intenciones que subyacen a los textos. Por un lado, intentamos detectar que tanto las sentencias reflejaban los intereses de un grupo o que tanto respondieron a una política administrativa. Procuramos mantener en mente que frecuentemente la percepción de los magistrados no fue del todo objetiva así como inclusive tendieron a exagerar y distorsionar los testimonios acerca del actuar de indios y mulatos para dar un ejemplo.

Al revisar los diversos documentos derivados de varias instituciones debimos proceder con cautela y mantener en mente que tipo de vestigio del pasado teníamos enfrente, quienes eran los autores, a quienes estaba dirigido, la temporalidad, a que intereses respondieron y cuales fueron las intenciones. Por ejemplo, en aquellos documentos de la alcaldía en donde quedó registrado el contacto entre españoles y chichimecas, el discurso estuvo plagado de juicios de valor y de expresiones que resaltaron el "salvajismo" de los nativos y la valentía de los hispanos.

Los datos que fuimos recopilando de los distintos fondos del archivo potosino los usamos para completar la perspectiva que construimos desde los archivos parroquiales. Así, fuimos entrelazando las series numéricas con la riqueza de la información cualitativa en torno a las formas de vida, de muerte, del trabajo, de la política, de las aflicciones y de toda aquella conducta social que fue sancionada por los oficiales de la alcaldía. Información similar se encuentra a resguardo en los legajos correspondientes al Supremo Tribunal de Justicia. Todos los acuerdos alcanzados por las asambleas municipales quedaron registrados en varios volúmenes bajo la etiqueta de Libros de Cabildo que también nos fueron útiles para tomar el pulso de la ciudad colonial.

En la última parte del siglo XVIII, la ciudad se convirtió en capital de Intendencia, por lo cual, a partir de 1786, esta institución empezó a generar su propia burocracia y su propia memoria documental al igual que sucedió con el fondo de la Secretaría General de Gobierno en donde se contienen bandos, decretos, leyes y circulares.

Las actividades mineras también hicieron necesaria la concentración de documentos que hoy se custodian en el fondo Agencia de Minería, aunque para dar cuenta de los primeros pasos de la explotación minera, la información fue administrada por el Alcalde Mayor en cuyo apartado se conserva.

En cuanto a los archivos fuera de la ciudad de San Luis nuestra búsqueda de información fue orientada a los principales acervos del pasado iberoamericano y de las instituciones de gobierno colonial.

Bajo un régimen administrativo similar al utilizado en la península ibérica, las autoridades virreinales se organizaron en cuerpos de regencia entre los cuales sobresalió

la figura de la Audiencia como la propia de México y de Guadalajara cuya documentación es custodiada en el Archivo General de Indias de Sevilla. En este mismo acervo, consultamos distintos fondos cuyos títulos en buena medida explican la naturaleza de sus testimonios. En el fondo Contratación hallamos las solicitudes dirigidas y emitidas por el Consejo de Indias para permitir el viaje de funcionarios con rumbo al Nuevo Mundo. Ahí están los expedientes de cada uno de los alcaldes mayores que se trasladaron a la ciudad. En la sección Patronato se da cuenta de las empresas de colonización, mientras que los gastos de las múltiples "entradas" que los españoles realizaron para sus conquistas territoriales fueron registrados en el fondo Contaduría. Aquí es donde encontramos parte de los argumentos para entender el papel desempeñado por San Luis en la dinámica fronteriza del norte de la Nueva España.

En el plano eclesiástico, la búsqueda de documentos nos llevó a archivos de órdenes religiosas como el Fondo Franciscano de la Biblioteca Nacional de México, así como el de la Basílica de Zapopan, Jalisco. Un importante cuerpo documental fue consultado en la sede del antiguo Obispado de Michoacán del cual sacamos los censos eclesiásticos. En algunas bibliotecas norteamericanas como la *Newberry Library* de Chicago se han conservado informes de naturaleza geográfica de los cuales recuperamos también información de corte demográfico. Informes que además de describir el paisaje nos hablaron de los frutos de la tierra, del clima y de la composición étnica de los habitantes de cada región que fue visitada por los frailes viajeros.

### Capítulo 2

#### San Luis Potosí de la Gran Chichimeca

Estudiar los orígenes de una ciudad como San Luis Potosí no solamente implica la recopilación minuciosa de datos acerca de sus inicios y de su evolución. En primera instancia podríamos adquirir un conocimiento del pasado del lugar enumerando los distintos estatus que este poblado adquirió con el paso de los años, así como los momentos en los cuales la ciudad fue protagonista de algún evento trascendental en la vida de la Nueva España. Pero esto no sería suficiente para percibir una imagen más completa de San Luis en el tiempo.

Después del cuarto centenario de la fundación de San Luis Potosí como poblado, en la reconstrucción de la antigüedad potosina (incluyendo el episodio de la fundación misma del pueblo) todavía no se había reconocido cabalmente la participación de muchos actores y procesos que quedaron al margen de la historia. La visión de esta sociedad añeja se moldeó dando preferencia al pasado de "ilustrados" poderosos y de las instituciones locales.

La historiografía provincial que se había hecho cargo de dar cuenta de la época colonial se dirigió a examinar algunas fracciones del ciclo virreinal en lugar de privilegiar la larga duración como escenario de persistencia y cambios. De esta manera, la escritura de esta historia dejó tanto muchos hilos sueltos como argumentos en el aire que nos impidieron entender la naturaleza y dinámica de la población y la sociedad potosina bajo el dominio español.

La historiografía tradicional acerca de la ciudad nos enseñó que durante la época colonial (básicamente entre 1592 y 1810), se experimentaron tres grandes cambios o

transformaciones en el poblado. El primero sucedió cuando siendo congregación cambió a pueblo minero. Luego, adquirió el título de ciudad a mediados del siglo XVII y el último fue cuando a partir de 1786 se convirtió en sede de capital de la intendencia más extensa de la Nueva España.

Para entender a esta localidad en una manera global no basta entonces ubicarla en tiempo y espacio desde sus orígenes mismos. Tampoco el marco de la historiografía general de la Nueva España era de mucha utilidad, ya que San Luis Potosí no había sido considerado figura principal en la trama colonial, sino solamente aparecía como tema y espacio de referencia a la sombra de otras regiones y ciudades virreinales que sí habían sido estudiadas.

En este esfuerzo, tampoco consideramos prudente dejar de lado en la discusión aspectos tales como el desenvolvimiento de San Luis en el paisaje natural de la frontera norte novohispana, por donde la minería fue la actividad preponderante entre los componentes de la compleja escenografía económica, demográfica y social.

Para iniciar esta tarea, es imprescindible acercarnos a la dimensión de la vida fronteriza norteña e insertar el protagonismo de San Luis Potosí en uno de los episodios más importantes de la época que vio nacer el poblado: el encuentro con los chichimecas.

A diferencia de la cultura que los españoles enfrentaron en el altiplano central del Anáhuac, en los territorios semidesérticos del septentrión<sup>2</sup> habitaban varios grupos nómadas y seminómadas que practicaban la caza y la recolección como modo de subsistencia. Esta manera de vida de los llamados genéricamente "chichimecas"

Potosí era reconocido como el "Gran Tunal".

Ver Primo F. Velásquez, Historia de San Luis Potosi. Tomo II, Bajo el dominio español. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí-Academia de Historia Potosina, 1982 [1946].
 También llamado como "Gran Chichimeca" en la cual el espacio en donde surgiría el pueblo de San Luis

contrastaba con la alta civilización que los hispanos encontraron en el altiplano central de México.

Las numerosas bandas de chichimecas como xiximes, cazcanes, negritos, copuces y guachichiles, ofrecieron a los europeos la resistencia más formidable que por más de cincuenta años maniató toda estrategia de someterlos por la vía militar y obligó a desarrollar estrategias alternas para continuar transitando por aquellos territorios en donde coincidían importantes yacimientos de plata y el hábitat de los naturales. En contraste, los españoles sometieron a la capital del imperio mexica dos años después de haber iniciado su invasión y otras provincias cayeron en el decenio siguiente a 1519.

Con el descubrimiento de las minas de plata de Zacatecas en 1546, el camino de este real a la capital de la Nueva España atravesaba territorios chichimecas por lo cual las caravanas en ambos sentidos se vieron amenazadas y atacadas por los nativos. Para defender el tránsito por este camino, la administración virreinal fue erigiendo fortificaciones en torno a las cuales se fundaron pueblos que funcionaran como bastiones para la protección de pasajeros y mercancías. En la porción más conflictiva la cadena de presidios formó un sistema que articulaba el tráfico entre pueblos como San Miguel, San Felipe, Portezuelo, Ojuelos y Bocas. Este escudo por una parte aseguraba el camino entre la capital y Zacatecas y al mismo tiempo brindaba protección a reales mineros como Guanajuato, situado al occidente del arco defensivo. Cada uno de los baluartes así mismo se articuló con su entorno particular desarrollando relaciones de interdependencia con sus vecinos inmediatos, de donde se abastecían sin depender enteramente para este fin del camino de la plata.(Ilustración No.1)

Al oriente de esta vía se ubicaba un territorio llamado el Gran Tunal, el cual proporcionaba a grupos como los guachichiles, atanatoyas, copuces y macolias generosas

temporadas de recolección del fruto de las nopaleras. Esta región igualmente, desde mediados del siglo XVI, había sido objeto de intentos de penetración española para explorar y evangelizar. Este binomio de objetivos sentó las bases para el establecimiento de una de las ciudades españolas más importantes en el norte, que surgió gracias a los descubrimientos de minas de oro y plata, pero que coincidió en el espacio en donde se había asentado una congregación de indios nómadas bajo tutela religiosa.

Como toda historia tiene un principio, nos acercaremos a las circunstancias y las causas que motivaron la fundación y desarrollo de los primeros años de San Luis Potosí, desde una perspectiva heterogénea. A la luz de datos e interpretaciones que habían sido marginados de la escritura del pasado potosino, intentaremos transitar por el tiempo y el espacio de este rincón colonial que recibió el título de ciudad en 1656. Esta tarea traerá a colación a algunos de los actores que tradicionalmente han aparecido en el elenco tradicionalista, pero esta vez invitaremos a escena a nuevos protagonistas.

# 2.1 La génesis múltiple de San Luis Potosí.

# De Congregación a Real de Minas, de Pueblo a Ciudad

Desde la óptica española de finales del siglo XVIII, la antigüedad de San Luis Potosí (situado en los 273° 15' de longitud y 22°40' de latitud, a 90 leguas al norte de la capital novohispana) se remontaba a 1583 cuando fueron descubiertos minerales opulentos que darían pie a la fundación de un pueblo, sede de alcaldía mayor que fue primeramente gobernado por el conquistador-colonizador Juan de Oñate.<sup>3</sup>

El establecimiento de este pueblo de minas de "temperamento templado", de calles rectas, vestido de templos y habitado por españoles, mestizos, mulatos e indios se

dijo fue posible gracias a las labores de extracción y beneficio de plata proveniente del vecino Cerro de San Pedro en el cual estaban las minas, pero en donde no se concentró ni la alcaldía mayor, ni fue sede de la organización religiosa que en ambos casos tomaron asiento en el lugar que con el tiempo se transformaría en la ciudad de San Luis Potosí.

Hasta aquí, tal pareciera que estamos ante un ejemplo distintivo de real de minas del septentrión novohispano en el cual la ocupación humana del espacio, a diferencia de otros reales de minas fundados anteriormente, desarrolló dos polos de poblamiento en función recíproca.

En la versión tradicional que se ofrece acerca de los orígenes de la ciudad, el aspecto fundamental es que el descubrimiento de las minas del cerro hizo necesario organizar el espacio y los recursos naturales para dar cabida a los contingentes de pobladores que orientaron sus pasos hacia aquellas latitudes. En el cerro, una supuesta carencia de agua obligó a que no se concentrará en torno a las minas mismas el grueso de la población pionera la cual se asentó en el lugar en donde sería fundado posteriormente el pueblo de San Luis.

Para otros reales de minas norteños como Zacatecas, Guanajuato y Parral, las circunstancias del descubrimiento de sus yacimientos de plata hicieron posibles, en cada uno, la fundación de sus centros poblacionales integrando las minas al paisaje urbano.

Esta situación de poblar y organizar en función de la minería se mantuvo como una explicación lógica en el esquema y tipología de los centros cívicos novohispanos, pero en el caso potosino, las múltiples versiones y causales, así como la falta de consistencia en torno a los motivos de su fundación y permanencia, nos han provocado a revisar el hecho histórico de sus inicios como pueblo y real de minas.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P., 1793, Libro 38, f. 112f.

Para reconocer bien una circunstancia es necesario saber nombrarla, conocer su nombre. Esta declaración, aplicada a San Luis Potosí, adquiere una connotación muy peculiar ya que desde sus inicios nos enfrentamos ante un amplio catálogo de seudónimos que nos hicieron dudar si acaso se referían repetidamente al mismo sitio.

En los documentos más antiguos que se refieren tanto al Cerro de San Pedro como a San Luis, la palabra "Potosí" fue utilizada indistintamente en ambos casos. Se ha dicho que este nombre se le dio al real en alusión a las famosas minas del Cerro Rico del Potosí boliviano.

Pero así como la toponimia en ocasiones confunde al interesado, en la mentalidad potosina se ha enraizado la certeza que la actividad minera detonó la inmigración y consolidación de la ocupación del paisaje. Esta lógica es más aplicable a la colonización del Cerro de San Pedro y sus minas, pero en el caso del pueblo de San Luis es necesario buscar horizontes más amplios.

Remitiéndonos a la historiografía local y sus instrumentos, se ha ofrecido una versión de la génesis potosina sustentada en el acta misma de fundación del pueblo. El documento establece que San Luis Potosí fue fundado el 3 de noviembre de 1592 en el lugar en donde el franciscano fray Diego de la Magdalena había congregado a indios guachichiles desde 1583. Aquí coincide el inicio de la congregación con la fecha del descubrimiento del mineral.

No queda claro pues si la primera versión del asentamiento llevó el nombre de "Puesto de San Luis", ya que también es citado con el apelativo de "San Luis Mesquitique". Incluso algunos documentos de la época de fundación se refieren al pueblo

como el "Real del Monte del Potosí". 4 El mismo virrey Luis de Velasco en sus informes al rey de España tal parece que no estaba seguro del nombre de la nueva población pero sí de las riquezas que prometía ofrecer al real haber. A inicios de 1594 decía que, "...las minas nuevas de San Luis de la Paz que llaman de Potosí se descubrió estos días una veta de metal de oro y plata que si durara fuera muy rica porque tenía cada marco de plata a más de a 16 quilates de oro..."5

Otro elemento de polémica en la toponimia antigua de la región lo encontramos en el arraigo del nombre "Valle de Tangamanga" en el orden de la memoria local.

En algún momento, la sabiduría popular llegó a decir que la palabra Tangamanga significaba "lugar de agua y oro", lo cual encajó perfectamente en la versión no formal en torno a los motivos y condiciones de la fundación de la ciudad.

El historiador potosino del siglo XX por excelencia, Montejano y Aguinaga, llegó a la conclusión que la palabra era de origen tarasco y se refería a la estacada o empalizada por medio de la cual este pueblo se defendió de los ataques de los zacatecanos, de filiación chichimeca. Igualmente, esta palabra de "Tangamanga" fue llevada a San Luis por los mineros tarascos que llegaron a trabajar las minas del Cerro Potosí Tangamanga y que la usaron para llamar los puntales y empalizadas en los socavones.<sup>6</sup>

En el mismo contexto minero, la misma palabra fue la voz que llegó a oídos mineros en lugares tan distantes como las minas de Zacualpa en la Nueva Galicia. Allí, el nombre rápidamente se grabó en la mente del capitán Aparicio López de Sierra Alta quién tomó la misma decisión de otros tantos para acudir al llamado de la plata potosina.<sup>7</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>A.H.E.S.L.P. A.M. A-43, 1594.1, 1 de junio de 1594. <sup>5</sup>A.G.I. Audiencia de México, 22, N. 125, 14 de enero de 1594.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup>Rafael Montejano, « Ni se llamaba Tangamanga ni le pusieron San Luis Potosi », *El Sol de San Luis*, 14 de mayo de 1984, p. 14.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>A.G.I. Patronato, 87.

Mineros como este oficial de la armada encajaban perfectamente en la tipología ideal de los nuevos vecinos: mineros y militares.

Finalmente, otra parte de la argumentación toponímica la encontramos en la costumbre de imponer el nombre del santo del virrey en turno a los nuevos reales de minas con lo cual se explica el caso de San Luis que así fue nombrado en honor del segundo Velasco que gobernaba la Nueva España en la época de su fundación.8

Lo que sí se ha establecido con mayor certeza es que la función del poblado fue de dar acomodo a los mineros que llegaron a labrar las minas descubiertas supuestamente en mayo de 1592. Como consecuencia de este evento desplazaron a los naturales del sitio en donde estaban congregados originalmente.9

Desde marzo y abril de 1592, ante Miguel Caldera, quien era justicia mayor de San Miguel Mezquitic y ante las autoridades del cabildo zacatecano se hicieron denuncias y registros de minas del cerro de San Pedro. La primera instancia mencionada recibió información del minero Juan de Segura, quién presentó una lista de minas nuevas que llevaban nombres como la Caja del Cerro de las Ánimas, la Veta de San Buenventura, el Aguadal, la Veta de las Animas, la Ricaveta de las Animas, la Mina Catalina González, el Aguadal de la Veta San Antonio. La ubicación de muchas minas señala igualmente una mina "Descubridora" que posiblemente fue el nombre del yacimiento precursor. 11

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup>Luis Weckmann, La Herencia Medieval en México, México, El Colegio de México-Fondo de Cultura Económica, 1994, p. 315-316.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup>Rafael Montejano, Acta de Fundación y Título de Ciudad de San Luis Potosí, San Luis Potosí, Ayuntamiento Constitucional 1977-1979, 1979, p. 3. <sup>10</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P. A-33 1592.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup>Con el paso del tiempo, los nombres originales de las minas se han ido transformando y solamente quedan algunos indicios de los primeros títulos de propiedad en nombre como "Gogorrón", "La Concepción", Santa Ana"y "San Nicolás". Los denuncios han sido nombrados con apelativo como "El Tribilín", "El Barreno", "La Lotería", "El Campeón", "El Pancho", "Gabriel", "San Salvador", "La Canoa", "Los Riscos", "La Victoria", "Alpha", "San Fausto", "La Princesa", "Begonia", "Omega". "Los Blancos", "Cristina" y "Cumbres de Begonia".

Sobre las versiones acerca del descubrimiento de las minas, se ha dicho igualmente que las vetas fueron señaladas por un nativo chichimeca de nombre Gualiname, quién llevó al capitán mestizo Caldera a las minas del Cerro de San Pedro en 1591 y al poco tiempo ya se habían denunciado todas ellas detonando la llegada de mineros zacatecanos como Pedro de Arizmendi Gogorrón. 12 Este personaje como otros vecinos de ese real vieron la oportunidad de expandir sus horizontes económicos en las minas serranas declarándose descubridores y beneficiarios de las mismas.

La apropiación de las minas no fue exclusiva de los españoles, ya que se dio el caso como el de un mulato de nombre Gaspar, quien tomó dos minas en la veta de San Antonio de Padua en retribución por haber ayudado a catear otras tantas. 13

Al margen de todo lo anterior en la porción de la frontera norteña, en el tiempo y espacio de la fundación de San Luis Potosí se experimentaba un proceso vital para los objetivos de la corona española en América. Después de más de cincuenta años de incertidumbre y desgaste, los españoles empezaron a vislumbrar los días finales de la guerra chichimeca.

El nacimiento de poblados por tierras bélicas fue sentando las bases igualmente de una estrategia para consolidar el proceso de pacificación de los grupos hostiles. Esta táctica consistió en un experimento de convivencia entre los indios aliados a los españoles y los reacios chichimecas.

En este sentido se ha dicho que por iniciativa del citado Caldera, se solicitó al Virrey Luis de Velasco (el segundo) la ordenanza que permitiera que varias familias de

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup>Rafael Montejano, La minería en San Luis Potosí. San Luis Potosí, San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado, 1994, p. 16-18.

13 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P. A-33 1592, 1 de abril de 1592.

tlaxcaltecas caminaran hacia el norte para ir sembrando su ejemplar modo de vida política y religiosa y así erradicar lo rudimentario y belicoso de los nómadas. 14

En dicho ensayo de convivencia interétnica, San Luis Potosí ofreció el escenario propicio (al norte del asentamiento español) para la interacción de los chichimecas desplazados de su congregación original con los tlaxcaltecas recién llegados que fundaron igualmente el pueblo de Tlaxcalilla que serviría de modelo al de Santiago de los guachichiles.

Por otro lado, si nos apegamos a la naturaleza minera de los orígenes de San Luis Potosí, debemos incluir en la polémica el punto de vista de los teóricos de la minería mexicana del siglo XIX con sus particulares argumentos que ligan la minería a la fundación de ciudades.

García opinó que la ubicación geográfica de los centros mineros al coincidir con los territorios de bandas de nativos belicosos, obligó a los españoles a desarrollar prácticas defensivas para escoltar las caravanas que transitaban entre la capital y los reales de minas. La custodia del camino entre México y Zacatecas fue posible gracias a la construcción de presidios, edificaciones fortificadas que fueron asegurando el caminar y exploración de comarcas más amplias.

En esta circunstancia, algunos vecinos de Zacatecas dedicados a la minería buscaron otros horizontes e incluso,

"...estos gambusinos llegaron a ponerse de acuerdo con los chichimecas que les permitieron penetrar con sus exploraciones hasta el Cerro de San Pedro, al comenzar el último cuarto del siglo XVI, exploraciones que dieron como resultado el descubrimiento del famoso mineral, que permaneció ignorado por

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup>Manuel Muro, Historia de San Luis Potosí, San Luis Potosí, Manuel Esquivel y Cía. 1973, tomo 1, p. 8.

algún tiempo, porque los gambusinos descubridores y sus parciales fundían allí mismo los frutos y llevaban a vender la plata y el oro en pasta a Zacatecas." <sup>15</sup>

El mismo autor añade que al mismo tiempo que se detallaba la paz pactada con los chichimecas, el virrey recibió noticias de las minas serranas de San Pedro por lo cual apresuró la ordenanza del envío de 400 familias tlaxcaltecas bajo la tutela de franciscanos a fundar colonias o asentamientos ejemplares de indios amigos. La primera recibió el nombre de San Luis en memoria del representante del rey, Luis de Velasco y posteriormente, la nomenclatura del pueblo cambiaría a mediados del siglo siguiente al recibir el título de ciudad y ser comparada con el Potosí peruano.

A partir de 1591 la nueva colonia fue: "...progresando rápidamente, porque la noticia de haberse descubierto en la Nueva España otro Cerro del Potosí, por la incalculable riqueza de sus minas de oro y plata, atraía de luengas tierras gran número de españoles y mexicanos a la nueva población". <sup>16</sup>

En este orden de ideas, no debemos descartar que en el caso de San Luis se combinaron la suerte y la necesidad, que no era una mezcla del todo extraña en el surgimiento de ciudades en el nuevo mundo.

En el caso de la frontera norte, la fundación de ciudades por donde más se resentía la belicosidad chichimeca adquirió un valor agregado en la suma de intereses de distinta índole. Cuando Luis de Velasco fue proclamado Virrey a inicios de 1590, siete prototipos de congregaciones religioso-militares ubicados en los confines bélicos estaban listos para

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup>Trinidad García, Los mineros mexicanos. Colección de artículos sobre tradiciones y narraciones mineras, descubrimientos de las minas más notables, fundación de las poblaciones minerales más importantes y particularmente sobre la crisis producida por la baja de la plata. México, Oficina Tipográfica de la Secretaría de Fomento, 1895, p. 188.

<sup>16</sup> García, Los mineros mexicanos..., p. 190.

madurar y convertirse en pueblos: el Valle de San Luis, el de Mexquitic y San Francisco; otros más en Charcas, Teocaltiche, Tlaltenango y San Andrés.<sup>17</sup>

En todos estos lugares se buscó la convivencia de los indios nómadas con indios tlaxcaltecas para convertir a cada pueblo en nodo de un arco protector del camino de la plata y para Zacatecas misma.

La gran diáspora de nativos aliados, en el caso de San Luis, fue una escala más en el itinerario tlaxcalteca por el norte en donde arribaron igualmente a sitios fronterizos como Colotlán, Venado, La Hedionda, Saltillo, entre otros lugares. Agricultores por excelencia, los tlaxcaltecas que se acomodaron en la parte norte del pueblo español de San Luis, se adaptaron al nuevo paisaje y edificaron su pueblo con gobernador propio sujeto a la alcaldía mayor.

El papel desempeñado por los tlaxcaltecos en la política de convivencia entre naturales apaciguados y aliados, al menos continuó reconociéndose en el discurso administrativo de la época y en los orígenes del pueblo. A mediados del siglo XVII, el alcalde mayor de San Luis, don Fernando de Torrez y Avila decía todavía que:

"Por cuanto desde tiempo que se asentó la paz con los indios chichimecos guachichiles y otras naciones se tomó por medio conveniente para conservarla fundar poblaciones en las fronteras así de ellos como de indios pacíficos para que juntos los unos con los otros se fuesen domesticando y olvidando su modo de vida silvestre y bárbara y que se aplicaren a vivir en orden y quietud y policía reduciéndose a nuestra santa fe católica obligándolos con buen tratamiento y comodidades tenga en mayor conformidad se fundaron algunas poblaciones en el distrito de la Nueva España y en el de Galicia poniéndoles un capitán protector en cada uno que tenga cuenta de conservarla ampararlos y mantenerlos en paz..." 19

<sup>19</sup>A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P., Libro de Cabildo 1660-1662, f. 407.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup>Charles Foin, « Les villes nées du hasard et de la nécessité. Un exemple: San Luis Potosí, ville frontiere, ville minière », en Marie-Cecile Benassy y André Saint-Lu, coords. *La ville en Amérique coloniale*. Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 1995, p. 163.

Eugene B. Sego, Aliados y adversarios. Los colonos tlaxcaltecas en la frontera septentrional de la Nueva España, San Luis Potosí, El Colegio de San Luis y Gobierno del Estado de Tlaxcala, 1998.

En la historiografía no se ha puesto en tela de juicio el papel de los tlaxcaltecas al servicio de los intereses españoles en el norte novohispano. Pero si hacemos memoria del papel desempeñado por los indios aliados por los mismos territorios la reflexión en torno de la migración tlaxcalteca puede tomar otros rumbos.

El norte bárbaro no era del todo desconocido para ellos, ya que una parte de las tropas de los presidios era de origen tlaxcalteco. Así, este conocimiento de la tierra septentrional pudo haber sido la base de un diseño de expansión geográfica hacia esas latitudes del reino. Es decir, bien pudo tratarse de una empresa de colonización tlaxcalteca que atinadamente se agazapó en la política de colonización y pacificación de la corona implementada para esos territorios.

Antes de la llegada de los españoles al Anáhuac, este pueblo se encontraba muy limitado en su difusión principalmente por la cobertura y dominios del imperio mexica. No obstante la formidable adversidad entre ambos, que a la par fue aprovechada por los hispanos para imponerse a la ciudad-estado dominante, los tlaxcaltecas incursionaron por la porción sureña de Mesoamérica<sup>20</sup>, por regiones en donde no coincidieron con sus contrarios. Pero en el afán español de colonizar el norte, los tlaxcaltecas, al igual que lo sucedido en el altiplano central, supieron aprovechar la estructura de penetración de los conquistadores para llevar a cabo finalmente sus objetivos de sembrar con su presencia a varios poblados hispanos.

Revisando estas condiciones para el caso de San Luis, con la fundación del pueblo, con la cual se consolidaba la apropiación del territorio, varios intereses hispanos se vieron ampliamente cumplidos. En cuestiones militares de la frontera, como

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Los tlaxcaltecas llegaron a lejanas regiones del sur, hasta tierras de lo que hoy día es Centroamérica.

argumentaremos posteriormente, el pueblo-real de minas fue el bastión más oriental en el escudo contra las incursiones chichimecas a pesar de un proceso de pacificación en marcha. Por el lado de la economía se convirtió en uno de los principales proveedores de ingresos mmonetarios al "real haber".

En síntesis, para los españoles la génesis del pueblo fue de utilidad como escenario de convergencia en el avance pastoral y militar así como en la consolidación económica y geográfica de la región. Pero como los europeos no fueron los únicos protagonistas en el septentrión del reino, debemos incluir en el análisis histórico de la fundación de un pueblo como San Luis Potosí, a grupos como tlaxcaltecas, tarascos, otomis que a finales del siglo XVI eran ya portadores del carácter novohispano.

## 2.2 San Luis como presidio

En mayo de 1710 el pleno del "estado eclesiástico" de San Luis, el cual estaba constituido por cura beneficiado y juez eclesiástico don Cristobal de Arreisaga y de la Cueva, y cada uno los guardianes de los conventos de San Francisco, San Agustín, la Merced, San Juan de Dios y de la compañía de Jesús, hizo llegar al Consejo de Indias de Sevilla sus argumentos de porque no debía cobrarse tributo a los indios, negros y mulatos que vivían en la ciudad de ese entonces. Una buena parte de la discusión giró en torno a los orígenes mismos del poblado y sus argumentos nos remontan a los inicios de la década de 1590 en donde:

"...antes del descubrimiento de las minas era el campo de esta ciudad erizado, yermo sin población alguna aún del gentilísimo, solo se hallaba en el un presidio que llamaron de Tangamanga que costeaba su majestad de soldados españoles e indios tlaxcaltecas para el reparo de las innumerables invasiones que hacían los indios guachichiles de el oriente con las demás naciones bárbaras, hasta y la más de la provincia de la huasteca y para zanjar el paso sino que impedían con la tierra adentro y descubierto el mineral por los indios tlaxcaltecos por mandato del excmo. Virrey de esta Nueva España Don Luis de Velasco el primero

se hizo la fundación de este real viniendo del de Zacatecas mucho número de gente de todas esferas y condiciones a poblarlo, con que eficazmente se persuade que esta tierra ni fue conquistada ni reducida ni tuvo su majestad en ella tributarios algunos..."<sup>21</sup>

Esta controversia administrativa nos descubre una circunstancia que en la historiografía no se había contemplado: el papel de San Luis como presidio en la frontera bélica de finales del siglo XVI cuyo nombre de Tangamanga encuentra un sentido más lógico en los orígenes del pueblo.

Si bien las descripciones físicas del primer asentamiento omiten la figura del presidio, éste pudo haber tenido una constitución menos permanente y sólida de presidios del camino de la plata como Ojuelos o bien de presidios-misiones como Jalpan al oriente de la frontera chichimeca. En el primero de los ejemplos, los presidios exigieron el desembolso de recursos para mantener la presencia "de un gran ejercito de gentes y gastos excesivos" para custodiar los caminos y estancias de ganado, asegurando también el transito de mercancías y plata.<sup>22</sup>

Las razones por las cuales no podemos ubicar en un plano del poblado al presidio potosino, ni tampoco señalarlo en la geografía norteña, es que la arquitectura misma de la fortificación, ya fuera temporal (palizada) o permanente, más que haber desaparecido, se pudo haber transformado o integrado a la arquitectura urbana.

No obstante la importancia de la figura del presidio en la reducción y pacificación de los nómadas por toda la Tierra Adentro, una vez que se lograba el apaciguamiento de los mismos, el presidio podría desaparecer y de cierta forma era substituido por la figura de un "capitán protector" en cada uno de los puestos en donde se asentaban los nativos.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup>A.G.I. Audiencia de México, 1043, f. 82v. - 83.

Esta fue la experiencia en puntos fronterizos clave como San Miguel Mezquitic, San Sebastián del Agua del Venado, Tierra Blanca, San Luis de la Paz y Río Verde en cuyos parajes se erigieron presidios en los cuales se acuartelaban compañías de soldados, organizados en pelotones de 24 y 30 hombres según las necesidades particulares. Cuando cada uno de estos sitios fue alcanzando un grado de confiabilidad, la política presidiaria fue gradualmente abandonada en el surgimiento de los capitanes de frontera quienes adquirieron la tarea de abastecer de comida, vestuario y herramientas a los chichimecas.<sup>23</sup>

En la porción potosina de la frontera chichimeca, frecuentemente personal militar como el soldado Diego de Guelva circulaba entre los presidios de Santa María del Río y el de San Luis pastoreando animales de tiro, al igual que hacía circular instrucciones para que los chichimecas ya aquietados hicieran sus sementeras.<sup>24</sup>

En esta política, cada determinada extensión de territorio era abastecido por medio de almacenes reales desde donde salían los productos, no solo para los chichimecas y guachichiles, sino también para los tlaxcaltecos, cuyo mantenimiento era parcialmente costeado por la corona.

Además del almacén, se designó a capitanes para "cuidar" a las congregaciones como Pedro de Anda quién tuvo bajo su custodia las poblaciones de Santa María, Armadillo y Río Verde. Este tipo de militares eran examinados frecuentemente por jueces visitadores como Diego Infante del Águila, quien teniendo su centro administrativo en Zacatecas, desde allí se encargó del abasto de los almacenes del Gran Tunal como San Miguel Mezquitic, Bocas de Maticoya, Santa María del Río, Armadillo y San Luis. 25 De

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup>A.G.I. Audiencia de México, 20, Ramo 2, No. 110. Carta del Conde de la Coruña al Rey, 12 de abril de 1583.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup>A.G.I., Audiencia de Guadalajara, 144, f. 30.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup>A.G.I. Contaduría, 851, f. 15.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup>A.G.I. Contaduría, 851, f. 141.

este último, productos tales como camisas, sombreros, zapatos, faldas de lana, blusas, huipiles, mantas, telas, así como varias cifras de fanegas de maíz, bueyes, vacas, borregos, chivos, puercos, mulas y arados, salieron con destino a las manos de los chichimecas de la comarca.

Los recursos materiales de los "gastos de la paz" provinieron de la caja real de Zacatecas y en promedio anual, se emplearon unos 4, 500 pesos de oro común únicamente en el abasto de la carne de vaca en San Miguel, Santa María, San Luis y las Bocas de Maticoya. Solamente entre diciembre de 1599 y abril de 1600, se entregó a los guardianes respectivos de los conventos franciscanos de San Miguel y San Luis unas 256 reses para ser sacrificadas y repartida su carne entre los chichimecas fieles. En cuanto al maíz entregado en las mismas fechas, las partidas de dinero que recibió el capitán Gabriel Ortiz de Fuenmayor sumaban 1,000 pesos para cubrir la semilla y su flete.<sup>26</sup> Este capitán tendría a su cargo el almacén de San Luis entre los años de 1592 y 1599 para ser luego reemplazado por Juan Pérez de Alanís para continuar con la tarea de proveer paz por medio del abasto, ya no solo a los guachichiles, sino empezó a incluirse en las dádivas a tlaxcaltecos y tarascos de la periferia del pueblo que convivían con los nómadas urbanos (Tlaxcalilla y Santiago).<sup>27</sup>

Pero las condiciones de cada porción de la frontera no eran similares y en cada una se fue desarrollando una estrategia particular. Por algunas partes de esta manera se entiende la impotencia de derrotar a algunos grupos de chichimecas por medios militares que se tradujo en levantamientos de presidios para al menos ofrecer cierta seguridad por medio de una contención limitada de los ataques. Por otros lados los europeos si pudieron

A.G.I. Contaduría, 842, fs. 36-41.
 A.G.I. A.H.E.S.L.P. Fondo Powell, Protectorado de Indios, A.06.14; A.G.I. Contaduría, 851, f. 37.

dar rienda suelta a sus estrategias militares como la guerra "a sangre y fuego" contra los nativos.

Además de los dolores de cabeza que ocasionó, la cuestión chichimeca fue interpretada por cada virrey de manera distinta y de acuerdo a como se desarrollaba el conflicto en su período de gobierno.

El virrey Villamanrique opinaba que la mejor manera de "amansar" a los bélicos nativos era el darles regalos. Incluso informó al rey que algunos "capitancillos" chichimecos serían invitados a visitar la capital novohispana, vestidos a la usanza española. La nueva actitud del virrey incluía además la promesa de liberar aquellos que habían sido esclavizados y que la figura del presidio desaparecería ya que "...los poblaría y en las poblaciones (pondría) otros indios que los acompañasen y enseñasen a cultivar la tierra."

En este escenario encajaba perfectamente el papel de los tlaxcaltecos como piezas claves en el tablero de ajedrez que el virrey Villamanrique heredó al segundo de los Velasco a manera de advertencias para su gestión de gobierno.

En el ideario de la paz chichimeca no debía desaparecer la noción de que el sosiego había sido comprado con comida, textiles, animales y artefactos que se entregaban a los naturales fronterizos. Posiblemente tanto para españoles como chichimecos quedó muy clara la idea que el cese de hostilidades no fue resultado de acciones militares sino de una diplomacia que fue generosa con los nativos y costosa para los españoles. Sin embargo, esta "inversión" en los regalos de paz debía verse como tal ya

A.H.E.S.L.P. Fondo Powell, Protectorado de indios, A. 06.34.; A.G.I. Contaduría, 851, fs. 12-13.

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup>A.G.I. Audiencia de México, 22, Ramo 3. 1589-1590.

que se aseguró relativamente el transitar de las caravanas y la explotación minera siguió adelante.

Para mediados de febrero de 1590, ya con Luis de Velasco en el cargo, su antecesor (Villamanrique) sentenció que no había para ese entonces "...ni indio de guerra ni levantado en todas las chichimecas desde San Joan [sic] del Río hasta Santa Bárbara y sus comarcas que es el contorno de tierra que estos han ocupado siempre...".<sup>29</sup>

De Velasco también recibió como herencia la instrucción de que en todas las congregaciones de indios apaciguados se mantuviera la presencia española y que en las siete poblaciones con estas características que se habían propiciado en la Nueva Galicia, así como en el Valle de San Luis y en el de Mezquitic, en el de San Francisco, las Charcas, Teocaltiche, Tlaltenago, San Andrés, se les proveyera de indios amigos, maíz y yuntas. El nuevo modo de vida cívica y de trabajar la tierra sería enseñada por españoles, lo que puede tomarse como un plan de colonización de lo que serían los asentamientos tlaxcaltecos, en donde se incluye por supuesto su arribo a San Luis Potosí.

En junio de 1592, en una misiva dirigida al rey, el virrey de Velasco dejó en claro varios aspectos en torno a esta problemática y de cómo los abordaría su administración.

En primer lugar, la iniciativa de hacer convivir a chichimecas con indios aliados no era una idea en la cual se podía depositar mucha confianza por los eventos acaecidos en la vecina comarca zacatecana, exactamente en la Sierra de San Andrés. Ahí, los nómadas que había sido persuadidos a cohabitar con los colonos tlaxcaltecos se amotinaron contra ellos mismos. Los españoles temieron que esta actitud pudiera ser copiada en otros sitios en donde se intentaba la misma política de sociabilidad interétnica.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup>A.G.I. Audiencia de México, 22, No. 24-A.

Esta situación de permanente amenaza hizo que de Velasco ordenara a militares curtidos en la guerra y diplomacia de la frontera como Miguel Caldera a vigilar a estos enclaves estratégicos y que de cierta manera con esta actitud quedara en claro que no comulgaba con las ideas del anterior virrey para reducir el sistema de presidios en la frontera. Este sería el momento en que algunos protagonistas de la guerra chichimeca empezarían a tomar una relevancia debido a su estrecha relación con los inicios de San Luis como real de minas y pueblo.

La figura de Caldera, en este orden de ideas, debe entenderse en gran medida por sus vínculos con la colonización minera de San Luis, y no simplemente como soldado y embajador de la corona.

En base a sus méritos en la conflagración, se ha erguido la imagen de un Caldera como el gran negociador de la paz o mejor dicho, el gran comprador de una paz que muy posiblemente a él mismo le era conveniente obtener y conservar. Muy cerca de las minas del Cerro de San Pedro, el llamado "Capitán Mestizo" por su ascendencia guachichil, tenía entre sus propiedades una hacienda minera en un poblado que en su honor fue nombrado Monte Caldera. Su hacienda en ese sitio así como otras propiedades requerían mano de obra que se aseguraría más fácilmente una vez pacificada la región en donde se originaba la amenaza: el oriental Río Verde.<sup>30</sup>

Además de lo anterior, Caldera recibió una permanente protección administrativa una vez erigida la primera versión de la alcaldía mayor potosina y de la diputación de mineros del pueblo. Entre las primeras obras ordenadas por el alcalde Juan de Oñate (1593) se construyó un camino para facilitar el tránsito de carretas, recuas y transeúntes

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup>Nicole Percheron, « La pacification des Guachichiles et des Pames de San Luis Potosi », Cahiers des Ameriques Latines, No, 25, (1982), p. 75.

entre el Cerro y San Luis. La obra adicionalmente favoreció una articulación de los ranchos y casas de cuadrillas propiedad del capitán con el pueblo y el cerro. Dicha fabricación requirió la participación de 20 indios dotados de herramientas y animales.<sup>31</sup>

A la par de que en la época de negociación con los chichimecas se recalcaba la capacidad de Caldera para "atraer y reducir" a los nativos, su lado militar fue desarrollando un delicado equilibrio entre la fuerza y la negociación. Con la ayuda de incondicionales hermanos de armas como Vicente de Saldívar quiso ejercer un control férreo de lugares como las minas de San Luis en donde la experiencia de convivencia entre españoles, negros, mulatos y mestizos podía inquietar a los nativos derrumbando lo que se había logrado para apaciguarlos.<sup>32</sup> Tanto la amenaza de nuevos brotes bélicos como el rompimiento del equilibrio alcanzado al convertir a los nómadas en chichimecas urbanos pudieron haber repercutido rápida y directamente sobre sus negocios en la región.

Siguiendo un orden secuencial de los eventos que vinculan a San Luis Potosí con los estertores de la llamada guerra chichimeca, podemos reconocer que la versión más primitiva del asentamiento (la congregación) estuvo relacionada con la figura del presidio con una consecuente presencia de soldados. Luego, ante un clima pacífico, San Luis modificó el presidio en almacén justo cuando nació formalmente el pueblo. Esta transformación se dio a pesar de que no podían olvidarse fácilmente las características bélicas de una región que estaba convirtiéndose en un cruce de rutas y caminos, al igual que estaba desarrollando una industria minera importante.

Tal pareciera que el origen de la ciudad es un complejo rompecabezas en el cual muchas piezas pertenecen al contexto de las controversias políticas virreinales de la

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P. A-2, 1594-1595. <sup>32</sup>A.G.I. Contaduría, 851, f. 1856.

época. Otras más han sido custodiadas por el trabajo historiográfico local empeñado en privilegiar el papel del colono europeo. Pero otras tantas se pueden hallar en la revisión de las circunstancias que provocaron el nacimiento de San Luis no exclusivamente como pueblo y real de minas. Los datos que hemos tejido hasta aquí también nos dan la oportunidad de considerar a este pueblo como protagonista activo en el conflicto chichimeca, en el mantenimiento de la paz y como bastión defensivo hacia el oriente, a la par que se consolidaba como pieza clave en el norte económico del Nueva España.

En este escenario es innegable el peso de la minería en los cimientos del pueblo pero no como pilar exclusivo de la fundación, sino como parte de los motivos y condiciones que coincidieron articuladamente en el tiempo y el espacio en San Luis Potosí a finales del siglo XVI.

### 2.3 Los inicios mineros

La minería fue la principal actividad económica del recién fundado pueblo al cual acudieron mineros de muchos confines novohispanos en pos de involucrarse de alguna manera en la bonanza de las minas del Cerro de San Pedro. En torno a la producción minera se desarrollaron operaciones de apoyo para su mantenimiento que entre otras fueron el comercio, la arriería, los modos de trabajo, el abasto de insumos y la provisión de créditos.

Para entender esta actividad que en parte provocó el surgimiento de la ciudad de San Luis, debemos empezar con una descripción de su naturaleza local.

Ubicado al noreste del pueblo de San Luis Potosí, a unas cuatro leguas de distancia, el Cerro de San Pedro puede considerarse como un distrito minero caracterizado por un sistema mineralizado hidrotérmico que llegó a constituir un área de

unas 60 hectáreas. La principal zona de explotación histórica se ha concentrado alrededor de un ovalo de 1020 por 580 metros dibujado sobre el cerro mismo. El material calizo alberga a los yacimientos de oro y plata, de los cuales el oro fue encontrado asociado con hematita, mientras que la plata fue predominantemente encontrada acompañada con plomo o en cloruro.<sup>33</sup>

Azotado por corrientes permanentes de vientos, en el medio ambiente del Cerro de San Pedro no puede decirse que haya mes en el año en que no se resientan los fríos nocturnos y matutinos. Las crudas temperaturas y el viento erosionan los suelos en donde solo crecen arbustos y cactáceas. Como en ningún otro lugar a la redonda, la vida en el cerro está sometida a cambios extremos en el clima, que tal pareciera intenta forjar los cuerpos y el temple de sus moradores.

Desde su establecimiento como asentamiento humano, el Cerro de San Pedro, según la historiografía potosina, no pudo superar el obstáculo de la carencia de agua, y esta circunstancia se ha ofrecido como explicación a la preferencia para asentar a la población principal en San Luis Potosí. Además de las aguas del Río Santiago, al norte del asentamiento, en el pueblo se localizaron varios ojos de agua<sup>34</sup> que se alimentaban de los escurrimientos de la serranía sureña, la Sierra de San Miguelito.<sup>35</sup>

De esta suerte, nació un complejo minero por demás peculiar en el norte minero novohispano, teniendo a las minas en un sitio (el cerro) y buena parte de las haciendas de beneficio por otro (el pueblo). Con estas condiciones, las minas de San Pedro no solo

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup>George. Barnett y Asociados. San Pedro Project. Acheron Resources Limited. Reporte de campo inédito. Tucson, 1985.

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup>El Agustino fray Diego de Basalenque denuncio cinco ojos de agua manantiales al sur del pueblo. A.H.E.S.L.P., A.M. A-35, 1599.

propiciaron el establecimiento del pueblo español, sino provocaron gradualmente el surgimiento de estancias, ranchos, puestos e incluso versiones reducidas de reales mineros. Todo en función de la minería.

El inicio formal de las actividades mineras en 1592 fue un poco antes de la fecha de fundación, del nuevo pueblo fronterizo, pero el territorio del nuevo asentamiento incluyendo sus yacimientos minerales, posiblemente no era del todo desconocido entre aquellos que deambulaban por el Gran Tunal (españoles y nativos).

Nuestros recorridos de superficie por un arco nororiental de unos diez kilómetros de radio han revelado la presencia de sitios con altas concentraciones de material cerámico y lítico correspondiente a la época prehispánica. Por un lado, alrededor de parajes como el que ocupó la hacienda colonial de Pozo de Luna, afloran del terreno restos de artefactos de barro, así como puntas de proyectil de obsidiana, mucho más largas y robustas que las puntas de flecha de silex de los cazadores recolectores que de esta manera no fueron los únicos que merodeaban la región. En el distrito minero del Cerro de San Pedro, en las proximidades de los restos de estancias mineras como La Zapatilla, sin necesidad de excavación han brotado del pasado estructuras constructivas que podrían fundamentar que los yacimientos minerales de San Pedro eran conocidos y explotados antes de la colonización española. 36

Cuando en el Cerro de San Pedro se dio pie a una explotación minera debidamente organizada, ciertas condiciones se hicieron evidentes. En primer lugar, los contingentes de mineros que llegaron para labrar las minas desplazaron el asiento de la

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup>El agua que bajaba de los cerros, se acumulaba en hondonadas de donde se cargaban los pozos y ojos de agua de la ciudad, llamados comúnmente "albercas", que todavía hasta nuestros días proveen del vital líquido a una escasa porción de la población

congregación de fray Diego de la Magdalena hacia el norte del pueblo. En esa porción, los guachichiles a su vez darían origen al barrio de Santiago a cuya ubicación tendría como vecino al pueblo de la "Asumpción Tlaxcalilla", que como habíamos dicho fue la sede de los tlaxcaltecas.

Pero además de los mineros, los nómadas ya domesticados y los indios aliados, en la región deambulaban igualmente otros indios que fueron asentándose en la rudimentaria versión del pueblo de San Luis. Inclusive se llegó a decir que en cuanto a indios,

"los primeros...fueron los indios de el Pueblo y Frontera de San Miguel Mexquitic, cuatro leguas distante a la parte del norte ...de donde bajaron al servicio de las minas [y] se fueron quedando muchos de ellos y procreando y propagándose fueron fundando barrios en que vivir separados de los españoles contíguos como lo están...y todos para el fin y ministerio de la minería e ingenio de sacar plata sin otra granjería..."

Según el testimonio de varios mineros, durante varios días de marzo de 1592 salieron del pueblo de Mezquitic hacia el Cerro de San Pedro a catear y registrar minas. Entre ellos se encontraban españoles como los famosos "Pedros", quienes eran Pedro Benito y Pedro de Anda. Además se sumaron a la partida de exploradores, Baltazar de Chávez, Cristóbal Pérez, Diego de Adame, Simón de Oviedo entre otros.<sup>38</sup>

Mientras cada uno de ellos empezó a medir sus denuncios y fue poniéndole nombres a sus nuevas propiedades, otros como Gregorio de León reclamaron minas para nuestro conocido Miguel Caldera quien se apropió de la mina descubridora. Al parecer, el cerro ofrecía sus venas minerales a todo quien lo remontara y tomara sus vetas. Por arriba

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup>Es innegable que futuros trabajos arqueológicos nos ayudaran a entender mejor los períodos de la actividad humana en esta porción de la tierra potosina. También cabe la posibilidad de que antes de la llegada de la minería y metalurgia española, en el cerro se practicaba extracción ornamental de oro y plata. <sup>37</sup>A.G.I. Audiencia de México, 1043 f. 85v.

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup>En el actual y parcialmente abandonado Cerro de San Pedro, los vecinos celebran cada tres de marzo la "fundación" del pueblo. A pesar de no contar con la formalidad de una acta de fundación, la tradición local de esta celebración se ha basado todo este tiempo en la información sobre los primeros denuncios de minas, fechados precisamente para el segundo y tercer día de marzo de 1592.

y abajo del cerro, empezaron a excavar catas sin la ayuda de barretas, mulas ni indios. En ocasiones solamente se ayudaron de un cuchillo para excavar en la tierra y con esta acción se cumplía en parte el rito de adueñarse del yacimiento. El siguiente paso era gravar en la memoria del nuevo propietario las señas pertinentes para distinguir una mina de otras y así proceder al denuncio formal de cada mina. En el mejor de los casos, cuando se registraban varias propiedades, se recurrió a las señas y estacas para delimitar cada veta y de esta manera evitarse pleitos que incluso podían resolverse en años de litigios. En otras ocasiones, se usaron como puntos de referencia algunos elementos de la escenografía natural como biznagas, palmas, el llamado "malpaís de piedra bermeja", promontorios de piedras ("peñas", "rebosaderos") y formaciones geológicas ("quebradillas", "frontones"). En ocasiones, la descripción del paisaje que brota de las denuncias de minas nos descubren la forma de vida de los nómadas que más que deambular las regiones aledaños a las minas, tenían una forma de vida estacional en lo que los hispanos llamaban "rancherías de chichimecas". 40

Además del oro y la plata que había de beneficiarse por fuego, los primeros mineros de San Pedro también pudieron haberse encontrado concentraciones de oro en una forma libre, en "riñones" con un peso entre 10 y 12 kilogramos. 41 Uno de estos ejemplares fue encontrado en 1699 en la mina de Nuestra Señora del Pópulo, precisamente en el socavón que fue nombrado el "Socavón del Rey", para conmemorar el obsequio de la palma de oro virgen al monarca español. 42

<sup>42</sup>Julio Betancourt, « La Jura de los Reyes », Archivos de Historia Potosina, No. 3, (1970), p. 78.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup>Octaviano Cabrera Ipiña, « Descubrimiento de las Minas del Cerro de San Pedro de San Luis Potosí. 1594-1596 », *Humanitas*, No, 20, (1979), p. 339-355.

 <sup>&</sup>lt;sup>40</sup>A.H.E.S.L.P. A.M. A-33, 1593.
 <sup>41</sup>Como dato adicional, todavía a inicios del siglo XX, se dio la condición ocasional que por tonelada de mena que se extraía, se logró recuperar unos 10 kilos de oro y kilo y medio de plata.
 Barnett, San Pedro Project..., p. 11.

Ante tales condiciones mineras, la fama de las minas serranas fue atrayendo a gente de varias partes del norte, centro y occidente de la Nueva España.

Por el mes de mayo de 1596, en virtud del creciente número de las denuncias se despachó a San Luis una escribanía pública de minas para auxiliar al alcalde de Oñate en este tipo de tareas.<sup>43</sup>

Con la consolidación de la industria minera se hizo necesaria la erección de las haciendas de beneficio de los metales, que al mismo tiempo requirieron una articulación con las estancias ganaderas y de labor para funcionar sin demoras ni interrupciones.

El método de beneficiar los metales de San Pedro fue el de fundición o también llamado "por fuego", que era el procedimiento alternativo al de amalgamación utilizado primordialmente en Zacatecas y Guanajuato.

A diferencia de los requerimientos del también llamado beneficio de patio que dependía del azogue, la fundición podía prescindir de cierta manera del abasto de insumos de procedencia lejana. Una de las principales crisis de la industria minera colonial fue la sombra del desabasto de mercurio que se paseaba frecuentemente por los reales de minas norteños. En torno a este ingrediente en reales de minas como Zacatecas y Real del Monte, se desarrolló la relación directamente proporcional e implacable en la cual la cantidad de plata producida correspondía al azogue utilizado. Por cada quintal de azogue se esperaba obtener 100 marcos de plata de la llamada "por amalgamación". 44

En el caso potosino, la naturaleza mineral de los yacimientos no requería del beneficio citado, ni del mercurio ya que la extracción de la plata y oro se llevó a cabo primordialmente por el método de fundición.

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup>A.G.I., Indiferente, 527,L.1, f. 166v.

Otra de las diferencias entre ambos modos de beneficio era que una vez que se extraía el mineral de las bocaminas, se necesito triturarlo y molerlo distintamente. La amalgamación requirió un molido fino del mineral, casi a un polvo que sería mezclado con sal y azogue. Al contrario, la fundición evitó este procedimiento que absorbía en ocasiones mucha fuerza y recursos de la hacienda, ya que era suficiente quebrar la mena al tamaño de guijarros o grava.

Las provisiones materiales de este proceso eran además de la fuerza animal, aquellos que podía proporcionar un efecto térmico elevado y constante para que en los distintos pasos, la plata se fuera separando de las impurezas y del plomo. Los hornos de fundición de las haciendas del cerro y del pueblo requirieron del acopio permanente de leña y carbón para la combustión, mientras que las altas temperaturas al interior de los crisoles eran conservadas con las capas de cenizas (cendrada) o bien de greta y tequesquite. 45

Un minero como Alonso Nieto en promedio compraba cargas de 150 quintales de greta y unos cinco quintales de cendrada para mantener trabajando su hacienda de sacar plata.<sup>46</sup>

Para surtir de leña y carbón a las haciendas, los dueños de las mismas dependían de una red de carboneras, que a su vez tomaban la materia prima de los bosques cercanos.

Pero la demanda de carbón por parte de los mineros no fue la única manera por la cual ejercieron presión sobre el medio ambiente.

<sup>45</sup> Ver Frédérique Langue y Carmen Salazar-Soler, *Dictionnaire des Termes minières en usage en Amérique Espagnole (XVIe-XIXe siècles)*. Paris, Éditions Recherche sur les Civilizations, 1993, p. 239-243. <sup>46</sup>A.H.E.S.L.P. A.M. A-43, 1596, 1 de marzo de 1596.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup>Antonia Heredia, *La renta del Azogue en Nueva España: 1709-1751*. Sevilla, Escuela de Estudios Iberoamericanos, Consejo Superior de Investigación Científica y Facultad de Filosofía y Letras de la Universidad de Sevilla, 1978, p. 4.

El suministro de carbón en este real minero fue de tal magnitud que los espacios, que por alguna razón dejaban de trabajarse y producir el vital combustible, eran inmediatamente reclamados por otros empresarios del grafito para instalar a sus trabajadores en las labores de tala y quema de árboles, principalmente el mezquite con el que se elaboró un carbón de alta rentabilidad en los hornos.

Por parte de los patronos mineros, muchos de ellos diversificaron sus actividades económicas y demandaron mercedes de tierras para estancias de ganado mayor y menor al margen de sus denuncios de minas. Algunos hacendados requirieron de espacios para agostaderos y comederos en donde ubicar a sus ganados vacunos, sus yeguas y mulas, con cuya fuerza, carne y derivados se mantuvieron las haciendas de beneficio en forma. La buena fortuna de los mineros no solamente dependió de las bonanzas de sus minas, sino también de la sabiduría para agenciarse dominios agrícolas y pecuarios que abastecieran sus haciendas. Un ejemplo de esto lo encontramos en la táctica del castellano Domingo Gallegos quien se aferró a la posesión de dos caballerías de tierra en el vecino Valle de San Francisco, ya que por ahí pasaban en ese entonces las aguas del Río Bledos. Esto le permitió a este minero contar con un ingenio y hacienda de agua para darle de beber a unas dos mil cabezas de ganado menor y regar sus cultivos.<sup>47</sup>

El impacto ambiental de la minería en el paisaje de la región en poco tiempo haría evidente la deforestación de los entornos. Sin haber cumplido siquiera medio siglo de fundación, la actividad minera potosina, catalogada como la más provechosa por sus leyes de plata y granos de oro, que a su vez era la que menos le costaba al rey, exprimió los recursos de sus contornos por los requerimientos de las haciendas.

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup>A.H.E.SL.P. A.M. A-43, 1602.2, 4 de julio de 1602.

En 1639, el mineral de San Luis Potosí, que fue descrito por mandato del obispo de Michoacán fray Marcos Ramírez de Prado, nos ofrece la visión de un pueblo casi sin reservas forestales. 48 Un poco más tarde, a mediados del siglo XVII, en la descripción del real de minas de San Luis, la visión de los viajeros que pasaron por el lugar describieron el entorno natural de la región sin árbol alguno ni hierba en algunas leguas a la redonda. El paisaje de los alrededores inmediatos se componía simplemente de "palmas silvestres" y cerros pelados..."<sup>49</sup>

Además del carbón, el "prosopis" de lo que fue el "gran mezquital" proporcionó a los primeros moradores la madera para reforzar los techos de las minas, para la construcción de sus casas, así como la materia prima de construcción de las carretas. 50

## 2.4 El teatro urbano entre el cerro y el pueblo

A la par de las tareas incipientes de organizar el espacio y los recursos de las cercanías para las actividades mineras, se hizo necesario también desarrollar quehaceres alternos para instaurar el orden en el creciente número de mineros, mercaderes, labradores que empezaron a llenar las calles y solares del cerro y del pueblo de San Luis.<sup>51</sup>

En el Cerro de San Pedro, los mineros sentaron las bases de la ocupación de la zona en función a las minas. Todos los operarios que fueron reclutados para los trabajos de extracción, acarreo y procesamiento del mineral fueron organizados en las llamadas "cuadrillas". Este término amparado por la legislación española y las ordenanzas de minería fue ampliamente utilizado en varios lugares de América Española directamente

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup>NL-Ayer Collection MS 1106-C3, f. 133v.

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup>NL-Ayer Collection MS 1106-A, f. 47.

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup>Andrés De González A. y R. Alejandro Montoya, La Explotación del mezquite en San Luis Potosí. Una perspectiva histórica. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1991.

51 Montejano, Acta de Fundación..., p. 10.

relacionados con la actividad minera. Un ejemplo de ello fue en la sociedad esclavista del Popayán colombiano de los siglos XVII y XVIII en el cual los empresarios mineros se autodesignaban como "señores de minas y quadrilla de esclavos", para legitimizar la apropiación de gente para su servicio. 52

En el caso de la Nueva España y en particular de las minas potosinas, la cuadrilla nos proporcionará una valiosa unidad de análisis en las dimensiones demográficas, sociales, económicas y culturales, ya que la vida cotidiana colonial del Cerro de San Pedro y de los alrededores de San Luis no puede entenderse fuera de las numerosas cuadrillas bajo las cuales se rigió la organización socio-minera.

Al lado de los significados de las cuadrillas, en el Cerro de San Pedro sirvió igualmente como una derivación de "cuadras", formas para delimitar el espacio físico en los denuncios de minas y como se organizaba las dimensiones de las minas.

De acuerdo a la política colonial para la organización la mano de obra en las actividades mineras, la cuadrilla era un concepto primordial. Las ordenanzas establecieron que solamente los "señores de hacienda fundada" podían tener en posesión tanto metales como a los indios de su servicio en cuadrillas.<sup>53</sup> De esta suerte, la cuadrilla no era más que la forma en la cual funcionaban los equipos de trabajo partiendo de un agrupamiento de los operarios mineros asignados a un empresario quien los acomodaba en sus minas y haciendas. De acuerdo a las necesidades y posibilidades de cada minero para reclutar a sus empleados, la cantidad de servidumbre se dejó sentir en el ordenamiento comunitario en las minas serranas y en las haciendas que empezaron a

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup>Germán Colmenares, Historia económica y social de Colombia. Popayán. Una sociedad esclavista 1680-1800. Santa Fe de Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1999, p. 49. <sup>53</sup> A.H.E.S.L.P. A.M. A-2, 1599, 20 de noviembre de 1599.

levantarse así como en las zonas aledañas al cerro, como al interior mismo del pueblo de San Luis.

Cuando se solicitaba un sitio para el establecimiento de una hacienda de beneficio de metales, la denuncia partía de una supuesta ociosidad del suelo. Para instalar una hacienda, se pedían la gracia de un solar de cien varas "en cuadra" para ahí planear la ubicación de la morada de los propietarios, los molinos de fundición y el lugar que ocuparían las cuadrillas de los trabajadores.<sup>54</sup>

Por el lado del pueblo, en San Luis Potosí, buena parte de la empresa de proyectar el lineamiento básico del orden urbano, se debió a la participación de los primeros frailes que también hicieron posible el agrupamiento de la población indígena bajo doctrinas y jurisdicciones eclesiásticas. Cuando se estableció la población castellana en el asentamiento, su primer alcalde Juan de Oñate repartió los baldíos del inaugural asiento demográfico, trazando las primeras calles y asignando a los primeros vecinos españoles los solares para edificar viviendas.

Las ordenanzas de las Leyes de Indias establecieron que en toda ciudad española se debía trazar una retícula con calles rectas. La intersección de las mismas formarían cuadras rectangulares o cuadradas con esquinas en ángulos rectos. 55

El centro de la estructura urbana estaba dominado por una plaza mayor en torno a la cual se asentarían la parroquia mayor, la cárcel y la sede del poder local. En el trazado de las calles que convergían en la explanada principal y sin ocupación constructiva, se tomaba en cuenta también la orientación hacia los cuatro vientos, de los cuales se debía proteger la plaza.

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup>A.H.E.S.L.P. A.M. A-35, 1599.

En el plano primitivo del pueblo de San Luis de 1593 esta disposición tomó forma en un cuadriculado de 19 cuadras. De norte a sur se alinearon cinco cuadras, y de oriente a poniente cuatro. La plaza mayor fue señoreada con la primera versión de su parroquia mayor, cuya fachada miraba hacia el poniente.

Cada vecino que llegó a asentarse en el pueblo debía solicitar la concesión de un solar despoblado para edificar su casa-morada. Los solares más codiciados eran aquellos en los que habían "ojos de agua", que debían ser debidamente denunciados también. <sup>56</sup>

En documentos de la época se puede recrear la manera en que pobladores como Juan López Paniagua denunció los solares de sus casas señalando los linderos de los sitios despoblados y de las propiedades aledañas. Ante la posibilidad de disputas y erratas en los deslindes, se hizo necesaria la intervención de un juez de "residencia y ordinario" como instancia de desahogo de los pleitos vecinales. Uno de los problemas más frecuentes fue la reocupación de los espacios urbanos después de la primera repartición de solares en las incipientes calles del pueblo. Una vez otorgado el sitio para su ocupación, los vecinos contaron con un lapso de un año para edificar en sus solares las viviendas. La denuncia que como colono hizo Gerónimo de Cabrera para reclamar un terreno de este tipo nos expone el desuso de algunos de ellos como el:

"... solar que esta en una cuadra en que Pedro de Iñiguez edificó unas casas que al presente son de Diego Beltrán que el dicho solar linda con las dichas casas por la una parte y por la otra casas que al presente vive Pedro Narvais por la otra calle real que viene a la plaza de este pueblo el cual dicho solar denuncio por despoblado y por no haber en él cimientos ni hecho en el ningún edificio pues a tiempo y cuando se repartieron fue con cargo de que dentro de un año lo edificasen y poblasen y por haber ya seis años y más y no lo han hecho, a V.M. pido y suplico lo haya por demandado y me haga merced de él en nombre de su majestad que en ello recibe bien y merced con justicia lo cual pido..."  $^{57}$ 

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup>Robert Smith, « Colonial Towns of Spanish and Portuguese America », *Journal of the Society of Architectural Historians*, vol. 14, no. 4 (1955), p. 3.

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup>A.H.E.S.L.P. A.M. A-35, 1594. 4 de junio de 1594.

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup> A.H.E.S.L.P. A.M. A-35, 1599, 7 de agosto de 1599.

Además de los solares destinados a la vivienda, al interior de los límites del pueblo se hizo imprescindible encontrar y denunciar la propiedad de "solares de agua" para abastecerse del vital líquido para usarlo en los descargaderos y lavaderos de metales, así como en las huertas. 58 (Ilustración No. 2)

Por la porción septentrional del pueblo y justo por donde acaba la cuadrícula original, se ubicó a una ciénega y por el mismo rumbo cardinal también se aprecia el caudal del Río Santiago, por cuya orilla sureña se acomodó el pueblo de indios de Tlaxcalilla con sus siete cuadras orientadas también hacia un lugar central en donde con el tiempo se construiría la parroquia dedicada a Nuestra Señora de la Asunción.

El clero regular y las órdenes religiosas rápidamente dejaron sentir su influencia en el orden urbano del pueblo. A partir de 1596 se empezó a construir la parroquia mayor, parte del núcleo mismo del asentamiento, cuya jurisdicción territorial se extendió unas dos leguas al oriente, seis leguas al norte, siete al poniente y solamente una legua al viento del sur. 59

Como los frailes franciscanos fueron los primeros en llegar al naciente pueblo, bajo su custodia acogieron los barrios de la periferia de la ciudad en donde empezó a acomodarse población indígena y de sangre mezclada. Así se establecieron gradualmente los barrios de indios de Tequisquiapan al poniente del pueblo, el de Nuestra Señora de Guadalupe, el de la Santísima Trinidad y San Miguel al sur, Santiago y Tlaxcalilla por el norte. Por último, al oriente surgió el de San Cristóbal del Montecillo.

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P. 1608.6, 18 de octubre de 1608. <sup>59</sup>A.M. I.N.A.H. Rollo No. 757 222.

Posterior a la llegada de los franciscanos (sujetos a la Provincia de Zacatecas), arribaron al pueblo los agustinos quienes construyeron la parroquia de San Nicolás Tolentino y el convento de San Agustín que acogió la administración religiosa del pueblo de indios de San Sebastián, al sureste de la plaza mayor de San Luis.

Otras ordenes que también ocuparon un lugar importante en el pueblo fueron los jesuitas, los juaninos, los mercedarios y los carmelitas. Desde su llegada en 1623 y hasta su expulsión del reino, la orden jesuita se dedicó en San Luis a la enseñanza de las primeras letras en su colegio de niños, mientras que la hermandad de San Juan de Dios fundó el primer hospital para pobres e indios de San Luis. La labor de los carmelitas en las tierras potosinas se distinguiría por un lado en el auxilio a los pobres del pueblo, pero también como propietarios de algunas de las haciendas más importantes de la región.

Para 1603, franciscanos y agustinos se enfrascaron en una disputa en torno al repartimiento de los espacios custodiados por ambos en la incipiente traza urbana del pueblo que dibujaba la primera versión de una división de las calles de acuerdo a las jurisdicciones eclesiásticas.

El 27 de octubre de 1603, en común acuerdo entre franciscanos y agustinos se realizó la división doctrinal de las haciendas, carboneras y minas de la jurisdicción. En cuanto al pueblo se dijo que, como éste estaba dividido en seis cuadras y eran tres "iglesias" edificadas (el convento de San Agustín, el de San Francisco y la Iglesia Parroquial o Parroquia Mayor), a cada una de ellas quedarían asignadas dos cuadras de su cercanía inmediata.<sup>60</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>60</sup>B.N. Fondo Franciscano, 58/1159, f.11v.

A partir de esta temprana fecha del siglo XVII, en el barrio de San Sebastián se empezaron a sentar población de origen otomí y de otras filiaciones étnicas "no nahoas".<sup>61</sup>

El papel de los frailes entre la población indígena local complementó la política de la corona de erradicar toda conducta opuesta a los ideales hispanos. Sobre todo, se debió ejercer un control estricto en erradicar la belicosidad que era una sombra en los pueblos nuevos y maduros de la frontera norte. En San Luis Potosí, la conversión religiosa entre los chichimecas domesticados era uno de los objetivos primordiales para el éxito del experimento de convivencia entre los nómadas urbanos y otros grupos étnicos que empezaron a habitar la periferia del pueblo español. En cada uno de estos recintos se fueron construyendo capillas y templos, en donde el catolicismo iría de la mano con la política de subordinación. Cada reducto indígena tuvo autoridades en la figura de un gobernador para el caso de los pueblos y de alcaldes para los barrios, en cuyos puestos no se podía designar por teniente ni alguacil a ningún mestizo ni mulato. 62

Entre estas "repúblicas de Indios" del perímetro, el pueblo de Tlaxcalilla y el de Santiago fueron objeto de un tratamiento especial ya que podían ser considerados como la parte substancial de los objetivos de fundación y sobrevivencia del pueblo. Recordemos que alrededor de ambos espacios giró el ensayo de coexistencia política y religiosa entre nativos aliados e indios pacificados, entre tlaxcaltecas y guachichiles, diseñado por los españoles.

En Tlaxcalilla se eligió a un gobernador que desde la fundación del pueblo y durante casi todo el siglo siguiente se condujo en toda instancia política usando la lengua

<sup>&</sup>lt;sup>61</sup>Francisco de la Maza, *El arte colonial en San Luis Potosí*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1985, p. 63.

madre de su original Tlaxcala: el náhuatl<sup>63</sup>, lengua que al igual del castellano también fue utilizada por los frailes franciscanos en los oficios religiosos.<sup>64</sup>

Ubicado en la antiguas crónicas por la "barda del norte", a medio cuarto de legua del pueblo español, el pueblo de Tlaxcalilla cubrió una extensión de "dos leguas a la parte del oriente; a la del norte seis leguas, a la del poniente de siete leguas y a la del sur de una legua..."65

Su vecino barrio de Santiago, en memoria del santo cruzado, fue la residencia de los últimos nómadas que originalmente había sido "reducidos" en la congregación o puesto de San Luis.

Las funciones de ambos pueblos en la estructura urbana del pueblo quedaron plasmadas en sus formas arquitectónicas en donde las fachadas de cada uno de sus parroquias no estuvieron orientadas al centro del asentamiento español. En contra de la costumbre de dirigir las portadas de los templos potosinos hacia el punto central ocupado por la parroquia mayor, los frontispicios de Tlaxcalilla y Santiago vieron hacia el norte. Con esta disposición de su orden arquitectónico delataron su cometido como puntos vigías en el avance español hacia el septentrión novohispano. 66

Por otra parte, la convivencia entre nativos de distintos orígenes en los contornos del pueblo no era una experiencia del todo tranquilizadora para los españoles, ya que la naturaleza renuente de los chichimecas no se había olvidado fácilmente.<sup>67</sup>

Cada legua tenía una longitud equivalente a 5,5 kilómetros.

<sup>&</sup>lt;sup>62</sup>A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P., 1660-1662, F. 405 v. <sup>63</sup>A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P., 1658-1690, f. 23.

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup> A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P. 1793, f. 113 v.

<sup>65</sup>A.M.I.N.A.H. Rollo No. 757222.

<sup>66</sup> Alfonso Martínez, « Construcción de una catedral sin diócesis. San Luis Potosí, 1701-1728 ». en América: Encuentro y asimilación. Actas de las Segundas Jornadas de Historiadores Americanistas, Santa Fe, Diputación Provincial de Granada, 1989, p. 354.

<sup>&</sup>lt;sup>67</sup>En 1599, el juicio de una supuesta bruja guachichil que incitó a un levantamiento en contra del pueblo español de San Luis Potosí, trajo a colación las preocupaciones latentes de los colonizadores al revivir la

En mayo de 1623, en una minuta levantada por el guardián franciscano, Juan Larios, nos ofrece una idea del universo indígena del pueblo y su composición. El barrio de San Miguel que con el tiempo se le llamó también San Miguelito era el lugar de residencia de indios tarascos que entre hombres casados (15), mujeres y muchachos sumaron unas cincuenta personas de tal "nación". Vecino a este barrio estaba el de la Santísima Trinidad con cuarenta personas. En las cercanías del convento franciscano, el barrio de San Francisco dio cabida a 35 personas entre indios casados, mujeres y muchachos. En el "barrio y pueblesillo" de Santiago habitaban unas 60 personas y en el Pueblo de Tlaxcalilla, la población se organizó en dos barrios. El de Tlaxcaltecos con 85 indios casados que junto con los solteros, mujeres y muchachos sumaron 400 personas. El otro barrio era el de Mexicanos en el cual cohabitaban indios "mexicanos" y "otomites" quienes eran unas 220 personas.

Extramuros del pueblo y sus barrios, el convento igualmente se encargaba de la custodia religiosa de la colectividad que abastecía al pueblo de mano de obra y bienes de consumo. Los indios "laboríos" que servían a los españoles eran unos 150 entre varones, mujeres y muchachos. En las haciendas mineras de la jurisdicción había 250 gentes, mientras que de los ranchos de carboneros, ceniceros y leñadores que abastecían de combustibles a los hornos el número de vecinos llegó a los 350.<sup>68</sup>

En el pueblo de San Luis Potosí a esta altura del primer cuarto del siglo XVII se hizo más evidente que era un tipo de asentamiento en la cual se separó residencialmente

amenaza de un nuevo enfrentamiento con los nómadas que por algunas partes del norte no habían sido "reducidos" en ese entonces.

Ruth Behar, Las visiones de una bruja guachichil en 1599. Hacia una perspectiva indigena sobre la conquista de San Luis Potosí. San Luis Potosí, Centro de Investigaciones Históricas de San Luis Potosí, 1995.

<sup>&</sup>lt;sup>68</sup>B.N. Fondo Franciscano, 58/1159.

la población española de la no hispana, tal y como sucedió en el caso de otras importantes ciudades novohispanas como Puebla de los Angeles y su traza urbana.

El asentamiento español señaló claramente los límites de la villa separada de los aledaños asientos indígenas que a su vez daban alojamiento a la gente de sangre mezclada y a los negros africanos. De norte a sur, el poblado hispano dispuso de 13 cuadras y de oriente a poniente siete. 69 Por el poniente y hacia el norte, la delimitación estaría marcada por una zanja que alivió a San Luis de algunas inundaciones, mientras que por el oriente, el trazado siguió una línea desde la parte posterior de donde se erigió el convento carmelita hacia el pueblo de Tlaxcalilla. Al sureste, los límites fronterizos con el pueblo de San Sebastián terminaron por definir la traza urbana potosina con una marcada segregación residencial. Esta política divisionista difícilmente mantuvo a flote los principios de separación racial ya que la vida cotidiana española era imposible de realizarse sin la imprescindible participación de indios, castas y negros en la servidumbre urbana. Sin embargo, el asunto fue reflejo de la administración virreinal que implementaba en San Luis las mismas ordenanzas y privilegios de Puebla de los Angeles que desde su fundación desarrolló una traza urbana segregacionista. 70 De esta suerte, al interior de la traza urbana los predios residenciales serían exclusivamente destinados para la población española, pero al igual que el caso poblano, la segregación no fue del todo permanente ni estricta ya que la mano de obra de las haciendas de beneficio que quedaron establecidas al interior de las bardas del pueblo fue proporcionada por indios, negros y castas.

<sup>&</sup>lt;sup>69</sup>Francisco Peña, *Estudio histórico sobre San Luis Potosí*. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, Serie Estudios No. 17, 1979, p. 47.

<sup>&</sup>lt;sup>70</sup>Fausto Marín Tamayo, *Puebla de los Ángeles. Origenes, gobierno y división racial.* Puebla, Departamento de Investigaciones Arquitectónicas y Urbanísticas, Instituto de Ciencias, Universidad Autónoma de Puebla, 1989.

En un real de minas como San Luis, el pertenecer a la elite de los empresarios mineros no siempre representó gozar de poder económico y privilegios. Así como hubo mineros muy exitosos en base de una diversificación de sus actividades productivas, otros vivieron permanentemente endeudados y con la esperanza de encontrar una veta que los aliviara. Estos contrastes entre españoles muy poderosos y los menos influyentes rápidamente se vieron reflejados en el paisaje urbano del pueblo. Aquellos con más poder levantaron sus casas en las cuadras inmediatas a la plaza y parroquia mayor, al lado de las autoridades civiles y religiosas. A los mineros que la suerte les sonrió momentáneamente les fue posible establecer sus haciendas de beneficio al interior de la traza urbana y con esto dirigieron la gradual ocupación de los espacios habitacionales.

Pero como gremio, a los mineros potosinos la cortedad económica y el endeudamiento les dificultaron asegurar su patrocinio económico en la construcción de la parroquia mayor. Una de las estrategias que echaron a andar para salir de la incertidumbre fue promover al pueblo para recibir el título de ciudad y así adquirir prestigio.

A finales de 1610 el procurador general, don Antonio de Figueroa como portavoz del cuerpo de mineros potosinos, solicitó al virrey de la Nueva España el otorgamiento del título de ciudad al pueblo de San Luis. Entre las observaciones que fundamentaron la petición, los hacendados mineros dijeron que en el pueblo ya funcionaba una base burocrática suficiente.

Además dijeron que había "mucha poblazón" y que un aumento de la misma vendría a conservar mejor la paz con los chichimecas.<sup>71</sup> El Consejo de Indias se encargó del asunto abriendo una investigación de la cual no hay constancia a que resolución llegó. Sería hasta 1656 cuando una revisión de la contabilidad real demostró que de las minas

de San Pedro se habían extraído unos 62 millones de pesos en oro y plata sin costo a la Real Hacienda. La independencia de la producción minera potosina del abastecimiento de azogue lo convirtió en un real al parecer muy rentable para la corona.

En el cuerpo de razones en el cual se basaba la solicitud se añadieron también argumentos como la existencia de numerosos cuerpos de mineros, mercaderes, labradores y vecinos. Con esta "reserva" demográfica y económica, San Luis ya podía cumplir el requisito de haber conjuntado "lustre y vecindad" como atributos suficientes para que recibiera el título de ciudad.<sup>72</sup>

Cuando el pueblo alcanzó este cambio de estatus, tenía una jurisdicción muy a la medida de su perfil minero, y en cuanto a lo administrativo, sus tentáculos se extendían más allá de sus barrios mismos de la circunferencia urbana.

La ciudad española quedaba pues rodeada de sus barrios de indios de la Santísima Trinidad, San Miguel, San Francisco, Nuestra Señora de Guadalupe, Tequisquiapan, Santiago y San Sebastián. En cada uno de ellos no solamente habitaron indios de diversos orígenes étnicos, sino que fueron las esferas habitacionales de personas de sangre mezclada y negros.

En el esquema jurisdiccional de la entonces ciudad quedaron asignados los pueblos "frontera" de Tlaxcalilla, al igual que San Miguel Mezquitic y Santa María del Río.

Un poco más hacia afuera de la ciudad y sus barrios, estaban las haciendas de sacar plata y las carboneras. El Cerro de San Pedro quedó organizado en torno a sus numerosas cuadrillas, mientras que en el Real del Monte Caldera se levantaron ocho

<sup>&</sup>lt;sup>71</sup>A.G.I., Indiferente, 449, LA2, f. 142.

<sup>&</sup>lt;sup>72</sup>Montejano, *Acta de Fundación...*, p. 10.

haciendas de beneficio de plata. Por todos los vientos cardinales, la ciudad quedó rodeada de sus haciendas, en torno a las cuales se organizó a la población de índole rural como San Francisco de los Pozos, La Pila, La Sauceda, Jagüey de Sánchez, Estancia de San Pedro, Valle de Todos los Santos de Bledos, las Bocas de Maticoya, Peñasco, Laguna Seca, Ojo Sarco, Agua de Señora, Saucillo y Pressa (sic). En el perímetro más alejado, encontramos a los ranchos que abastecían a la ciudad de carbón, leña, cenizas y cal. 73 Muchas carboneras se ubicaron en Armadillo, en donde trabajaron igualmente unas seis haciendas metalíferas a una distancia de no más de 50 kilómetros de San Luis.

La configuración de la ciudad y su entorno fue resultado de un proceso histórico en el cual convergieron una serie de condiciones, de intereses y elementos fortuitos que formaron la estructura de un poblado plurifuncional justamente por donde y cómo la colonización del norte novohispano lo necesitó más. Cuando revisamos la génesis polimorfa del poblado, caemos en cuenta que el pasado de un lugar como San Luis Potosí es un cruce de caminos y de memorias. Nuestro objetivo hasta este punto no ha sido reescribir la historia de los orígenes de la ciudad que nos ocupa, sino intentar dar un sentido histórico a las causas y circunstancias que detonaron su nacimiento y persistencia. En esta tarea consideramos necesario traer a la mesa de discusión los más elementos de análisis que fueran posibles de conjuntar y darles una dimensión en el mundo colonial mexicano.

<sup>&</sup>lt;sup>73</sup>A.G.I., Contaduría, 815.

## Capítulo 3

La dinámica de la estructura demográfica y económica. Mineros y vecinos. La vida entre las minas, el pueblo y el comercio

La reconstrucción del gradual poblamiento del real de minas de San Luis Potosí implica antes que nada revisar desde varias perspectivas el escenario hacia el cual se dirigieron los primeros contingentes de vecinos y mineros .

La complicada tarea que era en ocasiones el hacer llegar gente laboría a los reales de minas norteños y mantenerla radicada en los mismos se impuso en la lista de preocupaciones de los virreyes novohispanos de la segunda mitad del siglo XVI. A finales del mismo, Luis de Velasco (al igual que su padre lo hizo en su momento), se enfrentó entre otras cosas al padecimiento generalizado de los centros mineros: la falta de gente y principalmente la carencia de indios que se hicieran cargo del trabajo de las minas.

En este sentido no debemos olvidar que por la geografía norteña de la Nueva España, la colonización hispana se había encontrado con muy poca concentración de población sedentarizada, lo cual no fue la excepción en los lugares que guardaban en el subsuelo yacimientos minerales de valor monetario para los europeos.

En el virreinato mexicano, toda política de apropiación de los territorios conquistados, al igual que las maneras de obtener provecho de las tierras y sus moradores, tuvo como punto de comparación la dominación española del Perú.

Por medio de la denominada "mita" se estableció en esas tierras un sistema de trabajo obligatorio similar al repartimiento novohispano. La mita fue la base de la organización de la mano de obra al canalizar la fuerza de trabajo de las comunidades indígenas peruanas hacia el centro minero de mayor relevancia del hemisferio sur de la América española: el Cerro Rico del Potosí. Los indios operarios de las minas viajaban

hasta 200 leguas para cumplir la imposición y permanecían en el Potosí peruano hasta dos años antes de regresar a sus comunidades de origen.

Este modelo de usufructo de la mano de obra nativa era bien conocido por los gobernantes novohispanos, aunque no fue del todo aplicable a pesar de las propuestas de virreyes como el mismo de Velasco para forzar una migración laboral obligatoria hacia reales mineros tales como Zacatecas. A inicios de la década de 1590, de Velasco hizo llegar al rey una propuesta de echar andar un tipo de repartimiento minero forzoso a las comunidades indígenas que estuvieran en un radio máximo de 50 leguas alrededor de los nuevos centros mineros como San Luis Potosí y Xichú. La propuesta incluía también la llegada de operarios a Zacatecas y Guanajuato que ya tenían una producción argentífera bien consolidada a pesar de la amenaza permanente de falta de gente.

El proyecto que llegó a los oídos del soberano español fue redactado durante una época no muy favorable en buena medida por el clima de controversia y confrontación entre religiosos y administradores reales acerca de la encomienda. Por un lado, la oposición de los frailes hacia este método de trabajo se basó en la sobreexplotación de los indios que en muchas ocasiones alcanzó el exterminio. Pero por otra parte, la rectoría económica del reino estaba fundamentada en la mano de obra indígena. En la minería simplemente se compartía el punto de vista de que no había yacimiento pobre mientras "tuviere gente que lo labrase". <sup>1</sup>

Bajo esta premisa, todo real de minas que pretendiera mantenerse funcionando como tal y aspirar a ocupar un lugar en el mapa geográfico y económico de la Nueva España debía ser capaz ante todo de atraer población.

Las ideas de Velasco no fueron el esquema con el cual se provocó el poblamiento

de las minas de San Luis Potosí, ni tampoco se siguieron en otros centros mineros para procurarse la mano de obra. Sobre las causas y condiciones que se dieron a partir de la última década del siglo XVI y se hicieron presentes a lo largo del siglo siguiente, exploraremos la dinámica poblacional de San Luis. La actividad minera del Cerro de San Pedro fue una de las principales protagonistas en la evolución demográfica del pueblociudad. Sin embargo, a lo largo del estudio debemos considerar la integración de aspectos tales como el abasto de alimentos, la climatología, el comercio y la salud colectiva de sus moradores. A través de la información parroquial que ha sobrevivido el paso del tiempo buscaremos evidencia para interiorizar y explicar los cambios demográficos ocurridos en la época colonial potosina. En los dos grandes apartados en los que hemos dividido este pasado (1592-siglo XVII ; siglo XVIII-1810) intentaremos reconstruir la movilidad geográfica, las tendencias del poblamiento, las noticias de la composición y tamaño de la población, los ritmos de crecimiento, la muerte colectiva, así como las pautas de reproducción y recomposición demográfica en el ámbito urbano.

## 3.1 Del descubrimiento de las minas al pueblo. Los primeros pasos de la población

Una vez fundado el pueblo de San Luis Potosí e instaurada la figura administrativa de la alcaldía mayor, una de las primeras tareas de su principal autoridad, don Juan de Oñate, fue el registro de las propiedades mineras que como cascada empezaron a ser denunciadas por los empresarios que llegaron al pueblo a descubrir minas "en tierras virgen sin perjuicios de terceros".

A esta altura de los inicios del pueblo convergieron pobladores nuevos de distinto perfil étnico y económico con el objetivo común de organizar su vida en torno a la

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> A.G.I., Audiencia de México, 22, No. 108.

minería.

Los que denunciaron alguna propiedad para sí mismos o bien para alguien más, se convirtieron en los primeros "vecinos y mineros del real de San Luis y Minas del Potosí" como fue el caso de los hermanos Lorenzo y Alonso Benito quienes solicitaron la merced de obtener sitio para fundar una hacienda de beneficio, así como el lugar para su vivienda y el de su cuadrilla de trabajadores.<sup>2</sup>

Una de las primeras cifras de la población para ese entonces señala que para 1592, el asentamiento hispano solamente estaba compuesto por 70 vecinos, cinco de los cuales eran de sexo femenino, y un poco más tarde, en 1594, el número de españoles había subido considerablemente a 500.<sup>3</sup> Además de los peninsulares, en el pueblo recién fundado pretendieron avecindarse por igual otros europeos como una media docena de portugueses, un par de flamencos y un griego quienes no eran considerados como pertenecientes a los reinos de Castilla, Aragón, Valencia y Cataluña, por lo cual no podían ser consentidos en un pueblo novohispano.<sup>4</sup> La expulsión de estos llamados "extranjeros" dejó en claro la mano dura de la corona a no permitirles la residencia ni injerencia en sus colonias de ultramar.

Fuera del caso de los europeos que llegaron al pueblo en sus albores, los datos demográficos para dar cuenta de los contingentes de indios y castas son más escuetos en la documentación. Sin embargo, el involucramiento de órdenes religiosas como los franciscanos en el proceso de poblamiento inicial favoreció la elaboración de registros sacramentales. Gracias a la conservación de archivos como el del convento de San Francisco y los de la Parroquia Mayor de San Luis Potosí podemos contar con la

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P., A-33 1593. 9 de agosto de 1593.

oportunidad de conocer como fue en parte la vida de un pueblo de recién llegados.

El primer libro conventual<sup>5</sup> condensa los bautizos y matrimonios de los indios que en el esquema del pueblo quedaron bajo la custodia franciscana. En cuanto a los bautizos, las cifras de indios bautizados entre 1594 y 1596 promedian unos 20 actos por año. Solamente en enero de 1594, casi la totalidad de las criaturas bautizadas fueron de origen tlaxcalteco, las primeras en nacer en San Luis a donde sus padres habían migrado como parte de la gran diáspora tlaxcalteca. Al margen de la información cuantitativa encontramos algunos datos acerca de la naturaleza étnica de los indios en cuestión ya que aparecieron varios casos de infantes guachichiles apadrinados por españoles al igual que adultos bautizados como resultados de su conversión a la religión católica.

El primer repunte significativo de los bautizos de indios se experimentó en 1597, cuando la curva alcanzó el número de 109 actos por año y 131 en el año siguiente.

Mientras esto pasaba en la periferia indígena del pueblo, al interior del mismo en la parroquia mayor, el número de bautizados españoles fue muy inferior. En 1593 solamente se bautizó un niño en junio y una infanta en diciembre. Al año siguiente el total ascendió levemente a ocho bautizos que sería el promedio hasta 1596, ya que en el mismo año en el cual los bautizos de indios del convento aumentaron, los españoles también repuntaron hasta los 17 eventos.

En los primeros años del poblamiento de San Luis, la organización parroquial del pueblo se dividió básicamente en dos amplios registros. En el archivo de la parroquia mayor quedaron registrados exclusivamente los bautizos y casamientos de los españoles desde los inicios. El asiento de las castas empezó a partir de 1606 y los indios en 1622.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>Francisco de la Maza, *El arte colonial en San Luis Potosí, México*, Universidad Nacional Autónoma de México, 1985, p. 8-9.

Para reconstruir en parte las tendencias demográficas de los indios que llegaron o bien que nacieron en San Luis, el Convento franciscano es la mejor referencia.

La migración de la mano de obra que llegó al pueblo a laborar en las minas serranas en buena medida quedó plasmada en las actas matrimoniales por las cuales se puede conocer los lugares de origen de hombres y mujeres. La escasez de gente de servicio en un real de minas como San Luis era posiblemente el principal obstáculo para su prosperidad y para promover el descubrimiento de otros centros mineros.

A inicios de 1594, el virrey de Velasco insistió al rey librar la ordenanza de cargar a la Real Hacienda con los gastos del envío de dos o tres mil esclavos, así como azogue como insumo a los mineros del norte.<sup>6</sup> Pero la medida no logró madurar y por los reales de minas del septentrión novohispano empezaron a circular los destacamentos de trabajadores libres en búsqueda de un salario en donde fueran contratados.

Por 1597, cuando empieza el registro de los casamientos bajo la supervisión franciscana en San Luis, queda ante nosotros el flujo de gente del exterior.

Para darnos una idea de lo anterior, de 1597 a 1605, entre los novios que contrayeron nupcias en los barrios aledaños al pueblo, una inmensa mayoría fueron indios originarios de otros lugares como Querétaro, Guadalajara, México, Zacatecas, Guanajuato así como de una larga lista de pueblos michoacanos como Pátzcuaro, Uruapan, Jacona, Apaseo y Cuitzeo.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P., A-2, 1594-1595, 14 de junio de 1594.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>Archivo Parroquial de Tlaxcalilla. Serie Convento de San Francisco, Bautizos y Matrimonios, 1594-1654. <sup>6</sup>A.G.I. Audiencia de México, 22, No. 125.

Tabla I
Convento de San Francisco
Casamientos, 1597-1605

Casamientos. 1377-1003											
Año	Número de casamientos totales	Número de casamientos con ambos contrayentes foráneos a San Luis Potosí.	Número de casamientos con uno de los contrayentes foráneos a San Luis Potosí	Casamientos de indios Chichimecas							
1597	18	15	3	0							
1598	26	23	2	1							
1599	58	49	9	0							
1600	24	18	5	0							
1601	19	11	6	2							
1602	39	24	15	0							
1603	31	25	6	0							
1604	28	20	8	0							
1605	22	16	6	0							
Totales	265	201	60	3							

A lo largo de este período, a través del origen geográfico de los contrayentes, podemos dar cuenta de la filiación étnica de los indios que se avecindaron en San Luis Potosí. Una buena cantidad de los indios fueron tarascos los cuales gozaban de una buena reputación laboral en los centros mineros del norte, además que eran comerciantes natos de muchos productos. De las minas de Pachuca y del Real de Xichú también llegaron indios mineros. A ellos se unieron otomis queretanos al igual que indios "mexicanos".

Las cifras por otro lado nos indican la baja participación de chichimecas en los casamientos ya que fue hasta 1598 cuando se celebró la unión de uno de ellos con una india de otra estirpe étnica. La única de las uniones con ambos consortes chichimecas ocurrió el mismo año y se repitió otra similar hasta 1601.

Tradicionalmente se ha pensado que en los flujos de migración laboral que fueron estimulados por las noticias de bonanza minera en un lugar, el componente principal estaba formado por varones solteros. Sin embargo, en la composición demográfica de una comunidad minera como la que nos ocupa, la presencia de mujeres fue imprescindible no

solamente como parte de la base poblacional, sino también cumplieron una función de apoyo en la estructura productiva y social. A pesar de que en la historiografía minera no se ha reconocido ampliamente el papel desempeñado por las mujeres dentro de la demografía y sociedad de los reales de minas, es muy difícil conceptualizar el acontecer cotidiano de los operarios mineros sin sus hijas, esposas, cocineras e incluso compañeras de trabajo en las cuadrillas. La presencia de mujeres en las actividades mineras durante los primeros años de actividad se puede documentar en los distintos niveles del trabajo. Se dieron casos en donde las funciones de ellas variaron desde ser "capitana de cuadrilla", que fue el nombramiento de una india llamada Ana María que contrastó con las tareas desempeñadas por Mariche, quién llegó a las minas serranas para cumplir con la importante labor de dar de comer a los indios de una cuadrilla.8

No debemos olvidar también a las mujeres enlutadas por la muerte de sus maridos empresarios que se convirtieron en "viudas, vecinas y mineras" para llevar las riendas de sus haciendas productivas frecuentemente con la ayuda de "poder-tenientes" varones.

A diferencia de los métodos de coerción de la mano de obra usados en reales de minas del sur de la Nueva España como Pachuca y Taxco9, en el norte prevaleció el sistema de contratación de trabajadores libres. Bajo este esquema llegaron las tropas de operarios que se acomodaron al servicio de los mineros bajo la coordinación de los administradores de las haciendas de beneficio. Además de los gerentes de las haciendas, los empresarios mineros contaron con varios mayordomos para organizar eficientemente la fuerza de trabajo.

El reclutamiento de la fuerza de trabajo muchas veces empezó en las mismas

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P,1629.8, 13 de noviembre de 1629. <sup>8</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1609.1

Comunidades de origen de los indios. Tomemos por ejemplo el caso del minero Pedro de Unmendi quien contó con los servicios de Juan Gómez en las funciones de agente contratador de mano de obra por varios pueblos michoacanos. El titular minero costeaba los gastos de reclutamiento y traslado de los indios para constituir las cuadrillas de labor en sus haciendas de beneficio en San Luis Potosí. Pero en frecuentes ocasiones, la escasez de indios disponibles detonó conflictos entre los dueños de las haciendas de beneficio, así con los propietarios de carboneras por la posesión de los trabajadores. Había la costumbre entre los mayordomos de hacer recorridos entre las haciendas que funcionaban para sonsacar a los indios para que trabajaran para otro patrón. <sup>10</sup>

En la persuasión en la cual los mayordomos desesperados envolvían a los indios para abandonar una hacienda de beneficio para trabajar en una carbonera les ofrecían mejores salarios y dádivas adicionales como textiles y vino.

El plantel de trabajadores asignados en las carboneras que rodeaban al pueblo por lo general estaba compuesto por indios solteros y un número variable de parejas de casados. Algunos empresarios mineros al igual de emplear operarios en sus haciendas, también tuvieron carboneras para el avío de sus haciendas y asegurar el encasillamiento de la mano de obra para el beneficio de metales como en la manufactura de carbón y leña.

Las ordenanzas emitidas para regular el trabajo en las minas y en las haciendas de beneficio establecían que en las labores de una veta no podían trabajar más de doce personas. A pesar de esto, en las propiedades del cerro, los guardaminas no se preocuparon en respetar la norma real propiciando el desorden y los reclamos de mineros

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup>Robert West, *The Mining Community in Northern New Spain: The Parral Mining District*, Berkeley, University of California Press, 1949, p. 47.

como Juan de Zavala.11

Inconformidades de este tipo posiblemente no tenían la intensión de velar por el puntual cumplimiento de las ordenanzas, sino fueron parte de las trifulcas entre los hacendados en la competencia por la mano de obra.

A finales del siglo XVI, un vecino y dueño de hacienda como Cristóbal Gómez de Rojas<sup>12</sup>obtenía al menos unos 70 mil marcos de plata declarados por fundición manteniendo una planta de trabajadores a pesar de la inmovilidad laboral de los indios que cambiaban de patrón según los sueldos.

El San Luis Potosí de ese entonces era considerado que tenía,

"...la mayor población de españoles e indios que hay en toda la Nueva España y gran cantidad de castas que de ordinario residen en el dicho pueblo más de mil españoles y más de cuatro mil indios que van y vienen y que se ha hecho una población de gran estima y valor donde su majestad es muy servido..." <sup>13</sup>

En los primeros años de la centuria, en algunas cifras poblacionales que se refieren al pueblo de San Luis, al parecer se dieron ciertas dificultades para mantener el poblamiento. Para 1603 en una relación preparada para la Provincia de Michoacán se notificó una "gran población de españoles y pasan los indios de seis mil vecinos."

Un año más tarde, la historiografía local ha señalado que el pueblo de ese entonces dio cabida a unos 3,800 habitantes<sup>15</sup>, de los cuales no podemos saber si se refieren a españoles o indios y cuantos de ellos se dedicaron a las labores de las minas.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P.. A-44, 1599, Criminal. 4 de mayo de 1599.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P.. A-43, 1598.2, Civil. 18 de mayo de 1598.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup>Originario de Jérez de la Frontera y llegado a la Nueva España hacia 1572 para avecindarse en Zacatecas donde gozó de la amistad de Miguel Caldera. Igualmente ganó meritos al combatir y pacificar chichimecas del Río Verde.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup>A.G.I., Audiencia de México, 223, No. 13, 1600.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup>A.G.N., Inquisición, vol. 148, No. 2.

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup>Joaquín Meade y Rafael Almanza, *Los Agustinos en San Luis Potosí*. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1989, p. 75-76.

La congregación de trabajadores mineros si bien era alentador para los empresarios, para las autoridades de la alcaldía en ocasiones representó un dolor de cabeza por el poco control sobre la cantidad y calidad de la gente arrimada en los barrios del pueblo.

Al interior de las actividades mineras de beneficio y avío de insumos primordiales como el carbón y la leña, toda forma de organización de la gente empleada se fundamentó en el modelo de "cuadrilla". Estos equipos de trabajo al parecer no guardaron uniformidad en el número de trabajadores adscritos a cada patrón y en cuanto a la composición étnica, los indios de ambos sexos representaron la mayor proporción de la mano de obra. Un ejemplo de lo anterior se condensa en el cuadro siguiente: 16

Tabla II Cuadrillas, 1603. Dueño de Cuadrilla Mayordomo(s) Parejas de **Indios** Otros Español(es) indios casados solteros solteros 2 Pedro de Narváez 21 1 mulato 11 Juan Balmendía 1 casado 31 10 3 mestizos Pedro Gogorrón 2 8 33 Pedro de Umendía 23 4 Cuadrilla de Alonso 1 9 6 Diego de Herrera 3 17 26 Cuadrilla del Jurado 5 9 2 mulatos Lacaz 8 Juan de Alcora 1 6 11 Oviedo 1 4 4 1 Antonio Maldonado 1 12 12 Hernando de Oviedo 9 24 Capitán Ortiz 1 13 19 Guillermo Conde 3 19 Cuadrilla de Cárdenas 1 15 10 Cuadrilla de CalyMayor 1 5 4 Antonio Gómez Mujica 3 3 1 Francisco Restiagil 1 14 31 Cuadrilla de Fuenmayor 1 10 26 1 mulato Juan de Avila 1 14 33

Al parecer, los dueños de cada cuadrilla ajustaron el tamaño de las mismas de

acuerdo a sus necesidades y alcances. No fue una contratación simple de trabajadores ya que se debía contar de antemano con una infraestructura para alojar en un rancho carbonero a la gente empleada. Estas unidades de trabajo favorecieron la contratación de parejas de indios casados, además de mujeres solteras. De acuerdo a la usanza y costumbre de las carboneras, la contratación óptima de los indios laboríos era aquella que incluyó a las parejas de indios de ambos sexos con lo cual se evitaban las deserciones de los trabajadores. El trabajo de los mayordomos que consistió en vigilar preferiblemente a los empleados en pareja que a individuos. Lo que no nos queda claro es saber cuales fueron las funciones de las mujeres en la estructura productiva de las carboneras.

A principios del siglo XVII, el virrey Conde de Monterrey comisionó al oidor Juan de Fonseca para visitar el pueblo y las minas potosinas. El reporte con el cual esta autoridad respondió al encargo señaló de entrada que en el poblado la proliferación de gente suelta, inquieta y revoltosa se debía a la ausencia de jueces en el año anterior a su visita. Fonseca resumió la situación aseverando que la raíz de los problemas de violencia y robos eran productos del desorden y de la poca justicia. Concluyó su visión del problema condenando a la gente que acudió a San Luis tras "al olor de la plata" que inquietó y distrajo a los mineros que buscaban el sustento en paz. A pesar de las recomendaciones, la Audiencia no se aplicó en resolver los inconvenientes de un gentío sin "policía" en la vida cotidiana que empezó a contagiar del desorden a las actividades mineras.

Unos años más tarde del dictamen de Fonseca, la diputación de minería local acusó el grado de deterioro y abandono de muchas minas del Cerro de San Pedro por no

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A-43, 1603, Civil, 7 de julio de 1603.

haber sido trabajadas con el orden y la utilidad conveniente. Los diputados mineros Pedro de Arizmendi y Diego Fernández de Fuenmayor señalaron que el primer afectado de esta situación sería el Real haber con el descenso del real quinto y, por consiguiente, la ruina de las haciendas de beneficio.

La solución que ellos propusieron fue el de aplicar más celo al trabajo de las minas para la utilidad de la república de mineros. Cada mina debía estar bien delimitada por sus dueños y no se consentiría un número desmedido de trabajadores en cada labor, sino solamente dos indios en la saca de metales. 19 Pero fue una medida con muy poca repercusión en la práctica real de la minería. Por mucho tiempo no se hizo nada para impedir el desorden en la extracción de los metales en minas como la de San Cristóbal, Santo Domingo y San Juan Bautista que se deterioraron por la invasión de gente que a escondidas de los guardaminas sacaban mineral a deshoras del día y de la noche.<sup>20</sup>

Durante la primera década del siglo XVII, las contiendas entre los dueños de las haciendas de beneficio y minas con los propios de las carboneras fue motivo de querellas criminales. Para solventar el problema de falta de empleados, algunos leñadores como el español Pedro Frías al igual que muchos mineros se procuraban a sus empleados en pueblos distantes de San Luis.

En torno a esta necesidad de mano de obra, surgieron empresarios o administradores de los recursos humanos destinados a una actividad en específico. Castellanos como Diego Valenciano fue el encargado de abastecer de gente a los ranchos carboneros que a su vez proporcionaron el combustible esencial para las haciendas

 <sup>&</sup>lt;sup>17</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1609.4, 4 de junio de 1609.
 <sup>18</sup>A.G.I., Audiencia de México, 24, No. 53, 2 de marzo de 1601.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P. A-43 1607.1.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1614.1, 9 de julio de 1614.

potosinas.

Una vez incorporados a los ritmos de trabajo por medio de los "tequios", por medio de adelantos de dinero, se sujetaban a indios de ambos sexos para que trabajaran primero en la corta de leña y luego en la hechura de carbón. A pesar de las deudas adquiridas, los indios caían frecuentemente en las redes de los mayordomos de las carboneras a tal grado que las funciones de "sonsacador" era tanto o más importante que ser capitán de cuadrilla e incluso mayordomo.

Cuando los indios sucumbieron a las promesas de estos acaparadores compulsivos de mano de obra, se dio el caso de que los laboríos fueron "custodiados" en prisiones improvisadas al interior de las carboneras y ranchos. Tampoco faltaron las amenazas de muerte como estrategia de retener a hombres y mujeres capturados por las promesas de los sonsacadores. Esta práctica inclusive fue usada para llevarse indios tarascos de las haciendas y minas potosinas a las de Sierra de Pinos<sup>22</sup>, lo cual puede implicar que la carencia de mano de obra así como su débil arraigo a un lugar no eran problemas exclusivos de San Luis Potosí.

Al lado de los problemas del mantenimiento de una plantilla de trabajadores, la minería potosina desde sus primeros días no pudo sacudirse de la amenaza de los fraudes y robos en las minas y haciendas. Desde el inicio de la extracción y beneficio de los metales, las cuadrillas de los operarios fueron frecuentemente visitadas por los llamados "rescatadores" que no eran más que indios y mulatos que se dedicaban a la adquisición clandestina de "pepenas" de oro y plata en perjuicio de la Real Hacienda. Una parte del sueldo asignado a los barreteros y tenateros que penetraban a sacar la mena de las minas

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, A-43, 1604.1 y .2 civil; 1608.1 15 de enero y 3 de febrero de 1608.

recibía el nombre de "partido" y no era más que montones de mineral sin beneficiar. Como los indios sabían escoger muy bien las porciones que se apropiarían, los rescatadores se las intercambiaban frecuentemente por "pan, vino y fiesta" sembrando el "mal vivir" entre las cuadrillas y al mismo tiempo defraudaban al real haber.

La embriaguez de indios e indias fue también considerada una forma de desaviar a la minería de sus operarios. Por muchos años se procuró en el pueblo y el cerro que no proliferaran mercaderes solteros quienes vendieron vino a los indios, mulatos y negros para no encender los ánimos bajo la influencia del alcohol.<sup>24</sup> El vino en ocasiones llegó a los indios gracias a los trueques de plata por bebida sin importar si era mineral robado o ganado legalmente en las minas y hornos.

El sueldo de los operarios de una hacienda de beneficio era asignado de acuerdo a la función que se desempeñaba. Sin embargo, la mayoría de los empleados compartieron por igual la capacidad de endeudarse irremediablemente con los empresarios al recibir sueldos adelantados. Esta estrategia bien pudo haber sido un arma de doble filo para los patrones que otorgaron el crédito laboral, ya que por una parte aseguraron la permanencia forzada de la mano de obra, pero también fue desacertada cuando los indios se exiliaron para no cumplir con sus deudas.

Las frecuentes denuncias de los hacendados en contra de los indios y mulatos que huyeron arrastrando sus compromisos de dinero pactados dan cuenta de una práctica común de los operarios. Un sueldo promedio entre el personal de las haciendas osciló alrededor de los 6 pesos por mes, pero el problema fue hacer frente a débitos por más de 70 pesos en efectivo o por el costo de artículos como utensilios, jabones y utensilios que

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1608.6, 30 de octubre.

incluso se entregaron a las mujeres de los trabajadores.<sup>25</sup>

Otra práctica fraudulenta en el mismo tenor fue el hecho de que muchos indios empezaron a huirse de las minas llevándose plata que ellos mismos rescataban. Su conducta, además de menoscabar los reales ingresos al no declarar el metal, favoreció un grado de despoblamiento de San Luis y sus minas.<sup>26</sup>

En el panorama económico y político del pueblo se convirtió en aspecto cotidiano la poca firmeza en la aplicación de las ordenanzas mineras, así como muy poca definición en cuanto a la regulación de las condiciones laborales en las minas, haciendas y los ranchos. A este desdén por el orden administrativo se agregó una preocupación más alarmante aún: la primera crisis de agotamiento del mineral del Cerro de San Pedro ocurrida en 1608. Para empeorar las cosas, los derrumbes en muchos socavones hicieron casi imposible la extracción de los metales.

Con todo lo anterior, el comportamiento demográfico de una buena porción de la población trabajadora observó una vacilación que al parecer nos puede ayudar a entender el movimiento de las curvas de bautizos correspondientes al pueblo español y de su entorno indígena.

Un progresivo aunque lento proceso de poblamiento tendría como característica una curva de bautizos con tendencias a la alza lo cual sería un buen indicador de la consolidación del asentamiento. Sin embargo, en el caso de la Parroquia Mayor la curva de bautizos-nacimientos presentó una serie de alteraciones que bien pudo ser reflejo del ambiente minero-laboral. Hasta 1600, las cifras observaron una tendencia en ascenso,

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A-2, 1593. <sup>24</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1613.3, 4 de junio de 1613.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1609.1

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, A-43, 1605, civil, 1 de enero de 1605.

pero durante los primeros diez años del siglo XVII, no mostraron un movimiento uniforme. Por 1608 se alcanzó un repunte relativo con unos 50 eventos en el año, pero los cuatro años siguientes fueron en declive.

En cuanto a los barrios de indios de la periferia, la tendencia observada fue muy similar a la de los españoles. Posterior a un aumento notable de las cifras de criaturas bautizadas antes de 1600, la curva onduló abruptamente para arriba y abajo, hasta comenzar a experimentar una caída a partir de 1608. De ahí en adelante y hasta 1650, la serie se mantuvo en una meseta sin cambios significativos.

A inicios del año de 1608, al pueblo llegaron noticias de los nuevos descubrimientos de las minas de Los Ramos, cuyo registro de propiedades se empezaron a recibir en la alcaldía mayor de San Luis Potosí. Documentalmente no hemos encontrado alguna referencia que nos ayude a entender este descenso en la curva de los bautizos. Tampoco contamos con la información de los libros de entierros que nos podrían ser de utilidad para entender el estancamiento

En el ámbito urbano del pueblo, el abasto de los alimentos básicos de españoles e indios al parecer no fue un problema crítico. Desde mediados de 1607 se había gozado en la comarca de buenos temporales y además había una abundancia en las harinas.<sup>27</sup> Al menos hasta 1613, el abasto de trigo se mantuvo constante y en abundancia con lo cual los panaderos del pueblo vendieron cuatro onzas de pan cocido por un real.<sup>28</sup>

Las entradas de maíz al pueblo tampoco se habían detenido y en el mercadeo cotidiano del grano, al parecer la única amenaza fue el acaparamiento para aumentar su

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1607, 31 de julio. <sup>28</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1613.4, 14 de agosto de 1613.

precio al menudeo.<sup>29</sup> El maíz que llegaba a San Luis provenía de haciendas de labor del Bajío, especialmente de los llanos de Silao, de los campos de San Miguel y San Felipe, así como era comprado a los labradores. Los cereales al igual que el resto de los alimentos que entraban al pueblo debían concentrarse en la Alhóndiga para su redistribución entre los vecinos.<sup>30</sup> En el trayecto de las sementeras al almacén, los granos podían caer en manos de acaparadores que perjudicaron a los productores bajando el precio de compra y a los consumidores aumentando el valor de venta.

En cuanto a los productos animales, los contratos de abasto obligado de carne de novillo y carnero, que por lo general eran por dos años de duración, mantuvieron los precios de 9 libras de carne de vaca por un real y tres libras de carnero por la misma cantidad. 31

Pero por otra parte, si nos apegamos a las difíciles circunstancias de desorden, inestabilidad y falta de una política minera firme, el estancamiento demográfico bien puede explicarse desde esta perspectiva. Recordemos que el poblamiento inicial de San Luis Potosí fue posible por la población itinerante que se organizó en torno a la actividad minera. De cierta manera era una "población flotante" que de acuerdo con el clima económico podía arraigarse con condiciones favorables o bien emigrar ante un panorama no tan alentador.

La incertidumbre en las condiciones laborales en las minas de San Pedro en combinación con el descubrimiento de las minas de Ramos y las ofertas de trabajo en otros reales bien pudieron haber alentado a determinada población hispana, indígena y de castas a buscar fortuna fuera del pueblo. El cambio de residencia también pudo ser

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A-44, Criminal, 6 de julio de 1605. <sup>30</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1612.5, 3 de octubre de 1612.

detonado por las cargas de deudas que muchos laboríos llevaron a cuesta.

Uno de los mineros más importantes de la época, don Antonio Maldonado Zapata, se quejó amargamente por la manera en que 162 de sus operarios (incluyendo indios, mulatos y mestizos) se fugaron de sus minas y hacienda en San Luis y San Pedro ocasionándole una sangría financiera de 3, 604 pesos y tres tomines por concepto de sueldos adelantados.

El resumen de la información en torno a este titular minero nos pone al descubierto solamente una fracción del universo del problema, pero que puede ser un buen indicativo del proceso de reacomodo de la población por cuestiones socioeconómicas.

Tabla III

Huidos de la Hacienda y Beneficios de Minas de don

Antonio Maldonado Zapata.

				•				
Calidad Número de Huidos			Deudas en Pesos					
		<u>- de 10</u>	<u>11 - 20</u>	<u>21 - 30</u>	<u>31 - 40</u>	<u>41 - 50</u>	<u>+ de 51</u>	
Indios	144	43	40	23	14	14	10	
Indias	5	1	2	2	-	-	-	
Mulatos	7	4	-	-	-	-	3	
Mestizos	3	-	2	-	1	-	-	
Negros	1	1	-	-	-	-	-	
Españoles	1	1	-	-	-	-	-	
Chichimecos	1	-	1	_	-	-	-	
Total	162	50	45	25	15	14	13	

En primera instancia, sin excepción en todos los "huidos" por deudas ninguno fue originario del pueblo de San Luis Potosí, de sus barrios y pueblos de su jurisdicción inmediata ni lejana. La gran mayoría de los indios ladinos llegaron al poblado y sus minas provenientes del occidente, norte y sur de San Luis. Muchos provinieron de lugares como

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1614.1, 9 de julio de 1614.

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1611.3.

Tequila, Tlajomulco, Axixique y Xocotepeque. De este último par de lugares salieron del mismo barrio trabajadores para enrolarse en las actividades mineras de San Luis. Incluso se dio el caso de hermanos que posiblemente llegaron juntos a trabajar para de la misma manera huir con sendas deudas personales.

Los más de estos indios huidizos dejaron una deuda no mayor a los 20 pesos, aunque hubieron indios a los cuales se les dio avances de más de 100 pesos. El único español en la lista negra se llevó además una yegua y una modesta cantidad de cuatro pesos.

En otras ocasiones, los impedimentos físicos y mentales no fueron obstáculo primero para conseguir un empleo ni para detener la huida de estos pobladores eventuales de San Luis. Tal fue el ejemplo de un par de ciegos: Esteban indio cegado por la viruela que llegó de Tlajomulco y Diego, oriundo de Tonalá, quienes se llevaron 26 y 13 pesos respectivamente sin desquitar. La "locura" declarada de Francisco Miguel, natural de Axixique, tampoco le estorbó para quedarse con 70 pesos que se le habían adelantado.

En ocasiones, los huidos no necesariamente se dirigieron a otros reales de minas, sino que muchos de ellos regresaron a sus respectivos terruños. Los patrones defraudados, si querían recuperar parte de los sueldos adelantados, debían a su vez contratar quien fuera en pos de estos fugitivos económicos para traerlos al trabajo. Pero, de nuevo, no existió la certeza de recuperarlos completamente ya que una vez que se encaminaron de regreso podían caer en manos de quién tuviera la oportunidad de beneficiarse de sus servicios.<sup>33</sup>

En otras veces, los encargados de las haciendas eran los más indicados para tal tarea ya que conocían perfectamente a los huidizos.

Cuando se lograba la captura, el proceso de retorno a San Luis fue tan doloroso para los indios por el maltrato físico y emocional que alguno que otro mayordomo fue asesinado como venganza.<sup>34</sup> Los abusos de poder de algunos españoles contra los infractores llegaron también al amotinamiento de no pocos indios chichimecos que se habían enrolado en el trabajo de ranchos y haciendas, pero a causa de su naturaleza nómada no permanecían quietos en un lugar.<sup>35</sup>

El movimiento de todos estos operarios y el propio de los que no se han registrado era de cierta manera normal en los reales de minas, cuyo pulso demográfico en los primeros años fue determinado por las bonanzas y el grado de organizar a la población que entraba y salía según las oportunidades.

En un centro minero como San Luis Potosí, la dinámica poblacional tuvo como ingrediente primordial a los flujos de habitantes foráneos que se animaron a llegar por su cuenta o fueron traídos al trabajo de las minas. En cuestiones de la convivencia cotidiana de los trabajadores, se hizo necesaria la contratación de intérpretes de las lenguas que los operarios hablaban. En las minas de San Pedro, los nombramientos de "Nahuatatos" en idioma "mexicano" y tarascos como el del español Nicolás de Castañeda fueron de vital importancia para mantener trabajando lo que en ocasiones era un "cerro de Babel" a pesar de que la lengua franca entre muchos indios fue el náhuatl.

Después de la crisis de 1608, los bautizos de indios en el Convento de San Francisco observaron una tendencia al declive, la cual se mantuvo hasta 1620. Dicho comportamiento fue similar en la demografía española de la Parroquia Mayor, solamente que a mediados de la década de 1610, los bautizos alcanzaron una de sus cimas con la

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1615.5, 2 de noviembre de 1615.

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1619.4, 28 de septiembre de 1619.

incidencia de unos 50 eventos por año.

En cuanto a los matrimonios de los indios, el descenso de la nupcialidad fue una constante desde 1602 hasta 1620. Entre las causas para entender esta conducta demográfica, la expulsión de la población flotante puede ser una de ellas, pero no debemos descartar también una actitud adversa a las uniones religiosas con trasfondo fiscal ya que frecuentemente se tomó la información contenida en los libros de casamientos para elaborar los padrones de tributarios.

En los barrios indígenas de San Sebastián y San Miguel, el alcalde mayor de San Luis frecuentemente vigiló la elaboración de las listas nominativas de pago del gravamen real. Sin embargo, en todos los barrios que circundaron la traza española muchas parejas de indios se escondieron para evadir el pago del tributo viviendo en el amancebamiento sub-registrado.<sup>37</sup> Entre los indios que fueron importados al trabajo minero, algunos eran originarios de regiones centro-sureñas de la Nueva España como Puebla, en donde los indios nahuas estaban sujetos a un encomendero a quien le rindieron su servicio. Esta gente, al llegar a San Luis acarreados por los enganchadores, dejó de pagar el tributo.<sup>38</sup>

Durante la segunda década del siglo XVII, la necesidad de gente laboría siguió prevaleciendo como preocupación en las actividades mineras. Algunos mineros, en el extremo del apremio, compraron cargamentos de negros esclavos en la ciudad de México a tratantes como Francisco López Enríquez.<sup>39</sup> En los libros de bautizos de la Parroquia Mayor, muchos negros adultos fueron sacramentados en presencia de sus amos, lo que puede significar que llegaron a San Luis directamente de los barcos esclavistas.

 <sup>&</sup>lt;sup>35</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1620.4, 9 de julio de 1620.
 <sup>36</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1619.4, 28 de septiembre de 1619.
 <sup>37</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1612.3, 5 de mayo de 1612.

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1620.2, 26 de marzo de 1620.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1613.1, 27 de febrero de 1613.

Para otros empresarios mineros, en la búsqueda frenética de mano de obra no hubo más opción que contratar los servicios de "cazadores" profesionales de gente laboría. Incluso se dio el caso de enganchadores particulares que bajo un esquema similar a los contratos obligados de abasto de carne, prometieron entregar grupos de indios trabajadores casados y solteros a los mineros a cambios de cifras de dinero que alcanzaron los quinientos pesos de oro.<sup>40</sup>

A mediados del decenio se decía que la crisis del agotamiento del mineral ya se había superado, a la par llegaron al pueblo noticias alentadoras de nuevos descubrimientos de plata en la jurisdicción. Pero así como los nuevos yacimientos vendrían a engrosar el real haber, podrían ejercer una atracción de mano de obra. En 1617, en el Cerro de San Pedro, se abrió un socavón para agilizar la extracción del mineral y depender menos de la mano de obra que escaseaba por temporadas.

El mismo año, en la región se dejaron sentir los efectos de una epidemia<sup>43</sup>, la cual no hemos podido documentar, sino solamente podemos atestiguar el decremento de los bautizos en la Parroquia Mayor y en el Convento de San Francisco. La poca información acerca de los males que aquejaban a españoles, indios y castas no nos permiten entrar en los significados de la muerte colectiva en el pueblo. Los pocos médicos que atendían a los vecinos contaban con un repertorio medicinal en el cual se incluía varios jarabes como el de "nueve infusiones", el magistral y el de linaza, purgas, ungüentos de almendras y "lasaar"[sic], píldoras agregativas, aguardiente e incluso polen de margaritas.<sup>44</sup> El uso de

<sup>44</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1614.4, 6 de junio de 1614.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1614.2, 3 de marzo de 1614.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup>Marcello Carmagnani, « Demografía y Sociedad : La estructura social de los centros mineros del norte de México, 1600-1720 », *Historia Mexicana*, Vol. 21, No. 3, (1972), p. 423.

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup>Woodrow Borah, « Un gobierno provincial de frontera en San Luis Potosí (1612-1620) » *Historia Mexicana*, Vol. 13, No. 4, (1964), p. 537-538.

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup>Peter Gerhard, Geografía histórica de la Nueva España, 1519-1821, México, UNAM, 1986, p. 243.

los medicamentos y prácticas terapéuticas como las sangrías no siempre garantizaron la recuperación de los enfermos, fueran españoles o indios, cuando caían en cama.

En las minas serranas, los vecinos se tenían que enfrentar cotidianamente a los inconvenientes de la vida en situaciones precarias. La gente que se organizó en cuadrillas para procurarse un alojamiento, frecuentemente vivió amontonada en jacales y casuchas hechas de paja y con techos de tejamaniles que en ocasiones fueron pasto del fuego proveniente de las candela y velas con las cuales se alumbraban. 45 Con la llegada de los fríos y ventarrones, la vida en el cerro seguramente fue una pesadilla para la sobrevivencia de los moradores serranos. Los facultativos de ese entonces como José de Briones e Lang, tenían buena parte de su práctica profesional al servicio de los mineros. Los honorarios médicos por atender a las cuadrillas de minas y haciendas se pagaron con mineral y en base a éstos convenios hicieron frente a enfermedades culturales como el "mal de ojo", a patologías biológicas como el tabardillo, a heridas ocasionadas en pleitos. No faltaron también los padecimientos producidos por la actividad minera entre los cuales el accidente más frecuente era cuando un trabajador fue "engrasado", lo cual significa que era salpicado por el metal fundido que era manipulado fuera de los hornos. El contacto cotidiano con las bestias también trajo como consecuencia fracturas y mordidas causadas por las mulas.<sup>46</sup>

Entre 1617 y 1625, en los registros del Convento de San Francisco, la afluencia de población foránea siguió presente, aunque gradualmente se empezó a sentir la participación cada vez más activa de los contrayentes originarios y vecinos de los barrios suburbanos de un San Luis que fue ganando posiciones en el teatro del norte

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1614.1, 19 de febrero de 1614.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1629.8, 13 de noviembre de 1629.

novohispano.

Para 1620, se le consideró como la segunda ciudad minera de la Nueva España, solamente superada por la opulencia de Zacatecas. El todavía pueblo daba morada a una población blanca de más de mil almas.<sup>47</sup>

Durante la primera mitad de 1620, en las cifras de bautizos en la Parroquia Mayor del pueblo empezó a ser más evidente que a pesar de ser la sede de una feligresía española, no pudo cerrar sus registros para asentar las ceremonias sacramentales de castas e indios que seguramente empezaron a ocupar espacios al interior de los límites del pueblo. Esta actitud parroquial nos permitirá de aquí en adelante trazar las curvas bien identificadas de los tres grupos demográficos y sociales de la Nueva España a través de sus registros separados.

Hasta antes de la década de 1620, en la Parroquia Mayor la inscripción de los cristianizados se había concentrado solamente en torno a la población hispana. Al parecer, la parroquia fue exclusivamente española solamente hasta 1606 cuando hubo la necesidad de bautizar a dos mestizos que nacieron a fines del año. Como los padres de estas criaturas no estuvieron bajo la custodia franciscana y tampoco habitaban los barrios aledaños, en la parroquia del pueblo se ofició su bienvenida a la comunidad católica.

Después de estos bautizos, solamente hubieron un par más en 1608 y 1609, lo cual nos dificulta el seguimiento del comportamiento demográfico de las castas que no aparecen por ningún registro, sino hasta 1624. A partir de esta fecha, se inauguraron los libros de información sacramental para las castas. La población creciente de gente de sangre mezclada al ir en aumento tal parece que justificó la creación de libros separados.

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup>Jonathan Israel, Razas, Clases Sociales y Vida Política en el México Colonial, 1610-1670, México, Fondo de Cultura Económica, 1989, p. 12.

Para el caso de los indios, al parecer el registro fue negado hasta 1622 en el cual apareció el primer (y único de ese año) bautizo de indio. Al igual que lo ocurrido con los libros de castas, a partir de 1624 se puede empezar a trazar las curvas de la incidencia de bautizos de indígenas.

El universo parroquial como el que en este momento nos ocupa, revela los distintos niveles de interacción en un pueblo como San Luis cuya parroquia española dio cabida a otros grupos delatando la coexistencia cotidiana en un espacio urbano que delimitó sus fronteras con sus barrios indígenas pero permitió la estancia de gente de sangre mezclada al igual que indios.

En la villa española hubieron hogares como el encabezado por la viuda doña María de Estrada en donde la convivencia interétnica adquiría en ocasiones un nivel de servicio y familiar al mismo tiempo. En esta casa, la servidumbre estaba conformada por una india de nombre Angelina quien tenía tres hijas mestizas de padre español. La mayor de ellas era una doncella llamada Isabel la cual fue "robada" por el mestizo Juan Ruiz quien supuestamente se la llevó en contra de su voluntad a servir en su hacienda.

Las dos niñas menores habían nacido bajo el amparo de la viuda quien las consideraba como hijas adoptivas, ya que, además del techo, les había proporcionado "buenas costumbres y doctrina cristiana con el recogimiento más honesto", y saldrían de su casa solamente cuando llegaran a la "edad de tomar estado honradamente". De cierta manera, este esquema vio nacer a un sector de las castas "españolizado" con lo cual se puede explicar por una parte el predominio demográfico de la sangre mezclada en las series de bautizos en la Parroquia Mayor a lo largo del siglo XVII.

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1614.1, 29 de enero de 1614.

Entre 1624 y 1627, los bautizos de españoles superaron momentáneamente a los de las castas, lo que pudo ser resultado de un reacomodo vacilante de la población entre el cerro y el pueblo. Desde inicios de la década, en la composición de las cuadrillas de trabajo al parecer no se había declarado con certeza la "calidad" étnica de los empleados. Fue cuando el virrey de la Nueva España solicitó a sus súbditos donativos económicos para enfrentar un conflicto armado con Alemania. Las aportaciones debieron salir de la caja de las comunidades de los indios y de la república de mineros de San Luis. La colecta del "metal seco y plomoso" que se enviaría al rey se organizó en primera instancia levantando un padrón de los trabajadores en donde se registró la naturaleza del trabajo en una mina y los convenios laborales en el Cerro de San Pedro.

El segundo paso fue beneficiar el mineral por medio de los recursos de otros donantes como carboneros y dueños de recuas. En las minas, los mayordomos debieron vigilar que los tenateros y barreteros no se distrajeran de sus labores para que cada uno aportara un tenate diario por diez semanas.

La obra total de donación fue una labor muy difícil por la facilidad con que los indios se distrajeron de sus obligaciones. Si en la fiesta patronal de San Nicolás Tolentino en Armadillo se ofrecieron corridas de toros, los tenateros y barreteros dejaban tirado el trabajo para ir al esparcimiento.

Aquellos que fueron controlados mejor por los guardaminas y mayordomos nos dan una idea de la estructura del trabajo.

Tabla IV **Cuadrillas, 1621**.

Cuadrillas, 1621.							
Cuadrilla de:	<u>Declarados</u>	s totales	Tenateros	y Barreteros	Otros de S	Servicio	Xiquipiles
	Indios	Mulatos	Indios	Mulatos	Indios	Mulatos	donados
		Mestizos		Mestizos			
		Negros		Negros			
Capitán Ruiz de							
Zavala	55	2	44	1	8	1	570
Luis Gutiérrez	10		10				10
Melchor de Gámez	19						
Yáñez de Montoya	30	10	29		9	1	320
Josefa de Chagoyan	27		27				270
Juan de Llama	11		8		3		110
Pedro Díez del Campo	24	1	23		1		260
Antonio Maldonado	17	1	10				190
Francisco Díez del							
Campo	6	6	6	6			180
Matías Pardo	13	I	13				150
Francisco de Salazar	6	3					120
Diego de Tovar	14	7					280
Juan Beltrán de la							
Cueva	6						60
Capitán Alonso de							
Fuentes	13	6					250
Marcos de Abitua	9						120
Juan de Ilescas	8	2 2					
Antonio de Vargas	4						
Francisco Marin	1	l					
Alonso de Fraga	2	3					80
Francisco de Rutiaga	11	8					270
Francisca de Paz	17	1					290
Francisco de Torres	3	3					90
Pedro de Arizmendi							
y Gogorrón	46	1					580
Alonso de Avila	2	3					
Baltazar de Villafaña	13	1					150
Agustín del Valle	10						100
Pascual de Herrada	22						220
Josepe Briones	34	15. <sup>49</sup>					340

La información condensada en la tabla anterior debemos tomarla con cautela ya que como el objetivo era la dispensa de un donativo, se pudo ocultar información fidedigna acerca del patrimonio de los mineros. Sin embargo, de la representación que nos ofrece podemos extraer los siguientes puntos.

En primer lugar, la modalidad del trabajo tenía dos variantes. Por un lado estaban los indios "a tequio", lo cual significaba una carga de trabajo establecido por día que se

cumplía de acuerdo a la fortaleza y velocidad de extracción del mineral de las bocaminas. También estaban los "alquilados", que eran contingentes de trabajadores rentados entre los empresarios. Entre los dueños de las cuadrillas, la variación en el número de sus tenateros y barreteros dependió simplemente de la capacidad económica de cada uno. Mientras mineros como los capitanes Ruiz de Zavala y el pudiente Arizmendi y Gogorrón disfrutaron de una planta de suficiente gente a su servicio, otros mineros luchaban para mantenerse a flote con un mínimo de empleados. Propietario de minas como Francisco Marín solamente contó con un indio y un negro, después de que la mayoría de sus empleados se fugaron con deudas. Otros como Antonio Maldonado Zapata quien había sido anteriormente víctima de esta conducta, solamente pudo mantener a unos 18 trabajadores.

La cantidad de xiquipiles<sup>50</sup> donados dependió de la cantidad de laboríos de cada minero. La expectativa era que cada uno de ellos diera a la corona unos 10 xiquipiles de metales sin beneficiar por cada indio y 20 por cada esclavo negro que tuviera a su servicio.

Lo más evidente en el universo laboral fue el peso de la población indígena entre los jornaleros mineros en una amplia proporción, lo cual también pudo repetirse en la población del pueblo aún a pesar de que fueron precisamente los indios los que observaron una movilidad geográfica más dinámica en sus salidas y entradas.

La población indígena bajo la doctrina del Convento de San Francisco de San Luis Nuevo Potosí fue contada por primera vez en mayo de 1623 siguiendo la organización de

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1621.3, 28 de junio de 1621.

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1623.3, 12 de julio de 1623.

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup>Xiquipil, del náhuatl "xiquipilli", morral, saco o bolsa en la cual se transportaba el mineral derrumbado de las paredes de las minas hacia el exterior, lo cual era considerado como una medida normativa para medir el

los pueblos y barrios periféricos, de lo cual se proporciona una descripción demográfica y étnica del entorno del poblado.<sup>51</sup>

Los tarascos al parecer se asentaron en el barrio de San Miguel en donde sumaron 150 personas entre casados (15) y solteros de ambos sexos. Contiguo a este sector, en la Santísima Trinidad, habitaban unos 12 indios casados, que junto con las mujeres y muchachos sumaron 40 vecinos. Con el paso del tiempo, estos dos barrios se fusionaron para convertirse en uno de los de mayor tradición en la capital potosina, San Miguelito.

A esta demarcación también se le agregó con el tiempo el barrio de San Francisco en donde en 1623 habitaban 35 personas, con 12 indios casados.

Al norte del asentamiento, en el pueblo de los antiguos chichimecas de Santiago, se asentaron 60 personas de los cuales solamente se menciona que 20 indios estaban casados, pero no se señala la filiación étnica suficiente para saber que tanto de lo "chichimeca" sobrevivía todavía como en el caso de los poblados de Mezquitic y Agua del Venado.

En cuanto a la población laboral, los datos del guardián franciscano fray Juan Larios nos dicen que al servicio de los españoles, los indios laboríos eran unos 150 entre varones, mujeres y muchachos. Asignadas en las haciendas de beneficio de la jurisdicción estaban otras 200 personas y en las estancias de ranchos carboneros, "cenizeros" y de leña de la administración religiosa, habitaban 350 gentes entre menores y mayores de ambos sexos.

El pueblo de Tlaxcalilla al parecer también tenía su propia organización urbana en barrios. Uno de ellos, el de Tlaxcaltecos, tenía 85 indios casados, más los solteros,

mujeres y menores sumaron 400 individuos. El segundo suburbio de Tlaxcalilla era el de Mexicanos en donde se alojaban unas 220 almas entre mexicanos y otomites.

Adicional a la información demográfica, la minuta nos da una idea de la congregación de gente en torno a una actividad en específico en esa altura del siglo XVII. Por ejemplo, una hacienda de minas como la del Cristóbal [sic] mantenía un plantel de 40 personas entre hombres, mujeres y muchachos. La gente que transportaba el metal del Cerro de San Pedro hacia el pueblo estaba avecindada en cinco ranchos de arrieros en donde se enlistaron a 150 sujetos, mientras que las acémilas que servían a los mineros fueron atendidas por unos 20 muleros entre "grandes y chicos".

En los barrios del entorno inmediato al pueblo español en base a las cifras de la custodia franciscana, al menos habitaban alrededor de 955 personas en donde seguramente se incluyeron los vecinos de Tequisquiapan. El total de la gente de la doctrina sumó 1715 sujetos, lo cual nos ofrece un panorama demográfico básicamente indiano sin incluir la población de San Sebastián que también era parte de los extramuros del pueblo.

Tabla V Gente de doctrina sujeta al Convento de San Francisco de San Luis Potosí, 1623.<sup>52</sup>

de docti illa	sujeta ai Convento de San I	rancisco de San Luis I o	LO
	Barrio/Pueblo	Personas	
	San Miguel	50	
	Santísima Trinidad	40	
	San Francisco	35	
	Santiago	60	
	Indios Laboríos de la		
	jurisdicción franciscana	150	
	Hacienda de mineros de la		
	jurisdicción franciscana	200	
	Ranchos de carboneros,		
	"cenizeros" y leñadores		
	de la misma doctrina	350	

<sup>&</sup>lt;sup>51</sup>B.N., F.F. 58/1159, fs. 1-7.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup>B.N., F.F. 58/1159, fs. 1-4.

Tlaxcalilla (tlaxcaltecos)	400
Tlaxcalilla (mexicanos)	220
Hacienda de Mina de Cristobal	40
5 ranchos de arrieros	150
Otros ranchos de muleros	20
Total	1715

Para 1624, dos diputados mineros se encargaron de llevar a cabo una descripción del pueblo de San Luis minas del Potosí para reorganizar la custodia de los fieles, así como el trabajo de los curas beneficiados. Según sus criterios, para saber como actuar en la administración de la fe, se debía partir del conocimiento del tamaño del rebaño y los linderos parroquiales.

Para los mineros estaba claro que San Luis era un poblado con una "vecindad muy crecida", en la cual los vecinos con casa y familia sumaban más de trescientos. Adicionalmente se debía incluir también a los españoles e indios que se ocupaban en el beneficio de la plata, que fueron otras mil personas. Entre la población de la jurisdicción del distrito con sus carboneras, ceniceros y ranchos repartidos en un radio de hasta ocho leguas, habitaron además mil gentes que, sin importar la lejanía con la cabecera parroquial principal del pueblo, debía recibir también el "pasto espiritual".<sup>53</sup>

Comparando los dos recuentos recién enumerados surgen algunos aspectos que vale la pena precisar. En primer lugar, en la minuta franciscana no se recopiló el tamaño de la población hispana ya que se concentró en los indios que estaban bajo la custodia de los frailes. En el recuento posterior tampoco esta muy bien definida la demografía europea del pueblo al ofrecer en una sola cifra (1000 personas) el total de españoles e indios dedicados a la minería. A pesar de estos obstáculos que de cierta manera impiden hacer una clara diferenciación, percibimos a una población que en 1624 pudo haber

alcanzado al menos 2,500 personas incluyendo a los vecinos de la ciudad y su periferia.

La preocupación de la diputación de minería por conocer el tamaño de la población de cierta manera encontró en el ámbito de la administración religiosa solamente el pretexto para obtener la información, ya que la duda se encontraba por otro lado. Desde 1622, San Luis Potosí empezó a experimentar un despoblamiento con la salida de muchos mineros del pueblo.<sup>54</sup> La retirada se dio en un escenario económico muy poco propicio para mantener en el pueblo los ánimos para continuar trabajando las minas.

En San Luis Potosí, según los testimonios de mineros como Lucas Fernández Monzón, reinaba una situación fraudulenta en cuanto a la declaración de los metales beneficiados.

Según sus cuentas, cada año se usurpaba a la real hacienda en más de 100 mil pesos de a ocho reales. Lo anterior podía ser remediado con la fundación de una caja real y la asignación de oficiales reales para apartar el oro de la plata para que de esta suerte se pudiera cobrar el diezmo de oro y quinto de plata. El 28 de abril de 1628 se constituyó la caja real potosina, dando pie igualmente al apartado y evitando en lo subsiguiente la especulación de los metales por parte de los extranjeros.<sup>55</sup>

Anteriormente, el registro de la plata y oro que se beneficiaba en San Luis Potosí se llevaba a cabo en la ciudad de México pero no llegaba lo que realmente se extraía de las minas ya que muchos mercaderes locales se aprovecharon del poco control administrativo para adquirir por medio del "rescate" una buena cantidad de metales de manera fraudulenta. La concentración de las ganancias mineras, al quedar en manos de los comerciantes y lejos de los mineros, fue ocasionando grave deterioro en el avío de las

<sup>&</sup>lt;sup>53</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1624.3, 6 de julio de 1624.

minas.

Por 1627, en el pueblo que recién contó con caja real, habitaban más de 700 vecinos españoles y unos 1000 indios avecindados en los ranchos carboneros, de leña y cenizas que alimentaron los hornos de las 22 haciendas de fundición. En la comarca del pueblo, los vecinos indios eran más de 5 000.<sup>56</sup>

La caja real de San Luis, por su posición geográfica en el reino, era de suma importancia ya que era paso obligado y escala hacia los reinos de Nueva Galicia, Vizcaya y León, pero sobre todo porque les daría a los mineros la posibilidad de registrar prontamente todo marco de plata y quitar del camino a los mercaderes. A través del acaparamiento de la plata del rescate, los comerciantes se habían convertido en los rectores de la actividad minera sujetando a los empresarios y hacendados con deudas adquiridas con el avío de las minas. Al comprarle a los indios, negros y mulatos porciones de plata hurtada a los mineros, los comerciantes hicieron negocios redondos al dar avío a las haciendas con el mismo dinero. En todo este proceso tanto no se declaró la plata como los mineros contrajeron deudas con su propia riqueza. Otro aspecto para el cual se buscó solución con la caja real fue el evitar que del pueblo saliera oro y plata con rumbo desconocido ya que así como los reales de minas atrajeron a contingentes de trabajadores en pos de un sueldo también llegaron oportunistas. En un pueblo minero como San Luis, la búsqueda de apoderarse de la llamada "plata de rescate" propició el arribo de comerciantes y cazafortunas que incluso sacaron el metal clandestinamente hacia el viejo mundo.

La práctica fraudulenta de los comerciantes que intercambiaban metales por vinos

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup>Francisco Peña, *Estudio histórico sobre San Luis Potosí*, San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, Serie Estudios No. 17, 1979, p. 45.

a los negros e indios fue una preocupación constante en la alcaldía mayor, por lo cual las tiendas en el pueblo, el Cerro de San Pedro y el Monte Caldera fueron objeto de inspecciones. En las tiendas de San Luis Potosí podían encontrarse "todos los géneros de Castilla" como mariscos y pescados, garbanzos, colación, almendras, pasas, aceite de oliva, aceitunas, manteca, pimienta, jamones así como el indispensable azafrán para los guisos españoles.<sup>57</sup>

A finales del decenio de 1620, el horizonte económico de San Luis no era del todo prometedor ya que desde julio de 1629, la joven caja real había dejado de recibir ingreso alguno por el beneficio de la plata. Los aprietos y decadencia de la actividad minera arrastraron en su estela al comercio y en el extremo de la situación se pensó que la plata podría ser llevada a la ciudad de México para ser quintada para no desanimar el avío básico de las haciendas.<sup>58</sup>

En este panorama financiero, al parecer el clima de inestabilidad no representó problema para una consolidación de la estructura demográfica del pueblo, a excepción de sus barrios periféricos. Las cifras globales de bautizos en la Parroquia Mayor (españoles, castas e indios), observaron una tendencia alcista en la cual el principal brío provino de la gente de sangre mezclada, quienes a partir de 1628 llevaron la pauta del crecimiento más dinámico luego de que los españoles hicieron algo parecido durante la primera mitad de la década.

Por 1631, la población española según informes diocesanos de la época era

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup>A.H.N., Diversos,27, Doct. 16. <sup>56</sup>A.G.I., Patronato, 20, N. 5, R. 19.

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1629.3, 24 de marzo de 1629.

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1629.7, 1 de septiembre d 1629.

considerable y junto con el resto de la gente sumaban unas 4 000 personas de confesión. <sup>59</sup> En los registros del convento custodio de indios, los bautizos se mantuvieron sin cambios bruscos a lo largo de todos estos años hasta 1635-1636 cuando en el pueblo al parecer se sucedieron eventos que hicieron caer la incidencia de bautizos entre los indios de los suburbios así como entre las castas del pueblo de San Luis.

Desde inicios de 1635, el pueblo empezó a resentir el rigor de una sequía que desde un año antes había empezado.

Con la carencia de agua, la producción de las haciendas de beneficio se paró por completo en muchas de ellas ya que no era posible el beneficio de metales por fundición sin un proceso de lavado. De los manantiales y ojos de agua del pueblo no se sacaba el suficiente líquido, empezando de esta manera una pugna por el recurso entre los vecinos y los hacendados.<sup>60</sup>

La presión ejercida por los mineros obligó a la alcaldía mayor a establecer un racionamiento del vital líquido mientras durara el estiaje. Los domingos, miércoles y viernes de cada semana, el uso del agua de los pozos sería del uso exclusivo de los mineros y el resto de días fue para los vecinos.<sup>61</sup>

La sequía no solo afectó a la minería limitando el procedimiento de obtención de plata, sino que el movimiento de los metales al igual que el abasto de alimentos no pudieron ser realizados por la carencia de mulas bien alimentadas. Por los pastizales resecos de la comarca dejaron de verse las recuas y los arrieros acostumbrados. El precio del flete para llevar el oro y la plata a la capital de la Nueva España aumentó hasta dos

<sup>60</sup>El agua de la cual se abastecieron los vecinos y los mineros provino de una veintena de pozos que funcionaban en el pueblo y que se recargaban de los escurrimientos provenientes de la Sierra de San Miguelito que se alza al sur de San Luis.

59

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup>Ramón López Lara, El Obispado de Michoacán en el siglo XVII. Informe Inédito de Beneficio de Pueblos y Lenguas, Morelia, Colección Estudios Michoacanos, Fimax Publicistas, 1973, p. 63.

pesos por cada arroba de la preciada carga.<sup>62</sup>

Tanto fue importante mover la plata hacia las arcas reales como lo fue el acarreo de productos básicos porque el mantenimiento de la población necesitaba de otros "pastos" para las bocas hambrientas del real de minas. Si al interior de un centro minero hemos podido ser testigos de la competencia y disputas por la mano de obra al igual que los recursos limitados, en las amplias regiones mineras, la pugna fue por los insumos. Así como no podemos imaginar un real de minas sin gente, tampoco podemos percibir a la población sin alimento.

A partir de cada poblado minero y al margen del establecimiento de su jurisdicción, se tendieron las redes de abasto con las cuales se podía asegurar el mantenimiento alimenticio. Esta retícula dependió en muchos casos en tejidos complejos con las zonas productoras de alimentos.

San Luis Potosí, al carecer de suelos lo suficientemente fértiles para cultivar sus propios granos, desarrolló relaciones comerciales para procurarse el abasto de comida. Conociendo la importancia de cada carga de maíz que lograba entrar en las bodegas del pueblo, el gremio de los mineros cuidó celosamente cada fanega trajinada. En ocasiones, la intervención de los diputados para prevenir el descamino del maíz fue más enérgica que las gestiones propias de la alcaldía mayor. Además del desabasto provocado cuando el cereal era sacado de la jurisdicción para ser vendido en otros reales, la escasez del mismo ocasionaba su encarecimiento e incluso la hambruna. Sin maíz para mantener a sus operarios y darles de comer a las bestias de tiro y carga, un real minero como el potosino no tenía el porvenir asegurado.

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1635.1, 16 de enero de 1635.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1635.2, 12 de abril de 1635

Con la sequía de estos años los indios no fueron los únicos que sufrieron el desabasto y carestía, ya que la harina se sumó a la lista de bastimentos escasos propiciando al mismo tiempo una disparidad entre los precios del cereal molido y del pan cocido. Una carga de harina (tres quintales) que entraba a San Luis Potosí tuvo un costo de 9 pesos de oro común. Cada real como unidad monetaria debía rendir unas 30 onzas de pan cocido, lo cual no fue del agrado de los panaderos potosinos quienes establecieron dar 26 onzas por la misma paga. La escalada del precio se determinó en base del valor de la carga de materia prima en una relación inversamente proporcional entre el importe de la harina y las onzas de pan por cada real. Cuando la carga se elevó hasta 13 pesos, el consumidor solamente recibió 22 onzas de pan. 63

Para hacer frente a la progresión descontrolada de los precios en época de exigüidad de alimentos, en San Luis se había fundado en años anteriores la alhóndiga en donde se concentró el maíz, la harina y los demás bastimentos para ser adquiridos por los mineros y vecinos, para aviar haciendas y casas respectivamente. Sin embargo, el camino hacia el depósito estaba sembrado frecuentemente de "regatones" que interceptaban las caravanas para quedarse con los granos que luego revendieron a un precio sin control.<sup>64</sup>

Los problemas generalizados en la jurisdicción del pueblo y comarcas vecinas trajeron como consecuencia la proliferación de vagabundos en San Luis Potosí. La mayoría de ellos fueron varones "sin oficio ni entretenimiento", los más castas solteros que se dedicaron a causar inconvenientes y escándalos en el pueblo por lo cual se determinó la expulsión casi inmediata de todo aquel que llegara a la república de vecinos

<sup>&</sup>lt;sup>63</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1635.2, 6 de marzo de 1635.

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1640.2, 28 de junio de 1640.

y mineros de San Luis.<sup>65</sup>

El ciclo productivo de la minería, al depender de una perfecta articulación entre todos sus componentes, vivió días embarazosos no exclusivamente por la presencia de dificultades ocasionadas por la sequía, sino también por no poder erradicar las prácticas delictivas al interior del gremio minero. El robo de una cuantiosa cantidad de oro ocurrido en la mina de Nuestra Señora del Rosario Catabriones vino a empeorar la situación de por sí complicada por los accidentes meteorológicos.

Pero la situación precaria de finales de la década de 1630 no únicamente fue característica en San Luis Potosí, ya que la minería novohispana estaba deprimida además en sus principales reales como Zacatecas, Guanajuato, Taxco y Pachuca. En general, los ingredientes que hicieron falta para remediar la situación eran cuatro: azogue, sal, gente y dinero. 66 Los dos primeros no fueron vitales en el caso potosino ya que el método de beneficio por fundición no necesitó ni de mercurio ni sal, sin embargo sin gente ni dinero no era posible ni labrar ni exprimir el oro y la plata de las minas.

En San Luis Potosí y Zacatecas, el factor de la mano de obra se había enfrentado con una baja escala de esclavitud y una amplia aplicación del trabajo libre a través del cual la gente voluntariamente acudió a la ocupación de las minas en donde recibieron "buen partido, paga y tratamiento". Pero con la falta generalizada de indios por muchos lados, producto de la presencia de pestes y mortandades, las minas y haciendas debían abrir sus plazas de trabajo a mestizos y mulatos laboríos, incluso sin desdeñar la posibilidad de importar negros bozales y chinos esclavos de las Filipinas. Con el paso del tiempo, los africanos importados a las minas potosinas fueron gradualmente abandonando

<sup>&</sup>lt;sup>65</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1635.3, 18 de junio de 1635.

las labores de las mismas para concentrarse en oficios más urbanos como alarifes y fabricantes de velas.<sup>67</sup>

En San Luis Potosí, los indios que habitaron los extramuros del pueblo no escaparon de la crisis de enfermedades y pestes que se agudizó por el consumo de alimentos echados a perder<sup>68</sup>, con lo cual podemos entender el descenso de los bautizos para 1638.

La asistencia médica en el pueblo estaba en manos de facultativos y farmacéuticos armados por un arsenal de aceites, raíces, gomas, yerbas, polvos, ungüentos, emplastes y piedras con poderes curativos como el llamado cuerno de ciervo, habas de mar y corales.<sup>69</sup>

Por el lado de la salud reproductiva, el alumbramiento de criaturas en San Luis Potosí entre las indias, castas y negras era asistido por parteras de oficio como la india María Hernández que, al igual que en otros aspectos de la vida cotidiana de San Luis, necesitó de la ayuda de un interprete para comunicarse. Indias como ella tanto ayudaron a las parturientas a dar a luz, como se convirtieron en autoridades acerca de los padecimientos femeninos de la época.<sup>70</sup>

Entre 1630 y 1640, la síntesis de la actividad minera se pudo definir con una sola palabra: estancamiento. A pesar de que para 1639, en la descripción encargada por el obispo michoacano Ramírez de Prado, se le informó que de la nutrida población de San Luis salían cada año aportaciones de más de 100 000 marcos de plata, fue imposible

<sup>&</sup>lt;sup>66</sup>A.G.I., Audiencia de México, 1684.

<sup>&</sup>lt;sup>67</sup>B.Z.A.F.P.Z., Libro # 1, San Luis Potosí, Convento Franciscano. Gasto y Recibo, 1644-1659.

<sup>&</sup>lt;sup>68</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1637.2, 1 de abril de 1637.

<sup>&</sup>lt;sup>69</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A-8, 1639, 22 de marzo de 1639

<sup>&</sup>lt;sup>70</sup> El caso de una mujer con partos múltiples (María, negra criolla) podía desencadenar la experiencia de los llamados "malos partos" e incluso rotura de las membranas abdominales de la madre.
A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1637.4, 7 de septiembre de 1637.

ocultar la falta de gente laboría, principalmente indios.<sup>71</sup>

La crisis de la minería quedó reflejada en la dinámica poblacional e invariablemente influyó sobre el número de bautizos y la llegada de gente en búsqueda de trabajo a San Luis Potosí.<sup>72</sup> En cuanto a la población indígena, en el Convento de San Francisco, las cifras de bautizos decayeron al igual de lo ocurrido con la Parroquia Mayor. Por el lado de los matrimonios, en las uniones bajo la mirada franciscana del pueblo, por vez primera, entre 1637 y 1640, predominaron los contrayentes "originarios y vecinos" de los barrios indios de San Luis Potosí, disminuyendo por otra parte el casamiento de gente proveniente de otras partes del reino.

Pero estas dificultades solamente eran la antesala de lo que estaba por ocurrir en un pueblo que no podía dejar atrás sus problemas. Para comenzar la década siguiente la sombra del hambre y de las pestes rondaba por San Luis que había dejado de recibir entradas de maíz cuyos granos no se encontraron por ninguna parte. Entre los abastecedores tradicionales del cereal estaban Celaya y Chamacuero, de donde prefirieron transportar el alimento a Zacatecas para venderlo a un precio muy elevado, pero al mismo tiempo los productores agrícolas negaron el maíz a otros sitios en los cuales se incluyo el pueblo de San Luis Potosí. 73

De esta forma, el real quedó desprotegido y sus moradores indígenas más aún. mientras que la migración hacia este real entre 1641 y 1645 dejó de ser atractiva, lo cual explica el descenso pronunciado de gente foránea casándose en el convento franciscano. Entre 1641 y 1643, se observó un descenso de los bautizos de indios en el convento franciscano al igual que los de españoles y castas en la Parroquia Mayor. Contrario a este

N.L., Ayer Collection MS 1106-C3, f. 134.
 Carmagnani, « Demografia y sociedad... », p. 440-441.

comportamiento, la curva de los bautizos de indios en la misma parroquia no experimentó alteraciones sino un crecimiento modesto hasta inicios de la década de 1650.

Por la misma época, en el pueblo se había emprendido la ordenanza para llevar a cabo una recomposición de la jurisdicción de San Luis Potosí bajo la vigilancia de don Antonio Cardoso de Cárdena y Salazar por encargo del virrey conde de Salvatierra.

En base al establecimiento de la "Rata"<sup>74</sup> se buscó la repartición justa del suelo, tierras y baldíos, otorgando a españoles e indios la propiedad de tierras, siempre y cuando los terrenos no estuviesen comprometidos con un propietario.

Entre la información que fue recopilada para este fin, encontramos algunos datos de naturaleza demográfica que arrojan luces sobre la distribución de los espacios urbanos y sobre todo de la calidad de los vecinos del pueblo.

Lo primero que brota es el número de las viviendas en las que se alojaban los pobladores al interior de los límites de San Luis Potosí, las cuales fueron 150 "casas" y 105 "casillas". Estas últimas pudieron ser versiones más simples de una morada que se levantaron en un solar de los cuales habían unos 105 todavía sin fincar construcción alguna.<sup>75</sup>

Aparte de estas unidades habitacionales, se registraron unas 28 tiendas, dos bodegas, un par de huertas y una sola botica, con lo cual podemos entender mejor la escasa posibilidad de hacer frente a las enfermedades en el corazón mismo del pueblo.

Entre los dueños de las propiedades (más de 230 nombres diferentes), sobresalieron algunos ejemplos como el de tres españoles originarios de la ciudad de México quienes fueron dueños de varios inmuebles en San Luis. Pedro de Escobar tenía 9

<sup>&</sup>lt;sup>73</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1642.4, 9 de agosto de 1642.

casas distribuidas en el Barrio de San Sebastián, otras tantas en la calle de Concepción, dos más en el perímetro de la plaza mayor que a su vez sirvieron de tiendas y la última en la calle de Juan de Herrera. Igual número de propiedades registró Juan de Santillana y el tercer hispano capitalino fue el mercader Gerónimo Salas quien expedía sus géneros en cuatro de sus ocho casas que funcionaban como tiendas en la plaza central.

La presencia de estos españoles ricos en San Luis Potosí se debió muy posiblemente al abandono de cual fue objeto la capital de la Nueva España con la inundación de 1629 que paralizó la industria y el comercio. Ante tal desastre mucha población española emigró a Puebla, Pachuca y San Luis Potosí y "... a pesar de que la mayoría de estos españoles regresaron después de 1634, cuando las aguas se habían retirado, algunos no lo hicieron..."

Aunque la inmensa mayoría de los españoles fueron dueños de un predio, además de hispanos citados con varias residencias, hubo otros tantos con cinco casas.

El valor catastral de cada vivienda se estableció según la cercanía con la plaza mayor. A menor distancia guardada con la plaza, el impuesto por el uso de suelo fue más alto y disminuyó en la medida que las propiedades se ubicaran más cerca de los límites del pueblo con sus barrios. Esta información nos abre la puerta hacia el universo urbano del pueblo español que al parecer solamente lo era de nombre y en la hegemonía administrativa. Sin embargo, en lo demográfico, a pesar de que las castas fueron mayoría, en la jurisdicción eclesiástica de la Parroquia Mayor no nos queda claro cual fue el lugar de residencia de la gente de sangre mezclada en el pueblo. La presencia de mestizos y mulatos apenas se percibe en el listado de vecinos de las calles de la traza urbana, por lo

<sup>&</sup>lt;sup>74</sup>Del Latín "*Rata Portio*", que significa la porción, parte o cantidad que es asignado a cada fracción en alguna distribución.

cual pudieron haberse domiciliado en la Villa de Tequisquiapan.

Otra gran ausencia fue el registro de oficios ya que contrariamente del caso de los mercaderes y mineros, no se especificaron otras ocupaciones entre los habitantes. El número de hacendados mineros (apenas 16 para ese entonces) nos indica un estancamiento en la actividad cuyo principal combustible provino solamente de una docena de ranchos carboneros. La cifra de 16 haciendas funcionando para este entonces era apenas una pequeña parte de la cantidad de haciendas y hornos de fundición que a finales de la década de 1620 cuando funcionaban unas 150 cuando se disfrutó del avío pleno de los comerciantes.<sup>77</sup>

Para mineros poderosos como Francisco y Antonio de Arizmendi y Gogorrón, que alguna vez habían sido pilares de la minería potosina, la crisis económica que resultó del despoblamiento no tardó en alcanzarlos y llevarlos momentáneamente a la pobreza y cortedad. Su falta de liquidez monetaria los llevó a no poder solventar deudas adquiridas en ese fatídico 1643. El dinero que recibieron para el avío de sus haciendas a lo largo de seis meses rápidamente se les fue de las manos por el encarecimiento de los bastimentos y a pesar de la riqueza que supuestamente contenía minas suyas como la de San Cristóbal.

La situación de aprieto que compartieron mucho mineros se agravó con la propagación de enfermedades entre el ganado mular y caballar, pero sobre todo por la muerte de unas 2,000 personas de todas las edades y sexos en el real de San Luis, el Cerro de San Pedro, Monte Caldera y Armadillo.<sup>78</sup>

Pero esta cifra se pudo quedar corta en la atmósfera de desolación y precariedad de la vida en San Luis durante 1643 en el cual,

<sup>&</sup>lt;sup>75</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1616-1655, fs. 21-24. <sup>76</sup>Israel, *Razas, Clases Sociales...*, p. 183.

"...y las enfermedades y peste han sido tan común y general que se han muerto en este pueblo (San Luis Potosí) y su jurisdicción más de cuatro mil personas principalmente de esclavos indios y gente laboría llegando a extremos tan grandes por la gran hambre y seca y rigurosa peste que ha habido minero que en muchos días y meses no dio maíz ni pan a su gente por no tener con que comprarlo con que padecieron de hambre pues llegaba a comer la carne sola y viendo la gente laboría e indios estas necesidades y pestes huyeron de su rigor tan grande y hambre se ausentaron y huyeron de manera que habiendo de ordinario en el Cerro de San Pedro y quadrillas de mineros de cuatro a seis mil personas no hay quinientas..."

Según Betancourt, este proceso de despoblamiento se alargó hasta 1651 ya que muchas partes del pueblo se reportaron sin población.<sup>80</sup>

Entre los españoles de la Parroquia Mayor justamente este año de 1651 fue cuando se hizo más notorio el descenso en la curva de bautizos, mientras que entre las castas e indios, el proceso fue a la inversa incrementando levemente las cifras posiblemente por el traslado de población desde los entornos hacia el centro.

Entre los indios de la periferia del pueblo, el decremento empezó un año más tarde después de que en los dos primeros años de la década de 1650 habían alcanzado una cima momentánea en su crecimiento. Desde 1647 el despoblamiento indígena de San Luis Potosí fue ocasionado principalmente por la presencia de enfermedades como el tabardillo en contra del cual ni se contaba con una inmunización hereditaria ni con medicamentos efectivos. <sup>81</sup> El mal llevó a la tumba a los indios sin importar edad ni sexo, por lo cual, el desavío de gente en las haciendas se hizo evidente en el pueblo y el cerro.

En el registro de bautizos en donde se concentraba la población de las minas del

<sup>&</sup>lt;sup>77</sup>A.H.N., Diversos, 27, Docto. 16.

<sup>&</sup>lt;sup>78</sup>A.G.I., Escribanía, 171 A, f. 48.

<sup>&</sup>lt;sup>79</sup> Julio Betancourt, San Luis Potosí, sus plazas y calles. Notas históricas por el Licenciado Julio Betancourt, San Luis Potosí, Talleres Gráficos de la Escuela Industrial Benito Juárez, 1921, p. 80. <sup>80</sup> Betancourt, San Luis Potosí..., p. 80.

<sup>&</sup>lt;sup>81</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1647.1, 1 de febrero de 1647.

cerro, el desplome en el número de eventos se hizo más crítico a partir de 1645 y especialmente durante 1646 y 1647 cuando se registraron tres y cuatro bautizos respectivamente.

Para todos era evidente que las condiciones de pobreza que se presentó entre los mineros y las enfermedades que consumieron a los trabajadores, fueron las causas por las cuales se perdió más de la mitad de la población. Francisco del Paso y Manpaso, tesorero de la real caja de San Luis, informó al virrey de esta situación que impedía el ingreso de plata quintada proveniente de las minas serranas por la carencia de operarios. Entre sus propuestas para solucionar tan irónico problema sugirió implantar un sistema de repartimiento de 300 indios cada mes y provenientes de los pueblos de la comarca potosina dentro de un radio de 40 leguas. La situación de precariedad económica obligó a muchos mineros a vender sus propiedades y solo les quedaba el recurso de "repasar" las "grasas", exprimiéndoles las pocas gotas de oro y plata que pudo haberles quedado. 83

Por otra parte, los diputados mineros llegaron a solicitar adicionalmente que para solucionar la falta de operarios en las minas, se llevasen a San Luis indios de naciones chichimecas que habitaban en la jurisdicción como los asentados en Río Verde, Guanamé, Agua del Venado, Tlaxcalilla, Mezquitic y Atotonilco.<sup>84</sup>

Esta estrategia de reclutar a indios chichimecos para el trabajo de las minas fue una iniciativa con muy poca resonancia en la minería local a pesar de que en ciertos reales de minas cercanos como Guadalcázar, supuestamente los mineros dependieron de los chichimecas para el avío de sus haciendas. La razón para rehusar este tipo de mano de

<sup>&</sup>lt;sup>82</sup>"Grasa", fue el nombre que recibió la escoria proveniente de los hornos de fundición con alto contenido de plomo. (Langue y Salazar-Soler, 1993)

<sup>&</sup>lt;sup>83</sup>A.G.I., Audiencia de México, 371.

<sup>&</sup>lt;sup>84</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1647.3, 3 de junio de 1647.

obra se fundamentó en algunos problemas suscitados por un levantamiento indios nómadas en las minas de San José del Parral entre 1645 y 1646. En San Luis Potosí, la mayoría de los vecinos, mineros y comerciantes opinaron que los ecos de este conflicto no llegarían al pueblo en donde la convivencia con los chichimecos, por más de cincuenta años, había sido tranquila y ordenada. Pero por las dudas mantuvieron una presencia discreta de soldados.

Para los habitantes españoles fue claro que de aumentarse el número de personal militar, los problemas llegarían porque los chichimecas podrían pensar que era para reprimirlos, por lo cual no era conveniente echar andar la leva y provocar desobediencias y despoblamiento.<sup>85</sup>

Pero así como el punto de vista del gremio de mineros coincidió con el de las autoridades al señalar el problema ocasionado por la deserción laboral, en otros aspectos de la crisis ambas partes asumieron posiciones irreconciliables.

En opinión de los hacendados, la situación crítica en buena medida era el resultado de la poca eficiencia y corrupción de las autoridades financieras del real que no habían sido vigiladas puntualmente por la corona. Su descontento no fue para menos ya que la minería de San Luis Potosí durante la primer mitad del siglo XVII ingresó en el real haber unos 11 millones de pesos por concepto de diezmos y quintos. Dicha cantidad en el ámbito comercial local había sentado las bases para erigir la columna comercial del virreinato que a la larga produciría varios millones adicionales. <sup>86</sup>

Para los mineros, a pesar de que la minería potosina no significó un elevado costo para el Rey al no depender del todo de los insumos de sal y azogue, el punto débil de la

<sup>85</sup>B.N.A.H. Archivo Micropelículas, Serie San Luis Potosí, Rollo 11.

actividad económica fueron los fraudes y mala administración de los oficiales reales. Mucha plata se había perdido en los caminos por culpa de ellos y se cuestionó por igual la inflada nomina de la Caja y el Apartado. Además, la caja potosina fue el refugio de todo aquel minero que, plagado de deudas, acudió al pueblo a manifestar su plata para evadir el pago correspondiente. El colmo fue cuando los oficiales reales llegaron a convertirse en contratantes y aviadores de los mineros, al igual que en comerciantes sirviéndose del puesto burocrático.<sup>87</sup> Entre los acusados de las desgracias del pueblo estuvieron autoridades como Pedro de Vertiz, Nicolás Bonilla, Alonso de Guzmán y León de Alza.<sup>88</sup>

En los testimonios de algunos mineros como José Hurtado de Mendoza encontramos algunos indicios del tamaño de un plantel de trabajadores antes y después de los problemas suscitados. Por ejemplo, solamente en uno de los yacimientos serranos, en el Cerro de las Animas, asistían unos 3,000 indio laboríos, pero a partir de la llegada de los oficiales reales no se juntaron siquiera 300 por la baja población laboral que había quedado después de las pestes y hambres que agravaron aún más la situación.<sup>89</sup>

La controversia ente mineros y funcionarios llegó al extremo de examinar la pertinencia de mantener la caja real en San Luis Potosí. Finalmente, a los oficiales reales se les concedió la razón en el pleito y la caja no se quitó porque además servía como receptora de los quintos de plata proveniente de otros reales como Guadalcázar, Sierra de Pinos, Ramos, Charcas, Xichú y Palmar de Vega.

Más allá de los beneficios o perjuicios administrativos, se sentó el precedente de las pugnas entre los vecinos y mineros con los oficiales reales. Más adelante, estos

<sup>89</sup>A.G.I., Audiencia de México, 373, f. 51.

<sup>&</sup>lt;sup>86</sup>A.G.I., Audiencia de México, 373.

<sup>&</sup>lt;sup>87</sup>A.G.I., Audiencia de México, 373.

<sup>88</sup> León de Alza había sido nombrado como alcalde mayor de San Luis Potosí en marzo de 1640. Ese mismo año llegó al pueblo acompañado de un criado para su servicio. A.G.I., Contratación, 5422, No. 30.

problemas resurgirían en San Luis en la forma de conflictos intestinos que alteraron el desarrollo de la población y la sociedad.

Empresarios de rancio abolengo como Antonio de Arizmendi y Gogorrón se manifestaron en contra de una burocracia local demasiado inflada que no hacía más que entorpecer la administración de justicia y vida política del real de minas potosino a lo cual se agregaba el enorme estipendio presupuestal. En algún momento de esta relación exaltada se llegó a responsabilizar a los jueces y oficiales reales por la ausencia de la gente laboría que en número había descendido en unas tres cuartas partes de su concentración acostumbrada. Lo anterior repercutió consecuente en el desamparo de las minas y las haciendas. 90

Al interior de la política local del centro minero, el crecimiento estable de la población como la de San Luis Potosí solamente era posible en la capacidad de mantener una atmósfera de paz y quietud en el pueblo. Cuando surgieron pleitos como el mencionado anteriormente, las minas se despoblaron y los vecinos se empobrecieron a pesar de la opulencia de las minas. En los libros de bautizos de indios y castas en Monte Caldera y el Cerro de San Pedro, la crisis de despoblamiento dejó su huella en los registros con un vacío entre 1648 y 1650. De aquí hasta 1656, el promedio de criaturas bautizadas por año fue alrededor de 20 para el microuniverso de las haciendas metaleras del Monte Caldera, mientras que en la Parroquia de San Pedro, entre 1647 y 1651, se observó una oscilación brusca de las cifras anuales. Posteriormente el registro de bautizos suspendió las entradas hasta julio de 1656. Tal pareció que en el ámbito de las minas serranas, la población a lo largo de todo este tiempo no alcanzó a sentar raíces para crecer

<sup>&</sup>lt;sup>90</sup>A.H.P.M., 1647.1, d. 4.

sostenidamente como resultado de la inestabilidad y obstáculos que fueron rodeando a la minería. De lo anterior se puede desprender también que inclusive la feligresía de San Pedro en momentos fue abandonada por sus párrocos.

Por el lado del pueblo, la vida tampoco fue fácil ya que según algunos testimonios de la época no se podían reunir las condiciones de arraigo necesarias para ofrecer estabilidad a los vecinos. Muchas propiedades fueron desocupadas sencillamente por la falta de población a pesar de que los precios de alquiler de casas y tiendas se desplomaron por la falta de demanda. El sentido de prosperidad dejó de reflejarse en las calles y plazas mientras que en términos generales aumentó el costo de la vida en comparación con otros lugares de la Nueva España.

En algunos documentos de la época hemos encontrado cual era el costo anual del mantenimiento alimenticio a nivel familiar entre los españoles. Una familia con recursos llegaba a dedicar al menos unos 200 pesos por cada hijo por año. Este precio incluía almuerzo, comida, merienda y cena para cada vástago sin incluir el vestido. De acuerdo a este cálculo, a los vecinos españoles les resultó más oneroso vivir en San Luis que en la capital del reino. Simplemente el chocolate en el cual basaban buena parte de sus alimentos cotidianos y otros víveres eran más costosos en el real potosino ya que se debían traer de afuera. En cuanto a la moneda, en el pueblo la inflación de los precios obligó a que la menor denominación de circulante fue el real y no el medio real como era en otros sitios.<sup>92</sup>

El precio del pan fue de igual forma objeto de disputas permanentes al interior de un comercio potosino sacudido por la crisis. Ante las múltiples quejas en contra de los

 <sup>91</sup>A.G.I., Indiferente, 115, No. 66.
 92A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1647.4, 30 de julio de 1647.

panaderos que alteraron el peso y precio del alimento, mucha gente prefirió adquirir pan más barato de manos de gente que no pertenecía al gremio de los panaderos quienes de todas maneras no pudieron cumplir con el abasto reglamentario de hogazas con el peso cabal.<sup>93</sup>

Pero mientras el pueblo se enfrascaba en contiendas cotidianas por la subsistencia de sus 500 vecinos españoles y unas 2500 personas de confesión, en las haciendas y minas de los alrededores la práctica de muchos indios de huirse con sueldos adelantados vino a empeorar el panorama de por sí sombrío para muchos mineros.

Una síntesis del paisaje poco prometedor era el mismo Cerro de San Pedro de cuyas minas el real haber había dejado de percibir un 60 % de los 100 000 pesos anuales de tiempos pasados<sup>94</sup> por culpa de un avío mezquino. El "mal vivir" se había instalado en las inmediaciones de las minas y los escasos 12 vecinos españoles trataban de mantener a flote unas seis haciendas con molinos con la ayuda de 15 mayordomos para controlar a los más de quinientos indios (la mayoría mexicanos y tarascos), mestizos y mulatos. <sup>95</sup>

De esta suerte, a pesar de que en el informe de don Francisco de Arnaldo y Sassy mencionó que el pueblo de San Luis era el de mayor población del Obispado de Michoacán, y donde se labraban las mejores minas (las menos costosas al rey), a mediados del siglo XVII la demografía cayó en un estancamiento al estar vinculada directamente con todas las condiciones que hemos puntualizado. Para 1650, cuando la industria minera empezó a llegar a grados de inactividad que no se habían experimentado antes por la carencia de gente, se dijo que el tamaño de la población apenas era una cuarta

<sup>93</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1649.3, 7 de junio de 1649.

<sup>&</sup>lt;sup>94</sup>Los quintos reales obtenidos de la plata y el oro de las minas potosinas, a finales de la década de 1640 sumaron unos 40 000 pesos en buena medida por la falta de gente y avío en que se fue sumergiendo lentamente la minería local.

<sup>95</sup>NL, Colección Ayer, MS 1106-A, f. 46v.-47.

parte de lo que algún día tuvo el pueblo. 96 No sabemos a ciencia cierta si este fenómeno cobró tal magnitud que fuera la causa de la desaparición temporal de los registros de bautizos y matrimonios tanto en el Convento de San Francisco, como en los libros parroquiales de Monte Caldera. En cuanto a la Parroquia Mayor del pueblo por otra parte, la crisis quedó reflejada principalmente entre las castas, mientras que la nupcialidad al parecer no experimentó cambios bruscos.

Antes de que el pueblo recibiera el título de ciudad en 1656, en los informes del cabildo se mencionó sobre la proliferación de mujeres pobres con hijos huérfanos que frecuentemente fueron "acomodados" como sirvientes en casas con más recursos. Igualmente se dejó testimonio del crecido número de gente vieja entre los vecinos y la república de mineros.<sup>97</sup> En este esbozo de composición demográfica con un lento crecimiento, el pueblo recibiría su nombramiento como ciudad en la búsqueda de mejores días para el poblado.

## 3. 2 El Real de Minas de San Luis Potosí. De pueblo a ciudad

Cuando intentamos penetrar en la reconstrucción de la evolución demográfica del real de minas de San Luis Potosí, en primera instancia se hizo evidente la falta de consistencia y en ocasiones la ausencia de información de corte estadístico que diera cuenta del tamaño de la población a lo largo del período de tiempo que se extiende desde la fundación del pueblo hasta la primera mitad del siglo XVII. Esta condición por otro lado, no fue la excepción en descripciones eclesiásticas y de índole administrativa en las cuales las referencias demográficas no empadronaron por igual a todos los componentes étnicos de la población. En algunos episodios, las cifras se concentraron en reportar la

<sup>96</sup> A.G.I., Audiencia de México, 1043, f. 5

población de un sector social como la de origen hispano y descuidaron el recuento de indios y castas.

Durante la primera mitad del siglo XVII, en San Luis Potosí no se llevaron a cabo conteos formales ni generales de la población por lo cual nuestro intento de dar cuenta de la consolidación del pueblo recurrió a noticias esporádicas acerca de los primeros vecinos.

Otro camino que tomamos para examinar las tendencias de la población de ese entonces se orientó en dirección a la información contenida en los libros parroquiales de bautizos y casamientos en donde encontramos huellas de los desplazamientos humanos hacia las minas. Los registros de las defunciones para la primera mitad del siglo XVII son aún más escasos ya que apenas se han conservado para la Parroquia de San Pedro del cerro para los años de 1648 y 1651. 98

Por el lado del asentamiento español, en términos generales, se puede decir que a lo largo de su vida como pueblo, San Luis Potosí observó un crecimiento demográfico muy lento y limitado en la esfera urbana interna, mientras que en la periferia indígena el incremento fue todavía más parco, ya que la curva de nupcialidad y la curva de bautizosnacimientos se mantuvieron muy por debajo de los niveles alcanzados a principios del siglo.

Cuando, a mediados de la década de 1650, el pueblo recibió el nombramiento de "ciudad" tal parece que solamente cumplía los requisitos a nivel protocolario y que la

<sup>&</sup>lt;sup>97</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1655-1662,f. 99; f.248.

Durante estos dos periodos, en esta parroquia cuya jurisdicción incluyó a los ranchos, las haciendas y minas pobladas en torno al Cerro de San Pedro el registro de las defunciones apenas logró sumar seis entierros entre los indios y castas en cada año.

investidura sólo fue de adjetivo por las situaciones locales imperantes.<sup>99</sup>

Para alcanzar el título de ciudad, el pueblo debía contar con ciertos atributos como poseer "lustre y vecindad" con los cuales se acreditaba el cambio de estatus político-administrativo. 100 Sin embargo, en el abanico de condiciones sociales, económicas y demográficas de la época en la cual San Luis recibió su condecoración no se puede establecer que había alcanzado los atributos mínimos requeridos. La minería potosina que alguna vez había sido el principal propulsor del poblamiento y de la fundación estaba a mediados del siglo XVII en serios apuros para mantenerse a flote. Así mismo, los contingentes de trabajadores que alguna vez habían nutrido demográficamente los barrios, calles y cuadrillas, ya no se acercaron al poblado como antes. Al contrario, muchas gentes avecindadas en San Luis no dudaron en abandonarlo ante un panorama sombrío en el cual la amenaza del aprovisionamiento de alimentos y la proliferación de la pobreza continuaron siendo la preocupación principal en la ciudad recién titulada.

Tal pareciera en algún momento que el nombramiento de ciudad fue una medida para evitar la declaración de ruina generalizada por las circunstancias que se vivían y que presagiaban un despoblamiento masivo de San Luis y sus minas.

En mayo de 1656, cuando Felipe IV expidió el decreto para elevar la jerarquía política del pueblo a ciudad, bien pudo haberlo hecho más como un voto de confianza que como una recategorización administrativa. Ante una minería en decadencia y condiciones locales críticas que desalentaron la afluencia de colonos, la erección de San Luis como ciudad pudo haber servido para mantener su vigencia en la geografía norteña del reino a pesar del descrédito y del despoblamiento.

<sup>&</sup>lt;sup>99</sup>El título de ciudad le otorgó a San Luis Potosí las facultades para erigir su propio gobierno, nombrar ayuntamiento y disfrutar de los mismos privilegios de Puebla de los Angeles.

La fastuosidad del apelativo de urbe novohispana de ninguna manera la desembarazó de sus problemas casi interminables al no poder asegurar la subsistencia alimenticia de los habitantes. El gobierno local, en lugar de celebrar el título galardonado, debió preocuparse de nuevo por el desabasto de harinas y pan. Ante este apremio, la alcaldía mayor envió a Celaya emisarios con la misión expresa de adquirir cereales para la hambrienta ciudad. 101

En el ambiente económico citadino, mientras tanto, el dinero constante y sonante empezó a escasear en la circulación por lo cual algunas transacciones como pago de deudas atrasadas y salarios recurrieron al uso de vales a manera de medios de intercambio monetario.

Para empeorar las cosas, al poco tiempo del bautizo de San Luis como ciudad se hizo presente una peste desconocida que llevó a menoscabar la salud de muchos vecinos. Para hacer frente a la proliferación de la enfermedad, el cabildo potosino no tuvo más remedio que invitar a la gente a rezar un novenario y especialmente solicitar la ayuda divina de la virgen María. 102

La mortandad no tardó en diseminarse entre los operarios de las minas serranas y muy pronto mineros como Juan de Torres Villasana manifestaron su incapacidad de mantener labrando sus yacimientos porque la mayoría de sus empleados, si no habían fallecido, se habían ausentado del cerro. <sup>103</sup>

Un año más tarde en el acontecer cotidiano de la ciudad llegaron vientos mejores con un resurgimiento de las actividades mineras. De nuevo se echó a andar el aparato

Montejano, Acta de Fundación..., p. 5.

<sup>100</sup> Montejano, Acta de Fundación..., p. 9.

<sup>&</sup>lt;sup>101</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1655-1662, f. 261.

<sup>&</sup>lt;sup>102</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1655-1662, f. 309.

<sup>&</sup>lt;sup>103</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1659.2, 31 de mayo de 1659.

administrativo de denuncia de minas mientras que las cuadrillas al mismo tiempo empezaron también a constituirse y acomodarse por los rincones del cerro que años atrás habían sido despoblados. Las catas, "catillas" y escarbaderos empezaron a ser labradas mientras que entre los empresarios mineros el método de beneficio por amalgamación empezó a ser visto como una alternativa al de fundición. El uso del azogue implicaba un abasto seguro de agua de los ojos de agua y manantiales de la ciudad que para este entonces ya se había recargado. 104 La necesidad de los mineros por asegurarse del vital líquido así como del espacio para los molinos empezó a ejercer presión en contra de las comunidades indígenas de la periferia urbana quienes vieron amenazados sus predios. 105

Bajo este esquema con cierta prosperidad, la ciudad pudo verse en la posibilidad de crecer nuevamente. Los bautizos de españoles e indios en la Parroquia Mayor respondieron tímidamente a estas condiciones, pero no sucedió lo mismo con las castas. A partir de este punto, estamos en la posibilidad de integrar en el análisis demográfico al pueblo de San Sebastián para ejemplificar el microuniverso de una comunidad indígena que generó su propio registro parroquial y cuya jurisdicción constituyó la concentración demográfica menos numerosa del perímetro de la ciudad.

Pero la relativa calma no tardó mucho en esfumarse ya que a partir del mes de julio de 1661 se experimentaron ciertas condiciones climáticas que repercutieron en el devenir del poblado. En el mes mencionado empezó la sequía posiblemente más severa en la historia del San Luis Potosí colonial, que fue agravada con una helada en septiembre del año siguiente.

Los ecos de los momentos difíciles se grabaron en el discurso del visitador don

<sup>&</sup>lt;sup>104</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1659.1, 20 de febrero de 1659. <sup>105</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1661.2, 8 de enero de 1661.

Francisco Calderón y Romero quien se compadeció por el estado miserable de la ciudad, su jurisdicción y su minería que había sido detonado por una "extraña seca y contrarios accidentes". <sup>106</sup>

La primera consecuencia de esta sequía fue el desabasto y encarecimiento de los alimentos. El precio del maíz aumentó de cuatro hasta seis pesos por fanega, mientras que la harina se vendió a 20 pesos la carga, dos más que antes de la crisis. Vecinos, mineros, carboneros y hacendados de la jurisdicción fueron afectados también por la mortandad del ganado del cual se obtenía carne y fuerza motriz para las actividades mineras.

Entre 1661 y 1664, lo esencial en la existencia de los moradores de la ciudad fue el concentrar sus energías en la supervivencia. La actividad comercial se paralizó casi por completo, mientras que los mineros se enfrascaron en una intensa pugna por el control de la poca agua que había en el subsuelo del poblado. En el Cerro de San Pedro, la contrariedad llegó a un punto peligroso cuando la gente laboría empezó a manifestar su descontento en forma de tumultos que despertaban un gran preocupación entre los españoles ante la posibilidad de propagación de las revueltas por otros reales mineros.

El rigor de esta gran sequía del siglo XVII fue contrarrestado por los vecinos y mineros promoviendo la erección de un santuario dedicado a la virgen de Guadalupe, la gran defensora del pueblo potosino en contra de las calamidades. 109

A los hacendados mineros no les quedó más remedio que pepenar, excavar y

<sup>&</sup>lt;sup>106</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P, 1662-1672, f. 4.

<sup>&</sup>lt;sup>107</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1663.2, 10 de mayo de 1663.

<sup>&</sup>lt;sup>108</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1654.2

<sup>&</sup>lt;sup>109</sup>Hasta nuestros días, cuando en la ciudad capital del estado moderno se resienten los pronósticos adversos por la frecuente sequía, se saca de su santuario a la imagen de la virgen de Guadalupe para ser llevada en procesión por las calles. La carencia de ríos cercanos, así como una infraestructura muy deficiente de captación de agua han hecho que, al igual que en el pasado, los vecinos confíen más en la virgen ante la escasez del vital líquido.

labrar los escoriales y graseros para obtener lo que fuera de plata. En las minas, el impacto de la crisis sobre la población trabajadora no tardó en dejarse sentir también. Durante 1662, en las actas de entierros de indios en la parroquia del Cerro de San Pedro, se registró que muchos simplemente "murieron de la enfermedad" en el apartado de la causa de muerte. Posiblemente, la "enfermedad" no era otra cosa que el detrimento generalizado entre los labradores de las minas que llevó a la tumba a los indígenas principalmente.

Los problemas no solo afectaron inmediatamente a los mineros ya que en el tejido económico, la cortedad de recursos se dejó sentir por cualquier rincón del cerro y la ciudad. Los frailes de la orden de San Juan de Dios, que mantenían en ese entonces el único hospital dedicado a los pobres urbanos sin importar la "calidad", dejó de percibir las entradas de limosnas acostumbradas, por lo cual quedaron sin amparo tanto españoles como indios sumergidos en la penuria y en la enfermedad generalizada. 110 Por otro lado, ante la presencia de achaques sociales y biológicos en la región, San Luis Potosí fue asediado por malvivientes forasteros que al igual que vagabundos deambularon por las calles polvorosas de la ciudad en búsqueda de comida y consuelo para sus dolencias. 111

La crisis se extendió hasta 1667 y a lo largo de todo este tiempo se mantuvieron paralizadas la mayoría de las haciendas de beneficio así como la extracción de mineral del cerro. En este año en el cual falleció Felipe IV, la situación de la ciudad se vio agravada por la presencia de enfermedades entre los pobres repitiendo de nuevo el modelo de un menoscabo entre la población como colofón de la prolongada seca y por los intensos calores. A finales de este año se responsabilizó también al cocoliztli como causante de la

<sup>&</sup>lt;sup>110</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1663.3, 11 de octubre de 1663. <sup>111</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1664.3, 22 de octubre de 1664.

gran mortandad entre los mineros que cayeron muertos "...de seis en seis". 112

Al año siguiente, el cura beneficiado Ramírez de Prado procedió con el levantamiento del padrón de la ciudad o censo eclesiástico más antiguo a nivel local ya que desde 1643 los párrocos del Obispado de Michoacán recibieron instrucciones de empadronar "al principio de la cuaresma a todos sus feligreses con la distinción de "calidad", y si eran de comunión o solo de confesión". El recuento de los feligreses de la ciudad arrojó una cifra de 3 450 personas, pero muy poca certeza para distinguir en la demografía de este tipo cuantos fueron españoles, indios o bien de sangre mezclada y negros. El padrón era una relación individual de los feligreses que en un año lectivo habían cumplido con la instrucción de confesión y comunión. Los curas se dieron a esta tarea laboriosa de visitar los pueblos, las casas como unidades familiares y los grupos étnicos. El padrón era una relación individual de los feligreses que en un año lectivo de confesión y comunión.

Esta representación estadística, a pesar de que proporciona elementos para empezar la comparación entre los padrones de la ciudad, dejó fuera del registro los datos concernientes a la edad y composición sexual de los habitantes de San Luis Potosí. En este ámbito parroquial, a finales de la década de 1660, en los registros parroquiales se mantuvo todavía el predominio numérico de las castas en las series de bautizos, dejando a los españoles e indios en el segundo y tercer término respectivamente.

En febrero de 1670, en el marco de las visitas pastorales del Obispado de Michoacán, fray Francisco Sarmiento de Luna llegó a San Luis Potosí para revisar la administración episcopal y llevar a cabo confirmaciones masivas de fieles. En su estancia

<sup>&</sup>lt;sup>112</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1667.5, 14 de noviembre de 1667.

<sup>&</sup>lt;sup>113</sup>Claude Morin, « Proceso demográfico, movimiento migratorio y mezclas raciales en el estado de Guanajuato y su contorno en época virreinal », *Relaciones*, No. 16 (1983), p. 7.

<sup>&</sup>lt;sup>114</sup>B.N.A.H. Archivo Micropelículas., Colección Casa de Morelos, Rollo 765591(673)

a lo largo del mes siguiente se trasladó por la jurisdicción y a su paso por el Cerro de San Pedro confirmó a unas 9 650 personas "de toda calidades y edades". La documentación disponible para esta visita no establece del todo si esta cifra de ratificados en la fe correspondió a vecinos del lugar o a gente que fue congregada en San Pedro para aprovechar el paso del obispo. De las minas, Sarmiento enfiló sus pasos hacia otros sitios cercanos a las minas para continuar confirmando a niños y adultos. Finalmente regresó a San Luis y en el pueblo de Tlaxcalilla repitió la ceremonia ante una 4 505 personas, que posiblemente fueron indios pertenecientes a todos los barrios de la periferia de la ciudad. 116

Unos años más tarde, el papel desempeñado en la alcaldía mayor por don Martín de Mendalde nos permite penetrar en varios aspectos de la vida del San Luis de ese entonces. En primer lugar llevó a cabo un esfuerzo de recopilación de corte demográfico de la ciudad y su jurisdicción en las cuales habitaban unas 14 000 personas de todos sexos y edades en 1674.

Antes de llevar a cabo la visita de la comarca, Mendalde no pudo ocultar la pobreza reinante por todas partes y a la cual se había llegado por los abusos en los avíos a los mineros, así como la complicidad de los pasados alcaldes mayores. Los empresarios ahorcados por la deudas no había tenido más opción que deshacerse de sus pertenencias. La desesperación de muchos mineros los llevó a cuestionar seriamente ante el virrey la conveniencia de desaparecer la figura de la alcaldía mayor y la imposición del pago de los impuestos sobre la plata producida. La crisis minera había desembocado en una parálisis casi total de las haciendas, ya que de las 200 conocidas solamente se pudieron mantener

<sup>&</sup>lt;sup>115</sup>Alberto Carrillo Cázares, *Padrones y Partidos del obispado de Michoacán, 1680-1685.* Zamora, El Colegio de Michoacán y Gobierno del Estado de Michoacán, 1996, p. 14-15.

trabajando apenas 20 en las cuales el número de operarios no sobrepasó los 150. Simplemente, el empresario más afortunado pudo apenas reunir un plantel de 15 laboríos que no fueron suficientes ni siquiera para continuar trabajando antiguos yacimientos.

En el aspecto económico de la ciudad, la caja real se mantenía gracias a la plata proveniente de otros reales como Charcas y Sombrerete que se beneficiaron y quintaron en San Luis Potosí. El metal foráneo además de los impuestos proporcionó ocupación a los hacendados.

Entre 1655 y 1674, buena parte de los tres millones de pesos que ingresaron en quintos y diezmos a la caja potosina fue de plata no perteneciente a las minas serranas de San Pedro. Sin embargo, Mendalde estaba convencido de la riqueza que aún estaba en ellas por lo cual diseñó un recorrido por los dominios de la alcaldía mayor potosina para tratar de sentir el pulso de la población indígena en capacidad de laborar en las minas. Al igual que algunos de sus antecesores, Mendalde propuso de nuevo la implementación del repartimiento de trabajadores como el ingrediente principal del beneficio de plata en San Luis. De esta suerte, solicitó al rey dos medidas urgentes para poblar de trabajadores a las minas:

- 1) " que de los contornos distritos y jurisdicción de la ciudad, que son el Río Verde, Venado, San Miguel Mezquitic, Santa María del Río Atotonilco, Tlaxcalilla, Santiago, Guamaque (sic) y pames y barrios de la ciudad, se repartan doscientos indios y se den a los mineros para que trabajen en el cerro y en las obras nuevas que en él se hiciesen con seguridad de sus personas y pagándoles sus jornales según lo que tasase el Alcalde Mayor y por los días que señalare atendiendo a la buena comodidad y conveniencia de los indios;
- 2) ...que de la Real caja de la ciudad se les haga suplemento de cincuenta mil pesos pagados por orden del venidero a dos reales cada marco de la plata que sacasen en sus haciendas y llevaren a quintar a la dicha real caja con obligaciones que otorguen en formas y especiales hipotecas de las haciendas que con esto y con el trabajo de sus personas y de los indios y gente laboría que ha quedado cobraran los mineros aliento y volverán al beneficio de las minas y al cerro los que lo han

<sup>&</sup>lt;sup>116</sup>A.G.I., Audiencia de México, 374, f. 606.

dejado y desamparado resultando la conservación y aumento de la real hacienda..."117

Estas propuestas fueron diseñadas igualmente para dar una inyección de vitalidad al comercio de la ciudad, para la cual este alcalde pronosticó el despoblamiento en caso de no atender a las necesidades de la minería. Al margen de sus sugerencias y augurios, Mendalde fue de las pocas autoridades que ejercieron como alcaldes, que se preocuparon por recuentos demográficos de cada uno de los sectores en que se compuso la ciudad. De su recopilación de información podemos rescatar el siguiente cuadro estadístico.

Tabla VI Censo de Martín de Mendalde

	1077		
Barrio/Pueblo	Familias	Solteros	Mujeres (solteras y viudas)
Tlaxcalilla	58	11	26
Barrio de San Juan	38	9	11 viudas
Barrio de San Miguel	11	17	2 viudas
Santísima Trinidad	9	9	3 viudas
Barrio de San Franciso	co 17	18	17 viudas
Pueblo de Santiago	21	19	11 viudas
Tierra Blanca	15	9	9 viudas
Tequisquiapan	39	30	15 viudas
San Sebastián	59	20	17 solteras

El total de este recuento arrojó las siguientes cifras: 267 familias, 142 solteros y 111 mujeres (30 solteras y 81 viudas).

Un aproximado de la población de los suburbios empadronados (solteros de ambos sexos, más las familias que en la mayoría estaban formadas por una pareja de marido y mujer) puede arrojar una cifra de casi 800 vecinos. En esta incipiente matrícula se dejó de lado a la población española asentada en el corazón de la ciudad y a los contingentes de indios que habían abandonado recientemente la ciudad por motivo de sus

<sup>&</sup>lt;sup>117</sup>A.G.I., Audiencia de México, 371.

deudas, así como aquellos indios zacateros originarios de San Luis que trabajaban en la ciudad de México. 119

Bajo este esquema estadístico, en la periferia de la traza, el número de varones disponibles para las labores de la minería apenas representó un medio millar en el caso hipotético de que todas las familias tuvieran al menos un trabajador entre sus integrantes y que todos los solteros fueran mano de obra disponible permanentemente.

Más allá de las cifras, tal parece que el problema radicó en que no se podía aprovechar debidamente la demografía laboral en las actividades mineras. Por muchas partes de la ciudad pululaba gente ociosa y entregada a la vagancia, a los juegos de azar, a la borrachera y a la vida desenfrenada por las calles en lugar de estar trabajando en las haciendas y carboneras. 120

Los oficiales reales que llegaron a San Luis a intentar levantar los padrones de tributarios también se enfrentaron con "...una abundancia de mulatos y mulatas, negros y negras libres e indios que hay en esta ciudad[1679] y su jurisdicción independientes del servicio de los mineros que están vagos y sin ocupación..."121

Las razones para entender porqué San Luis Potosí había sido elegido como morada de toda esta gente sin oficio las podemos encontrar en la política virreinal de cobro del tributo del cual se podía obtener una indulgencia en dos excepciones: 1) dedicarse a la industria minera en cualquiera de sus actividades y 2) vivir en un poblado de frontera chichimeca.

San Luis Potosí, como real de minas fronterizo, pudo ofrecer de esta manera un

<sup>118</sup> Primo F. Velázquez, Historia de San Luis Potosí. Bajo dominio español, tomo 2, 1982, p. 248-253.

<sup>&</sup>lt;sup>119</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1674.4, 22 de octubre de 1674.

<sup>&</sup>lt;sup>120</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1674.2, 12 de mayo de 1674. <sup>121</sup>A.G.I. Audiencia de México, 1043, fs. 35v.-36.

refugio para tributarios evasores del tributo real, hombres y mujeres 122 que pudieron haber tomado la minería como pretexto para avecindarse en la ciudad solamente sin dedicarse al trabajo de las minas y haciendas.

Esta reserva desperdiciada de trabajadores, aunada al estado miserable de las minas y la flaqueza de las leyes que se lograban rascar en las haciendas, dibujaron un panorama sombrío y debilitado para la minería potosina que no tardó en repercutir en la desdicha del comercio. 123

Sin embargo, el período de gobierno de Mendalde fue uno de los raros momentos en el pasado colonial de la ciudad en el cual se logró evadir el fantasma del desabasto de alimento y la carestía. Las harinas fueron abundantes y el maíz que era imprescindible entre la gente laboría de las minas se vendió a precios cómodos, al mismo tiempo que el citado alcalde se encargó de vigilar el abasto de carne de novillo y carnero. 124

Pero como no sólo de pan vive el hombre, las condiciones de vida en una ciudad colonial como San Luis Potosí no dependieron exclusivamente de la disponibilidad de comida sino también de otras condiciones que afectaron la adecuada manutención de un vecindario con varios niveles de necesidades.

Para atender los achaques y accidentes de los vecinos pobres, el San Luis de ese entonces solamente disponía de una botica que no se dio abasto para hacer frente a las enfermedades de los locales y del enorme número de gente que trajinaba diariamente por los muros de la ciudad. 125 La atención hospitalaria por parte de los frailes sanjuaninos funcionaba gracias a la caridad de los vecinos y benefactores que a través de las limosnas

<sup>122</sup> En una lista de tributarios empadronados en San Luis Potosí se cobró el impuesto real a una 11 mujeres (ocho mulatas y tres negras) quienes pagaron 12 reales por año. A.G.I., 1043.

123 A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P.,1672-1675, fs. 449-449v.

124 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1676.1, 24 de febrero de 1676.

125 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1674.1, 22 de enero de 1674.

proveyeron de recursos para la curación de los enfermos. Cuando la ciudad cayó en la cortedad económica, las subvenciones de este tipo disminuyeron a tal grado que fue imposible hacer frente a los gastos hospitalarios. 126

Para empeorar aún más las cosas, cuando la gente al parecer ya se había acostumbrado vivir con la sequía, empezó a llover de tal manera que recibirían en un breve lapso toda el agua que se les había negado por tanto tiempo.

Por el poniente de la ciudad entraron "grandes avenidas ...de agua" que inundaron plazas como la de los Mascorros en cuyas inmediaciones las casas empezaron a arruinarse. Algunas haciendas de beneficio como la de doña Violante Flores no escaparon tampoco de las corrientes que llegaron a bañar sus hornos. 127 Por el norte de la urbe, el río de Tlaxcalilla se creció llevándose entre sus aguas a no pocos desprevenidos que intentaron cruzarlo. 128

Todo este catálogo de calamidades y crisis económicas debieron obstaculizar el crecimiento de la población en general, pero principalmente entre los indios de los pueblos y barrios de la periferia el efecto negativo fue más acentuado. La curva de bautizos de indios de la custodia franciscana observó un estancamiento que se hizo más evidente a partir de la mitad de la década de 1670. Mientras tanto, la frecuencia de bautizos de indios en la parroquia española de la ciudad no mantuvo un ritmo constante en el mismo período en el cual se experimentó disturbios de orden climático.

En el Cerro, a lo largo de este tiempo difícil, la gente laboría gradualmente fue despoblando las minas lo que a su vez ocasionó la pérdida de posesión de las mismas. Recordemos que para mantener la propiedad de un filón (de al menos tres varas de

<sup>&</sup>lt;sup>126</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P, 1677-1686, f. 54. <sup>127</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1673.3, 29 de agosto de 1673.

profundidad) los dueños debían conservar un número mínimo de cuatro trabajadores al menos por tres meses.

La caída de la población en las minas ocasionó que en la desesperación los empresarios mineros permitieron que los pocos barreteros que contrataron se llevasen a beneficiar a sus casas "...un partido que se sacan o por azogue o por fuego o por otros instrumentos privados sin costo alguno..."129

A manera de estímulo para frenar el despoblamiento, los empresarios sacrificaron buena parte de sus ganancias y los ingresos al real haber, ya que el oro y la plata<sup>130</sup> que algunos de los operarios obtuvieron domésticamente fue conducido a los bolsillos de los comerciantes locales y foráneos. Los dueños de minas y obreros en el cerro que no pudieron sumarse a esta práctica de sobrevivencia económica en el mejor de los casos no les quedó más remedio que buscar fortuna en reales de minas vecinos como Zacatecas para salvarse de la crisis.

Del cerro, el punto más inmediato para refugiarse de las vicisitudes fue la misma ciudad de San Luis a la cual llegaron a avecindarse los contingentes de desempleados, por lo cual el alcalde en pro de guardar la quietud mandó a elaborar una lista de los vecinos recientes y su ocupación. 131

Durante estos años, la disminución de la población indígena en buena medida fue producto de una mortalidad por enfermedades y un reacomodo de la población en la búsqueda de trabajo por varios sitios, lo cual fue más dramático en el norte chichimeca. 132

<sup>&</sup>lt;sup>128</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1674.4, 5 de julio de 1674.

<sup>&</sup>lt;sup>129</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1647.3, 3 de junio de 1647(1678).

<sup>&</sup>lt;sup>130</sup>El beneficio del mineral proveniente del Cerro de San Pedro frecuentemente produjo lingotes de oro y plata mezclados, a lo cual se le denominó "medio oro". <sup>131</sup>A.H.E.S.L.P., AM.S.L.P. 1678.2, 11 de marzo de 1678.

<sup>&</sup>lt;sup>132</sup>Alberto Carrillo Cázeres, Michoacán en el ocaso del siglo XVI,. Zamora, El Colegio de Michoacán y Gobierno del Estado de Michoacán, 1993, p. 110.

Empezó de esta manera un episodio más de extravío de población que no es muy evidente en las series de bautizos en el Cerro de San Pedro. Sin embargo, la crisis por la cual transitaron los moradores bien pudo haber erosionado la identidad étnica de algunos de los grupos de indios como tarascos y mexicanos que eran reconocidos anteriormente. A pesar de esto, en el cerro el idioma otomite, se conservó vivo entre algunos vecinos. 133

A partir de 1670, en los libros de bautizos de indios se empezó a desaparecer las inscripciones de etnicidad grupal y todos los indígenas nacidos en el cerro fueron registrados con una sola etiqueta: "indios".

Por el lado de la población de San Luis para 1681 se logró elaborar una descripción del "beneficio y parroquia" en la cual la diversidad étnica entre los indios al parecer también fue reconocida escasamente ya que solamente en el pueblo suburbano de Tlaxcalilla sobrevivía aún el idioma mexicano como rasgo cultural que no fue del todo desconocido para muchos.

Los vecinos de Tlaxcalilla conservaron además el cultivo de magueyes<sup>134</sup> de los que obtenían el aguamiel y el pulque cuya manufactura y consumo en el norte de la Nueva España fueron importados por los hijos de la madre Tlaxcala.

Al contrario del náhuatl, las referencias de la lengua tarasca son más raras en el ámbito citadino de los indios. En algunos testimonios de los defensores de los naturales de barrios como el de San Miguel<sup>135</sup>, dejó de mencionarse la antigua filiación tarasca, posiblemente por la baja inmigración michoacana y por la asimilación de los tarascos potosinos en el proceso de mestizaje interindiano que estaba borrando las diferencias étnicas.

<sup>&</sup>lt;sup>133</sup>Carrillo, *Michoacán en el...*, p.126.

<sup>&</sup>lt;sup>134</sup>A.H.E.S.L.P., AM.S.L.P. 1681.3, 29 de octubre de 1681.

# 3.3 1681-1684. El retrato demográfico y social de la ciudad y su entorno

Entre 1681 y 1684 en la ciudad de San Luis Potosí se levantaron una serie de recopilaciones de información de índole religioso que junto con los datos parroquiales nos ofrecen en la corta duración, la posibilidad de atestiguar la evolución del tamaño de la población. De igual manera, los datos nos permiten el ingreso al análisis detallada de la sociedad urbana que nos ocupa.

En el mismo período de tiempo, la minería potosina todavía se mantenía en una franca depresión mientras que la ciudad sede de la alcaldía se encontró un tanto a la deriva sin jueces ni alguaciles mayores que pudieran controlar la multitud de gente de sangre mezclada que importunaba a los vecinos de buena reputación con la evidente ociosidad. El maíz se vendía a un costo de 6 pesos la fanega y la harina alcanzó unos 16 pesos por el mismo volumen.

Todas las esperanzas de la ciudad se centraron en la candidatura de don Pedro de Campa y Cos para alcalde ordinario. Los mineros alicaídos y los vecinos cansados de la ruina pensaban que Campa y Cos, por su experiencia en el campo de la minería, era el único que podía sacar a las minas del atolladero tan formidable en que se había hundido. La preocupación no era para menos ya que a pesar de la confianza de que el Cerro de San Pedro todavía guardaba riquezas, los tiros caídos, la pobreza de los mineros y la falta de avío no reunían las condiciones para un resurgimiento minero. 136

Este fue el panorama con el que se encontró en mayo de 1681 el cura Cristóbal de Arízaga y de la Cueva en su recorrido por la ciudad para levantar su padrón de feligreses de la Iglesia Parroquial de San Luis y durante los mismos días elaboró por igual la

<sup>&</sup>lt;sup>135</sup>A.H.E.S.L.P., AM.S.L.P. 1681.1, 10 de enero de 1681. <sup>136</sup>A.H.E.S.L.P., A.A..S.L.P., 1677-1686, f. 118v.

descripción parroquial de la ciudad. Los censos eclesiásticos de esta época recibieron la estrecha vigilancia del obispo Francisco de Aguiar y Seixas para levantar muestras muy completas de los habitantes de cada localidad. 137

En sentido contrario a esta idea, al menos al interior de estos dos niveles jurisdiccionales no alcanzamos a comprender los criterios en los cuales se fundamentaron para los resultados en ambos ejemplos. En las dos representaciones, a primera vista notamos disparidades en las cifras por "calidades" para las mismas divisiones urbanas de San Luis y sus contornos. Tampoco se ofreció claridad para distinguir los grupos de edad y sexos de los vecinos censados en la demarcación parroquial de San Luis Potosí cuya extensión se dibujaba a lo largo de un radio de dos leguas por el oriente, seis por el norte, siete por el poniente y al sur, solamente una legua. En este espacio y el correspondiente a la custodia franciscana 138 de San Luis se levantaron las cifras siguientes que consideramos pertinente presentar paralelamente con la advertencia previa.

Tabla VII Descripción de Feligresías y Empadronados, 1681

Lugar	Descripción de el Beneficio y Parroquia de la Ciudad de San Luis Potosí de la Nueva España. 139	Padrón de los Feligreses de la Parroquia de la Ciudad de San Luis de la Nueva España, 1681. 140
San Luis Potosí  Españoles  Mestizos  Mulatos  Negros  Indios  Chinos	650 vecinos "dentroy sus barrios de su entorno" 3 105 "personas de todas calidades"  1 422 474 691 189 329	1 338 407 610 180 287
Cimios	540 personas de Confesión 2 025 personas de Comunión	

<sup>&</sup>lt;sup>137</sup>Carrillo Cázares, Padrones y Partidos..., p. 11.

En el cual se incluyeron cuatro barrios y tres pueblos.

139 B.N.A.H. Colección de Micropelículas, Rollo No. 757 222, fs. s/n.

<sup>&</sup>lt;sup>140</sup> A.C.M., Negocios Diversos, Leg. 66.

		Bajo custo	Bajo custodia franciscana	
Tequisquiapan Españoles Mestizos Mulatos Negros Indios		42 45 48 2 5	260 casados 100 solteros 240 muchachos	
Tlaxcalilla	436 "personas de todas calidades"		344 casados 23 solteros	
Españoles Mestizos Mulatos Negros Indios	48 100 47 5 236			
Barrio de La Laguna Españoles Mestizos Mulatos Indios Chinos		19 16 11 23 1		
Barrio de San Cristóbal Españoles Mestizos Mulatos Negros Indios		12 10 7 1		
Pueblo de San Miguel			240 casados 60 solteros 62 muchachos	
Barrio de San Francisco			130 casados 40 solteros 44 muchachos	
Barrio de la Santísima Trinidad			60 casados 22 solteros 40 muchachos	
Barrio de Nuestra Señora de Guadalupe			204 casados 48 solteros 86 muchachos	
Pueblo de San Sebastián Españoles Mulatos Negros		13 8 2		
Ranchos y Haciendas Españoles Mestizos Mulatos Negros Indios		48 101 43 5 231		
En la Sierra			200 casados 55 solteros 90 muchachos	

Totales	2	622
Españoles	1 472	
Mestizos	579	
Mulatos	738	
Negros	181	
Chinos		
Indios	557	
Suma general	3 529	
	personas	

Los resultados de estos ejercicios estadísticos en primera instancia nos permiten el examen de la población de años anteriores. Lo que primero resulta en esta comparación es que al menos y de acuerdo a los padrones, la población de San Luis Potosí no experimentó crecimiento entre 1668 y 1681. Al aislar este período de 13 años en la curva general de bautizos en la parroquia mayor, podemos apreciar esta relativa falta de progresión demográfica. Sin embargo, al revisar en el mismo lapso el comportamiento particular de los bautizos de españoles, castas e indios descubrimos un crecimiento más dinámico entre la gente de sangre mezclada que igualmente se puede corroborar documentalmente en las noticias frecuentes de la proliferación de mulatos en la ciudad. En los libros de bautizos de indios, la pauta de la serie se asemejó a la de los españoles aunque en menor proporción.

Por parte de la población de los barrios y pueblos ubicados alrededor de la ciudad española, si comparamos el padrón de 1681 con el censo del alcalde Mendalde descubrimos el formidable crecimiento de la población en todos los suburbios y en todos los grupos. El gran ausente en este conteo fueron los feligreses indígenas del pueblo de San Sebastián, cuya omisión posiblemente se debió a que dicha demarcación estuvo bajo la custodia del convento agustino.

En este orden de ideas no debemos perder de vista que el soporte del análisis son

los libros parroquiales en cuyas páginas el aumento o decremento de las actas pudo haber sido resultado de un mejoramiento en las inscripciones de los bautizos, matrimonios y defunciones.

Partiendo de la concepción colonial de una segregación residencial en base a criterios socioraciales que asignaba a la población hispana acomodo al interior de la traza urbana y a los indios en la periferia, el caso de la ocupación étnica de los espacios urbanos en San Luis nos ofrece la posibilidad de cuestionar este supuesto.

Iniciando nuestra revisión desde el corazón mismo de la ciudad, en torno a su plaza mayor, se levantaban unas 21 casas que albergaron a 98 personas entre los cuales sobresalieron los hogares de familias por españoles prominentes como el general Juan Camacho de Jaina, y el de don Francisco de Pastrana que se desempeño como escribano público. Lo interesante fue que este último personaje tuvo en su vecindad sendas casas que estuvieron encabezadas por mulatas. La primera de ellas fue la habitada por Magdalena de la Cruz en compañía de un mulato de apellido de Pastrana quien seguramente tuvo un vínculo de parentesco con el ilustre amanuense potosino o bien fue esclavo suyo y le heredó su apellido. En ambas posibilidades y de todas formas, el afromestizo se desenvolvió en uno de los lugares más privilegiados del tejido urbano.

Del punto central de la plaza mayor, buena parte de la ocupación de los solares urbanos al interior de la traza se dispuso a lo largo de dos calles, que como ejes se orientaron hacia el centro del poblado. La densidad de casas y vecinos que las ocuparon se concentraron por una parte en este eje formado por las calles de La Concepción y de La Cruz (paralelas entre ellas), al igual que en la calle de la Magdalena y la populosa Calle de Nuestra Señora de Guadalupe, en donde el número de viviendas alcanzó la cifra máxima de 61 casas en las cuales alojaron al menos 289 personas empadronadas.

El promedio de vecinos empadronados por hogar en cada avenida osciló entre los 4.62 en La Concepción a los 5.19 habitantes por casa en La Cruz. Para la de Guadalupe, la media de habitantes por unidad habitacional fue de 4.73.

El padrón contabilizó unas 557 casas al interior de las bardas de la ciudad. Estas viviendas dieron alojamiento a un número variable de inquilinos. Las menos ocupadas albergaron a una o dos personas, mientras que un poco más del 50 % de las casas fueron habitadas por un número que osciló entre 3 y 5 ocupantes. Uno de los aspectos más interesantes en la información del padrón fue el observar la ocupación multitudinaria de los domicilios, lo que nos traslada a un amplio abanico de ejemplos. Por ejemplo, algunas casas de españoles debieron ser considerablemente amplios para dar cabida a 15 personas entre familiares y servidumbre de planta. Una de este tipo fue la ubicada en la calle de la Concepción, muy cerca de plaza y en la cual vivió don Feliciano Hurtado al lado de su esposa Petronila de Agoitia, sus cinco hijos, un ahijado y un servicio doméstico de negras, indias y mulatas tan numeroso que casi había una sirvienta para cada miembro de la familia.

Ni el tesorero local don Francisco de Barbosa mantuvo una nómina de empleados tan alta, pero comparada con la casa de doña Magdalena Ortíz, ambos españoles fueron muy modestos en sus presunciones. <sup>141</sup> En la casa de la española sus principales ocupantes fueron seis mujeres y fueron atendidas por un ejército de 17 fámulos entre negros, mulatos, indios e inclusive mestizos de ambos sexos. Frecuentemente también se dio el caso de españoles solteros como Felipe Zapata quien se hizo acompañar de nueve mulatas y uno que otro mestizo.

En otro sentido, para algunos otros españoles, la convivencia numerosa con gente

ajena a la familia se debió a fines relacionados con el trabajo. Con esta premisa encontramos la casa del apartador el sargento Gabriel de Rety en la cual habitaban otros tres españoles varones y 11 sirvientes entre cocineras, mozos y ayudantes en la importante labor de efectuar el proceso de separación del oro y la plata de los lingotes fundidos.

Introduciéndonos por las habitaciones particulares de cada vivienda, descubrimos un mundo familiar muy heterogéneo tanto en composición como en diversidad étnica. En las inmediaciones de la plaza, la parroquia y el domicilio físico de la alcaldía mayor, había viviendas en las que moraban familias numerosas de españoles y mestizos con diversos grados de relaciones interétnicas. En primera instancia, los hogares de matrimonios formados con ambos cónyuges españoles desarrollaron una formula de convivencia con otros grupos como indios, mulatos y negros solamente por medio de las relaciones de servidumbre. Incluso, se dio el caso de un indio chichimeco de nombre Felipe que servía en la casa del castellano Joseph de Huerta.

El matrimonio endogámico entre los españoles fue una práctica muy arraigada en esta última parte del siglo XVII, ya que entre todos los hogares solamente se registraron nueve familias formadas con matrimonios de españoles con mestizas. Contrariamente, los casos de uniones entre españolas y mestizos fueron menos frecuentes. En ninguna de las casas empadronadas se encontró matrimonio interétnico entre españoles e indios, aspecto que revisaremos más a profundidad en capítulos siguientes.

Algunas mujeres españolas escogieron vivir en parejas del mismo género y "calidad" a manera de acompañantes o bien en verdaderas casas de pluralidad étnica tal y como lo hicieron también varias mulatas.

<sup>&</sup>lt;sup>141</sup>Aquí cabe hacer la aclaración que no se proporcionaron los datos suficientes para los párvulos.

Al irnos retirando de los límites de la ciudad, en nuestra apreciación de la demografía eclesiástica de algunos de los barrios de la periferia como La Laguna, San Cristóbal (el Montecillo) y Tequisquiapan, salta a la vista una ocupación muy variada en base a la población empadronada.

En San Sebastián el padrón solamente incluyó siete casas en las que habitaban en suma unas 25 personas. Esta cifra bien puede ayudarnos a entender el porque el registro parroquial de San Sebastián fue el menos numeroso en comparación con el resto del universo parroquial potosino.

En todos los barrios citados anteriormente, la ocupación de las viviendas siguió un patrón similar al de la ciudad en ciertos aspectos. En primer lugar, la gente de estas demarcaciones urbanas se agrupó básicamente en casas con un número de moradores entre tres y cinco siendo más escasas las unidades con uno o dos inquilinos. La residencia densamente ocupada fue incluso una rareza ya que solamente en Tequisquiapan se empadronó la casa de la familia mestiza Ponce con 11 integrantes sin servidumbre. Este mismo barrio, el cual fue característico por sus huertas, dio acomodo a casi una decena de familias de españoles, pero no fue un espacio idóneo para los indios sino a los mestizos y en menor grado a mulatos. 142

Para los otros barrios y pueblos circunvecinos, las cifras totales de casados, solteros y muchachos fue el parámetro para el levantamiento, dejando en el anonimato a cientos de indios y en la imposibilidad de acercarnos a la estructura de las casas y las familias.

En la esfera más apartada de esta delimitación de la ciudad se encontraban las haciendas de beneficio, los ranchos y las estancias. La función de las primeras como

entidades demográficas se puede ver en las propiedades de mineros como Ignacio Méndez y Leonor Bravo, dentro de las cuales la confluencia de gente a su servicio fue inclusive más numerosa que el padrón de San Sebastián. Méndez mantuvo una nómina de no menos de 33 personas y la española de 44, entre los cuales la mayoría fueron indios y mulatos de servicio.

Por último, en la zona rural de la ciudad los ranchos y las estancias fueron conformados por caseríos articulados alrededor de un amo español y con dimensiones muy variables. Hernando Rincón logró hacerse de unos 35 empleados para su rancho, mientras que la estancia de Antonio Moreno apenas tuvo 6 mulatos para las labores y servicio de su familia.

Más allá de las cifras que nos permiten comparar la evolución demográfica según la estadística eclesiástica, la información ofrecida por el padrón confirma en buena medida los supuestos que habíamos construido al observar las series de bautizos de la parroquia mayor en las cuales se entretejieron en una demarcación hispana, indios y, sobre todo, gente de sangre mezclada.

Al interior de la ciudad, el papel de los mulatos en la vida urbana no se limitó exclusivamente a la servidumbre sino que desempeñaron funciones vitales en lo cotidiano. Un ejemplo de lo anterior fue el papel de algunas mulatas parteras que ayudaron a parir criaturas a las españolas mismas, porque, para estos menesteres, las mujeres parturientas en raras ocasiones pusieron su vida en manos de los facultativos castellanos que a manera de celo profesional no vieron con buenos ojos a las comadronas indias ni mulatas. 143

 <sup>142/29</sup> casas y 139 personas empadronadas.
 143/A.H.E.SL.P., A.M. S.L.P., 1682.4, 3 de octubre de 1682.

La función de estas mujeres al interior de la ciudad y sus inmediaciones fue de vital importancia por estas fechas de la década de 1680, ya que se experimentó una invasión de familias enteras de indios provenientes del vecino Cerro de San Pedro<sup>144</sup>.

Las causas para entender estos desplazamientos de población de las minas hacia la cabecera para nadie fueron un secreto: el cuerpo de mineros estaba sumergido en la pobreza y padecía del desavío consecuente a las cortas leyes de los metales en las minas serranas. Los oficiales reales, cuando llegaron a la ciudad por febrero de 1684, recopilaron una composición del vecindario de 690 familias en la ciudad y otras 124 en todos los barrios de indios excluyendo a Tlaxcalilla. El número de unidades familiares en los ranchos y haciendas de sacar plata llegó a 83. 145

Pero para encontrar evidencia de un crecimiento o retroceso demográfico entre 1681 y 1684 recurrimos nuevamente a los padrones eclesiásticos del Obispado de Michoacán para la ciudad de San Luis Potosí y parte de su entorno. Equiparando la ocupación de las calles entre ambas fechas descubrimos a primera vista un crecimiento del número de las viviendas y de los vecinos en la gran mayoría de ellas, aunque en el criterio de quien levantó el censo posterior la nomenclatura de las calles no concuerda plenamente con las de 1681. Entre las que si se conservó el mismo nombre notamos una diferencia negativa de vecinos en la calle de La Cruz, en la de La Magdalena y en la calle Honda. Sin embargo, solamente en esta última la disminución de viviendas implicó una similar en el número de los ocupantes. Contrastando la suma total de casas y personas en las 22 calles empadronadas en ambos momentos, la diferencia es raquíticamente superior en 1684 (557 contra 561)

 <sup>&</sup>lt;sup>144</sup>A.H.E.SL.P., A.M. S.L.P., 1683.3, 1 de octubre de 1683.
 <sup>145</sup>A.G.I., Contaduría, 815.

Hacia los barrios y comarca exterior de la ciudad, el crecimiento poblacional también se hizo presente. Los barrios de La Laguna y San Cristóbal aumentaron su ocupación en más de la mitad y de una manera modesta el número de casas y gente empadronadas apenas subió en San Sebastián. De nuevo, los indios que moraban en este pueblo no fueron contabilizados. En no pocas ocasiones, los espacios de cada barrio y pueblo destinado para el asiento de sus naturales fueron objeto de disputa e intentos de invasiones promovidas inclusive por gente como el mismo prior del convento agustino en cuya jurisdicción estaba San Sebastián, fray Francisco Ortíz. La simple proximidad entre los barrios de San Sebastián y San Miguel propició que el agustino buscara asentar irregularmente a gente de su custodia en terrenos ajenos. 146

El barrio de Tequisquiapan al poniente experimentó un crecimiento de los hogares de 46 % mientras que en su población particular, se observó un la aumentó de 62 % en los últimos tres años.

La suma de las casas enlistadas en la ciudad para 1684 fue de 561(apenas cuatro más que en 1681), mientras que la suma de personas alcanzó la cifra de 2 705.

Por el lado de los barrios, el aumento en el número de las casas fue del doble (63 en 1681 contra 124 tres años después) y en cuanto a las personas se adicionaron unos 230 individuos.

Al final de las cuentas se censaron en la jurisdicción de la parroquia un total de 685 casas y 3 294 personas para las cuales no se ofreció la información detallada del padrón anterior. 147 En ambos casos no se hace referencia a la población menor a los siete años de edad por lo cual se deben tomar con las precauciones debidas. En caso de integrar

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1685.1
 B.N.A.H. Colección de Micropelículas, Rollo No. 757 232(420)

a los párvulos en el cálculo del tamaño de la población, el total pudo haber alcanzado un poco más de 4 000 gentes.

### 3.4 El último tajo del siglo XVII

Un año antes del levantamiento del padrón de 1684, al margen de la crisis larvada de la minería, la ciudad atravesó por una crisis de mortalidad que repercutió principalmente entre indios y españoles, mientras que en el cerro los bautizos de los noindígenas prácticamente desaparecieron durante 1682 y 1683.

La crisis se extendió a lo largo de tres leguas a la redonda de la ciudad y fue el preámbulo de una rigurosa seca "de aguas y de sustento" que se hizo presente en 1685. 148

Con estas condiciones, la minería fue la primera afectada en resentir el desánimo demográfico que orilló de nuevo a los mineros a fundir las escorias de anteriores beneficios al no poder reunir las cuadrillas de barreteros y tenateros para laborar las minas. Como medida extrema, algunos mineros también empezaron a vender al exterior algunos ingredientes propios de la fundición como la greta que les compraron en Guanajuato. 149

La suerte al parecer le sonrió por un momento a San Luis hasta inicios de la última década del siglo cuando las esperanzas de vientos nuevos en la minería decaída contagiaron a los empresarios y vecinos que, luego de largas temporadas de cortedad, lograron asegurarse momentáneamente entradas de maíz. 150 Pero la suerte no duró mucho y los fantasmas del hambre y las enfermedades de nuevo rondaron por las calles de San Luis. Esta vez, la escasez fue el resultado de la falta de lluvia en las regiones productoras y de ciertas prácticas clandestinas como el acaparamiento del maíz. Recordemos que una

<sup>&</sup>lt;sup>148</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1686.1, 27 de febrero de 1686.

ciudad como San Luis dependía enteramente de la importación de granos para asegurar su bastimento. Las autoridades de la alcaldía debieron vigilar celosamente que ningún grano fuera desviado de los caminos que llevaban a San Luis ni que saliera de la jurisdicción. Algunos acaparadores como el mulato Juan Méndez fue acusado directamente del desabasto de maíz por lo cual se le ordenó saliera a buscar por toda la jurisdicción el vital grano. <sup>151</sup>

El Cerro de San Pedro pidió ayuda desesperada para obtener algunas cargas de maíz; sin embargo, la falta de mulas para el acarreo dificultó enormemente la distribución de los granos. 152

Por el lado de las enfermedades, en mayo de 1693 se dijo que la ciudad se hallaba en apuros por "...la enfermedad que se estaba experimentando, hacía más de 18 meses a la fecha había fallecido mucha gente y así mismo o a la falta de agua pues en el discurso de este año[1693] han faltado en tanta manera..." Esta racha de mortandad explica el descenso de los bautizos de españoles, castas e indios en la Parroquia Mayor en aquel fatídico año.

En cuanto a las estrategias para reactivar la economía minera, el principal problema al cual se enfrentaron los dueños de minas fue el convencer a la gente laboría de las minas, cuadrillas y haciendas para regresar a las mismas ya que luego de las crisis anteriores se habían refugiado en la ciudad y sus barrios. Pero 20 años de crisis no eran tan fáciles de olvidar, por lo cual la iniciativa de "regresar" a los indios ya urbanos al cerro abrió un nuevo episodio de tensión política en San Luis así como en otros lugares

<sup>&</sup>lt;sup>149</sup>A.H.E.SL.P., A.M.S.L.P., 1686.1, 14 de marzo y 9 de julio de 1686.

<sup>&</sup>lt;sup>150</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1685-1695, f. 196v.

<sup>&</sup>lt;sup>151</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P, 1694-1702.

<sup>&</sup>lt;sup>152</sup>A.H.E.S.L.P, A.A.S.L.P., 1694-1702, f.s/n.

<sup>&</sup>lt;sup>153</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1685-1694, f. 286v.-287.

como Mexquitic y Santa María del Río en donde también se habían asentado.

Entre los nuevos planes que los mineros echaron a andar estaba la apertura del socavón de San Nicolás para el cual se necesitaría toda la mano de obra que se dispusiera en la ciudad y los barrios. 154 Además de la gente laboría, los mineros potosinos necesitaban disponer de una liquidez económica suficiente para resucitar una vez más a las moribundas minas. De esta manera solicitaron al virrey un préstamo por 50 000 pesos, de los cuales recibieron 40 000 con los cuales se aprestaron a reactivar en general la minería y frenar el despoblamiento que al parecer sería el destino de San Luis y el Cerro de San Pedro. 155

Al empezar a fluir el dinero se empezaron a organizar de nuevo las cuadrillas, los mayordomos de los mineros ofrecieron de nuevo los sueldos de dos reales por día y por las cuarenta minas del cerro se notó la presencia de un medio millar de trabajadores quienes de nuevo se convirtieron en los vecinos de las minas.

Por la ciudad y el cerro circuló el rumor de que se podían contar con buenas cosechas de maíz provenientes de la Huasteca<sup>156</sup> con las cuales se podían abaratar los precios, mientras que por toda la jurisdicción potosina las lluvias, que cayeron a lo largo de cuatro meses a mediados de 1696, hicieron crecer las pasturas para los animales. Con estas noticias alentadoras, San Luis cerraba el siglo XVII y un poco más de sus primeros 100 años de vida en los cuales se experimentaron procesos de continuidad y cambios en lo económico, político, demográfico y social.

 <sup>&</sup>lt;sup>154</sup>A.H.E.SL.P., A.M. S.L.P., 1695.1, 24 de enero de1695.
 <sup>155</sup>A.G.I., Audiencia de México, 63.

En la evolución demográfica que hemos dado cuenta en base a los archivos parroquiales<sup>157</sup>, encontramos una relación entre el movimiento de las curvas generales con algunas variables que se manifestaron en la forma de sequías, escasez de alimentos, brotes epidémicos y sobre todo crisis en las actividades mineras. En las series de bautizos de la parroquia más importante del poblado, el comportamiento incierto de este parámetro de crecimiento durante los episodios críticos de estancamiento de la minería se explica por el clima económico de la principal actividad de este tipo de San Luis Potosí.

En términos generales, los datos globales de la Parroquia Mayor nos han facilitado el ingreso a un microcosmo urbano particular que desde sus inicios permitió la interacción étnica de los tres grandes conglomerados demográficos y sociales de la Nueva España: los españoles, las castas y los indios. Al aislar para su análisis a los bautizos de cada una de estas porciones, descubrimos que, durante la primera crisis minera de 1630-1640, los indios fueron los menos afectados en base a la relativa estabilidad de sus bautizos. Pero por otro lado, la factura de la crisis tal parece que fue pagada por los españoles y sobre todo por las castas quienes mostraron más inestabilidad para mantener la incidencia bautismal a la alza.

A lo largo de esta crisis descubrimos también que habían ciertas diferencias aún entre los indios del entonces pueblo, con los que habitaron los arrabales perimetrales. Los bautizos de indios bajo la custodia del convento franciscano no pudieron mantener un ritmo estable en el registro de los nuevos miembros de sus comunidades, sino que observaron un comportamiento parecido al de las castas de la Parroquia Mayor. Esta

<sup>156</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1696.2, 11 de julio de 1696.

Entre los cuales los libros de bautizos son los de mayor continuidad en todos los ámbitos parroquiales descritos. Los registros de casamientos también nos han proporcionado ciertas tendencias, pero hemos carecido de la invaluable información que se contiene en los libros de defunciones en la mayoría de los archivos.

similitud nos lleva a suponer que en el marco de la minería potosina, la crisis impacto por igual a la gente de sangre mezclada del pueblo y a los indígenas de los pueblos y barrios de San Luis.

Antes de que el pueblo recibiera el título de ciudad, la minería de nuevo cayó en una recesión que despertó los temores de un despoblamiento masivo del lugar. Este decaimiento se reflejó de nuevo entre las castas e indios suburbanos. Otro síntoma de las dificultades experimentadas para ese entonces fue el decremento del índice de nupcialidad generalizado en la Parroquia Mayor.

En la segunda mitad del siglo XVII la presencia de rigurosas sequías y períodos de desabasto de alimentos también dejaron su marca en la demografía local. A pesar de que a finales de la década de 1650 se había experimentado un repunte en las actividades mineras que inyectó dinamismo a los bautizos de españoles, castas e indios, el prolongado estiaje que se hizo presente en 1661 limitó una vez más el crecimiento sostenido de la base de la población. A partir de este momento y a lo largo de los 20 años siguientes, las curvas respectivas de bautizos para las tres divisiones de la población potosina observarían movimientos muy afines en su evolución. Casi al unísono subieron y bajaron al compás de las calamidades, la carencia y encarecimiento de los alimentos, así como de los daños a la minería. Al inicio de la década siguiente, el reacomodo de la población entre las minas y el cerro trajo como consecuencia una disminución de los bautizos en la Parroquia Mayor principalmente en donde el decremento más pronunciado se observó entre españoles e indios, mientras que la nupcialidad en el corazón de la ciudad también bajó considerablemente. Entre 1682 y 1683 lo único que sí subió fue la mortalidad entre españoles, mestizos, mulatos e indios en un poco más del 100 %, lo cual pudo haber repercutido pronto en el despoblamiento laboral de la minería potosina. A

pesar de la inestabilidad en la industria minera del Cerro de San Pedro, esta actividad fue el eje primordial de la vida económica de la ciudad de San Luis Potosí del siglo XVII porque ella no dependía exclusivamente de las minas serranas. Durante la última década de dicha centuria, los ingresos hacendarios por concepto de la minería representaron el 87 % de las entradas a la real caja potosina y subieron hasta un 98 % en los primeros diez años del siglo siguiente. En el contexto fiscal de los reales de minas novohispanos el caso de San Luis fue una excepción ya que experimentó una expansión cuando otros centros mineros se habían estancado. Sin embargo, posteriormente los rezagados retomaron su crecimiento mientras que San Luis y Sombrerete se fueron quedando estancados en su desarrollo. <sup>158</sup>

Pero en este orden económico no debemos perder de vista que la plata quintada proveniente de las minas vecinas de San Pedro fue solamente una porción en los ingresos globales de la caja potosina que a lo largo del siglo XVII incluyó a los reales de minas como Sierra de Pinos, Ramos, Charcas, Xichú y Palmar de Vega entre otros. Así mismo la caja quintó plata procedente de lugares tales como Guanajuato y Zacatecas. De esta manera, las sumas recaudadas no reflejan fielmente los problemas particulares de una localidad como San Pedro y la ciudad.

En el pueblo que se convirtió en una de las urbes más importantes del septentrión novohispano, la importancia de la minería local no propició la diversificación de las actividades económicas y condicionó en algunos momentos la dinámica demográfica durante los primeros cien años de vida colonial.

Finalmente, a manera de recapitulación, podemos decir que a la distancia de un siglo de la fundación de San Luis, durante el siglo XVII se logró consolidar el asentamiento a pesar de los altibajos de la minería y de los problemas acarreados por la escasez de alimentos que afectaron en su momento al desarrollo de la población. En otras palabras, la evolución demográfica no pudo aislarse fácilmente de la inamovilidad de la minería. Al parecer, la influencia de las enfermedades empezaría a dejarse sentir con mayor rigor hasta 1693 sobre una población que se aprestó para cambiar de siglo en un panorama de muchos cambios.

<sup>&</sup>lt;sup>158</sup>Herbert Klein, « La Economía de la Nueva España, 1680-1809: Un Análisis a partir de las Cajas Reales », *Historia Mexicana*, Vol. 34, No. 4 (1985), p. 572.

#### Capítulo 4

### Los claroscuros del siglo de las luces potosino

Tradicionalmente, en los trabajos historiográficos acerca del siglo XVIII en la ciudad de San Luis Potosí la importancia de la arquitectura barroca había servido como punto de referencia y comprensión del pasado colonial local. Con el pretexto de la proliferación del mencionado estilo que se imprimió en las fachadas de algunos templos potosinos, se pretendió explicar el ambiente social de la época y la maduración de la ciudad en el horizonte novohispano.

A lo largo del llamado por muchos "siglo de las luces", en el norte de la Nueva España se fue haciendo más notoria la consolidación de poblados que habían sido fundados en el siglo XVI, así como el surgimiento de nuevos polos de desarrollo económico estimulados todavía por la minería.

El papel de San Luis Potosí en esta dinámica fue de suma importancia por lo cual, a lo largo del presente capítulo trataremos de explicar el papel desempeñado por la ciudad como lugar de paso de población y mercancías que lo convirtieron en pivote fundamental en la economía novohispana. Su importancia se consolidó al permitir en el escenario geográfico la articulación entre la capital del reino con la "tierra adentro" norteña, al igual que entre el occidente y el oriente. A pesar de que la actividad minera del Cerro de San Pedro se mantenía como el pilar de la vida económica, con el pasar de los años la sociedad potosina, igual que como pudo haber sucedido en otros lugares del reino, fue desarrollando una economía múltiple y diversificada así como una composición socioracial orientada a la heterogeneidad.

Pero para entender cabalmente lo anterior debemos partir del conocimiento del comportamiento demográfico de la ciudad y su entorno particular.

Nuestro abordamiento del siglo XVIII potosino contará con la posibilidad de integrar fuentes de origen parroquial que no pudieron ser utilizadas en el capítulo anterior. Durante el siglo XVII encontramos mucha inconsistencia y vacíos en los archivos parroquiales de la ciudad y sus entornos, lo cual nos impidió articular las series de bautizos, matrimonios y defunciones en cualquiera de las parroquias trabajadas. En la Parroquia Mayor este problema empezó a resolverse hasta la última década de 1690 cuando empezamos a notar consistencia en los registros sacramentales que son el equivalente a las estadísticas vitales para los objetivos de la reconstrucción de la evolución demográfica de la ciudad.

A pesar de que en el archivo de la principal parroquia potosina se obserban algunas lagunas en la continuidad de los datos eclesiásticos se puede decir que a lo largo del siglo XVIII, la información que hemos podido extraer de los libros nos permitirá obtener una imagen muy completa de las tendencias del comportamiento demográfico de la ciudad y su jurisdicción.

Con la información contenida en los libros sacramentales buscaremos deambular por los terrenos de la conducta colectiva a través de implicaciones sociales fundamentadas en las actas parroquiales. En este sentido, los libros parroquiales no solo permiten llevar a cabo una cuantificación de eventos que se les otorga una dimensión demográfica, sino permiten el acceso a información concerniente al mundo social novohispano que abordaremos en su oportunidad.

En los archivos eclesiásticos alternos que son el Convento de San Francisco, la Parroquia de San Sebastián y la propia del Curato de Tlaxcalilla, la representación más entera de las curvas de bautizos, matrimonios y defunciones se completó aproximadamente a mediados del siglo.

En cuanto a la Parroquia de San Pedro de las minas serranas que nos ha servido como testigo exterior, la elaboración de nuestro rompecabezas sociodemográfico se ha dificultado en buena medida por el estado de deterioro de algunos volúmenes. En términos generales, hemos rescatado información de naturaleza cuantitativa que nos remiten a las tendencias demográficas de los vecinos del Cerro y del cercano Monte Caldera, pero por otra parte la precaria conservación de los archivos nos ha impedido sumergirnos profundamente en los datos cualitativos.

Nuestra visión del siglo XVIII potosino en cuanto a las tendencias demográficas se había conformado gracias a trabajos historiográficos a nivel local y por obras en las cuales, a partir de una revisión de jurisdicciones de índole administrativa y eclesiástica<sup>1</sup>, se incluía a la ciudad de San Luis Potosí a nivel urbano y rural. Por otra parte, a lo largo de este siglo, el Obispado de Michoacán continuó con su política de levantar padrones. En el caso de San Luis Potosí, estos recuentos de fieles nos permiten atestiguar el desarrollo de una cierta porción de la población, así como la ocupación de los espacios al interior de la ciudad y extramuros.

#### 4.1 El cambio de siglo

A finales del siglo XVII, en la capital potosina, de acuerdo a las numerosas querellas y denuncias de la época, se vivió una circunstancia de endeudamiento

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup>Véanse ejemplos tales como los siguientes: Gloria Carreño Alvarado, « Mortalidad en el Obispado de Michoacán a Consecuencia de la Crisis Económica de 1785-1786 ». Anuario de la Escuela de Historia de la Universidad Michoacana, No.3 (1978), p. 187-197; Áurea Commons, Las intendencias de la Nueva España. México, UNAM, 1993; Francisco de la Maza, El Arte Colonial en San Luis Potosí. México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1985; Isabel González Sánchez, El Obispado de Michoacán en 1765. Morelia, Gobierno del Estado de Michoacán, 1985; Oscar Mazín, El Gran Michoacán. Cuatro informes del Obispado de Michoacán. 1759-1769. Zamora, El Colegio de Michoacán y Gobierno del Estado de Michoacán, 1986; Claude Morin, Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII: Crecimiento y desigualdad en una economía colonial. México, Fondo de Cultura Económica, 1979; Margarita Nettel Ross, Colonización y poblamiento del Obispado de Michoacán. Período Colonial. Morelia, Gobierno del Estado e Instituto Michoacano de Cultura, 1990.

generalizado. Muchos vecinos le debían al rey el vasallaje, los mercaderes se atrasaron en el pago de alcabalas y los mineros no cubrieron sus deudas de avío con los comerciantes en una ciudad en la cual la minería local apenas se sostenía a flote. En la circunscripción que rodeaba a San Luis, en los poblados<sup>2</sup> que funcionaron en base a las actividades mineras, se empezó a vislumbrar la necesidad de una reactivación de la industria en ciertos aspectos. Uno de ellos fue la propuesta lanzada por Alonso Muñoz de Castilblanque para llevar a cabo un tajo abierto en minas deterioradas que habían dado al real haber buenos ingresos.<sup>3</sup>

Pero el cambio más significativo no giró en cuanto a la extracción de mineral ni la exploración de nuevas vetas sino en una diversificación del método de beneficio predominante.

Desde la última década del siglo anterior, algunos mineros con haciendas en el perímetro de la ciudad habían hecho más evidente su necesidad de azogue para beneficiar "metales de oro".<sup>4</sup> A pesar de que el método de fundición había sido el más adoptado para los minerales serranos, los mineros al parecer intentaron incrementar sus ganancias utilizando el mercurio que se depositaba en la Real Caja potosina de donde salía para abastecer a las haciendas de Charcas. La administración de las reservas de azogue, así como todos los trámites administrativos relacionados con la caja real habían caído en manos de los oficiales reales, al no haber contador ni tesorero que durara en el puesto.<sup>5</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup>Cerro de San Pedro, Monte Caldera, Valle del Armadillo y Real de Pozos.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup>A.H.E.S.L.P.,A.M.S.L.P., 1698.1, 20 de abril de 1698

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1691, 31 de agosto de 1691.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>A.G.I. Audiencia de México, 454.

La buena fortuna en la minería potosina, por otro lado, era muchas veces una cuestión de suerte para encontrar buenas vetas así como la oportunidad para denunciarlas y labrarlas. Algunos mineros serranos como Antonio de Arévalo practicaron un tipo de prospección de los yacimientos en base a los rumores que los mismos gambusinos hacían correr sobre la supuesta existencia de vetas de oro ricas. Con estas ilusiones y armado de paciencia, este minero subió a varios cerros para recolectar muestras y una vez que en los ensayes se recuperaron algunos granos de oro, el siguiente paso era la compra de papel sellado en el cual se registraría debidamente la veta bajo poder de su nuevo propietario.<sup>6</sup>

Pero así como en el Cerro de San Pedro, la actividad minera estaba sostenida por hilos no tan fuertes, en la ciudad de San Luis el cambio de siglo tampoco fue tan promisorio para sus vecinos. El alférez mayor del cabildo informó que desde febrero de 1699 se había estacionado en la ciudad una peste ya que era,

"...notorio cuan afligida se halla[ba] esta ciudad y su jurisdicción por la enfermedad pestilencial que todos los vecinos han padecido y padecen y el desconsuelo tan grande que de esto tienen pues no hay día que no mueran cuatro o cinco personas en esta ciudad y que la dicha enfermedad es generalmente en esta ciudad y su jurisdicción castigo de la divina justicia por nuestras culpas y pecados..."

Esta supuesta crisis de mortalidad nos proporciona la posibilidad de abordarla desde diferentes ángulos. En primer lugar, no se establece con claridad el origen de la "peste" en una época en la cual los vecinos de ciudad contaron con el abasto oportuno y carne. Gracias a la bondad del clima, a lo largo de 1696 y 1697, no escasearon las pasturas y cosechas de maíz, el cual se vendió barato en el pócito de la ciudad. Sin embargo, durante los primeros años de 1700, empezó a incrementarse el precio de los

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1704.1, 1 de marzo de 1704.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1694-1702.

alimentos y a disminuir la entrada de los mismos en la alhóndiga hasta detenerse por completo en abril de 1701.8 El abasto de la comida que se consumía en San Luis provenía de varios lugares. El maíz que se comía en la ciudad era traído de una amplio catálogo de lugares fuera de la jurisdicción de San Luis como Celaya, Chamacuero, Lagos, Silao, Irapuato, León, Teocaltiche y Aguascalientes. De este último distrito, San Luis recibió cargas de alimentos provenientes de la importante hacienda-mayorazgo Ciénega de Mata.9

Entre los lugares propios de San Luis que lo abastecieron del grano estaban Guadalcázar, Sierra de Pinos y Santa María del Río. La harina provenía del Valle de Toluca, Celaya, Salvatierra y Querétaro. De este último, también era transportado fríjol al igual que de San Miguel el Grande.<sup>10</sup>

Cualquier desequilibrio en la producción de alimentos en todos estos lugares repercutió casi inmediatamente en la capacidad de la ciudad para procurarse el sostenimiento, ya que no podía autoabastecerse ni asegurar completamente el arribo de comida. Los contratos de obligación de abasto firmados con algunos hacendados en ocasiones tampoco pudieron cumplirse cabalmente. En la primera década del siglo de las luces, en las series de la parroquia mayor, se notó el embate de los problemas en la curva global de las defunciones justamente a partir de 1705. Como consecuencia natural de este comportamiento de la mortalidad, los bautizos durante el mismo período oscilaron alternativamente a la alza y a la baja.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1701.1

 <sup>&</sup>lt;sup>9</sup>Ramón María Serrera, Guadalajara ganadera. Estudio regional novohispano, 1760-1805. Sevilla,
 Escuela de Estudios Hispanoamericanos – Consejo Superior de investigación Científica, 1977, p. 235.
 <sup>10</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1699-1745.

En este ámbito parroquial heterogéneo en su composición, los principales afectados de la crisis fueron castas e indios en materia de bautizos aunque según la incidencia de los entierros registrados, las condiciones difíciles golpearon a españoles, indios y gente de sangre mezclada por igual. Entre los indígenas, la escalada de la mortalidad subió de unas 20 defunciones en promedio anual entre 1700 y 1704 a unas 70 muertes entre 1705 y 1706. De igual manera, los europeos y las castas duplicaron sus cifras de entierros.

En las parroquias periféricas, los problemas anteriormente señalados también dejaron su huella en la cantidad de muertos registrados en el Convento de San Francisco durante 1705 y el año siguiente. Para 1707, la curva de las defunciones de los pueblos y barrios de la jurisdicción casi llegó a un nadir absoluto causado por un agotamiento momentáneo de la población natural.

Entre las causas de muerte de los feligreses indios de la parroquia mayor durante 1705 se dieron un par de condiciones que llevaron a la tumba a varios vecinos: la muerte "de repente" y aquella que fue "aceleradamente". Por el lado de las castas, el registro de los decesos no fue lo suficientemente detallado en esta cuestión, mientras que entre los hispanos la evidencia es prácticamente inexistente.

El segundo quinquenio de inicios de siglo transcurrió con un ritmo irregular en los bautizos y defunciones, lo cual también alteró a la concurrencia nupcial. Al inicio de la década de 1710 se experimentó nuevamente un repunte de la mortalidad y el consecuente desplome de los bautizos en la ciudad y sus comunidades satélites.

Un acompañante asiduo de las crisis de mortalidad de cualquier dimensión en San Luis Potosí y otros lugares era el hambre, que en la combinación fatídica de escasez y

encarecimiento de alimentos llevó a la tumba a los sectores más vulnerables de nuestro universo de estudio.

La alhóndiga potosina para este entonces vio reducir dramáticamente sus existencias de maíz que había dejado de entrar a la ciudad como resultado de una sequía que se extendería al menos hasta 1713. El precio de la harina empezó a subir gradualmente. Al alcalde mayor en turno Juan de Olloris no le quedó más remedio que enviar a emisarios al Bajío y a las haciendas de labor cercanas a buscar granos para San Luis.<sup>11</sup>

Como era de esperarse, prontamente la minería resintió la cortedad de bastimentos para sus operarios y bestias de cargas. La comunidad minera y los vecinos quedaron a merced del abastecimiento foráneo, ya que no pudo organizarse ni una recua de mulas para salir en búsqueda de alimento, al estar los hatos demasiado debilitados por el hambre. A pesar de lo anterior, el cabildo potosino acordó llevar a cabo un reclutamiento de los animales disponibles para dárselos en préstamo al importante terrateniente José de Luna con tal de que él vendiera unas 500 fanegas de maíz que guardaba en su hacienda de La Joya y así abastecer a la ciudad. 13

En cuanto a la minería, la organización del trabajo de los operarios se tambaleó al grado que el Alcalde Mayor recibió la solicitud por parte de la Diputación de Minería local de cerrar las bocas de aquella minas reconocidas por su situación irregular en el Cerro de San Pedro en cuanto a la propiedad, ya que justamente en ellas los indios entraban "...a conchear (esto es a buscar metales, piedra o tierras con alguna ley para

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P., 1712.2, 11 de septiembre de 1712.

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup>A.H.E.S.L.P. A.M.S.L.P., 1713.2, 23 de junio de 1713.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup>A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P., 1714-1718, f. 47.

beneficiar..."<sup>14</sup> Esta práctica atrajo a muchos empleados de las haciendas mineras situadas alrededor del cerro y a otros sin trabajo a meterse en las minas sin propietario denunciado para raspar las paredes y adueñarse inmediatamente del mineral.<sup>15</sup>

Pero la escasez de comida, la falta de gente laboría y de cierta manera las epidemias no fueron una preocupación exclusiva para los vecinos de la ciudad de San Luis, ya que estas condiciones afligieron por igual a toda la frontera norte de la Nueva España. 16

Lo que sí se puede considerar como problema doméstico de San Luis fue la crisis política y social que mediados de 1710 se agudizó porque a pesar de su importancia, la Corona no le había prestado la atención suficiente para solucionarlo.

## 4.2 El cobro del Real Tributo. Entre la resistencia y el deber

Con la llegada al trono español de los Borbones en substitución de la Casa de los Austria, los nuevos monarcas emprendieron una agresiva política para incrementar la recolección de impuestos en sus colonias ejerciendo mano dura y autoritaria para tal fin de control. Esta medidas iniciaron desde los albores del siglo XVIII y, en algunos momentos del reinado, ocasionaron manifestaciones de descontento y abierta oposición

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup>A.G.I., Audiencia de México, 1043, f. 342.

<sup>15</sup>En años recientes, en el Cerro de San Pedro podían verse a mediados de la década de 1990 la figura curtida de los gambusinos que seguían adentrándose en los tiros de las minas para extraer mineral que trituraban a golpe de mazo. Una vez convertido el mineral a un fino polvo, lo sometían al proceso de flotación utilizando la concavidad de un cuerno de toro con agua. Después de algunos minutos, los metales más pesados que la tierra se depositaban en el fondo del cuerno y así se obtenía finalmente el oro. En promedio, una tonelada de mineral pulverizado y sometido a este procedimiento recompensaba al perseverante minero con un gramo de oro sin más intervención que las leyes de la física.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup>A.G.I., Audiencia de México, 1043, f.170.

que en la mayoría de las ocasiones fue necesario el uso de la fuerza armada para apagarlos oportunamente.<sup>17</sup>

En el amanecer del siglo, en San Luis Potosí (al igual que en otras partes), se giró la ordenanza virreinal para que los vecinos permanentes y temporales de la ciudad y su jurisdicción, sin importar su "calidad", se presentaran para conformar el batallón local. El reclutamiento con carácter de obligatorio fue la ocasión para que algunos militares de rancio abolengo quedaran al mando de la milicia que se organizó bajo el criterio de las etiquetas socioraciales, es decir, se formaron las compañías de mulatos y de mestizos. 18 No sabemos a ciencia cierta si la constitución de este ejército regular se realizó solamente para cumplir el mero formulismo protocolario o si la autoridad virreinal se estaba preparando para hacer frente a las reacciones de las estipulaciones borbónicas.

De lo que si podemos estar seguros, es que los que rápidamente se dieron a la tarea de implementar la nueva política, los oficiales reales de la cobranza de los impuestos, desarrollaron una actitud prepotente caracterizada por la extralimitación de su autoridad. En San Luis Potosí, el trabajo de los oficiales desató al poco tiempo de su llegada un episodio de tensión y resistencia por la iniciativa real de recolectar el tributo entre los vasallos sujetos a este impuesto en la ciudad. A través de la información que se generó en la controversia podemos dar cuenta de varios aspectos de la vida económica, demográfica y social que fueron involucrados en el proceso.

A manera de antecedente podemos decir que la cobranza de los tributos había estado en distintas manos. Desde 1650, los alcaldes mayores asumieron la

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup>Ward Stavig, « Conflict, violence, and resistanse », en Hoberman, Louisa y Susan Socolow, eds. *The Countryside in colonial Latin America*.. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1996, p. 222.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P. 1701.1, 25 de julio de 1701.

responsabilidad, que posteriormente recayó en los oficiales de la Real Caja quienes a su vez debían dar cuenta al Real Tribunal Mayor.

Pero como hemos dicho en páginas anteriores, la inestabilidad en el ejercicio prolongado de las funciones públicas fue una de las características que contribuyó enormemente a la falta de continuidad política. De esta manera, la elaboración de los padrones de tributarios y el cobro del vasallaje, al parecer, no recibieron un cuidado acorde a la importancia que se le atribuía.

Un poblado como San Luis Potosí debía mantener actualizadas sus listas de tributarios negros, mulatos libres e indios ya que de acuerdo con la naturaleza de la comunidad minera, se podía exentar el pago del impuesto sí se constataba trabajar en las labores de las minas. El monto monetario del tributo era de unos dos pesos cuatro tomines anuales por "tributario completo", de un peso cuatro tomines si era "soltero y huido", cifra que databa desde 1592 cuando se estableció en la Nueva España el Servicio Real. 19 La carga tributaria la llevaban tanto negros y mulatos de ambos sexos, solamente que en el caso de las mujeres se exentaba al casarse con españoles, mientras que en el caso de los indios contribuyentes, al casarse con mulatas y negras libres, salvaban por igual la imposición.

El cobro del Real Tributo en San Luis en 1710 abrió una serie de controversias que giraron en torno a la historia misma del impuesto a nivel local. Igualmente, este procedimiento puso al descubierto un universo en el cual se entreteje una porción de la población y la sociedad en torno a las actividades económicas y las relaciones interétnicas.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P. 1710, 10 de mayo de 1710.

En primer lugar, el levantamiento del padrón de tributarios por cuenta de los oficiales reales, de entrada instaló la inquietud entre la población afromestiza e india, afligida de por si por los altos costos de la supervivencia alimentaria de que hemos dado cuenta anteriormente. El pago del tributo posiblemente era el aspecto menos urgente en la vida cotidiana de esta gente. Además, al norte de la ciudad, a escasos metros del corazón administrativo, en el pueblo tlaxcalteco, las autoridades indígenas del mismo afirmaban que ellos no debían pagar contribución alguna al rey porque gozaban de los privilegios de haber sido aliados de los europeos en la conquista del Anáhuac y de haber servido en la empresa de colonización norteña.

Sin embargo, los Oficiales Reales, haciendo un despliegue de su amplia autoridad que portaban y al parecer sin recordar las sublevaciones de los indios de la capital del virreinato en 1692 que resistieron la imposición tributaria, empezaron a elaborar los listados de obligados al pago, desconociendo las facultades antiguas de los tlaxcaltecas e incluso llegaron a encarcelar a los gobernadores indígenas como don Juan Santos, no sin antes llamarles "perros viles".<sup>20</sup>

El pueblo de Tlaxcalilla, de la noche a la mañana, se inquietó y sus vecinos empezaron a procurarse cualquier tipo de armas como hachas de monte, así como también empezaron a acumular en los techos de sus casas montones de piedra para hacer frente a lo que venía.<sup>21</sup> La crisis llegó a una situación de extremo peligro cuando la gente

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup>El uso peyorativo de la palabra "perro" fue muy común entre los españoles para insultar a los indios y en ocasiones, del abuso verbal se pasó a la violencia física. Stavig, « Conflict, violence,...», p. 221.

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup>Las piedras eran un tipo de "armamento de los pobres" que en vísperas de algún conflicto en algunos episodios de la vida virreinal mexicana sirvieron para resistir una protesta apedreando a las autoridades y ejércitos. Un caso bien documentado de esta estrategia fue el de los mineros de Real del Monte, en Pachuca, que aprendieron a usar las piedras como armas y herramientas para manifestar su descontento. Doris Ladd, *The Making of a Strike. Mexican Silver Worker's Struggles in Real del Monte, 1766-1775*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1988, p. 69.

de la ciudad empezó a ver como los indios de los barrios y pueblos circundantes a San Luis fabricaban "...muchas flechas que son armas comunes que ellos usan..."22 El temor creció aún más cuando vieron los indios vecinos de San Sebastián practicando el tiro con arco y flechas, mientras que por las calles de la ciudad al igual que en el resto de los barrios empezaban a juntarse indios urbanos con negros y mulatos que, de proponérselo, podían sitiar la ciudad en un breve lapso de tiempo, ya que excedían el número de los españoles de paz y tropa asentada en San Luis y su jurisdicción.<sup>23</sup> Estas muestras de resistencia abierta hacia el pago de tributo empezaron a llegar a pueblos distantes como Santa María del Río, Santa Catarina del Río Verde, San Nicolás y San Miguel Mexquitic, justamente por donde más de un siglo antes se habían mantenido focos de resistencia nativa. Este evento despertó nuevamente el fantasma de la guerra chichimeca que finalmente solo había sido una guerra en el imaginario medieval español, pero que ocasionó tal desgastamiento entre los hispanos que solamente saldrían bien librados gracias a su astucia para comprar una paz consolidada con el establecimiento de poblados justamente como San Luis Potosí.

Los vecinos potosinos, ante esta cascada de acontecimientos, se imaginaron el peor de los escenarios ya que la reacción en cadena podía demoler el orden establecido a lo largo de los pueblos frontera que eran "...escudo y defensa contra innumerables naciones de indios bárbaros de toda la provincia de la Huasteca, Sichú y Serro Gordo...[así como en]...San Sebastián Agua del Venado, Colotlán, Saltillo y Chalchihuites..."<sup>24</sup>

<sup>22</sup>A.G.I. Audiencia de México, 1043, f. 201.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup>A.H.E.S.L.P, A.M.S.L.P., 1710, 10 de mayo de 1710.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup>A.H.E.S.L.P, A.M.S.L.P., 1710, 10 de mayo de 1710.

Sin embargo, a pesar de que los españoles recibieron la ayuda tlaxcalteca tanto en la empresa bélica como colonizadora en el septentrión novohispano, parece que padecieron de una amnesia selectiva ya que a partir del episodio de tensión que tuvo lugar en San Luis Potosí a partir de 1710 se señaló un cambio radical en las relaciones entre el poder hispano y sus antiguos aliados. Al integrar a muchos vecinos de Tlaxcalilla en los censos de deudores, los españoles los degradaron de aliados tlaxcaltecas a "indios" simplemente. Ahora, a los tlaxcaltecas les tocaba jugar el papel de contrincantes al cual no estaban acostumbrados.

Para los europeos, era bien claro que a esa altura del siglo XVIII ya no se podía asegurar plenamente quienes eran realmente descendientes directos de los tlaxcaltecas históricos. Y en buena medida tenían razón ya que de acuerdo a la información contenida en los libros sacramentales del Curato de Tlaxcalilla desde finales del siglo XVII dejaron de aparecer las etiquetas de distinción étnica de lo "tlaxcalteco" ante de la predominancia demográfica de los "indios de este pueblo de Tlaxcalilla", producto también de un mestizaje interindiano galopante.

En el aspecto de la economía minera, los días de tensión alejaron a los aviadores de las haciendas potosinas, al igual que se retardó el ritmo comercial de la ciudad.

Por el lado de las condiciones demográficas, este capítulo político nos ofrece un vistazo de una porción de la población local a través de la nómina de vasallos sujetos al impuesto que fue realizada en 1711. El padrón de tributarios, para nuestros fines, nos ofrece cierta información de la edad de los contribuyentes varones, aunque en el universo general las mujeres son las grandes ausentes y en donde la excepción fue el caso de Magdalena Pastrana quién pago personalmente la cuota de su hijo mulato de 20 años de

edad.<sup>25</sup> Anteriormente, a mediados del siglo XVII, en otro momento de la recolección tributaria en San Luis, ocho mulatas y tres negras habían pagado los 12 reales de impuesto anual.

Tabla VIII

Padrón de vasallos sujetos al pago del Real Tributo,
San Luis Potosí, 1711.<sup>26</sup>

San Luis Potosi, 1711. <sup>26</sup>								
Barrio y/o Pueblo	Casados	Solteros y niños	Mancebos	Total				
Tlaxcala San Miguelito, San Francisquito	151	71	167	389				
y la Santísima Trinidad.	71	20	130	221				
Barrio de Guadalupe Montecillo	44 57	7 19	48 114	99 190				
Santiago Tequisquiapan	71 88	20 17	134 142	225 247				
San Sebastián Ciudad de San Luis Potosí	123 111	61 116	153 173	276 400				
Vasallos en las Haciendas y hornos de fundición y algunos	111	110	175	400				
de labor de la Jurisdicci San Luis Potosí	ón de 289	186	303	778				
Totales	882	456	1364	2825				

Del cuadro anterior se realza que en el ámbito jurisdiccional de la ciudad así como en los pueblos de Tlaxcalilla, y el de San Sebastián se identificaron a la mayor cantidad de tributarios (los casados). Ante la insuficiencia de claridad en el documento, no podemos afirmar cuantos contribuyentes quedaron incluidos en las cifras de solteros y mancebos o bien si estos últimos fueron identificados como futuros deudores.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup>A.G.I. Audiencia de México, 1043, f. 1230v.

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup>A.G.I. Audiencia de México, 1043, f. 1445-1450v.

En el caso del pueblo y barrios de indios, la cantidad de deudores bien pudo ser respuesta ante dos circunstancias.

La primera, como resultado del extrañamiento virreinal hacia los tlaxcaltecas que no pudieron ofrecer argumentación suficiente para evitar la recaudación. La segunda causa se puede explicar con el apoyo de las actas matrimoniales en cuya información se hizo evidente que en su pueblo de indios, los flujos migratorios de diferentes "indios" foráneos, así como el acomodo de otros provenientes de los distintos sectores de la periferia de la ciudad, fue diluyendo los cotos étnicos. Al interior de un espacio urbano como el de la ciudad de San Luis, los tlaxcaltecos al igual que tarascos y nahuas, fueron siendo convertidos en simplemente "indios" en el mundo colonial.

Así como las divisiones étnicas entre muchos indios se fueron erosionando, los nativos de filiación chichimeca finalmente ya eran un tipo de fósiles raros en la porción potosina de la frontera norteña. A finales de 1712 se decía que "...ninguno de los indios que hoy hay, es chichimeco, porque es rarísimo el que se halla ni conoce de esta nación en estas poblazones..." Tal pareció que a partir de este parteaguas en la historia de las relaciones hispano-indígenas, si los tlaxcaltecas querían recuperar sus privilegios, debían reaccionar y actuar imitando el comportamiento político de los españoles: entrar en una negociación desgastante e incluso ejercitar recurrentemente la "prudencia y suavidad". A manera de resolución del conflicto, los Oficiales Reales también recibieron la recomendación del alcalde mayor para evitar el abuso de su autoridad bajo los mismos principios citados.

En este caso la intermediación conciliadora del alcalde demostró que la práctica de imponer violentamente las ordenanzas y esperar una resistencia extrema como

consecuencia no era el mejor camino para lograr los propósitos tributarios. A finales de la primera década del siglo XVIII, la actitud autoritaria no garantizó plenamente la adopción de la nueva política virreinal y al parecer contribuyó a una momentánea resurrección del miedo hacia la colectividad nativa.

Por el lado de la ciudad española, las cifras de tributarios indios, negros y afromestizos asentados al interior de la demarcación urbana, parecen confirmar la gradual ocupación que desde finales del siglo XVII se hizo evidente. En los pueblos y barrios vecinos por todos los rumbos de la ciudad, la lista nos conduce a pensar que se estaba experimentando un crecimiento demográfico a pesar de que un padrón de este tipo margina a las mujeres y puede representar un subregistro de la masculinidad. Sencillamente, el total de los tributarios recopilado mostrará la parte de la población que no pudo declarar su filiación laboral con la industria minera. Esta característica real o inventada era suficiente para evadir el pago. Lo que si nos queda más claro es que más de estos indios y mulatos eran asalariados de los españoles con sueldos entre cuatro y seis pesos por mes.

Fuera de las cifras recaudatorias quedaron los operarios de las haciendas de beneficio, que en algunos de los casos cambiaban periódicamente de patrón. En solo una de ellas como la del general don Alonso Muñoz, a lo largo de un año, desfilaban unos 300 trabajadores distintos según las necesidades de la producción.

## 4.3 El naissant régime de males sociales y biológicos

Al poco tiempo de la crisis social y política de 1710, en la población de la ciudad y sus barrios se dejaron sentir algunas de las repercusiones de los días difíciles que

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup>A.G.I., Audiencia de México, 1043, f. 70v.

acababan de pasar. En los registros de defunciones de la Parroquia Mayor se dio un repunte de la mortalidad que no alcanzó los niveles de 1705 en cuya fecha se incrementaron los entierros entre españoles, castas e indios. En la crisis de 1712-1713, los indios dejaron de ser las víctimas principales y en términos generales, a lo largo de la década de 1710 a 1720, observaron una mortalidad inferior que la gente de sangre mezclada y los hispanos de la ciudad. En los pueblos y barrios de la custodia franciscana de San Luis, la escalada de la mortalidad indígena en contraste, fue muy significativa y en cierto grado atribuible a una patología biológica con su respectivo escenario social. Uno de cada tres indios contrajo el tabardillo y murió durante 1712. El mal no les había dejado de afectar del todo en los últimos dos años y poco a poco fue ganando terreno en los tres años siguientes.<sup>28</sup>

Desde finales del mes de agosto de 1714 empezó a circular por el Reino una petición virreinal del Duque de Linares para "hacer poblazón" en el Nuevo Reino de León voluntariamente. La solicitud empezó a hacer eco en San Luis Potosí unos meses después y se procedió a examinar la medida de que algunas de las familias de los barrios de la ciudad se trasladasen a poblar y fundar pueblos en aquella región. En términos generales de la ciudad y su jurisdicción, la respuesta no fue como se esperaba. De Tequisquiapan se ofrecieron participar en esta empresa solamente unas doce familias enteras, pero en contraste, de San Miguelito no se quería que nadie saliera ya que se pensaba que el pueblo podía quedar despoblado. Similar respuesta dieron los vecinos de San Sebastián y de Tlaxcalilla: solamente cuatro familias se apuntaron a pesar de que entre las ofertas a los colonos se les prometía cubrir los gastos de traslado e instalación, así la subvención de

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup>En base a la información contenida en los libros de entierros del Convento de San Francisco no se puede obtener una visión completa de la mortalidad ya que no aparecen las cifras de los párvulos que fallecieron.

sustento y aperos de labranza a lo largo del año siguiente. La participación hipotética de estos indios "educados" en el modo español de vida también sería recompensada con la exención del pago del tributo, pero sobre todo, vendría a satisfacer un anhelo del virrey en una iniciativa que les fue dibujada como ideal, sobre todo entre aquellos que estaban sumidos en la pobreza urbana y la vagancia.<sup>29</sup>

Los recientes acontecimientos conflictivos en torno al cobro del tributo bien pudo ser el motivo de desconfianza hacia la diligencia de la mudanza de población a tierras neoleonesas para obtener una vida mejor ni para obtener un trato preferencial de las autoridades.

La población de la ciudad y su periferia, en lugar de imaginarse una mejor o peor vida lejos de San Luis, prefirieron empezar a preocuparse por una serie de condiciones que amenazaban su sobrevivencia a nivel local.

Eran días en que las noticias provenientes de reales de minas como Zacatecas y Guanajuato no eran del todo alentadoras por la ruina en que se estaban hundiendo.<sup>30</sup> Al lado de la preocupación de que esta decadencia no cundiera en San Luis, buena parte de la atención de las autoridades se concentraban en procurar el abasto de alimentos y librarse de las enfermedades.

El principal problema en este sentido era la oscilación de los precios que no era consecuencia de la cantidad de cereales almacenados en la ciudad, sino del estado de descomposición que fue descubierto en buena cantidad del alimento. De la harina acumulada, 61 cargas no fueron aprobadas para ser vendidas a los vecinos ya que habían

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1715.1, 6 de febrero de 1715.

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1714-1718, f. 448.

sido echadas a perder por el gorgojo. Este alimento para evitar que fuera la causa de enfermedades debía desecharse en las afueras de la ciudad.<sup>31</sup>

En 1718 el cabildo potosino empezó a promover además la intervención de la Virgen de Guadalupe para salvar a los vecinos de la ciudad de "...la gravísima epidemia de la que van falleciendo muy a menudo..."<sup>32</sup> Esta crisis, al margen de sus causas y repercusiones, representa un cambio en la conceptualización del problema, ya que el origen de la misma es atribuido también a un castigo divino y no tanto como producto de ciertas circunstancias adversas de índole económico o de carencia alimenticias. Bajo este esquema y con la frecuencia de aparición de cada brote epidémico, a lo largo del siglo de la ilustración, en San Luis Potosí se recurrirá reiteradamente a una explicación religiosa ante la presencia de la muerte colectiva.

Un año antes, en algunas esferas parroquiales de los contornos de la ciudad, los cementerios en los atrios de las iglesias todavía no habían sufrido la amenaza del crecimiento del asentamiento humano, pero debían cuidar muy bien sus delimitaciones para evitar invasiones de los solares aledaños que cambiaban de propietario.<sup>33</sup>

En el microuniverso minero, el panorama empezaba a llegar a un punto de desolación, ya que los empresarios agobiados por la cortedad de las leyes y las cargas tributarias empezaron a experimentar el despoblamiento de sus minas y la anarquía laboral en las pocas que podían mantener. En agosto de 1718, los mineros potosinos se sumaron a la súplica de sus homólogos de Sombrerete y Zacatecas para solicitar al virrey la reducción del pago de los derechos reales de un quinto a un décimo. En el caso de San Luis, se decía que los pocos trabajadores que quedaban solo se metían en las bocas para

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1718.1, 14 de enero de 1718.

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1714-1718, f. 438.

sacar su "partido", provocando derrumbes y "aterramientos". La mayoría de la gente laboría había optado por buscar mejor suerte en otros reales de minas.<sup>34</sup>

Bajo esta circunstancia se explica el estancamiento de la población indígena desde la primera mitad de la década de 1710 y que se prolongó hasta los primeros años de 1730 de acuerdo a la curva de los bautizos del Convento de San Francisco y de la Parroquia de San Sebastián. En los interiores de la ciudad, similar patrón fue característico entre castas e indios que también observaron oscilaciones bruscas en el proceso. Los españoles en cambio fue el grupo que se comportó con mayor uniformidad manteniendo una suave curva de bautizos por debajo de los 100 eventos por año hasta 1750 en cuya década empezará una nueva tendencia alcista de los bautizos de españoles en la parroquia mayor.

La carencia de operarios en las haciendas metaleras potosinas durante la primera parte del decenio de 1720 era un fenómeno al que se hace referencia frecuentemente. Un patrón minero, para mantener un óptimo nivel de trabajo en una hacienda, necesitaba al menos unos 40 peones; sin embargo, quién tuviera apenas diez debía sentirse afortunado para lograr semanas completas de trabajo. La experiencia en el trabajo de las minas era otro obstáculo común al cual se enfrentaron, ya que en la mayoría de las veces los trabajadores "alquilados" solo procuraban extraer "metales caídos" y sobre todo acudir a laborar en donde se tenían noticias de haber "metales blandos" y no eran organizados en cuadrillas.<sup>35</sup>

En este esquema de controversias saltan a la vista los dos ángulos del problema.

Por un lado, las iniciativas de los empresarios para lograr de la corona una reducción del

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1717.1, 10 de abril de 1717.

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1718.2, 11 de agosto de 1718.

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P. 1721, 10 de octubre de 1721.

gravamen del oro y la plata, pero por otro lado estaba el aspecto de las condiciones de trabajo de los operarios en el inframundo de las minas.

Al interior de las galerías subterráneas de las minas del Cerro de San Pedro, algunas labores de explotación podían coincidir en sus rutas de excavación y provocar accidentes entre los barreteros y tenateros. En una ocasión, las obras de prospección patrocinadas por la minera Teresa Ortiz en su mina llamada "Nuestra Señora del Pópulo" se toparon con las propias de la denominada "Cata Briones", aumentando los riesgos de derrumbes de las "lumbreras" que daban "respiración" a las minas. Además, el intenso calor ocasionado por incendios en la primera mina hacía casi imposible el trabajo no solo de los operarios al servicio de Ortiz, sino de las propiedades vecinas como "San Miguel" que fueron alcanzados por las altas temperaturas.<sup>36</sup> La muerte de los obreros por asfixia por humo era uno de los peligros que desanimaban a los trabajadores a contratarse y les impedía cumplir con las cuotas cotidianas de quehacer, en otras palabras, el tequio.<sup>37</sup>

Pero mientras todo esto pasaba en las entrañas del cerro, al exterior se provocó una serie de conflictos por la posesión de tierras entre empresarios y los indios vecinos. Por una parte, los mineros empezaron a reclamar los derechos de tierras, aguas y pastos al servicio de la minería para lo cual la asignación de ejidos debía cumplirse ya que los naturales del pueblo de Tlaxcalilla, Tequisquiapan, San Miguelito, San Sebastián, y el Montecillo no habían permitido que las mulas de los mineros pastaran en sus tierras. Las

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup>Posiblemente, estas condiciones de trabajo influyeron de cierta manera para que en el escudo de armas de la ciudad de San Luis Potosí no se incluyera la imagen de una serpiente con alas y desprendiendo lenguas de fuego por la boca" saliendo de una de las minas, a los pies de un San Luis Rey de Francia posado sobre el cerro de oro y plata de San Pedro, que fue una de las versiones propuestas en los tiempos del virrey Duque de Albuquerque.

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1723.1, 10 de noviembre de 1723. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1724.1, 7 de marzo de 1724.

mulas no solo servían para la conducción de las cargas de metal sino para los arrieros del agua, las cenizas, el carbón, la leña y la palma.

Los hacendados de la plata argumentaron que buena parte de la población de los barrios y pueblos que rodeaban a la ciudad habían llegado como advenedizos y

"...huyendo de los pueblos de Querétaro, Celaya, Chamacuero y otros, porque por el privilegio de la minería no se pagaba aquí [en San Luis Potosí] tributo y en sus pueblos si, se fueron congregando con el pretexto de servir a los mineros, para cuyo remedio y que la minería goce de las tierras y pastos que se le asignaron para sus muladas..."38

La disputa por las tierras creció cuando las mulas ya no pudieron pastar en los ranchos cercanos a la ciudad porque se empezó a experimentar en ellos un cambio en el patrón de crianza de ganado. Los forrajes que antes sirvieron de alimento a caballos y mulas, en los primeros años del siglo XVIII empezaron a ser usados para ovejas y cabras. De alguna manera, el uso económico del paisaje se empezó a desligar de la minería y los afectados más inmediatos fueron precisamente los empresarios de minas que vieron amenazado el abasto de comida para sus bestias de carga y tiro, así como las reservas de combustibles forestales ya que los caprinos bien pudieron haber sometido al ambiente a una mayor presión y a la minería a un desabasto de fuerza y capacidad de acarreo.

Mientras esto sucedía en los alrededores, al interior del perímetro indiano de la ciudad se desató otro conflicto relacionado con la propiedad de la tierra de cultivo entre Tlaxcalilla y Santiago que en buena parte también giró en torno de la competencia entre mineros y comunidades indígenas.

Esta polémica sacó de nuevo a relucir que, en Tlaxcallila, las raíces plantadas por los antepasados "pobladores y conquistadores" tenían muy pocas ramas de pie. En

cuestión de una disputa interétnica, incluso los vecinos de la parcialidad de Santiago (de estirpe Guachichil) reconocían que en el pueblo rival habitaban muy pocos "tlaxcaltecas" para ese entonces. Los más "legítimos" en estos términos eran los originarios del cercano pueblo de Mezquitic.

Aparte de la naturaleza étnica de los vecinos de este par de pueblos colindantes, los otros indios eran otomíes, pames y uno que otro chichimeca proveniente del Cerro de San Pedro, de Armadillo y de las Bocas de Maticoya. En Santiago, a pesar de la congregación de mulatos, lobos, coyotes y lobos que se habían unido en algún momento con la sangre guachichil, sobrevivía muy fuerte el sentido de identidad aunado a la capacidad de poder demostrar los títulos y mercedes de sus tierras.<sup>39</sup>

Detrás de las estrategias para defender cada vara de las tierras de los pueblos de indios y más allá de las cuestiones políticas, estaba también la conservación de la capacidad comunitaria para autoabastecerse de alimentos. En una ciudad como San Luis, el hecho de que buena parte del alimento era importado de otras regiones, el poblado estaba muy vulnerable a cualquier trastorno en la producción, transporte, almacenamiento y venta de los granos. Con cosechas modestas de maíz, los pueblos de la periferia lograban acumular cierto volumen del cereal aunque no podían dejar de depender del grano que se expedía en el pócito citadino. En Tlaxcalilla por ejemplo, las 154 familias de vecinos se sustentaban con el maíz de sus sementeras, engordando sus propias gallinas y cultivando hortalizas (calabazas y chile) que regaban con el agua de las acequias y el Río que corría enfrente de su templo.<sup>40</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1723.1, 24 de abril de 1723.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1724.2, 3 de agosto de 1724.

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1727.1, fs.1-22, 6 de febrero de 1727.

En otros barrios y pueblos como San Miguelito, los "defensores de los naturales de la ciudad" procuraban conservar el orden urbano vigilando entre otras cosas que el cultivo del maíz en las sementeras se llevase a cabo.<sup>41</sup>

Entre 1725<sup>42</sup> y 1726<sup>43</sup>, el maíz que llegó a San Luis fue pésimamente almacenado y corrió el riesgo de perderse completamente si no se vendía oportunamente.<sup>44</sup> En los años subsiguientes, se recomendó venderlo a 11 y 12 reales por fanega en virtud del grado de deterioro. El maíz echado a perder por completo no fue desechado del todo ya que llegó a venderse durante los frecuentes lapsos de escasez y carestía.<sup>45</sup> En materia de las finanzas internas, la insuficiencia de maíz en la ciudad alteró por igual la recaudación de las alcabalas y la preocupación administrativa se concentró en que el gentío hambriento de la ciudad recibiera algo del grano que se cosechaba en otras partes y que llegaba a San Luis a cuentagotas.<sup>46</sup>

A inicios de la década de 1730, en la ciudad empezaron a gestarse ciertas condiciones higiénicas y sociales en las cuales la "cortedad" de alimentos se unió a la insalubridad que abundaba en muchos rincones urbanos.<sup>47</sup>

Una de las preocupaciones en el entorno urbano era el manejo de las excretas sólidas de los vecinos y sus animales domésticos que al parecer se llevaba a cabo en las calles de la ciudad hasta que se prohibió: "...echar los estirquilinos en la plaza mayor u otras calles y se abstengan de echarlos también en la fuente de la plazuela que mira a la

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1699-1745, f.49.

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup>Unas 2, 859 fanegas en todo el año.

<sup>432,759</sup> fanegas.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P, Libro de Cabildo, 1725-1728, f.16, f, 111.

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1725-1728, f.245.

<sup>46</sup> A.G.I., Escribanía, 205 B, f. 8.

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1732-1734, f.38.

calle honda y la que esta inmediata al Convento de la Merced..." so pena de 50 azotes.<sup>48</sup>

Pero en una ciudad con un número crecido de mendigos y pobres, los más indios,<sup>49</sup> esta medida para alcanzar ciertas condiciones higiénicas no fue fácil de llevar a cabo.

En cuanto a la salud financiera local, en el Cerro de San Pedro, el dinero constante y sonante dejó de circular en un comercio venido a menos. Los reales que habían sido la moneda más común prácticamente desaparecieron del panorama económico en cual se mantuvieron los "medios" y "cuartillos", al igual que los "tlacos" como síntoma de extrema pobreza y fueron terreno fértil para los fraudes.<sup>51</sup>

La alcaldía mayor de San Luis recibió las quejas ocasionados por los pleitos entre deudores y cuentas no cubiertas en los cuales los vales firmados llegaron a las mesas de apuestas o albures y cambiaron frecuentemente de mano, haciendo la tarea de cobranza un tanto difícil de realizar.

La crisis financiera de esos días al poco tiempo fue propiciando desórdenes de otros tipos entre los vecinos de la ciudad y las minas. La llegada de advenedizos provenientes de otros lugares empezaron a ocasionar escándalos en una sociedad ya de por si afligida y resignada en muchos casos a deshacerse de todas sus propiedades en la ciudad.

50 Morin opina que el surgimiento de los llamados "tlacos" que no fueron otra cosa que un tipo de vales de mercancías fue producto de la falta de moneda fraccionaria en las ventas al menudeo del comercio a menor escala. En otra parte, los tlacos también fueron utilizados para empeñar objetos en las pulperías en donde se otorgaban los montos de los préstamos en mercancía y en estos medios de intercambio. Véase Morin, *Michoacán en la Nueva España...*, p. 163-164.

En centros mineros como Guanajuato, la moneda fraccionaria de menor era el "Real", pero en el intercambio monetario realizado en las tiendas de menudeo, el "tlaco" o "vale" fue adoptado como moneda fraccionaria. En el ámbito rural novohispano se usaban las "monedas de la tierra" como las semillas de cacao para las transacciones económicas.

Antonio Alvarado Gómez, Comercio interno en la Nueva España. El abasto en la ciudad de Guanajuato, 1777-1810. México, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1995, p. 63.

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1732.1, 11 de enero de 1732.

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup>A.G.I., Audiencia de México, 1057.

En mayo de 1734 llovió de tal manera que la gente no recordaba alguna situación similar de peligro. La zanja que rodeaba a la traza urbana por el poniente y norte no fue suficiente para canalizar las aguas que empezaron a anegar las plazas del convento jesuita, la de los sanjuaninos y la plaza mayor. Muchas casas particulares también sufrieron el embate de la inundación arruinando el mobiliario y patrimonio de muchos vecinos. La falta de planeación en la arquitectura de muchas viviendas y haciendas urbanas de españoles aumentaron los peligros de la crecida.<sup>52</sup>

Las condiciones de insalubridad que empezaron a predominar por muchos rincones de la ciudad, aunadas con el hambre galopante que desde años atrás no había abandonado a los habitantes del todo, fueron sentando las bases de uno de los episodios más sombríos de la primera mitad del siglo XVIII potosino. En los últimos tres años de la década de 1730, la Nueva España fue el escenario de un formidable ataque epidémico de matlazáhuatl, que frenó momentáneamente por donde se hizo presente el crecimiento de la población.

En San Luis Potosí, antes de la epidemia citada, desde el último lustro de 1720 y hasta 1735, en el catálogo de las causas de muerte más frecuentes entre los indios de los pueblos y barrios de la custodia franciscana, el tabardillo fue un padecimiento que afectó a la población indígena entre un 20 y 30 %, mientras que en la parroquia mayor la mortalidad de indios y castas se comportaron muy similarmente entre ellos, aunque no podemos profundizar mucho en las causas de las defunciones, ya que solamente se registró cuando castas e indios murieron "de repente" indistintamente a los 30 o 90 años de edad.

<sup>&</sup>lt;sup>51</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1731.1, 5 de julio de 1731.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1734, fs. 41-42.

Entre los hispanos apareció esporádicamente esta misma causa de muerte aunque en los libros reservados para ellos, sí se llegó a registrar las defunciones "aceleradas", "por accidentes", "por insultos", y entre las mujeres, las "muertes por parto".

## 4.4 El Matlazáhuatl de 1737-1738

Sin lugar a dudas, la epidemia de matlazáhuatl<sup>53</sup> que cundió por el reino novohispano entre 1736 y 1738 representó de nuevo un parteaguas demográfico en términos generales, así como proporcionó las condiciones propicias para observar el impacto diferencial de la muerte en los distintos sectores que conformaban el México colonial.

A nivel local, en la curva de la mortalidad de las principales parroquias de la ciudad y su entorno, este episodio en el conjunto de datos disponibles nos ofrece la primera "torre" que se levantó anormalmente en el nivel de mortandad observado hasta ese momento. Además de las cifras que podemos enmarcar en el esquema demográfico de la ciudad y sus entornos, la epidemia dio cabida a la observancia de otros rasgos entre los vecinos ante la presencia abrumadora de la muerte colectiva.

El estudio del impacto de los brotes epidémicos durante el siglo XVIII es uno de los aspectos que necesita ser reconstruido desde las perspectivas regionales del mundo novohispano. Por ejemplo, en el septentrión, la densidad demográfica fue muy distinta a la del altiplano central mexicano en donde se padeció las grandes perdidas de población

<sup>53</sup> Para algunos autores como Cuenya Mateos, la naturaleza de esta enfermedad que puede ser considerada como la epidemia más importante del siglo XVIII, ha ocasionado algún tipo de desacuerdo entre historiadores y epidemiólogos. Sin embargo, en base a su sintomatología se puede decir que la también llamada "gran sarna" era un mal que se hacía evidente entre los contagiados por una erupción cutánea en forma de red y resultado de una combinación de cuadros clínicos y variedades de tabardillo, tifo exantemático, fiebre amarilla que pueden sintetizarse en una sola etiqueta: peste.

Miguel Angel Cuenya Mateos, « Epidemias y salubridad en la Puebla de los Angeles (1650-1833) » en Loreto, Rosalva y Francisco J. Cervantes, coords. Limpiar y Obedecer. La basura, el agua y la muerte en la

indígena que entraron en contacto cultural y biológico con los europeos y que relativamente pronto sucumbieron al embate posiblemente no intencional de virus y bacterias provenientes del viejo mundo durante los años de la conquista.

Con la gradual ocupación de la frontera norteña de la plata, en los pueblos y ciudades mineros que fueron brotando, la presencia de enfermedades epidémicas fue parte del patrón demográfico aunque en muchos sentidos, a lo largo de los dos primeros siglos de virreinato, se desarrolló de manera distinta de aquellas regiones en donde prevaleció una alta densidad de población indígena.

En el caso particular que nos ocupa, en la ciudad de San Luis Potosí del siglo XVIII, las crisis de mortalidad de alta escala no habían alcanzado los niveles que caracterizaron a la peste de estos años. Simplemente, si aislamos las estadísticas disponibles de mortalidad adulta correspondientes a los años previos a esta epidemia, la curva de defunciones no sobrepasó en ningún momento previo a 1737-1738 la de los bautizos. Esta figura podría alterarse si incluimos a los párvulos en la dinámica porque eran más vulnerables a los brotes de viruelas.

En la administración de la Alcaldía, en años anteriores al matlazáhuatl, ningún brote epidémico atrajo tanto la atención de las autoridades del ayuntamiento. En 1737, el cabildo potosino sesionó varias veces en primer lugar para informar del impacto de la epidemia en la Ciudad de México de donde el mal se esparció por todo el reino. Pero tanto se conocía la génesis del mal, también se reconoció que el único antídoto posible contra la peste era la imagen de la virgen de Guadalupe a quien se debían dirigir todas las súplicas para librarse de la enfermedad. De esta manera, desde agosto de 1737, en San

Puebla de los Angeles, 1650-1925. Puebla, Claves latinoamericanas, UAP-CEMCA-El Colegio de Puebla, 1994, p. 97.

Luis, la virgen fue nombrada abogada de la ciudad y se le ofrecieron misas y ayunos previos a su acostumbrada conmemoración decembrina para conjurar el mal.<sup>54</sup>

En San Luis, la enfermedad puede ser estudiada desde diferentes ángulos parroquiales que nos remiten a los microuniversos particulares de la ciudad como un todo. Al interior de sus muros, en la parroquia mayor, la heterogeneidad étnica representó una mortalidad diferencial a lo largo de la epidemia, siendo los indios los más afectados durante 1737 y 1738, luego que desde inicios del siglo XVIII, las curvas concernientes a españoles, castas e indios, en lo que a la mortalidad se refiere, observaron un comportamiento muy similar sobre todo durante el período de 1720 a 1736 en que tal parecen que se movieron casi al unísono, sin sobresaltos abruptos.

Lo escueto de la información contenida en las actas de defunción de la parroquia mayor nos impide en cierta manera descifrar en que momento la epidemia llegó y tomó fuerza al interior de la ciudad. En los registros de los entierros de los indios, solamente se anotó un comentario de la presencia de una "epidemia" a finales de octubre de 1737. En este ámbito parroquial, lo más interesante a resaltar es la desproporción del impacto de la enfermedad en el universo de sus feligreses ya que los españoles casi no observaron alteración alguna en el ritmo correspondiente a las defunciones, mientras que entre las castas y sobre todo entre los indios, el impacto de la calamidad fue demoledor. En ambos sectores de la población y sociedad, ante de la epidemia, los niveles habían promediado unas 50 defunciones por año, pero a partir de 1737, la escalada de la muerte colectiva llegó al menos a unos 200 entierros anuales para la gente de sangre mezclada y 400 en el caso de los indios.

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup>A.H.E.S.L.P., Protocolos, 1737, fs. 208-210.

En el caso de los pueblos y barrios periféricos la reconstrucción de la propagación, así como la medida de la enfermedad son más factibles por el señalamiento de las causas de muerte y el perfil demográfico de los "apestados".

Un aspecto a resaltar es que en los últimos días de 1736 cayó la primera víctima indígena del matlazáhuatl en la custodia franciscana de la ciudad. Durante el primer mes del fatídico año siguiente, la peste recibió un reconocimiento pleno en la mortalidad de los indios. Este argumento nos permite sostener que al margen de las diferencias entre el impacto demográfico de la epidemia al interior y extramuros de la ciudad, al parecer fue un mal que gradualmente fue sitiando a la misma, de afuera hacia adentro en el término de aproximadamente un año. A inicios de 1738, la enfermedad ya había alcanzado la cárcel de la ciudad y la fiebre de la cual padecía el reo Francisco Antonio hizo sospechar a las autoridades del cabildo que el contagio no tardaría en propagarse.<sup>55</sup>

La enfermedad llegó a la periferia indígena de San Luis intempestivamente desde los albores de 1737. Para este mismo año, el panorama era crítico ya que desde noviembre del año anterior el vecindario empobrecido empezaba a resentir las consecuencias de haber consumido harinas en mal estado y un aumento generalizado en el precio de otros insumos como el maíz, la carne de novillo y carnero. Para agravar las circunstancias, se decía por esos días que las minas de San Pedro estaban prácticamente aniquiladas.

Al poco tiempo de declararse la eminencia de la epidemia, algunas minas serranas que procuraban mantenerse a flote, empezaron a acusar la falta de gente laboría y operarios de minas por el fallecimiento de muchos y el estado de enfermedad de otros, lo

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1738.1.

cual irremediablemente repercutió sobre el estado de por si atrasado de la minería y del comercio local.<sup>56</sup>

Con el mal encima y la proliferación de la muerte colectiva, a las autoridades del cabildo de San Luis no les quedó otra opción que sumarse rápidamente a las súplicas dirigidas a la virgen de Guadalupe como único remedio y escudo contra "la ira en el mortal contagio que [i]va en la Nueva la España difundiéndose...".<sup>57</sup>

Esta epidemia era entendida por la mentalidad novohispana como un castigo divino y solamente la intervención providencial era el antídoto para salvarse del contagio. Los sacrificios que muchos feligreses ofrecieron, al igual que las misas y peregrinaciones dirigidas al santuario de la Guadalupana en búsqueda de "...el universal remedio en el eminente pestilencial peligro en que se hallaba esta ciudad para precaverse de los daños que ya en otras habían experimentado pasando millares de individuos por el cortante filo de la parca...", no frenaron en San Luis los efectos de la patología que se instaló en la ciudad y sus entornos en los meses siguientes.

La imagen de la virgen fue sacada de su santuario ubicado al sur de la ciudad por los vecinos para llevarla a recorrer la traza procesional al interior del poblado español y también por los contornos indígenas.<sup>58</sup>

En los barrios y pueblos de la jurisdicción del Convento de San Francisco, las cifras de mortalidad durante estos años críticos fueron de 536 y 216 entierros para 1737 y 1738 respectivamente. Para 1737, el 56 % de los entierros representó a los párvulos y un año después, esta cifra que representa a la población infantil bajo ligeramente al 46 %. En

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup>A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1738.1, 7 de mayo de 1738.

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P. 1736-1738, f. 58.

otras palabras, demográficamente esta epidemia a lo largo del fatal período señalado llevó a la tumba a tal cantidad de niños que representó la mitad de la mortalidad general principalmente entre los indios de los suburbios. Entre las causas de defunción de los indios feligreses del convento, el matlazáhuatl fue reconocida mayoritariamente como la dolencia que a niños y a adultos llevó a la tumba principalmente entre los meses de marzo, abril, mayo y junio de ese fatídico 1737. De julio a diciembre del mismo año, la enfermedad perdió fuerza y a lo largo de 1738 y 1739, a pesar de que se mantuvo como origen de la mayoría de las defunciones entre los indios, las cifras de mortalidad ya no alcanzaron niveles tan altos.

Más allá de las cifras, debemos resaltar un peculiar aspecto en el registro franciscano durante la crisis que nos permite observar una conducta adoptada por muchos vecinos de los pueblos y barrios durante la epidemia al igual que nos permite acercarnos al grado de desgaste que les pudo haber ocasionado la enfermedad para alterar sus prácticas funerarias y sobrevivir en tiempos de la peste.

Cada registro o acta de entierro representa la oportunidad de contabilizar una defunción de un parroquiano con nombre, edad, sexo. En si, un cuerpo que se puede descontar de un recuento demográfico en un momento dado. Después del fallecimiento, en ocasiones precedido por los últimos auxilios espirituales otorgados por los curas, se procedía al enterramiento y a la celebración de un número variable de misas de acuerdo a la cantidad de limosna para tal fin. Los pobres fueron frecuentemente enterrados bajo una modalidad llamada de "cruz baja" y sin misas destinadas para el descanso de su alma ya que los familiares en muchas ocasiones apenas cubrieron las cuotas mínimas y no pocos

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> Alfonso Martínez Rosales, « Construcción de una catedral sin diócesis. San Luis Potosí, 1701-1728 », en *América: Encuentro y asimilación. Actas de las Segundas Jornadas de Historiadores Americanistas.* Santa

fueron sepultados apelando a la caridad de los curas en lo que según la época se llamó "de limosna".

En el caso del Convento de San Francisco de San Luis Potosí, en los meses de apogeo de la epidemia, la gente empezó a dejar abandonados en el cementerio conventual los cadáveres de los apestados. Ante tal circunstancia, frailes como José de Candia redactaron actas de defunción colectivas para aquellos cuyos cuerpos se dejaron a la intemperie y a la responsabilidad de los religiosos. De esta práctica inusual rescatamos los siguientes testimonios.

"En este mes de marzo, el de abril y enero se hallaron tirados en el cementerio cincuenta y tres párvulos, y diez y ocho adultos, que no se sabe de donde eran y para que conste lo firmé, los cuales enterré yo frai Joseph de Candia, ayudante de cura en esta parroquia de San Francisco. Yt Supra"<sup>59</sup>

"En el mes de julio, junio, agosto, septiembre y octubre, yo frai Joseph de Candia, ayudante de cura en esta parroquia de San Francisco, enterré ciento y siete párvulos y treinta y tres adultos, los cuales se hallaron en estos cinco meses, en tapestles, que no se supo de donde eran y para que conste lo firmé." 60

En otros lugares del reino novohispano como Puebla de los Ángeles, la Iglesia se dio a la tarea de abrir libros de entierros especialmente destinados a registrar la multitud de cadáveres que la gente dejaba abandonados en las puertas y atrios de los templos.<sup>61</sup>

Al parecer, la epidemia, en un breve lapso de tiempo, empezó a debilitar a la población indígena a tal grado que no les dejó fortaleza suficiente ni siquiera para dedicar apropiadamente los ritos mortuorios en el esquema de la religión católica. Entre los cadáveres que fueron simplemente abandonados, alguno que otro bien pudo ser de los comerciantes y población foránea que llegaron a la ciudad y ahí fueron sorprendidos por

Fe, Diputación Provincial de Granada, 1989, p. 353.

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup>A.P.T.C.S.F.S.L.P., Caja 91, Libro 1, 1735-1775, f. 29.

<sup>60</sup>A.P.T.C.S.F.S.L.P., Caja 91, Libro 1, 1735-1775. f. 35 v.

<sup>61</sup>Cuenya Mateos, « Epidemias y salubridad...», p. 97.

el contagio mortal a tal rapidez que ni siquiera dejaron testimonio de sus nombres ni de sus lugares de origen. A lo largo de 1738, disminuyó considerablemente el número de actas con información individualizada para dar cabida a esta práctica detonada por el matlazáhuatl. Un año más tarde, cuando empezó a disminuir el efecto de la enfermedad, todavía se llegó a practicar el abandono de cadáveres y el último caso fue en enero de 1740, cuando se dejaron los cuerpos sin vida de cinco párvulos y dos adultos en el cementerio.

En otro escenario esencialmente indiano, en la parroquia de San Sebastián, el impacto de la epidemia tal pareció que no fue de las mismas proporciones posiblemente por su densidad demográfica particular. Para 1737, los muertos registrados en San Sebastián (adultos y párvulos) representaron el 10 % de cifras similares en la custodia franciscana (54 contra 546). No obstante, el efecto del matlazáhuatl en San Sebastián al parecer fue más prolongado y llegó en cierta manera a convertirse en una crisis larvada durante los tres años siguientes durante los cuales el crecimiento de la base de la población se ralentizó por las defunciones de muchos infantes.

El escenario de la ciudad invadida por la peste era poco prometedor en buena medida también por la irrupción de la desesperación colectiva que se fue apoderando de los vecinos. En buena medida, la presencia de esta enfermedad entre la población de una ciudad como San Luis Potosí nos da la oportunidad de estudiarla desde diferentes ángulos de análisis. En primer lugar, hemos resaltado el impacto diferencial de la muerte en los distintos sectores sociales de la localidad ya que según los datos parroquiales, entre la población de origen hispano, el matlazáhuatl no causó los mismos estragos que entre la gente de sangre mezclada y sobre todo entre los indios como sector sociodemográfico primariamente vulnerable a la acción letal de los gérmenes. Este fenómeno se debió

posiblemente a que aún en la primera mitad del siglo XVIII, la población colonizada en términos biológicos no había logrado desarrollar una resistencia mínima a las enfermedades europeas, ni tampoco se había construido una memoria biológica lo suficientemente fuerte para enfrentar las patologías del viejo mundo. Anteriormente a 1737, el matlazáhuatl se había hecho presente brevemente en la Nueva España durante 1695.62

En segundo término, el conocimiento médico de la época no era suficiente para combatir la pestilencia en cualquiera de sus niveles de contagio y menoscabo de la población.

Para penetrar en el ambiente urbano del San Luis de esos días difíciles, quien mejor como guía al interior de la epidemia y en la sociedad de la época que un médico de la época como don Antonio Félix Negrete, maestro examinado en la farmacopea novohispana, al revelar que en el caso de la presencia epidémica como la del matlazáhuatl, se combinaban patologías de índole biológica nuevas o recesivas con males sociales emergentes y añejos. Para este facultativo, al margen de la génesis biológica de la enfermedad, el principal mal pestilencial de la república era el

"...tolerar hombres intrusos en la medicina y sus ramos sin más estudios ni experiencia que las voces que oyeron de lejos, queriendo a un tiempo ser médicos, cirujanos, boticarios, barberos, ernistas y algabristas [sic], curando fiebres, hidropesías, pleuresías, síncopes, cólicos y otras enfermedades en que aún los muy médicos trabajan mucho. Así mismo curan todo género de tumores como erisepelas, flecmones, edemas, esquinos, todo género de llagas y úlceras simples y compuestas esquistos, fracturas, dislocaciones y otros innumerables accidentes que pertenecen a la cirugía, sin saber que es enfermedad ni las causas de la enfermedad, ni los tiempos de la enfermedad, ni los síntomas de enfermedad. También ignoran las cosas naturales, no naturales y preternaturales, también ignoran que sea medicamento, como ahora cuales sean sus virtudes y cuales sus cualidades, cuales sus malicias para defenderse de ellas, cuales sus dosis, cuales

<sup>62</sup>Cuenya Mateos, « Epidemias y salubridad...», p. 95

sus correctivos y menstruos disolventes y otras innumerables cosas a que se debe atender y saber..."<sup>63</sup>

Entre otros problemas, el cirujano concluyó por igual que la proliferación de curanderos crecía durante las epidemias, en el ambiente de confusión, miedo e incertidumbre que se propagaba fácilmente en una ciudad azotada por la peste como pudo ser San Luis Potosí.

Pero así como el gremio de los médicos acusaban a los falsos practicantes, la desesperación detonada por la violencia de las epidemias obligaban a las autoridades locales mismas a echar mano de cualquier recurso para sacudirse el riesgo de contagio.

En cuanto a la atención de los enfermos, la ciudad solamente disponía de la vocación hospitalaria de los religiosos de la orden de San Juan de Dios en cuyo recinto apenas se podían atender a una decena de pacientes.<sup>64</sup>

Por el lado de la población indígena de San Luis, la espera fue el único recurso del cual dispusieron para ver pasar los efectos de la epidemia. Los gobernadores de los pueblos periféricos, para agosto de 1739, empezaron a reportar que después de 16 meses ininterrumpidos la peste empezó a ceder terreno, disminuyendo el número de enfermos, al mismo tiempo que recuperaban los contagiados. El balance negativo que resultó al paso de la epidemia los obligó a solicitar la exención del pago del vasallaje porque mucha de la fuerza productiva en los barrios y pueblos extramuros estaba convaleciente y careciente de lo necesario para el trabajo.65

<sup>63</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1738.2, 22 de septiembre de 1738.

<sup>64</sup> A.G.I., Indifferente 107, Tomo II, f. 196.

 $<sup>65~{\</sup>rm A.H.E.S.L.P.},~{\rm A.M.S.L.P.},~1739,~9$  de agosto de 1739.

Mientras tanto, intramuros de la ciudad, los vecinos y las autoridades de la alcaldía mayor se dispusieron a reorganizar nuevamente la vida cotidiana a pesar del sombrío panorama que enfrentaron después de la epidemia. Por un lado, la minería y el comercio había decaído a niveles muy por debajo que en cualquier otra crisis anterior. El abasto de alimentos, de por si complicado, se convirtió es un aspecto extremadamente difícil ya que, en un radio de treinta leguas a la redonda, el poco alimento disponible alcanzó precios elevados. El costo de la vida se fue a las nubes y muchos comerciantes prefirieron cambiar de giro mercantil en lugar de continuar trayendo a San Luis mercancías de Xalapa, Puebla y México que por sus altos precios de flete ya no eran provechosos.

Por las calles de la ciudad, el paso demoledor de la peste provocó el abandono de muchas viviendas por fallecimiento de sus propietarios o bien por la mudanza provocada por la enfermedad. Al parecer algunos de los vecinos del interior de la traza urbana no pensaron mucho en abandonar sus casas al mismo tiempo que la gente de los suburbios desatendió dar cristiana sepultura a sus difuntos. Alrededor de esta práctica, no sabemos con certeza si fue para evitar el desembolso de los costos del entierro o simplemente porque no les alcanzó las pocas energías que les restaban.

La epidemia de matlazáhuatl marcó en varios aspectos un parteaguas en la configuración histórica de San Luis Potosí. Por el lado de la demografía, se puede decir que por vez primera la muerte se impuso a la vida en el corto plazo, al mismo tiempo que hizo evidente la diferenciación social al interior y exterior de los muros de la ciudad. El crecimiento de la población indígena en la ciudad se vio seriamente retardado si

<sup>66</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1739, 20 de octubre de 1739.

comparamos las cifras de bautismos y entierros de indios en un ámbito de una feligresía heterogéneo como la parroquia mayor potosina.<sup>67</sup>

En otro aspecto, la presencia de la epidemia en San Luis Potosí fue más duradera que en otras capitales de la Nueva España como Puebla de los Ángeles en donde solamente se resintieron sus efectos entre marzo y septiembre de 1737.68

Finalmente, a través del estudio de un brote epidémico de esta naturaleza, podemos asomarnos igualmente a la concepción de la enfermedad, sus actores y jueces para discutir los antecedentes y causas de la enfermedad. Desde la perspectiva local, la epidemia partió al siglo XVIII potosino en dos. Es decir, en la medida en la cual la presencia de una intensa mortalidad alteró la evolución demográfica en el marco de una sociedad enferma, mal alimentada, económicamente en picada y que habitaba un espacio plagado de insalubridad. Este conjunto de codiciones que proliferaba por varios rincones de la ciudad y su entorno, fue el escenario en el cual el matlazáhuatl encontró una alfombra roja de bienvenida.

La vulnerabilidad del poblado en torno al abastecimiento de alimentos, a la volatilidad de su plataforma económica, a la desobediencia para guardar condiciones mínimas de salubridad urbana una vez más quedó al descubierto, llevando a un sector importante de la población a un comportamiento poblacional característico del antiguo régimen en el cual la mortalidad era la gran rectora de la evolución demográfica.

En cuanto al papel desempeñado por las epidemias a lo largo del siglo XVIII, podemos argumentar que con la presencia del matlazáhuatl de 1737-1738 en San Luis

<sup>67</sup> Para 1738, la población indígena asignada a la parroquia mayor observó un balance de – 249 en la relación entre bautizados y entierros exclusivamente de indios.

<sup>&</sup>lt;sup>68</sup>Cuenya Mateos, « Epidemias y mortalidad...», p. 99.

Potosí se puede considerar este ejemplo como un caso de patología biosocial<sup>69</sup> extraordinario, ya que si bien la enfermedad necesitó de un agente biológico para difundirse, en espacios como San Luis Potosí, las condiciones sociales que se fueron gestando antes de su aparición formal, propiciaron en buena medida los niveles que alcanzó entre los sectores sociales más vulnerables.

## 4.5 Los saldos demográficos y sociales de la epidemia

Con la década de 1740 se puede decir que en San Luis Potosí se empezaba un episodio más del siglo XVIII luego de las devastadoras consecuencias demográficas y sociales ocasionadas por el matlazáhuatl de 1737. Pero en el nuevo horizonte, el ambiente económico de la época, la resaca de la epidemia y la persistencia de las desdichas sociales como el hambre, fueron aspectos muy difíciles de solventar para la "república" potosina en su afán de consolidar de nuevo un crecimiento demográfico sostenido y apuntalar en lo posible un desarrollo económico similar.

En febrero de 1742, el Obispado de Michoacán ordenó el levantamiento de otro padrón de "personas de comunión y confesión" avecindadas en la ciudad y su circuito que viene ser la traza urbana. A lo largo y ancho de las 20 calles empadronadas se contaron unas 840 casas que daban alojamiento a unas 3 417 personas sin incluir a los párvulos. Entre las calles con mayor densidad de población sobresale la de La Concepción (que hasta nuestros días es uno de los ejes importantes en el esquema urbano-comercial) con unas 83 casas habitadas por 370 personas. Número similar de unidades habitacionales tenía la calle demarcada desde la entrada al barrio del Montecillo en el oriente de la traza

<sup>69</sup> Cuenya Mateos opina que este tipo de patología de índole "biosocial" en la cual convergen la acción de organismos biológicos con ciertas condiciones sociales como hambre, insalubridad, etc., fue propio de la epidemia de *Cólera Morbus* de 1833. Cuenya Mateos, « Epidemias y mortalidad...», p. 69-70.

y que atravesaba con rumbo al oeste hasta la zanja, la principal obra hidráulica, en donde se censaron a 301 personas. <sup>70</sup>

El levantamiento del padrón eclesiástico no fue constante en su ejecución por lo cual la comparación entre la densidad demográfica se dificulta por el hecho que las delimitaciones de una calle no siempre fueron similares entre un momento y otro de esta política de naturaleza eclesiástica. En otras ocasiones, en los apartados en que fueron presentados los datos de los padrones, algunas porciones de la ciudad desaparecieron del registro y esto no significó un despoblamiento ni una recomposición de la organización urbana, sino simplemente fue el resultado de la lógica del "agente que instrumento el empadronamiento" al visitar la ciudad y asentar sus observaciones.

A las cifras del padrón estas cifras habría que agregar la población del barrio de Tequisquiapan con una 71 casas, de la Alfalfa con 41 y del Montecillo con 47, más casas dispersas de las "cuadrillas", huertas y obrajes. La suma de feligreses en este momento alcanzó la cifra de 4 380<sup>71</sup> que incluyó a las "almas" del interior de la ciudad como de las porciones periféricas mencionadas.

Un año más tarde y desde otra perspectiva estadística, el alcalde mayor en turno don Miguel Yáñez describió sustancialmente a la ciudad desde varios ángulos. La organización del espacio urbano tenía como ejes fundamentales 20 calles bien trazadas (seis de oriente a poniente y catorce de norte a sur). En este estuche habitacional desde el punto de vista demográfico, al interior de los muros de San Luis habitaban unas 1 640 familias de españoles, mestizos, coyotes, negros, mulatos e indios. En los últimos diez años, según el testimonio del alcalde, la ciudad había sido gradualmente abandonada por

<sup>&</sup>lt;sup>70</sup> A.C.M., Legajo 69-1.

muchas familias principalmente de mineros que ante la baja en las leyes de los minerales prefirieron buscar el sustento en otros lugares.<sup>72</sup>

La actividad económica preponderante era el beneficio por fundición de los metales que se extraían del Cerro de San Pedro y de otros lugares. La caja real potosina no sólo recolectaba los impuestos de los metales serranos, sino en buena medida dependía también de la plata proveniente de Mazapil, Charcas y Guadalcázar. El problema del avío en las minas de San Pedro desde los inicios del siglo XVIII contribuyó en buena medida al estancamiento de la producción.

En cuanto a las características culturales de la población, se había logrado para este entonces el predominio del castellano como idioma principal del poblado. Incluso en los suburbios, en donde indios de distintas "naciones" conservaban su filiación étnica, el habla castellano era la lengua franca aunque en muchas de estas demarcaciones no se propició la convivencia entre europeos y criollos con indios.

Por ejemplo, en el pueblo de Tequisquiapan, el vecindario estaba conformado por unas 70 familias de indios y otras 20 de distinta filiación étnica, pero ninguna familia de españoles. La actividad de sus vecinos eran el cultivo de huertas y árboles frutales, así como ofrecer su mano de obra en las tareas de construcción y en las haciendas de sacar plata.

El abasto de los materiales combustibles de las haciendas como leña, zacate y carbón provenía en parte por el trabajo de los vecinos del Barrio de San Miguel y sus 53 familias. En esta porción del poblado, se había reorganizado la circunscripción de la población de la barriada ya que de tres divisiones que anteriormente se organizaron

<sup>71 &</sup>quot;Padrón de las personas, así de comunión como de confesión vecinas de esta ciudad, sus barrios y jurisdicción...". A.C.M., Legajo 69-1.

alrededor de tres capillas (la de San Miguel, la Santísima Trinidad y San Francisco), se constituyó el tradicional barrio de San Miguelito. Muy cerca de este distrito del sur de la ciudad, estaba el de Nuestra Señora de Guadalupe apenas habitado por 28 familias de indios, mientras que al sureste, el pueblo de San Sebastián<sup>73</sup> era ocupado por 166 familias. En San Sebastián habitaban los "operarios de arquitectura", o por decirlo de otra manera, los albañiles o obreros de la construcción.

Los sombrereros y "tejedores de lo angosto" eran propios del Barrio de San Cristóbal del Montecillo en donde se contaron 38 familias "de todas naciones", mientras que al norte de la ciudad en Tlaxcalilla, el vecindario alcanzó la cifra de 107 familias y otras 65 ubicadas en el vecino barrio de Santiago.

Esta recopilación estadística corresponde a la información ofrecida por el potosino José Antonio de Villaseñor y Sánchez en su *Theatro Americano* de 1746<sup>74</sup> en su descripción de la Nueva España por encargo del Conde de Fuenclara.

Con la debida precaución que implica la comparación de cifras estadísticas de naturaleza secular y eclesiástica que dificulta nuestra evaluación de la evolución demográfica de la ciudad y sus entornos, al parecer entre 1742 y 1743 se empezó a experimentar un retroceso en el balance demográfico que un poco más tarde será evidente.

En 1747, se repitió de nuevo el levantamiento de un padrón eclesiástico siguiendo casi los mismos parámetros que se aplicaron para el de 1742, lo cual nos permite llevar a

<sup>72</sup> A.G.I., Indiferente, 107, Tomo II.

<sup>73</sup> En torno a este suburbio de la ciudad, al igual que el de Tlaxcalilla, se puede decir que tenían una característica bilingüe por la coexistencia del náhuatl con el castellano.

<sup>&</sup>lt;sup>74</sup>Joseph Antonio Villaseñor y Sánchez, *Descripción General de la Provincia de San Luis Potosí de la Nueva España y sus Villas (Teatro Americano)*, Edición Facsimilar con nota introductoria de Rafael Montejano y Aguinaga. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1996, p. 26-28.

cabo realizar una comparación de algunas calles que fueron censadas en ambos momentos. De las calles y unidades urbanas de empadronamiento resaltamos la siguiente información.

Tabla IX Padrones de San Luis Potosí, 1742 y 1747.<sup>75</sup>

Calles y/o	1742		1747	
unidades de empadronamiento	Casas	Personas	Casas	Personas
Calle de San Agustín, comienza en su cementerio y finaliza en los caños de don Alonso	40	171	43	223
Calle que nombran de El Letrado, comienza en la Plazuela de los Mazcorros y acaba en los tepetates de la Merced.	68	258	62	258
Calle de la Concepción, comienza en la Merced y finaliza en la Plazuela de los Mazcorros.	83	370	76	257
Calle que llaman de La Cruz, comienza en la Calle Cerrada que sale de la Plaza Real y acaba en los Tepetates.	75	320	71	218
Calle que nombran de El Calvario hasta el Colegio de la Compañía de Jesús.	61	277	52	230
Calle que llaman de la Compañía, comienza a espaldas del Loreto y finaliza en el Beaterio viejo.	27	122	34	120
Calle que sale de el Colegio para San Juan de Dios.	33	143	30	138
Calle que sale desde la entrada del Montecillo atraviesa la Plaza Real y remata en la Zanja.	83	301	70	319
Calle que comienza en El Apartado y acaba en La Laguna.	63	255	63	175
Calle que nombran de la Carnicería comienza en el tajo y acaba en la albarrada.	35	151	37	149
Calle que comienza en la Plazuela de San Francisco y remata en La Laguna. Calle Honda.	35	126	30	113
Calle que sale de La Laguna y acaba junto a la iglesia del Señor San Francisco.	45	212	37	165
Calle de los Portillos, de San Francisco y acaba en los portillos de San Agustín.	18	65	35	_
Circuito de la ciudad	19	76	15	66
Callejón de Salas	15	55	24	112
Callejón de la Compañía	6	21	6	17
Cera del Apartado	71	-	70	302
Barrio del Montecillo	47	217	45	230

<sup>&</sup>lt;sup>75</sup> A.C.M., Legajo 69-2.

La calle de la ciudad con la densidad más alta en su ocupación para 1747 continuaba siendo la de La Concepción, aunque en comparación con 1742, su población "de comunión" había descendido en casi 50 almas.

En el mismo tenor comparativo encontramos que en la gran mayoría de las calles entre 1742 y 1747, el número de viviendas censadas descendió al igual que las cifras de moradores. En contraste, notamos que en este lapso de cinco años discretamente se abrieron otros espacios de ocupación urbana en la forma de callejones asociados a la arquitectura religiosa en donde se pudo acomodar a población asilada y dependiente de los conventos para su manutención cotidiana. En el llamado 'circuito' de la ciudad se constató el abandono de cuatro unidades habitaciones y un balance de al menos 10 vecinos menos comparando ambos momentos.

Del barrio de La Laguna como punto de referencia general, la ciudad tenía hacia el norte una dimensión de 1 cordel y 27 varas (80 metros) y hacia el poniente, oriente y sur, se extendía unos 13 cordeles (750 metros).<sup>76</sup>

En los suburbios que anteriormente habían sido censados como el barrio de La Alfalfa, Tequisquiapan y el Montecillo también se hace evidente un retroceso demográfico eclesiástico de esta naturaleza. El barrio, por decirlo de alguna manera, suburbano de La Laguna fue la excepción, ya que según los datos del padrón se experimentó en él un aumento dinámico en la ocupación de este espacio dedicado al cultivo de hortalizas.

<sup>76</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1749.2, 9 agosto de 1749.

En otras porciones de la periferia como Tequisquiapan la evolución poblacional fue en sentido contrario ya que en 1746, en base a otros recuentos distintos a los padrones, se había registrado una población particular de 20 familias de mestizos y mulatos y 70 familias de indios<sup>77</sup>, lo cual contrasta con las 56 casas del padrón eclesiástico de un año más tarde en donde se listaron 56 viviendas y 241 personas de comunión.

En términos generales, las cifras finales para el padrón de 1747 fueron de 16 calles ocupadas al interior de la traza urbana a las que habría que sumar las demarcaciones extramuros para obtener un total de 1 054 casas ocupadas por un número similar de familias, de entre las cuales existían unas 4 541 personas de comunión. Es decir, bajo la misma metodología censal dirigida a una porción de la población total, entre 1742 y 1747, la ciudad había crecido solamente en 161 almas. Este tímido desarrollo habría que entenderse finalmente como la factura que la población y la sociedad pagaron en un mediano plazo de la epidemia de matlazáhuatl de finales de la década de 1730. Pero, las consecuencias de la epidemia no fueron de ninguna manera las únicas causas del estancamiento de la ciudad sino habría que entender la articulación de circunstancias que lo explican.

En el comportamiento demográfico reflejado en la curva de bautizos globales de la parroquia mayor, se instaló una inamovilidad que casi se extendió hasta 1750. Entre los españoles, las cifras de bautizados trazaron algo muy parecido a una línea recta entre 1740 y 1760, con unos 100 eventos por año. Por el lado de las castas e indios de la misma jurisdicción eclesiástica, el número de bautizos por año entre ambos sectores sociales fue

<sup>77</sup> Primo F. Velásquez, *Historia de San Luis Potosí. Bajo el dominio español.* San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, tomo II, 1982, p. 473-498.

muy parecido. A partir de 1749 la población indígena iniciaría un repunte significativo para separarse del patrón de la gente de sangre mezclada.

En la periferia indígena de la ciudad, la década que iniciaba fue el escenario de una lenta recuperación demográfica. En los registros del convento de San Francisco, entre 1740 y 1760, la curva de las defunciones se movió casi en sincronía con la de los matrimonios, mientras que los bautizos hasta 1750 no lograron afianzar un crecimiento. Al parecer, en los contornos del poblado, el único espacio que observó cierto dinamismo fue la población de la custodia agustina del pueblo de San Sebastián, al menos hasta 1747, ya que al año siguiente una crisis de mortalidad hizo retroceder momentáneamente el ritmo ascendente.

Para entender estas tendencias fuera de los ámbitos parroquiales no debemos perder de vista las condiciones comunitarias que imperaban en la ciudad como un todo articulado y que afectaban irremediablemente sobre la evolución de la población.

El abasto de alimentos que era un problema añejo en las preocupaciones del ayuntamiento potosino, parecía una tarea nada fácil de solucionar ya que cuando no se daban condiciones propicias para su transporte desde los centros de producción, en la ciudad no podía asegurarse la conservación adecuada de las cargas de granos que lograban ingresar a las bodegas de la ciudad.

A inicios de la década de 1740, las entradas de maíz al pócito y alhóndiga de la ciudad había sumado un poco más de unas cuatro mil fanegas, pero el principal problema era el poderlas conservar adecuadamente para el consumo humano por los elevados calores y exceso de humedad en los almacenes destinados para tal fin.<sup>78</sup>

<sup>78</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1744-1745, Libro 18, f. 19.

Entre el catálogo de los centros de producción que abastecían a San Luis de alimentos, se agregó jurisdiccionalmente al real minero de Guadalcázar, que además que quedar sujeto políticamente hablando a la alcaldía mayor potosina, se convirtió en cierta medida en un tipo de granero muy conveniente para la ciudad en muchos sentidos. Mientras que el precio de postura de maíz proveniente de este lugar se establecía en unos ocho reales por fanega, el mismo grano llegaba a venderse al público hasta en 12 reales por causa del acaparamiento que muchos comerciantes llevaron a cabo bajo la mirada complaciente de las autoridades locales. En algunos rincones de la ciudad, el único maíz disponible estaba viejo, y en ocasiones muy cerca de la descomposición. El mejor grano era guardado celosamente para aumentar las ganancias de los intermediarios.

En la precaria minería local, la falta de alimento y el encarecimiento de los materiales como el carbón de mezquite y encino, así como el zacate para alimentar a las mulas, eran aspectos que impedían cualquier resurgimiento de la actividad atrapada en el círculo vicioso del acaparamiento.

El ejemplo típico de esta práctica era cuando los intermediarios salían al encuentro de las recuas cargadas de alimento que se aproximaban a la ciudad para desviarlas a sus almacenes privados desde donde podía negociarse un precio favorable de comercialización en la alhóndiga.

La cuestión del abasto de alimentos a San Luis en las primeras cuatro décadas del siglo XVIII era una circunstancia al parecer sin solución al interior de la jurisdicción. Comerciantes y vecinos frecuentemente se quejaron de las inconveniencias de no poder contar con la suficiente estructura de cultivo de maíz y trigo. La mayoría del alimento debía ser importado de lugares fuera de la jurisdicción con lo cual los precios al consumidor subían más que en otras ciudades importantes del reino. El escaso maíz

llegaba a costar unos nueve pesos por carga, el chile y el fríjol, a 12 pesos la fanega, mientras que la harina se había estancado en un valor de 15 pesos por fanega a finales de 1740. En años no críticos, estos comestibles podían ser adquiridos a la mitad del precio.

En cuanto a los costos de los demás géneros de mercancías que se trajinaban en la ciudad, al provenir en su mayoría de los centros de distribución como la ciudad de México y Xalapa, el flete encarecía significativamente los productos.

La vida en el poblado pues dependía de un entramado de situaciones al exterior de la jurisdicción, ya que al interior de la misma, lo poco de alimento que podía cultivarse solamente era para el autoconsumo de sus productores.<sup>79</sup>

En los pueblos indios por otra parte, el sustento cotidiano en ocasiones estaba estrechamente ligado a la capacidad de sus vecinos para procurarse el maíz en distintas maneras. En los pueblos de San Sebastián, Tlaxcalilla, Santiago al igual que en los barrios de San Miguel, Tequisquiapan y de Nuestra Señora de Guadalupe, había cultivos de maguey pulquero que eran trabajados por mujeres en su totalidad. Una vez que el pulque blanco era producido<sup>80</sup>, las indias mismas lo intercambiaban por maíz, chile, chicharrones y otras cosas a lo largo de los meses de calor (de marzo a julio), ya que una vez que llegaban los fríos o llovía, las ventas del embriagante solamente era posible por medio de tlacos a un valor depreciado.<sup>81</sup> Además del pulque, en algunos pueblos indígenas de la periferia, se lograba cosechar verduras de temporada y mantener aves de corral para carne y huevos. Desde esta perspectiva, podemos entender en cierta manera el gradual desplazamiento de vecinos hacia las zonas suburbanas como el barrio de La Laguna en donde se podría lograr cierto grado de autoabastecimiento alimenticio.

<sup>&</sup>lt;sup>79</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1739, 20 de octubre de 1739.

<sup>80</sup> La ciudad y su entorno consumían entre 60 y 70 cántaros de pulque diariamente.

Esta estrategia por explotar los frutos de las tierras comunitarias de cada demarcación detonó no pocas disputas por la propiedad y uso del suelo como la ocurrida entre los naturales de Tlaxcalilla y Santiago, y éstos a su vez con los de Tequisquiapan, por no respetar los límites demarcados con mojoneras.<sup>82</sup> Tal parece que era más seguro para muchos indios asegurarse la subsistencia de esta manera que estar atenidos a las autoridades que no aseguraban las existencias de comida ni en cantidad ni en calidad mínima.

Entre 1746 y 1748, esta reconstrucción del escenario nos puede ayudar a entender mejor un repunte de la mortalidad diferencial entre la ciudad asediada por el hambre y su entorno indígena que de cierta manera podía resistir mejor el embate de las carencias alimenticias. Por estos días, abiertamente se culpó al consumo de maíz echado a perder por la presencia de enfermedades cuando buena parte del grano que se vendió en las bodegas estaba "...sumamente hediondo e incapaz de poderse comer, tan fétido y corrupto que a este accidente se atribuyen ya algunas enfermedades que se experimentan..."83

A muchas familias de españoles, castas e indios de la ciudad que habían venido a menos por la sucesión de crisis no les quedó más remedio que llevarse a la boca el poco alimento disponible a pesar de su estado casi putrefacto, ya que el maíz en mejor estado que no había sido almacenado en los silos húmedos del pócito potosino costaba unos 15 reales por fanega.<sup>84</sup> Esta circunstancia nos puede ayudar a interpretar el aumento generalizado en las defunciones registradas en la parroquia mayor en el período señalado,

<sup>81</sup> B.N.A.H., Archivo Micropelículas, Rollo No. 8, serie San Luis Potosí.

<sup>82</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1746.2, 25 de mayo de 1746.

<sup>83</sup> A.H.E.S.L.P., A.A..S.L.P., 1746, libro 22, f. 269.

<sup>84</sup>A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1747, libro 23, f. 23.

que entre los indios fue de nuevo más evidente, mientras que en el ámbito parroquial indiano de los suburbios, la crisis de mortalidad al parecer impactó más severamente en el pueblo de San Sebastián que en los de la custodia franciscana.

Una de las razones para juzgar esta diferencia la podemos encontrar justamente en las cargas tributarias que los indios llevaron a cuesta en ambos escenarios parroquiales ya que la exigüidad de alimentos era para todos pero ante la falta notable de semillas se liberó a los indios tributarios del pago de alcabala por las entradas de chile, tomate, fríjol y garbanzo que producían en sus huertas, mas no se incluyó en esta medida a los sujetos del convento agustino del pueblo de San Sebastián.<sup>85</sup> Un simple vistazo a los gruesos volúmenes de diezmos que los vecinos de San Sebastián debían pagar en la sede del Obispado de Michoacán nos puede explicar como una parte de la producción del pueblo no era del todo disfrutada localmente.

Al año siguiente, el panorama de la vida urbana en San Luis se empeoró nuevamente en un esquema climatológico bien conocido por los vecinos. Luego de períodos dolorosos de sequías que provocaron escasez de alimentos y carestías, llegaron copiosas lluvias con sus consabidas consecuencias. El 10 de septiembre de 1749 la ciudad se inundó y el nivel de las aguas estancadas deterioró severamente las paredes de la alhóndiga, las casas reales de gobierno y de la cárcel local.86

Con la tierra húmeda en muchas partes de la jurisdicción, la siguiente cosecha se vio amenazada por las heladas tempranas, por lo cual, en las sementeras de Guadalcázar, Río Verde, Armadillo, Santa María del Río y Armadillo, casi no pudo asegurarse el maíz que podría destinarse a la ciudad. Las autoridades del ayuntamiento y el mismo alcalde

<sup>85</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1748.

<sup>86</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1749, Libro 21, Actas de Cabildo, f. 145v.

mayor Luis Lasso de la Vega lanzaron providencias para que ningún grano saliera de la demarcación política sino enviarlo en su mayoría a San Luis Potosí.<sup>87</sup>

De esta suerte, a pesar de la vigilancia la ciudad continuó experimentando la cortedad prolongada y dolorosa de falta de alimentos aún en la década de 1750 ante la incapacidad en el quehacer político para mantener los niveles mínimos de sobrevivencia en buena parte de sus gobernados acosados casi permanentemente por el hambre.

Al menos entre 1750 y 1754, la ciudad vivió sumergida en un pantano de altos precios de alimentos resultado de una sequía prolongada que hizo que los vecinos mejor pidieran la intervención de la virgen de Guadalupe<sup>88</sup> tal y como lo habían hecho anteriormente en contra de las enfermedades para sacarlos de las crisis. Más valía la fe en el milagro que esperar el auxilio de las autoridades locales que no podían procurar la adquisición de comida en la jurisdicción y fuera de ella. Al poco tiempo, el mismo alcalde mayor dictó el bando correspondiente para sacar a la milagrosa imagen en procesión dos días por semana.<sup>89</sup>

Con la sequía, llegaron las enfermedades, que junto con el hambre y desanimo hicieron caer a la población en una inamovilidad larvada durante toda la década.

Mientras una porción de los vecinos se preocupaban por mantenerse a flote, las calles de la ciudad se empezaron a llenar de vagabundos mientras que las nóminas de las pocas haciendas de beneficio y alguna que otra mina se quedaron sin mano de obra.

En la periferia indígena igualmente, los problemas no se hicieron esperar y empezaron a agudizarse los conflictos por la posesión de terrenos dedicados a la siembra de maíz entre los habitantes de Tlaxcalilla y Santiago, mientras que los frailes carmelitas

<sup>87</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1746-1750.

<sup>88</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1750. Actas de Cabildo, Libro 23, f. 43

se enfrascaron en una disputa por los derechos de uso del agua con los vecinos del barrio de Montecillo. Los de Tlaxcala poco tiempo después también empezaron a disputar otras posesiones con la gente que se había asentado en zonas al norte de la ciudad, en un paraje al cual se le llamó la Congregación de los Ranchos.

La competencia por los recursos a partir de estos días empezó a invadir la vida cotidiana de la ciudad, mientras que el alcalde mayor empezó a presionar a las comunidades indígenas del perímetro urbano como Santiago, Tlaxcalilla, San Sebastián, la Santísima Trinidad, Tequisquiapan, el Montecillo y Nuestra Señora de Guadalupe, a entregar las cosechas que se obtuvieran en una extensión de 10 brazas de tierra a lo cual supuestamente estaban obligados según la Recopilación de las Leyes de Indias.<sup>90</sup>

El clima de descontento que se había cultivado durante casi diez años desde 1748, llegó a un punto peligroso cuando mucha gente del pueblo de Tlaxcalilla se armaron con garrotes, cuchillos y piedras para organizar un tumulto en contra de los rancheros, que no pudieron hacer frente a los vecinos de Santiago con los cuales sostenían un pleito más añejo e intenso.

En este ambiente de desasosiego que se paseaba por los suburbios de San Luis, el comportamiento de las estadísticas parroquiales en todas las jurisdicciones de la ciudad reflejó fielmente la dificultad del momento.

En la información contenida en los censos eclesiásticos notamos que por varios rumbos de la ciudad no se experimentó un incremento poblacional. A finales de la década de 1750, según las cifras de dos padrones para 1758 y 1759, el crecimiento fue solamente

<sup>89</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1754.2, 6 de agosto de 1754.

<sup>90</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1757.1, 9 de marzo de 1757.

<sup>91</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1758.2, 5 de julio de 1758.

de unos 101 vecinos más para el último año (1122 casas con 4697 personas y 1227 familias de las cuales sumaban 4 798 personas respectivamente).92

En ambas fechas, el empadronamiento bajo la vigilancia de don Antonio Cardoso empezó a considerar el concepto de 'familias vecinas' en las mismas 16 calles que habían servido como patrón del levantamiento de padrones anteriores.

La población de los barrios indígenas de La Laguna, Tequisquiapan, y La Alfalfa de un año para el otro no mostró cambios radicales, lo cual sí se experimentó en el Montecillo en donde la cantidad de vecinos censados aumentó de 210 a 373. Este barrio había recibido el título de Villa desde 1753 y se sumó al paisaje de los suburbios de la ciudad bajo un esquema de gobierno propio,<sup>93</sup> de aquí es de donde se puede explicar su gradual aumento demográfico que no fue compartido por otras delimitaciones del mismo tipo.

## 4.6 1760-1800. La vida entre epidemias, hambres revueltas sociales y cambios políticos

A principios de la década de 1760, la situación social de San Luis Potosí podía caracterizarse por el predominio de una atmósfera muy tensa en las relaciones sociales que de alguna manera u otra repercutió sobre el desarrollo demográfico.

Las disputas intestinas por la posesión de tierras ejidales de la ciudad entre varios protagonistas fueron uno de los aspectos que se mantuvieron latentes en distintos niveles de la cotidianidad. Los intereses mineros que se habían mantenido en un bajo nivel de participación en las querellas de este tipo, a partir de 1760 empezaron a involucrarse porque los remanentes de la actividad minera en buena medida dependían de los insumos

<sup>92</sup> A.C.M., Legajo 69-3 y 4.

<sup>93</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1753.2, 24 de octubre de 1753.

que podrían extraerse de los pueblos y barrios colindantes de la ciudad tanto en la forma de alimentos para operarios y bestias como en la de recursos combustibles. De barrios como El Montecillo, los mineros además lograron la asignación del pago anual de pesos de oro común por el señorío sobre los "ejidos de la minería". Con estrategias como esta, la minería potosina buscaba hacerse de cualquier auxilio económico en una situación de quiebra aunque no declarada, pero sí evidente para mineros y vecinos.

Sin embargo, por arriba de todas las preocupaciones, la sombra del hambre que se había enraizado profundamente entre el vecindario de la ciudad propició en los inicios de esta década una nueva ola de consecuencias que frenaría reiteradamente el crecimiento del poblado.

Por algunas partes de la ciudad, a la gente pobre no le había quedado más remedio que acostumbrarse a sobrevivir en la cortedad y restricción de alimentos, o bien consumir maíz podrido y de ínfima calidad.<sup>94</sup>

A la falta de alimentos suficientes para todos, la ciudad un poco antes se había envuelto en otra serie de calamidades con las copiosas lluvias que llegaron luego de la sequía. Estos cambios bruscos en el patrón climático en buena medida aceleraron la descomposición de los granos y de nuevo sentaron las bases para dejar a una buena parte de población vulnerable a la acción de patologías biológicas. A los pocos días de haber comenzado de la inundación, empezó la proliferación de enfermos de tabardillo, que en este caso fue una manera de llamar al mortal tifo.

El mal se manifestaba principalmente a lo largo de los meses de frío; en el caso de San Luis, la incidencia creció entre la población indígena de la parroquia mayor sin distinción de edad o sexo de octubre a diciembre de 1762.

Uno de los síntomas inequívocos del contagio del tabardillo era cuando la gente empezaba a quejarse de dolores "…en la rabadilla"<sup>95</sup>(en la parte baja de la espalda), con lo cual era suficiente para caer en cama y en muchas ocasiones para no volverse a poner en pie. Esta condición era característica de la fase pre-eruptiva de la enfermedad, en la cual los contagiados sufrieron de fuertes dolores de cabeza, vértigo, fiebre y dolores lumbares.

El contagio de la enfermedad se propiciaba cuando un apestado, como el convicto Pablo Diego, ingresaba en la cárcel, la cual se convertía en un foco de infección por lo reducido del espacio, por sus precarias condiciones higiénicas y sobre todo por la nula atención médica que se podía brindar a los enfermos. <sup>96</sup> En la historia del tifo, los presos han sido formidables portadores y diseminadores del padecimiento al igual que los escenarios de miseria, desnutrición, fatiga, hacinamiento y falta de higiene que pudieron coincidir en la ciudad de San Luis y sus arrabales.

Buena parte de la atención hospitalaria de la ciudad recaía en el hospital de San Juan de Dios, y en algunas figuras como los boticarios Alejandro de Angulo y José de Iragori que a través de sus escritos llenos de desesperación nos dejan en claro la completa impotencia para hacer frente a un contagio generalizado de lo que ellos llamaron "...peste de viruelas, tabardillo y otros accidentes..."

En los ámbitos parroquiales, el peso de la epidemia de estos días dejó estampada su huella en el acaecer demográfico cuando nuevamente la muerte se impuso a la vida en el comportamiento de las estadísticas vitales desde las perspectivas de este trabajo.

<sup>94</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1761.1, 29 de abril de 1761.

<sup>95</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1762, Libro 35.

<sup>96</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1761.2, 30 de diciembre de 1761.

En las curvas correspondientes a las defunciones totales de la parroquia mayor, la propia del Convento de San Francisco, así como en la de San Sebastián, la influencia de la epidemia fue evidente tanto en los niveles alcanzados como en la agilidad con la cual se incrementaron los entierros. En la parroquia mayor como espacio multiétnico, la peste combinada que ahora nos ocupa fue sufrida básicamente por los indios. Entre ellos se experimentó un aumento devastador en la mortalidad durante los dos primeros años de la década de 1760. Antes de la crisis, los entierros de indios se habían mantenido con promedios anuales alrededor de los 120 eventos. En 1762, en plena apogeo de la epidemia, los muertos sumaron más de 500, muriendo más indios de los que alcanzaron el agua bendita. La torre que dibujó la mortalidad en esta parroquia arrastró a la curva de bautizos. Durante los diez años siguientes las cifras de bautizados osciló bruscamente, aunque las repercusiones de la epidemia tardarían un poco más en dejarse sentir sobre el crecimiento de la base de la población. En cuanto al impacto de la epidemia sobre la población infantil, solamente durante 1762, fueron enterrados unos 347 párvulos y otros muchos cayeron al año siguiente, con lo cual se puede decir que fue una crisis de mortalidad infantil entre los indios del interior de la ciudad.

En los suburbios igualmente indígenas, la mortalidad ocasionada por la epidemia adquirió una dimensión aún más dramática en el volumen de entierros. Las cifras alcanzaron totales de 1 748 entierros en el convento de San Francisco para el año de 1762 y de 684 para 1763. Un par de años antes la cifra anual de entierros por ejemplo en el Convento de San Francisco no llegó siquiera a 50 eventos.

Desde marzo de 1762, en los registros franciscanos el ascenso de la mortalidad se debió a la viruela entre los párvulos, mientras que el tabardillo se encargó de llevar a la

<sup>&</sup>lt;sup>97</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1763-1769.

tumba a la población adulta. Solamente en el mes de julio de ese fatídico año, fallecieron unos 292 párvulos de la enfermedad.

De los pueblos periféricos como en de Santiago, salieron noticias de que las viruelas seguidas del matlazáhuatl habían ocasionado tantos estragos, que casi se había alcanzado un despoblamiento total, igualmente propiciado por un desfallecimiento nutricional de la población, las enfermedades y la falta de medicinas. En un corto lapso de tiempo, de otras partes de la custodia francisca como El Montecillo y Tequisquiapan, salieron voces para suplicar la condonación del pago del vasallaje. 98

En las actas de entierros de los registros franciscanos, quedó asentado que los llamados "parvulitos" murieron por causa del tabardillo y las viruelas, mientras que entre los adultos sin importar sexo, la causa de muerte fue predominantemente el tabardillo.

En el pueblo agustino de San Sebastián, la epidemia también fue la responsable de una mortalidad que superó a las cifras de bautizados durante los dos años críticos. Siguiendo el mismo patrón que en las otras parroquias, aunque distinta en sus proporciones demográficas, en San Sebastián la epidemia cobró fuerza desde marzo de 1762 con la viruela entre los párvulos y alcanzó su apogeo los meses de verano. A pesar del rigor de la dolencia generalizada, a los tributarios del pueblo de San Sebastián no se les perdonó retrasarse en el pago del vasallaje, aspecto del cual momentáneamente se liberó a los indios de otros suburbios. 99

Ante tal circunstancia de mortalidad generalizada, las autoridades eclesiásticas dispensaron a los entierros de los indios del pago de las obvenciones correspondientes y destinaron dos espacios emergentes para dar cristiana sepultura a los cientos de muertos

<sup>98</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1763.1, 7 de marzo de 1763.

que cayeron por doquier: la capilla de Nuestra Señora de la Salud y el camposanto del Montecillo. 100 Así durante esta peste de 1763, se bendijo el camposanto de San Cristóbal de el Montecillo que recibió los cuerpos de al menos los mulatos y españoles que sucumbieron a la enfermedad. 101

A partir de 1764, la mortalidad cayó estrepitosamente si bien por el efecto pasajero de la epidemia, como también por el desplome demográfico experimentado entre los indios de los pueblos que circundaban a la ciudad. Los quince años siguientes, en los registros de defunciones del Convento de San Francisco, como de la Parroquia de San Sebastián, la inamovilidad y lo reducido de la curva de los entierros será la característica del comportamiento de una generación abollada, de una población indígena mermada por la enfermedad que tardó todo este tiempo en volver a dar seña de dinamismo.

El censo eclesiástico de 1763 enumeró a unas 2 954 personas de confesión con las cuales se conformaban unas 775 familias a lo largo de las 16 calles que servían como patrón demográfico de la vicaría de la ciudad. En el llamado "circuito de la ciudad" y en los barrios de La Alfalfa, La Laguna, El Montecillo y Tequisquiapan, en unas 371 casas habitaban otras 1 670 gentes, con lo cual se llega a un total de 4 622. La comparación de estas cifras con el padrón levantado cuatro años antes arrojan un saldo demográfico en retroceso en el cual la población del interior de la ciudad y su circuito no crecieron en ese período, mientras que en las demarcaciones urbanas con mayor presencia indígena, el retroceso poblacional fue más agudo.

<sup>99</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1763.2, 4 de junio de 1763.

<sup>100</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1763.1,18 de febrero de 1763.

 <sup>101</sup> Julio Betancourt, . San Luis Potosí, sus plazas y calles. Notas históricas por el Licenciado Julio Betancourt, San Luis Potosí, Talleres Gráficos de la Escuela Industrial Benito Juárez, 1921, p. 257.
 102 A.C.M., Legajo 69-5.

El ambiente que prevaleció en los pueblos y barrios indios de la periferia como el de Tequisquiapan durante esos días quedó registrado en los discursos de los religiosos con los cuales estaban cotidianamente en contacto. Escuchemos el particular de fray Andrés Rafael López, lector de teología del convento franciscano de San Luis.

"...Certifico en cuanto puedo, debo y el derecho que me permite constarme de experiencia el maligno contagio que ha padecido el barrio de Tequisquiapan siendo al mismo tiempo sus habitadores consternados de la pobreza en tanto grado que aún han carecido de los precisos alimentos y de los remedios necesarios, no bastando la piedad de algunas personas para poderlos relevar de tanta miseria, razón porque a muchos de los que han fallecido en dicho barrio el año pasado por las viruelas, como en este de sesenta y tres por el tabardillo o matlazagua, se les ha dado en este convento sepultura eclesiástica de limosna sin llevarles derechos algunos como consta en el libro que esta a mi cargo en que se asientan las partidas, siendo tanta la abundancia de difuntos que ha sido necesario destinar para entierros cementerio y capillas y para que conste lo dicho y haga lo que en Derecho haya lugar, donde cuando y como convenga a pedimento de los habitadores del dicho barrio, doy la presente en el mismo Convento en quince días del mes de febrero de 1763, Rúbrica "103"

Luego del testimonio del religioso acerca del deteriorado espíritu de los habitantes del barrio, agregamos el punto de vista médico de la época:

"Certifico Yo el bachiller don José Casimiro Martínez, como médico y apoderado e igualado que soy de esta ciudad, en cuanto puedo, debo y el derecho me permite que en la pestilencial enfermedad pestilencial de viruelas y tabardillo que han padecido todos los pueblos y barrios de esta ciudad, ha experimentado también el pueblo de Tequisquiapan con grande estrago sus rigores habiendo sido el primero en que empezó el contagio de las fiebres al modo de matlazágua, por cuya causa han muerto crecido número de sus habitadores y aún esta la peste en su mismo rigor y fuerza de suerte que apenas hay vivienda entre las pobres casa de dicho barrio en que se encuentren los enfermos, con tanto desamparo por su extrema pobreza, que aún visitándoles de limosna, no tienen con que erogar el costo de los medicamentos necesarios, para cuyo reparo me he visto precisado a dárselos de limosna como es constante para ellos mismos, pero como es mucha su desnudez, desabrigo y falta de alimentos no ha sido posible liberarles la vida a todos, y por ser así la verdad, y en esta dicha ciudad público y notorio..."

<sup>103</sup> A.H.E.S.L.P, A.A.S.L.P., 1763. 1, fs. sin número.

<sup>104</sup> A.H.E.S.L.P. A.A.S.L.P., 1763. 1, fs. sin número.

Tal pareció que las condiciones higiénicas y sociales que este facultativo observó en la franja indígena que rodeaba la ciudad, fueron igualmente haciéndose comunes al interior de la traza urbana. En ambos casos no representaron el esquema más indicado para provocar un ambiente propicio para el crecimiento.<sup>105</sup>

Muchas calles de la ciudad se habían convertido en muladares en tal magnitud que la acumulación de basuras fue deformando el trazado de las calles derechas así como el transitar de los vecinos. La acumulación de tierra y desperdicio en los desagües mantuvo latente el peligro de inundación. 106 Por un lado, los vecinos de todos los rumbos de la ciudad y su entorno prestaron oídos sordos a las ordenanzas de llevar los despojos a parajes distantes del poblado, mientras empezaron a desarrollar una relación muy cercana de convivencia con algunos de las especies animales como el caballo y las mulas no exclusivamente desde la perspectiva de trabajo. En la actividad minera que luchaba por mantenerse a flote, la falta de mulas fue uno de los obstáculos que no pudo sortearse fácilmente en el esquema productivo, ya que una cosa era extraer los minerales de las bocas de las minas, aunque fueran de cortas leyes, y otra muy distinta era el poder contar con la capacidad de transportarlos a los hornos de las haciendas. En este esquema, la posesión de mulas y burros era determinante en la sobrevivencia económica. Algunos mineros locales como el vasco Juan Martín de Errazú que había ejercido el método de fundición por varios años, sintetizó la importancia de estos animales, ya que aún si el proceso como el de acortar la longitud de los fuelles optimizara la eficiencia de los

<sup>105</sup> Entre 1760 y 1765 en algunos informes concernientes para el Obispado de Michoacán, se ha establecido que en la jurisdicción de la Alcaldía Mayor de San Luis Potosí habitaban unas 55 447 personas, entre las cuales, 5 900 eran los vecinos de la ciudad de San Luis en donde la actividad minera estaba paralizada; a pesar de esto, se observaba una probable expansión demográfica. Véase Mazín, *El Gran Michoacán...*,p. xi. Sin embargo, éstas cifras no corresponden con las tendencias que aquí hemos ofrecido. 106 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1765.2, 20 de junio de 1765.

hornos, éstos no podían ser alimentados sin mulas fuertes y bien alimentadas que acarrearan los minerales.

De esta costumbre, mucha gente de la periferia e incluso de la ciudad desarrolló una actitud muy relajada en torno a la higiene personal como resultado de las condiciones de limpieza del entorno y su relación con otras especies animales.

En cuanto al caballo, en una ciudad como San Luis Potosí, la coexistencia entre personas y equinos se propició en distintos grados. Por una parte, las ordenanzas virreinales regularon la adquisición de éstos animales prohibiendo bajo un esquema de restricciones socio-raciales que todo aquel que no fuera hispano no podía ser propietario ni montar públicamente a los caballos. Sin embargo, eran animales muy comunes en el paisaje urbano y más cuando al poblado llegaban muchos viajeros, gente foránea que pasaban por el poblado por algún motivo.

Al lado de las fondas improvisadas en calles y caminos que convergían en la ciudad, se veía la convivencia entre vecinos con gente de fuera y en esta imagen los animales de transporte estaban presentes propiciándose un estrecho contacto físico. De estas condiciones y de un ambiente en el cual se había instalado la falta de higiene urbana y personal, se pudo haber derivado otras relaciones biológicas.

Entre los hábitos cotidianos de los vecinos indígenas de San Luis, se acostumbraba a que la gente se "espulgara" entre ellos. Es decir, que se sacaran piojos y pulgas al menos de la cabeza, que bien pudieron proliferar en las precarias condiciones higiénicas y por contacto con el ganado caballar. 107 Bajo estas condiciones, no es difícil deducir que la población menos favorecida de la ciudad estaba expuesta al contagio de

<sup>107</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1765.1, 22 de enero de 1765.

enfermedades como el tifo propiciado por agentes vectores como los insectos que viajaban en el pelaje de las mulas y en las ropas de los arrieros.

La salud colectiva de por sí precaria y sostenida por delgados hilos, también se pudo haber deteriorado cuando a las cuestiones biológicas se le fueron mezclando algunos vicios urbanos como el consumo generalizado de bebidas embriagantes y el tabaquismo que se había popularizado por un abierto contrabando 108, que las autoridades del ayuntamiento se mostraron impotentes de frenar.

A través de los documentos de la época, alcanzamos a percibir un cierto grado de descomposición social que se fue apoderando de las calles y los arrabales potosinos en el cual, por un lado, estaban las condiciones de deterioro de la salud física de los vecinos menos afortunados, y por otro, la inquietud y el descontento social que empezaban a acumularse peligrosamente.

Las autoridades hispanas, tanto civiles como religiosas, por lo general habían mostrado mucho recelo en contra de la capacidad de los vecinos para congregarse de manera tumultuosa.

Para impedir este tipo de reuniones buscaron ofrecer una forma de negociación ágil como la ocurrida a inicios de 1765 entre los vecinos de Tequisquiapan y Santiago por la posesión de terrenos de donde se extraía leña. 109

A lo largo del segundo semestre de 1766, las copiosas lluvias regresaron a San Luis pero no lograron enfriar los ánimos de mucha gente que por, algún motivo u otro, habían empezado a congregarse para defender sus intereses comunitarios.

<sup>108</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1765.3, 1, 9 de octubre de 1765, 1767.1, 3 de enero de 1767.

<sup>109</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1765.1, 24 de enero de 1765.

En cierta medida, la ciudad estaba acumulando tensiones sociales en lo cual algunos conflictos añejos entre las demarcaciones de los barrios solamente fueron parte del problema más general.

A partir de este año, las autoridades empezaron a desconfiar de la comunidad indígena de San Luis y a verla como un potencial actor de sublevaciones que en otras partes de la Nueva España habían empezado como muestras abiertas de resistir los cambios políticos de las llamadas reformas borbónicas.

Desde septiembre de 1766 empezó a endurecerse a nivel local la política arancelaria del tabaco que entraba a la ciudad y sobre todo, por instrucciones del Visitador general del reino, don José de Gálvez, se debía ejercer mano dura para frenar el contrabando de tabaco huasteco que estaba frenando los ingresos reales por tal concepto.<sup>110</sup>

Si tales medidas administrativas hacia la vigilancia del tabaco se hubieran aplicado con el mismo ímpetu durante los incontables episodios de cortedad de alimentos, posiblemente la ciudad de San Luis no habría resentido las consecuencias del hambre, al menos si no hubiera sido tal la incapacidad burocrática.

Por otra parte, se puso en funcionamiento nuevas reglas en la política tributaria en el ámbito comercial, así como se quiso hacer más eficiente el trabajo minero.

## 4.7 Los Tumultos

En el verano de 1767, la ciudad se vio envuelta en una serie de tumultos que trastornaron por varios días el orden del poblado en varias circunstancias. El origen de la revuelta protagonizada en buena medida por mineros de varias partes de la jurisdicción

potosina entre los que sobresale el Cerro de San Pedro, en cierta medida fue un episodio que ya se había manifestado un año antes como la ciudad de México, Puebla, Michoacán y Guanajuato.

En mayo de 1767 se dictaminó la expulsión de los jesuitas de la Nueva España, lo cual podría haber acrecentado el descontento popular en lugares como la jurisdicción de San Luis en donde los padres desempeñaban distintas tareas como el de ser empresarios terratenientes o por sus labores en el campo de la educación.

Sin embargo, habría que revisar de una manera más profunda los escenarios locales de cada sitio en donde prendió el descontento para ver las ligas de los tumultos con la salida forzada de los frailes de la Compañía de Jesús.

En el caso correspondiente a la ciudad de San Luis Potosí, esta orden religiosa cumplía una importante tarea en cuestiones de la educación ya que sus frailes se encargaban de mantener un colegio de niños varones el cual tuvo que ser clausurado en seguida de su destierro. Esta circunstancia no la podemos relacionar del todo en el marco de las condiciones que pudieron haber detonado el descontento popular. Pero la expulsión de los religiosos requirió de la presencia de los oficiales reales en la ciudad lo cual representó la oportunidad para que los operarios mineros de los reales vecinos de Cerro de San Pedro, Armadillo, Valle de San Francisco y Guadalcázar, manifestaran su descontento en torno a las otras medidas políticas con las que no comulgaban.

Al final de cuentas, las razones que llevaron a muchos mineros a manifestarse en formas de tumultos en contra de la autoridad fueron aspectos que les impactaban directamente en su vida cotidiana como el precio y disponibilidad del tabaco, así como los impuestos sobre los insumos usados en la minería (las alcabalas) y entre otras cosas

<sup>110</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1766.3, 17 y 18 de septiembre de 1766.

adicionales, como la licencia de llevar armas. Pero sobre todas las cosas, el rumbo que tomaron los tumultos de 1767 en la ciudad fue una acumulación de resentimiento en contra de sus autoridades.

Los problemas empezaron en el Cerro de San Pedro, cuando en el mes de mayo se publicaron los primeros bandos acerca de la prohibición para portar armas y el recogimiento de los vagos.

Los tumultos de los llamados "serranos" prendieron en la ciudad de San Luis y en algunos de sus barrios como San Sebastián, el Montecillo y Tequisquiapan a lo largo del mes y medio siguiente.<sup>111</sup>

En seguida del desorden sembrado por los amotinamientos, en la ciudad se respiró un ambiente muy tenso con la llegada del visitador Gálvez que se encargó de reprimir y aplicar un castigo que no sería olvidado fácilmente por los alborotadores arrestados.

Con el apoyo logístico de un ejército mixto compuesto por tropa veterana de Dragones, de caballería proveniente de Querétaro, de flecheros de Santa María del Río, así como un par de compañías de fusileros y granaderos pardos, 112 el enviado virreinal se aseguró de enjuiciar y aplicar la pena de muerte a todos los involucrados en la revuelta. Pero sobre todo, el aparato de represión montado por Gálvez hizo lo justo y necesario para que las maneras de cumplir las sentencias quedaran gravadas en la mente de los vecinos y posiblemente así desalentar futuras insurrecciones.

Los cabecillas que eran asimismo gobernadores, regidores y escribanos de pueblos indios, fueron ejecutados en la horca que se instaló en la plaza principal de la ciudad. Posteriormente sus cuerpos fueron decapitados y los cadáveres de algunos sediciosos

<sup>111</sup> José de Gálvez, Informes sobre las rebeliones populares de 1767. México, UNAM, 1990, p. 35-40.

<sup>112</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1768, f.48.

fueron tironeado de las cuatro extremidades por caballos para despedazar por completo el cuerpo. A los escribanos se les castigó con la amputación de las manos.

En el caso de los decapitados, las cabezas de los sublevados fueron clavadas en picotas y permanecieron expuestas en los lugares en donde vivían. Sus casas fueron derribadas y por las cuatro esquinas de las mismas se roció sal para que nada volviera a nacer ahí.

Otra parte de la sentencia fue dirigida hacia los familiares que recibieron la orden de destierro en diferentes grados. Solamente para los implicados provenientes de Santiago y Tlaxcalilla, se tomó la decisión de delegar los juicios y castigos a las autoridades locales de los pueblos.

El mensaje hacia la comunidad indígena fue muy claro y directo. El gobierno no permitiría otro alzamiento popular y reafirmó la ordenanza inflexiva de que los indios no debían portar arcos y flechas, ni armas de fuego y blancas, así como no debían llevar traje de español ni usar el cabello largo so pena de muerte.

Si en estas alturas del siglo XVIII se había relajado el sistema de castas, las medidas tomadas por Gálvez fueron para indios y gente de sangre mezclada no olvidaran del todo su lugar social.<sup>113</sup>

En otro nivel de los castigos, la vida cotidiana en los pueblos y comunidades indígenas de San Luis ya no fue la misma después de estas fechas ya que los indios fueron

<sup>113</sup> David Frye, « The Native Peoples of Northeastern Mexico » Richard Adams y Murdo MacLeod, eds. The Cambridge History of The Native Peoples of the Americas, Vol. II, Parte 2, Mesoamerica, Cambridge, Cambridge University Press, 2000, p. 124.

perdiendo gradualmente argumentos administrativos para impedir que los españoles se avecindaran en sus pueblos y congregaciones.<sup>114</sup>

Pero aún para algunos españoles, los tumultos no significaron más que la ruina, al perder la integridad de sus patrimonios por el destierro forzado como le ocurrió a la hispana María Manuela López quién se quedó desamparada con 11 hijos por el embargo de sus bienes.<sup>115</sup>

El paso de Gálvez por la ciudad no se limitó a la persecución de los amotinados, sino también a girar instrucciones en torno al nuevo orden borbónico del cual él mismo había sido parte fundamental en su concepción e instrumentación.

Las repercusiones de los tumultos sobre la población en una manera más íntima no solo podemos apreciarlas en los testimonios de los protagonistas que generaron los discursos punitivos o que intentaron organizar la vida cotidiana antes y después de las revueltas. Un acercamiento más profundo a lo vivido en la ciudad a lo largo de los días de tensión también se puede recrear hojeando los libros parroquiales en donde queda registrado tanto lo ritual de lo habitual como lo excepcional de lo inusual.

Al parecer, siguiendo la información concerniente a los entierros, los tumultos involucraron mayoritariamente a gente que estaba bajo la jurisdicción de la parroquia mayor. En los libros de defunciones del convento franciscano, entre los indios muertos a ninguno se le relacionó directamente con los procesos de ejecución que se han

<sup>114</sup> Y.U.L.M.A., Ms. Gr. 307, Vol. 60. "Libro de acuerdos del Ilustre Cabildo de esta muy noble y leal ciudad de San Luis Potosí para este año de 1767. Enero 1- Noviembre 28, 1767".

<sup>115</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1768.2, 9 de noviembre de 1768.

mencionado anteriormente. En San Sebastián, en octubre de 1767 se registró el único caso de un indio de los llamados "ajusticiados". 116

En contraste, en los libros de la parroquia mayor a partir de agosto del convulsionado año, aparecen los registros de los ejecutados por las sentencias dictadas. En el caso de los indios, entre los ajusticiados había un aspecto socio-demográfico en común: casi todos de 30 ejecutados entre agosto y octubre eran casados. 117 Este aspecto fue similar entre las castas, solamente que en menor dimensión ya que fueron once (seis mestizos, dos coyotes, un lobo, un mulato y otro morisco) los que enfrentaron el patíbulo por la sentencia de la Real Justicia. 118

Algunos autores, como Montejano, han afirmado que más del 10% de la población masculina de San Luis o sea unos 324 hombres, fueron ahorcados, desterrados y encarcelados entre los días de los tumultos y 1770, pero sin especificar su diferenciación socio-racial.<sup>119</sup>

Lo que sí podemos argumentar con evidencia es que en el caso de los españoles de la ciudad, los libros parroquiales de entierros solamente nos ofrecen un hermético silencio en torno a la posible participación de los hispanos en la revuelta. En ninguna acta de defunción se dejó información acerca de si entre los fallecimientos existieron relaciones directas con los trágicos eventos y sentencias posteriores. Sin embargo, el hecho de que desde esta perspectiva no nos sea posible constatar la participación española en la muchedumbre de los amotinados, repetidamente identificada como "la plebe"

<sup>116</sup> A.P.P.S.S., Libro de Defunciones, 1759-1788.

<sup>117</sup> A.P.P.M.S.L.P., Libros de defunciones de Indios, 1758-1769.

<sup>118</sup> A.P.P.M.S.L.P., Libro de Defunciones de Castas, 1741-1767.

<sup>119</sup> Rafael Montejano, La minería en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado, 1994, p. 37.

serrana y de la ciudad, no significa la exclusión total de la población de origen español en el clima de descontento generalizado que se vivió en la ciudad y su región.

En los registros de casamientos de españoles correspondientes al difícil año, los europeos de la ciudad prefirieron abstenerse a contraer nupcias no sabemos si por razones de protesta en contra de las medidas políticas que como avalancha se volcaron en el poblado, o bien por la atmósfera de intranquilidad que se respiraba en esos días. Lo cierto fue que "...con la inquietud de las sublevaciones acaecidas en esta ciudad y castigos no hubo casamiento alguno de españoles en junio, julio, agosto y septiembre [de 1767]". 120 En cambio, entre indios y castas, no se observó alteración alguna en el ritmo de la nupcialidad.

A lo largo de su estancia en San Luis, Gálvez dejó sentir su presencia en muchos aspectos de la vida diaria. Su poderosa influencia en la vida política del reino y las formas en las que restauró el orden transgredido momentáneamente por los tumultos no fueron fácilmente pasadas por alto por los vecinos de la ciudad.

El Visitador así mismo se encargó de llevar a cabo una revisión de la minería local y de las condiciones de trabajo que la habían estancado. 121 En base a un intercambio de opiniones con los empresarios mineros sugirió una reorganización del trabajo que en ciertos puntos trascendió los límites de la actividad productiva. La nueva política diseñada por el visitador partía de su concepción de que las minas encerraban una enorme

<sup>120</sup> A.P.P.M.S.L.P. Libro de Casamientos de Españoles, 1705-1771, f.307v.

<sup>121</sup> Según los ingresos de la Caja Real de San Luis Potosí, las entradas de circulante bajo el concepto de minería durante la década de 1760 a 1769 habían representado el 72 % de la recaudación total de esta caja jurisdiccional, luego que en entre 1750 y 1759 habían alcanzado el 79 % de las entradas. De 1770 en adelante, en las cifras recaudadas por la Real Caja, el peso de la minería observaría un decremento más evidente llegando hasta un nivel del 46 %, mientras que en contraste se fue haciendo más notorio los impuestos gravados al monopolio y a las bebidas. Ver Herbert S. Klein, « La Ecomonía de la Nueva España, 1680-1809: Un Análisis a partir de las Cajas Reales ». *Historia Mexicana*, Vol. 34, (No. 4, abriljunio 1985), p. 561-611.

riqueza, la cual era ocultada por la desfachatez e insolencia de los trabajadores que solamente extraían una pequeña porción de metales para el dueño y se guardaban las mejores vetas para ellos. Ante tales circunstancias ordenó las medidas que a continuación condensamos, las cuales se convirtieron durante la época en el evangelio social y laboral de José de Gálvez:

- 1° Que los trabajadores acomodados en las minas, deban laborar de seis de la mañana a seis de la tarde, y si el "pueble" (o jornal) era nocturno, lo harían de seis de la tarde a seis de la mañana, y con esto entregar al minero sus tareas bien hechas y limpias. "Los barreteros y los tenateros, la pueden sacar afuera cabales y bien acondicionada [la tarea]; y al tenatero o barretero que no la ajustase, no se le raye la dicha tarea, hasta que la ajuste." <sup>122</sup>
- 2° El partido de los trabajadores debían venderlo en los terrenos mismos de la mina, a los rescatadores y no llevarlo a sus casas en donde lo podían mezclar con metales de inferior calidad, ya que los operarios eran expertos en reconocer las vetas de metales ricos.
- 3° Los trabajadores no podían fundir los metales en ninguna de las haciendas ya que ésta era tarea exclusiva de los rescatadores para no perder la cuenta de lo "rescatado" y fundido.
- 4° No se debía esconder los metales en las casas de los trabajadores ni en las haciendas.
- 5° Un peón de minas no podía denunciar minas por despobladas, ni perjudicar mina alguna.

<sup>122</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1767.2.

- 6° Los peones debían vivir dentro del Cerro de San Pedro o bien dentro del real de minas en el cual estaban las minas, para su beneficio óptimo.
  - 7° Los trabajadores estaban en todo tiempo sujetos a los amos de las minas.
- 8° Todo forastero que llegaba al Real de Minas disponía de tres días para encontrar ocupación en el beneficio o laboreo, so pena de ser aprehendido.
- 9° Que los dueños de minas y sus administradores pudieran arrestar a todo aquel que vendiese bebidas prohibidas. Su autoridad podía incluir además la confiscación de otras mercancías prohibidas.
- 10° Que ningún vecino les prestase ni comprase a los peones de las minas so pena de perder lo otorgado.
- 11° Que en las minas donde se trabajaba a partido, los mineros tuviesen cuidado de que los peones sacasen del terreno, el tepetate y la laja para sus estafas.
- 12° Que los mayordomos y administradores no comprasen a los operarios de otros lados greta, cenizas, cendrada ni plomos, así como hierros y hornillos. Igualmente se prohibió que los muleros desviaran la fuerza de sus recuas.
  - 13° Se debía vigilar el robo de los minerales y avío destinado al beneficio.
- 14° Que en el comercio del carbón destinado para la fundición, los sacos debían tener una vara y media de alto y una de ancho.
- 15° Si todas estas condiciones se cumplían, el enérgico visitador les prometía la excepción del pago anual de tributo a todo aquel que laborara las minas, mientras que a los abastecedores de materiales como carbón, greta y otros insumos, la dispensa del pago de alcabala.

En síntesis, todo debía funcionar articuladamente en torno a un resurgimiento de la producción inmediata y eficaz de plata.

Lo que el visitador Gálvez no pudo hacer frente ni dejar solucionado fue el desabastecimiento de alimentos de la ciudad en cuyo comercio decaído se reflejó por mucho tiempo las dificultades que acababa de experimentar.

Los tumultos dejaron una estela de depresión económica en varios sentidos y actividades económicas. Los negocios dedicados a la venta de ropa, tendajones, pulperías, panaderías y tiendas de textiles que eran la base del comercio de la ciudad antes de la revuelta estaban compuestos por unas 300 personas. Después de los tumultos, solamente la mitad siguió trabajando ya que las demás prefirieron abandonar la ciudad por las condiciones de inestabilidad.

Ante las nuevas restricciones de orden social que restringían la vestimenta de los indios, hasta la asignación de nuevas cargas tributarias, los comerciantes se dieron cuenta que su actividad económica estaría muy limitada.

Al parecer, la pobreza se fue apoderando de muchas partes de la ciudad y a la par fue creciendo el número de gente sin abrigo y enferma.<sup>123</sup>

Para muchos comerciantes y mineros locales, San Luis necesitaba un paquete urgente de medidas económicas para reactivar el comercio, revivir en lo posible la minería y de esta manera frenar el despoblamiento. Entre las medidas para lograr estas tareas estaba el otorgamiento de un préstamo urgente, similar al que el rey facilitó en 1690 para el rescate de la minería, la implementación de un gravamen extraordinario a la venta de mezcal y fomentar la minería a través de avíos provenientes de la Real Caja como un reconocimiento a la cantidad de plata que las minas del Cerro de San Pedro habían ofrecido al real haber en años pasados y mejores.

<sup>123</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1763-1769, f.92.

Pero al parecer ni la Corona ni empresarios particulares parecieron depositar en el corto plazo capital alguno para el rescate de una población, sociedad y economía recién sacudidos por el descontento y el gasto extraordinario de recursos que representaron los días de estancia del visitador y su parafernalia administrativa y militar.

En términos poblacionales, el decenio de 1760 a 1770 se puede decir que fue caracterizado por un estancamiento generalizado. Tomando como índice la incidencia de los bautizos de la parroquia mayor, la inestabilidad social que predominó a lo largo del período bien pudo haber sido la principal causa de esta depresión que frenó la evolución poblacional de la ciudad y sus alrededores. En jurisdicciones parroquiales netamente indígenas como el Curato de Tlaxcalilla, la tendencia fue similar.

## 4.8 Una breve tregua en el camino

Durante la primera mitad de la década de 1770, la ciudad buscaba establecer la regularidad y homogeneidad en la aplicación de las medidas administrativas para aumentar las imposiciones tributarias y al mismo tiempo estimular actividades económicas alternativas a la minería.

Pero el panorama no era muy alentador ya que entre los vecinos asolados por una carencia de alimentos provocada por una sequía, se generalizó la "ociosidad" o mejor dicho el desempleo, a pesar de los exhortos del ayuntamiento para poner en funcionamiento obrajes textiles en los que se ocupara la mano de obra desocupada que deambulaba por la ciudad.<sup>124</sup>

En el plano demográfico, podemos establecer que entre 1770 y 1779, la población empezó a dar muestras de recuperación con el comportamiento de los bautizos y

matrimonios. En el caso de la parroquia mayor, las cifras de bautizos de gente de sangre mezclada se volvieron a colocar por encima de la concerniente a los indios, luego de que en los últimos 30 años habían perdido esta característica de primacía numérica. Justamente, a partir de 1767 y el par de años siguientes, se puede señalar como el momento en el cual la población indígena de la parroquia declinó y las castas empezaron a representar la mayoría hasta 1780.

En la población de la parroquia igualmente dejó de observarse condiciones que pudieron elevar la mortalidad. Con excepción de la mortalidad provocada durante los tumultos, la curva de los entierros para españoles, castas e indios a partir 1769 dibujó una meseta sin sobresaltos a lo largo de los diez años siguientes.

Este período de calma relativa también se hizo presente en los bautizos de indios de la jurisdicción franciscana de la periferia de la ciudad, mientras que en San Sebastián la curva no fue del todo uniforme entre los indios. En este pueblo, desde 1763 se abrieron libros parroquiales adicionales a los de indios para registrar a castas e incluso entre 1772 y 1773 se registraron algunos bautizos de niños españoles en una demarcación que se había mantenido exclusivamente de indios. En 1774, en San Luis Potosí los residentes españoles sumaban unas 200 familias<sup>125</sup> y no necesariamente la totalidad de ellas habitaban al interior del perímetro de la ciudad.

Esto nos lleva a deducir que a partir del último tercio del siglo XVIII, el aumento de la población de sangre mezclada fue ejerciendo presión sobre las zonas residenciales de los indios.

<sup>124</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P. 1774, f. 18v.

<sup>125</sup> B.N.E., Ms. 4532, f. 9v.

Durante estos años de calma en los que la población de San Luis no fue asolada por el embate de enfermedades violentas en los testimonios de las autoridades y facultativos médicos de la ciudad desaparecieron momentáneamente las noticias acerca de males colectivos. A lo largo de la década de 1770 y 1779, solamente aparecieron referencias aisladas de algunos padecimientos individuales como el supuesto "morbo gálico" que afectó al reo Antonio de Utugai y que fue diagnosticado finalmente como "gonorrea virulenta" o en torno de los leprosos pobres de Tlaxcalilla. De igual manera se registraron casos aislados de mortalidad materna. 127

Las autoridades por su parte empezaron a procurar que la ciudad se conservara limpia de las basuras provenientes de las casas y se dictaron ordenanzas para no favorecer la proliferación de muladares en calles y plazas. Todas las inmundicias debían ser sacadas del poblado por un carretón que rondaba por San Luis.<sup>128</sup>

Por el lado de la administración religiosa la década de 1770 y su relativa pasividad en cuanto a la muerte colectiva, proporcionó un respiro para reorganizar la política parroquial en torno a los entierros así como el papel de los párrocos ante los distintos escenarios que podía adoptar la muerte en una ciudad como San Luis.

En primera instancia, los curas beneficiados debían acudir al llamado de los moribundos sin importar si se podían o no cubrir económicamente los derechos por la administración de los santos sacramentos. Los costos de los entierros de españoles, mestizos y negros que incluía una vigilia y una misa cantada eran de ocho pesos para los adultos y en el caso de párvulos de seis pesos con cruz alta y cuatro con cruz baja. En el

<sup>126</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1777.4, 11 de octubre de 1777.

<sup>127</sup> A.H.E.S.L.P., A.M., S.L.P., 1778.1, 2 de abril de 1778.

<sup>128</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1778.2, 14 de diciembre de 1778.

caso de los indios, el costo variaba dependiendo si los curas podían ejercer los derechos de sepultura en los pueblos de los naturales.<sup>129</sup>

Estas medidas apenas se habían proclamado cuando debieron ponerse en aplicación ya que luego de la calma relativa, la ciudad recibió un nuevo embate epidémico, cuando la viruela llegó a San Luis en los albores de 1780.

Por febrero de este año, en todos los registros parroquiales empezaron a aparecer las defunciones asociadas a esta enfermedad que en el viejo mundo atacaba básicamente a la población infantil, aspecto que fue diferente en el continente americano en donde se convirtió desde la época del primer contacto en un arma de naturaleza bacteriológica de enorme poder sobre la población nativa. En un ámbito de heterogeneidad étnica como se representó en la parroquia mayor, la viruela es muy difícil de identificar ya que se omitieron los datos acerca de la causa de las muertes, pero un aumento en la mortalidad de párvulos españoles durante el mes de marzo de 1780 nos lleva a suponer que en San Luis Potosí la población infantil hispana resintió el impacto de la enfermedad. Durante ese mismo marzo y el abril siguiente, un tercio de los fallecidos mensuales entre las castas fue de párvulos y niños. Sin embargo, y al igual que en crisis anteriores, los principales afectados de los efectos de la epidemia fueron los indios a lo largo de un período más amplio. Desde febrero de 1780, el aumento notable en la mortalidad de niños y adultos avisó de la llegada implacable de las viruelas a una ciudad invadida por el lodo y los aromas que despedían los caños de las casas, los trapiches y las tenerías. Los vecinos debían caminar por las calles sorteando los arroyos de inmundicias de origen animal que se mezclaban con las escorias desechadas de las haciendas de beneficio. 130

<sup>&</sup>lt;sup>129</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1772-1777.

<sup>130</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1780.1, 22 de mayo de 1780.

La epidemia entre los indios asignados a la parroquia mayor se agudizó en marzo y el mes siguiente de este año en el cual fallecieron 232 párvulos indios y 308 adultos. La viruela contribuyó de manera substancial para que entre los indios se diera un saldo negativo en el balance demográfico en 1780 (540 entierros y 341 bautizos).

Al exterior de los muros de la ciudad, el contagio de viruela tendió su enorme sombra de muerte sobre grandes y chicos. Los indios administrados religiosamente por los frailes franciscanos recibieron el primer embate igualmente en febrero de 1780 y al menos hasta mayo, la dolencia se apoderó de la vida de casi todos los que fueron enterrados en ese lapso.

En el pueblo de San Sebastián, el azote pestilencial siguió el mismo patrón periódico. La mortalidad total durante este año en el pueblo (191 adultos y 195 párvulos) se impuso nuevamente sobre la cifra de bautizados al igual que había sucedido durantes las crisis epidémicas de 1737, 1748, 1763 que fueron causadas por patologías biológicas.

La viruela no sólo fue la causa de la mortalidad asociada por el contagio, sino que indirectamente también se le pudo atribuir el fallecimiento de alguna que otra de las mujeres que murieron "de parto". Este mal conlleva irremediablemente el aborto entre las contagiadas y en pleno ataque epidémico también era capaz de llevar a la tumba a madres y criaturas que no pudieron recibir la atención obstetricia brindada por las parteras indias que habían sucumbido ante la enfermedad. A lo largo de esos días, la aparición en los pueblos indios de otras enfermedades como el temible "vomito prieto" pasó a un plano secundario ante la presencia abrumadora de la gran lepra.

En junio, la enfermedad cesó por todos lados y prácticamente desapareció del catálogo de las defunciones entre los indios suburbanos. En los dos años siguientes, en el repertorio de las causas de mortalidad se instaló el dolor, el tabardillo, los vómitos, las

calenturas e incluso "la enfermedad del piojo". Este último padecimiento nos sirve de puente para recrear las míseras condiciones de higiene y el hacinamiento reinante en los arrabales potosinos.

Pero los problemas de orden biológico no eran los únicos que padecía la población de ciudad y la periferia deteniendo la tendencia a un crecimiento después del estancamiento de finales de la década de 1770.

En el ambiente comercial de San Luis, el dinero constante y sonante cada vez se había convertido en un recurso cada vez más escaso. A pesar de la cortedad de efectivo, en las pulperías y tiendas que empezaron a proliferar en la ciudad, las transacciones empezaron a fundamentarse en base a la expedición de "tlacos".

A finales del decenio de 1770, en San Luis Potosí empezaron a desarrollarse con mucho impulso las actividades comerciales alrededor de pequeños negocios que se establecieron en muchas ocasiones sin las provisiones debidas.

Muchos de los antiguos inversionistas mineros gradualmente fueron cayendo en cuenta que el beneficio de plata se había convertido en una empresa en la cual era poco factible de que alcanzara los niveles de producción del pasado. Entre los últimos intentos que se le dedicó a la resurrección de la minería potosina encontramos la propuesta del minero vasco Juan Martín de Errazú para sustituir la fuerza motriz de las mulas con una maquinaria de su invención que aprovechaba al máximo los hornos de fundición existentes.<sup>131</sup>

Desde 1777, la crisis de la minería novohispana había alcanzado un nivel crítico por el alza del precio del azogue con el cual se beneficiaba la plata zacatecana y de Guanajuato. San Luis Potosí, al no depender directamente del abasto de mercurio para

sus minas, también fue arrastrado en la inercia de una escalada en los precios de los insumos mineros. La fundición de la plata potosina de esta suerte fue afectada por el clima generalizado de carestía de víveres, ropa, fierros, acero, sal, greta y plomo que fue detonado por el alza de la cotización del escaso azogue que llegaba a los puertos del reino.<sup>132</sup>

En muchos comercios de la ciudad que habían estado vinculados con la actividad minera, el decaimiento económico se hizo por demás patente ya que con la cortedad de dinero circulante empezó la proliferación a veces descontrolada de los vales que expedían los comerciantes y que no siempre estaban respaldados con las correspondientes fianzas.

Cada dueño de pulpería, según su capacidad financiera y el respaldo de su fiador, "sellaba" un número determinado de tlacos con un distintivo personalizado. Entre los pulperos potosinos con la mayor cifra de estos vales estaban españoles como Juan Antonio Costa y José Joaquín Jiménez, cada uno con un millar de cédulas de valor que no podían competir con los 10 000 títulos que hizo circular José Román Jiménez ni los 5 000 de los hermanos José María y Juan de los Ríos. En contraste, el resto de la veintena de comerciantes que intentaban mantenerse a flote en la ciudad estaban en una situación de desventaja en la competencia mercantil ya que sus tlacos eran respaldados con capitales muy cortos y volátiles que podían desaparecer del mercadeo a menor escala.

La desconfianza del público consumidor hacia los pulperos menos favorecidos estaba bien fundamentada ya que frecuentemente después del cierre de una tienda por una

<sup>131</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1778.2, 30 de octubre de 1778.

<sup>132</sup> B.N.A.H., Colección de Micropelículas, Serie San Luis Potosí, Rollo No. 6.

quiebra declarada, los tlacos de la misma no fueron recogidos y se convirtieron en medios de intercambio sin ningún valor. 133

Esta condición de empobrecimiento de la ciudad que observamos a través de algunos síntomas en el pequeño comercio<sup>134</sup>, se fue extendiendo prontamente en los pueblos y barrios de la periferia, en donde los indios procuraban en lo posible no depender del comercio de la ciudad para su alimentación y satisfacción de otras necesidades.

Cada congregación indígena de San Luis tenía la capacidad de procurarse recursos alimenticios y monetarios para el sustento cotidiano. A través de la llamada "milpa de comunidad" se aseguraba parcialmente la comida necesaria, mientras que las arcas comunitarias podían recibir ingresos por el arrendamiento de las tierras de cada parcialidad.

Por ejemplo, a inicios de 1780, en los barrios de Santiago y de Nuestra Señora de Guadalupe se cosecharon aproximadamente unas 25 fanegas de maíz en cada uno. 135 Desde este entonces, el nivel del agua del río Santiago no alcanzaba a regar los plantíos del barrio del mismo nombre, ni el de sus vecinos (Tlaxcalilla y la Congregación de los Ranchos) ya que sólo era río cuando llovía en la sierra y la mayor parte del año sus aguas eran reclamadas por el conde del Peñasco. 136

<sup>133</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1749-1795.

<sup>134</sup> Morin, Michoacán en la Nueva..., p. 164.

<sup>135</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1782.1, 25 de febrero de 1782.

<sup>136</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1781.2, 23 de mayo de 1781.

En este punto es conveniente resaltar que Francisco de Mora y Luna, propietario de la hacienda del Peñasco, había desarrollado una actitud muy agresiva de apropiación de tierras respaldado por sus méritos personales. En 1768, se le había otorgado el título nobiliario por sus servicios para aplacar la rebelión de los mineros de Armadillo y San Luis Potosí. Otra hazaña reconocida fue la ayuda que le brindó al Capitán Escandón en la colonización del Nuevo Santander. Ver Jan Bazant, *Cinco haciendas mexicanas : tres siglos de vida rural en San Luis Potosí, 1600-1910*. México, Colegio de México, 1995 [1974], p. 106.

Ante esta circunstancia, en Tlaxcalilla los vecinos no le apostaban todo a la milpa comunitaria ya que seguían extrayendo del maguey no solamente aguamiel. De esta planta además del preciado pulque, en años difíciles de esterilidad de los campos y carestía del maíz, se extrajo un equivalente de masa de nixtamal para las tortillas moliendo la cabeza del maguey. Igualmente, de las fibras correosas de la planta se lograron tejer cuerdas para los aperos de las mulas.<sup>137</sup>

Depender enteramente de la alhóndiga de la ciudad para los alimentos era muy arriesgado ya que repetidamente se obtenían más perjuicios que beneficios. Entre las remesas que entraban regularmente a los depósitos de la ciudad al igual que en años anteriores, se llegó a adquirir maíz en estado de descomposición con el cual se podía contaminar el almacenado. 138

Una vez más en la ciudad empezaron a presentarse las condiciones críticas en la alimentación de los vecinos pobres de San Luis como preámbulo a la llegada de padecimientos de naturaleza biológica que fue lo común en muchos poblados de la Nueva España a mediados de la década de 1780.

## 4.9 El hambre y la enfermedad

Por 1785, el estado de salud de buena parte de la población potosina desde la perspectiva nutricional se vio amenazada por una cortedad de alimentos que fue la característica reinante en lo que se ha llamado "el año del hambre". La ciudad de San Luis Potosí empezó a recibir noticias provenientes de distintos rincones de su jurisdicción

De estas incursiones, Mora y Luna bien pudo haber desarrollado una actitud muy peculiar en la denuncia de los recursos acuíferos y de esta manera, aprendió muy bien a "llevar agua a su molino".

<sup>137</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1783.1, 8 de febrero de 1783.

<sup>138</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1783.1, 14 de mayo de 1783.

en las que se delataba una aguda carencia de maíz como consecuencia de la sequía de 1784.<sup>139</sup>

En breve lapso de tiempo, tanto el maíz bueno y como corrupto desapareció casi por completo de los almacenes de la ciudad y el hambre empezó a apretar entre los vecinos. Para empeorar las cosas, mucha gente empezó a sentir en carne propia el flagelo de un padecimiento al cual llamaron "la peste" que no era más que el embate epidémico de otra enfermedad de naturaleza eruptiva: el sarampión.

En el ambiente de los pueblos indios, en el invierno de 1784, el sarampión empezó a cobrar la vida de niños y durante los meses de enero, febrero y marzo de 1785, la mortalidad que se registró exclusivamente en Tlaxcalilla fue de párvulos indios en una apabullante mayoría. En los otros sectores satélites, la enfermedad había sido identificada un mes antes y observó el mismo patrón de contagio entre la población infantil a la que diezmó. A la par que el sarampión se propagaba entre los infantes, el "dolor de costado" en una buena proporción llevó a la tumba a los indios adultos según los registros levantados por los frailes franciscanos. Esta sintomatología es propia de las complicaciones del sarampión en adultos ya que frecuentemente el padecimiento derivaba en bronco-neumonías por los enfriamientos.

Durante el invierno de 1785 a 1786, en la parroquia mayor, creció la mortalidad de indios y castas justamente a lo largo de los meses fríos de la ciudad, mientras que en los otros ámbitos indígenas de la ciudad, la enfermedad se concentró entre septiembre y noviembre de 1785.

<sup>139</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1785.2, 5 de octubre de 1785.

Al año siguiente, el tabardillo empezó a aparecer en las causas de muerte nuevamente entre gente adulta e infantes a quienes no dejó de atormentar hasta inicios de 1788.

A través de algunos testimonios de índole judicial podemos penetrar en el mundo de las familias potosinas y dar cuenta de su lucha cotidiana en contra del hambre o el desamparo y observar como la muerte se alojaba entre ellos por largas temporadas durantes las crisis.

Alejandro Alfaro era un indio dedicado al trabajo minero vecino del Rancho de Pedro Gómez, localizado entre el Cerro de San Pedro y San Luis Potosí. Para procurar el sustento de su familia, Alfaro se trasladaba a otros centros mineros como Zacatecas y Real de Catorce mientras que su mujer se quedaba a cuidar los hijos y sus pocos animales. Buena parte del alimento cotidiano de toda la prole se basaba en la leche materna sin importar que debía alcanzar para cinco bocas.

Con la proliferación del hambre y las enfermedades como el sarampión, la familia se vio en la necesidad de empezar a enterrar a sus vástagos con el correspondiente costo emocional y económico. El cura del Cerro de San Pedro, Jerónimo José Álvarez de Osorno, cobraba 21 pesos por cada entierro oficiado por lo que de esta manera, la familia empezó a endeudarse con él cuando los primeros dos hijos fallecieron. Al poco tiempo, la cuenta creció con la partida de la tercera criatura y quince días más tarde, el cuarto hermano murió por haber tomado la leche "apesadumbrada" de su madre. Naturalmente, los años de cortedad de alimentos, la presencia de enfermedades contagiosas y la incertidumbre laboral empezaron a reflejarse en la salud y fortaleza de la madre que consecuentemente repercutió también en la sobrevivencia de la progenie. El último niño

de la familia no tardó en fallecer también y sus padres para ahorrarse un pago adicional al párroco prefirieron enterrarlo en San Luis. Pero los problemas no terminaron ahí.

El cura serrano emprendió una acusación en contra de Alfaro porque supuestamente no le pagó ninguno de los cinco entierros a pesar de que el último no se realizó en su jurisdicción parroquial. Bajo amenazas de embargar la casa familiar, los animales y su cosecha, confeccionó un proceso de orden criminal en contra de Alfaro y llevó a la cárcel a todo aquel que auxilió al indio en la "usurpación de los derechos parroquiales". 140

Por el contrario, la reconstrucción del impacto de la crisis alimenticia y la epidemia en otros rumbos de la ciudad y sus alrededores es más difícil de ser percibida. Por ejemplo, en el pueblo de San Sebastián, la carencia de información parroquial detallada nos complica esta tarea. Sin embargo, el comportamiento de la curva de los entierros nos confirma una mortalidad anormal que hizo retroceder momentáneamente la incidencia bautismal que empezaba a dar muestras de recuperación.

El análisis de la enfermedad al interior de la ciudad también esta imposibilitado por la parquedad con la que los tenientes de cura elaboraron los registros de entierros de españoles, castas e indios. Por una parte, la comparación posible entre estos tres sectores socio-demográficos no fue diferente al observado en crisis precedentes. Los más afectados continuaron siendo los indios, en segundo término las castas y en el caso de los españoles, el comportamiento a la alza de su curva de mortalidad nos deja ver que el sarampión no pasó del todo desapercibido entre los hispanos.

<sup>&</sup>lt;sup>140</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1789.2, 30 de julio de 1789.

Al comparar las cifras de bautizos y defunciones entre los españoles solamente notamos que el impacto de este aprieto que arrojó un saldo negativo (179 bautizos contra 181 entierros en los libros de españoles).

En el corazón administrativo de la urbe la enfermedad empezó a propagarse entre el vecindario ante la impotencia de las autoridades para prevenir el contagio. Por la ciudad circuló el rumor que en San Miguel el Grande, la cárcel se había convertido en un verdadero foco de infección a tal grado que si un ministro de la fe entraba a la prisión a confesar a los condenados salía "lastimado de la peste". En San Luis, la ubicación de la cárcel en el centro mismo del poblado despertó un temor bien fundado porque un solo reo en cuatro días contagió a catorce más por el hecho de compartir el único calabozo en donde experimentaban condiciones miserables de vida. 141 No es difícil imaginar que al interior del recinto penitenciario la tos y los estornudos de los internos transmitieron rápidamente el miasma.

Este nuevo episodio de crisis de la ciudad provocado por una patología biológica se desarrolló a la par de otra de naturaleza social que asimismo fue característica de la Nueva España cuando en el intervalo entre 1785 y 1786 se vivió una hambruna generalizada y encarecimiento de los alimentos. La epidemia y el hambre fueron empujando a mucha población flotante a concentrarse en las ciudades en donde por igual, negros, castas e indios fueron blanco fácil del ataque pestilencial.<sup>142</sup>

A lo largo de este "año de hambre", carencia y enfermedad, de acuerdo a la estadística recopilada por el Obispado de Michoacán, los muertos en la ciudad de San Luis Potosí alcanzaron una cifra de 1,122, y otros 94 caídos en el Barrio de San

<sup>141</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1786.2, 26 de agosto de 1786.

<sup>142</sup> Carreño, « Mortalidad en el Obispado...», p. 187-197.

Sebastián. Por la jurisdicción, los totales de muertos fueron de 168 para el vecinos San Francisco de los Pozos, 193 en el Cerro de San Pedro y su partido, 1,287 más en el Valle de San Francisco y 285 en Guadalcázar. 143

Luego de la crisis, en la segunda mitad de la década la mortalidad volvió a los niveles previos a la epidemia, mientras que la curva de los bautizos en la jurisdicción parroquial de la ciudad emprendió de nuevo la recuperación impulsada por un aumento de los matrimonios.

La ciudad estaba en el umbral de un cambio en su régimen político como producto de una transformación en la estructura de gobierno de la Nueva España, proceso en el cual también se reflejarían las intenciones reformistas del multicitado José de Gálvez.

## 4.10 De Alcaldía Mayor a Intendencia

Desde 1765, el visitador había diseñado un plan para implementar la figura político-administrativa de la intendencia en territorios hispanoamericanos y así hacer más eficiente el gobierno colonial. Una organización política basada en la intendencia, según él, rescataría a las ciudades de la América española de la ruina y, entre otros aspectos, otorgaría al virrey un auxiliar en las dimensiones provinciales ante la poca ayuda que ofrecían los corregidores y alcaldes mayores. De esta iniciativa partió la idea de introducir las intendencias para suplir a las alcaldías mayores que según Gálvez no habían

<sup>143</sup> Carreño, « Mortalidad en el Obispado...», p. 192-196.

<sup>144</sup> Luis Navarro García, *Intendencias en Indias*. Sevilla, Escuela de Estudios Hispanoamericanos de Sevilla, 1959, p. 22.

hecho más que mostrar su ineptitud y en ocasiones desplegando un ejercicio abusivo de la autoridad.<sup>145</sup>

En los reales de minas novohispanos, el control administrativo era un aspecto fundamental no simplemente para llevar apropiadamente las riendas del gobierno, sino para conservar los cimientos económicos que estaban apuntalados en la minería.

En el teatro minero del norte, la decisión de nombrar a la ciudad de San Luis Potosí como capital de intendencia bien pudo haberse basado en un conjunto de aspectos muy diversos. Por una parte, su ubicación geográfica que permitía la articulación intraregional entre el septentrión y el centro, así como entre el oriente y occidente del reino. En cuanto a lo económico, a pesar de que las minas del Cerro de San Pedro ya no eran ni la sombra de aquello que le dio origen a la fundación de la ciudad, en la misma, el comercio se había convertido paulatinamente en la actividad financiera mayoritaria, pero al mismo tiempo concentraba los ingresos de centros mineros como Real de Catorce y Charcas en los cuales se basó un resurgimiento de la minería potosina. 146

Otro aspecto que pudo haber influido fue que, a nivel local, la experiencia sufrida durante los tumultos de 1767 obligó igualmente a un replanteamiento de la conveniencia de mantener a la alcaldía mayor como forma de gobierno que dio muestra de flaqueza y poca capacidad de respuesta oportuna ante las dificultades. La intendencia se había introducido anteriormente en otras partes, como en Cuba y en Nueva Granada.

La intendencia de San Luis Potosí quedó configurada con una extensión de 27, 821 leguas cuadradas, la superficie más amplia entre las intendencias novohispanas e incluso mayor que varios reinos del viejo continente. Bajo esta nueva jurisdicción

<sup>145</sup> Luis Navarro García, Hispanoamérica en el siglo XVIII. Sevilla, Universidad de Sevilla, 1975, p. 163.

<sup>146</sup> Montejano, La minería..., p. 37.

quedaron sujetos los nuevos reinos de León y Santander, Coahuila, Texas, así como los distritos mineros de Charcas, Altamira, Catorce y Guadalcázar, en sí todas las provincias internas orientales. Según Humboldt, la dimensión geográfica de esta intendencia de ninguna manera garantizó la vigilancia apropiada por parte del jefe de gobierno, ni su coordinación con sus subdelegados.<sup>147</sup>

Los nuevos territorios adscritos como delegaciones eran Guadalcázar, Santa María del Río, Río Verde, Villa de Valles, El Venado y la Hedionda, Charcas y Salinas, mientras que como "gobiernos" quedaron sujetos a la Intendencia de San Luis Potosí, el Nuevo reino de León, Nuevo Santander, Coahuila, Texas y una subdelegación adicional en Parras. 148 (Ilustración No. 4)

En 1787, la llegada del primer intendente a San Luis, don Bruno Díaz de Saucedo, acompañado por su familia, 149 por un lado marcó el fin de la alcaldía mayor potosina, pero en contraste no acarreó cambios significativos a la ciudad en comparación a los años anteriores.

El poblado continuó sufriendo la carencia y escasez de los alimentos necesarios para el sustento cotidiano de la gran colectividad, ya que en la misma fecha del arribo de la nueva autoridad, la falta de lluvias oportunas en las zonas agrícolas vecinas ocasionó una falta de maíz, la cual se extendió a lo largo de la última década del siglo XVIII. 150 Pero mientras las lluvias retrasaron las siembras en las regiones productoras, copiosas

<sup>147</sup> Alejandro de Humboldt, *Ensayo Político sobre el Reino de la Nueva España*. México, Porrúa, 1991, p. 106-108.

<sup>148</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencias, 1790-1791, Exp.15.

<sup>149</sup> A.G.I., Contratación, 5531.N.2, R.14.

<sup>150</sup> Por estos días el precio de la fanega de maíz alcanzó una cotización de 18 reales por unidad.

aguas se precipitaron sobre la ciudad inundándola a manera de inauguración de la recién nombrada capital de intendencia. 151

La población de la ciudad en buena medida basaba una parte de su alimentación cotidiana en productos derivados del maíz y con productos de la región como las tunas y el quiote. El mercadeo de alimentos y productos de esta índole como los tamales, tortillas y el atole daba ocupación a un ejército heterogéneo de vendedores ambulantes que concurrían a las plazas como la Mayor, la de la Compañía, la de San Juan de Dios, La Laguna y la propia del convento franciscano en las cuales se podía encontrar desde los "géneros de la tierra" hasta el imprescindible pulque y el no menos popular mezcal que no faltaba en los hogares de muchos vecinos.

Al margen de las inclemencias del tiempo, en la ciudad se estacionó una época de desaliento ocasionada por el desempleo generalizado. El ocio prontamente derivó en embriaguez y en la proliferación de los juegos de azar y un aumento en los índices de criminalidad que fueron explicados por "...la pobreza, e incesantes calamidades que varias familias nobles y plebeyas estaban pasando por no tener ocupaciones fijas en que ejercitarse al personal de trabajo..." 152

Una de las medidas que se pensaron para remediar la falta de trabajo entre los vecinos de San Luis fue la propuesta de poner en funcionamiento una fábrica de cigarros en la ciudad, ya que en términos de los requisitos para este fin, la ciudad contaba con una densidad poblacional suficiente, pues para 1790 mantenía a "...más de seis mil personas

<sup>151</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1787, f. sn.

<sup>152</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1790, f. 16.

de ambos sexos..."<sup>153</sup> La mayor parte de esta población eran indios que empezaba a ocupar residencialmente algunos puntos al interior de la traza urbana.

La población general del reino por estos días estaba a punto de ser examinada por vez primera por medio de una iniciativa del Virrey Conde de Revillagigedo destinada a elaborar el primer censo formal de la Nueva España. En el mes de mayo de 1792 se empezaron a recopilar los informes de los intendentes y gobernadores acerca del tamaño de la población. Sin embargo, para el caso de San Luis Potosí, la tarea de dar cuenta fidedigna de la población de la ciudad capital y su jurisdicción era muy difícil. Entre los archivos de la alcaldía mayor heredados por el intendente Díaz de Saucedo la única referencia histórica disponible eran las cifras del informe estadístico que Antonio de Villaseñor y Sánchez había ofrecido a mediados del siglo en curso en su "Theatro Americano". 154

En el llamado Censo de Revillagigedo, se informó que en toda la intendencia habían unos 242 280 habitantes y en la ciudad de San Luis Potosí, 8 571. Estas cifras en el ámbito novohispano ubicaban a San Luis como una de las menos pobladas, ya que su población solamente sobrepasaba la de Tlaxcala y comparada con otros centros mineros norteños como Zacatecas y Guanajuato, estas urbes estaban tres y cuatro veces más pobladas respectivamente. Valladolid y Oaxaca mantenían el doble de población que San Luis. 155

En el panorama económico, la minería del cada vez más exhausto Cerro de San Pedro en la última década del siglo XVIII ya no era el principal sustento y actividad mercantil entre los vecinos.

<sup>153</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1790, f. Sn.

<sup>154</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencia, 1790-1791, Exp. 15.

Desde 1793 se fue haciendo más evidente un florecimiento del comercio a pequeña escala que invadía la ciudad. Por un lado, los llamados "regatones" que no eran más que vendedores ambulantes se apoderaron de plazas y calles para ofrecer principalmente mercancía comestible a bajos precios que justamente eran los que podían pagar los pobres. <sup>156</sup> En otras ciudades novohispanas, la presencia de estos revendedores fue objeto de una fuerte persecución por parte de las autoridades que buscaron concentrar la compra-venta de productos en las plazas públicas o bien en las alhóndigas. <sup>157</sup>

Las solicitudes de establecimientos de pulperías durante esta época fueron muy recurrentes y a lo largo del último lustro del siglo que agonizaba, las tiendas mestizas y las pulperías se abrieron al público en ocasiones respaldadas con un capital de entre 200 y 1,000 pesos. Las mejor surtidas fueron aquellas que una vez en funcionamiento recibieron el título de "agraciadas" que al mismo tiempo daba la exención al propietario del pago de la pensión anual. Las cuotas que una tienda mestiza debía cubrir eran de 30 pesos por año, pero al recibir la categoría de "tienda agraciada" se libraba de este pago. En las "mestizas", se podía vender al menudeo pan, aceite, vinagre, sal, chile, azúcar, cacao, semillas y otros comestibles e incluso ropa. 159

Durante esta porción de tiempo, la ciudad recibió una buena cantidad de población hispana transeúnte que precisamente se avecindó en San Luis para ejercitar el comercio. Algunos vascos como Severino de Landazuri abrieron sus pulperías en la transitada calle de la Concepción. Se dio incluso el caso de hispanos como Vicente

<sup>155</sup> Humboldt, Ensayo Político..., p. 38.

<sup>156</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1795.1, 26 de enero de 1795.

<sup>157</sup> Antonio Alvarado Gómez, Comercio interno en la Nueva España. El abasto en la ciudad de Guanajuato, 1777-1810. México, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1995, p. 59.

<sup>158</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1793.3, 1797.2, 1797.3, 1797.4.

<sup>159</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1798.4, 10 de septiembre de 1798.

Bernabeu que adelantaron sus pensiones para asegurar los permisos correspondientes a su tienda. 160

Muchas de las principales calles cobraron una nueva vida al dar cabida a los negocios de expedición de vino, aguardiente, azúcar, paños de lana, cueros y cebo que entre productos empezaron a llegar a la ciudad. En la calle de la Concepción se acomodaron unas 16 tiendas y otras nueve en su paralela, la Calle de la Cruz. En la Plaza Mayor, el espacio urbanístico destinado para las funciones administrativas y residenciales fue pasando a un segundo término con el establecimiento de 12 tiendas y una botica. En las inmediaciones de la Caja Real y la cárcel, los comerciantes españoles inauguraron además cuatro y cinco tiendas respectivamente. 161

Pero no solo españoles empezaron a acercarse a la ciudad ni precisamente a dedicarse al intercambio mercantil regulado. Tan pronto como en las áreas agrícolas aledañas se dejaron sentir los efectos acumulados de una prolongada sequía que desde 1793 se venía sufriendo, mucha población rural empezó a refugiarse en la ciudad para librarse de la esterilidad de los tiempos.

La ciudad pronto se vio en la necesidad de organizar a pasos forzados una rudimentaria fuerza armada para vigilar los accesos al poblado y hacer frente a las gavillas de asaltantes y gente facinerosa que amenazaba alterar el orden establecido. 162

Para garantizar la seguridad de la ciudad, el virrey Branciforte comisionó al coronel Félix Calleja a organizar la milicia potosina y aprestarse a "…la fábrica de pequeños cuarteles…"<sup>163</sup> en los que se reorganizó la estructura urbana de la población.

<sup>160</sup> A.H.E.S.L.P., S.T.J., Administrativo, Exp. s.n., 14 de febrero de 1800.

<sup>161</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1795.2, 10 de enero de 1795.

<sup>162</sup> A.G.S., Secretaría de Guerra, 6972, Exp. 8.

<sup>163</sup> A.G.S., Secretaría de Guerra, 6976, Exp. 19. 30 de octubre de 1797.

Los espacios citadinos que alguna vez fueron exclusivos para los vecinos más prominentes que pudieron adquirir y mantener su residencia en las cercanías de la Plaza Mayor o en otros sitios privilegiados del interior de la traza urbana, empezaron a ser disputados por los "puesteros" dedicados a la venta de víveres como el pan, aves y frutas, así como de comida preparada.

El corazón administrativo de la ciudad, después de haberse mantenido como un ejemplo de "policía" y normatividad, se estaba convirtiendo en el lugar dedicado para las cocinas que daban de comer a los pobres de la ciudad. Al mismo tiempo, en las plazuelas de algunos templos como el de la Compañía, la cantidad de puestos ambulantes fue tan numerosa que se propició la convivencia funesta entre forasteros y vecinos de distinta índole. 164 San Luis Potosí por algunos momentos fue invadido por contingentes de vagos que deambulaban de poblado en poblado buscando el sustento acarreando el desorden y la evasión del tributo al cual estaban sujetos. 165

Pero así como el comercio informal llenaba las calles de aromas y desperdicios, la presencia de la milicia en la ciudad obligó a desarrollar nuevas reglas de convivencia y tolerancia. En breve lapso de tiempo, los espacios al interior de la traza potosina se fueron estrechando para todos sus ocupantes. En 1795, el padrón del obispado michoacano logró contar a unas 6, 384 personas de comunión y confesión por las calles de la ciudad. 166

En el marco del orden ocupacional de los habitantes, así como el vecindario se llenaba de expendedurías, el gentío dedicado a la minería era cada vez más raro en el paisaje urbano y económico de San Luis. Para 1796 solamente se reconocieron a unos

<sup>164</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencias 1796-1799.1, Exp.3.

<sup>&</sup>lt;sup>165</sup> A.H.E.S.L.P., S.T.J., 1800-1802, Exp.7.

<sup>166</sup> A.C.M., Legajo 119, Exp. 49.

ocho mineros, seis hacendados de los antiguos beneficios de metal y apenas un par de aviadores que seguían apostándole a los yacimientos, o bien continuaban involucrados en la minería guiados por algo que para la Diputación de Minería era simplemente "amor patriótico". <sup>167</sup> En el plano de la ciudad de ese entonces todavía se alcanzaban a apreciar los montones de "grasas" o escoria que se apilaban por varios rumbos del poblado. (Ilustración No. 5)

En el marco de todas estas transformaciones y acomodos de la población y la sociedad a los nuevos escenarios políticos, administrativos así como al económico, la ciudad se vería envuelta por una sombra que perturbó de una manera significativa el devenir demográfico en el último tramo de un siglo apagó nuevamente muchas luces en la localidad.

# 4.11 La viruela y el obscurecer del siglo

Así como la epidemia del matlazáhuatl partió al siglo XVIII en dos, la presencia de la viruela en San Luis Potosí cerró la centuria ocasionando profundos cambios en varias dimensiones. Por un lado, y a diferencia de la llegada de otras epidemias, la de viruelas fue una invasión anunciada, en contra de la cual los vecinos de la ciudad no contaban con los medios necesarios para enfrentarla. Antes de la llegada de la epidemia, el ambiente que se respiraba en muchos rumbos de la ciudad era el de la proliferación de la miseria y enfermedades entre muchos habitantes ya que, "...en el año pasado de 94 que esta ciudad se hallaba en la más estrecha y lamentable aflicción por necesidad de

<sup>167</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1796.1, 4 de enero de 1796.

facultativo médico que asistiese a él común de pobres y demás gente del vecindario que padecía una calamitosa peste de fiebres agudas y dolor de costado..."<sup>168</sup>

Desde 1796 la viruela empezó a asolar la Provincia de Oaxaca cuando en sus costas desembarcaron algunos enfermos provenientes del Perú. De ahí, el mal se extendió por Veracruz y Acapulco<sup>169</sup>, mientras que en San Luis, las autoridades empezaron a tomar las primeras providencias en caso de que el contagio llegara a los muros de la ciudad. Una de las primeras medidas fue la recolección de fondos y la asignación de las inmediaciones del Santuario de Nuestra Señora de Guadalupe para concentrar a los que cayeran contagiados.<sup>170</sup>

Por vez primera en los anales de la crisis crónicas de la ciudad, se adoptó la estrategia del aislamiento para prevenir la diseminación de los hedores volátiles entre la población. El único medio para evitar la propagación era la separación de los infestados y observar la rigurosa cuarentena. En informes virreinales de la época, se sugirió el establecimiento de las "casas de campo", al menos un cuarto de legua distanciadas de los centros de población y en oposición a los vientos reinantes en donde se concentrarían a los enfermos y sus pertenencias. Pero a pesar de las nociones rudimentarias para entender y enfrentar a la enfermedad seguía prevaleciendo el punto de vista que la viruela era un castigo divino.

Empezando en 1798, la Intendencia potosina difundió las noticias de la proliferación virulenta por San Luis, Guanajuato, San Miguel y Querétaro. Al parecer, "milagrosamente", el vecino Cerro de San Pedro se había librado del contagio por lo que los vecinos serranos para asegurar este estado de excepción organizaron rogativas y

<sup>168</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1796, f. 173.

<sup>169</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencia, 1796-1799.1, Exp. 2.

ofrecimientos de misas a la imagen de la virgen de Guadalupe que se veneraba en el cerro. Se pidió al vecindario serrano asistir a las peregrinaciones vistiendo capa pluvial, cruz manga y cirios en las manos. Los que pudieran debían portar además banderas, ramas silvestres, así como violines y teponaxtles para los cantos.<sup>171</sup>

La preocupación no era para menos entre los pobres, ya que si en la ciudad gente tan importante como el escribano público don Silvestre Suárez caía víctima de las viruelas, qué suerte esperaba para los menos favorecidos.

La viruela en la Nueva España se había convertido con el paso en una enfermedad endémica<sup>172</sup> y en el caso específico del brote de 1798 en San Luis Potosí se manifestó durante los meses fríos y ventosos de enero y febrero. En la parroquia mayor, la mortalidad anormal por la epidemia fue característica entre los indios y sobre todo entre sus párvulos. A pesar del silencio que encontramos en las actas de entierros para identificar las causas de muerte, la sobremortalidad registrada en los libros de indios nos arrojan luces acerca de la crisis. Para este año, entre los indígenas de la jurisdicción de la parroquia principal, la viruela fue la causante de la muerte de unos 400 párvulos y un poco más de 300 adultos.

El rigor más intenso de la enfermedad al interior de la ciudad se experimentó en enero, y al mes siguiente, con las tolvaneras y fuertes vientos que han sido una característica de San Luis, el virus de la enfermedad que se desprendía de las pústulas de los infectados se regaron por toda la ciudad y sus alrededores.

<sup>170</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1797, Libro 40, f. 158.

<sup>171</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P. 1798.1, 7 de enero de 1798.

<sup>172</sup> Germán Somolinos D'Ardois, « La viruela en la Nueva España ». Gaceta Médica de México, 91 (1961), p. 1017.

Entre las castas, el contagio también llevó a la tumba a casi 300 personas entre adultos y niños, mientras que para los españoles, la viruela también hizo subir ligeramente su particular curva de entierros, principalmente causando la muerte de infantes a pesar de que era un padecimiento que era bien conocido por los europeos.<sup>173</sup>

Por marzo, la enfermedad empezó a ceder terreno en la ciudad al igual que en los barrios indios bajo la jurisdicción franciscana y agustina. En estos espacios, la llegada de la viruela había ocurrido en los últimos meses de 1797. Desde agosto, los padecimientos de tipo respiratorio como la tos, la pulmonía y las calenturas empezaron a minar la salud de los párvulos indios. Con una población infantil numerosa los pueblos y barrios de la periferia de la ciudad ofrecieron un escenario propicio para la propagación de la viruela. En diciembre del mismo año, los párvulos de ambos sexos empezaron a caer víctimas de la enfermedad, mientras que entre la población femenina adulta se registraron los primeros casos de fallecimientos asociados con embarazos complicados por la eminente epidemia.

Durante los dos primeros meses de 1798, tal pareció que la peste fue la única causa de la mortalidad entre los indios. En junio se registró el último caso de una niña contagiada y gradualmente la mortalidad en los arrabales indios fue retornando a sus ritmos y formas "normales", o en otras palabras, fuera de la influencia de las epidemias que sin lugar a dudas alteraron significativamente la evolución de San Luis Potosí en el siglo XVIII en distintas formas. La alferecía, la hidropesía, las fiebres y una amplia variedad de dolores volvieron a marcar la pauta en la mortalidad indígena de la periferia de San Luis.

<sup>173</sup> Miguel Bustamante, « La viruela en México, desde su origen hasta su erradicación » en Enrique Florescano y Elsa Malvido, eds. *Ensayos sobre la Historia de las Epidemias en México*, México, Instituto

En la dimensión urbana, las enfermedades que asolaron a la colectividad potosina casi cíclicamente a lo largo del siglo que estaba agonizando, alteraron la distribución del espacio en función a la necesidad de panteones para disponer del crecido número de cadáveres, especialmente durante las epidemias. Los panteones de la época así como los atrios de los templos prontamente se hicieron insuficientes por lo cual la ciudad se vio en la necesidad de estrenar dos camposantos adicionales. Uno de ellos fue el de San Juan de Dios, a espaldas del templo y hospital de los Juaninos, así como el de Nuestra Señora de la Salud o del Rosario, atrás de la capilla del mismo nombre. Ambos se sumaron al panteón del Montecillo que había servido para dar sepultura a las víctimas de la epidemia de 1763.

En el plano demográfico, el balance de la población indígena de la Intendencia de San Luis Potosí según los datos ofrecidos por López Sarrelange para mediados y finales del siglo XVIII fue negativo. En la primera mitad de período señalado en base a las matrículas de tributarios, padrones eclesiásticos, se calculó la población indígena de la Provincia de San Luis en un poco más de 100 mil personas (101 035). La ciudad solamente daba cabida a unos 5 510 indios. Unos 50 años más tarde, el número de indígenas en la ciudad había subido a más de 24 mil (24 768), pero en contraste, la población similar de la Intendencia se redujo considerablemente (54 706). Con todas las reservas para considerar estas cifras, López Sarrelange opinó también que la Intendencia potosina, comparada con la de Guadalajara, Guanajuato, México, Oaxaca, Puebla,

Mexicano del Seguro Social, 1982, p. 75.

<sup>174</sup> En Francia había en la segunda mitad del siglo XVIII un movimiento ilustrado contra las sepulturas en los templos.

<sup>175</sup> Rafael Montejano, Los cementerios de la Ciudad de San Luis Potosí. San Luis Potosí, Al Libro Mayor, 1989, p. 30-32.

Valladolid, Veracruz y Zacatecas fue la única que experimentó un retroceso en su desarrollo demográfico. 176 Si convenimos con este argumento, sería pertinente de igual forma dar una dimensión adecuada al papel desempeñado por las epidemias durante el siglo XVIII sobre la población indígena de San Luis Potosí. Si bien, en términos generales, los indios como sector poblacional fue el de mayor dinamismo inclusive en el corazón parroquial de la ciudad, también fueron los que principalmente resintieron los embates cíclicos de las crisis de alimentación y sobre todo de las epidemias.

Los períodos críticos en cuanto a la escasez de alimentos, la falta de recursos para estimular una industria minera de por sí deteriorada, los rigores del clima que estacionaron sobre la ciudad prolongadas sequías a las que siguieron lluvias intensas, así como las condiciones precarias de higiene contribuyeron a dibujar una escenografía urbana en la cual los males epidémicos, sin lugar a dudas, dejaron huella de su paso en la evolución demográfica tanto de la ciudad y sobretodo en su entorno indio.

A lo largo del llamado siglo de las luces, en San Luis Potosí, las enfermedades apagaron muchas vidas entre naturales que en muy pocos momentos lograron acumular la fortaleza necesaria para enfrentar las acometidas de las patologías biológicas. En algunos casos, como sucedió durante la epidemia de matlazáhuatl de 1737-1738 o la de tabardillo de 1762, las consecuencias de la enfermedad no se explican solamente desde el plano orgánico, sino que debemos considerar de igual manera los escenarios sociales en los que se desenvolvieron a sus anchas los contagios.

A pesar de que San Luis Potosí fue poblado mayoritariamente por población indígena poseedora del carácter novohispano de finales del siglo del contacto y la

<sup>176</sup> Delfina López Sarrelange, « La población indígena de la Nueva España en el siglo XVIII » en Elsa Malvido y Miguel Angel Cuenya, comps. Demografía histórica de México: siglos XVI-XIX. México,

conquista, en el plano inmunológico no se había logrado acumular la suficiente herencia biológica para hacer frente a las dolencias europeas.

Con 100 años de por medio, durante el siglo XVIII el impacto de las enfermedades de este tipo en una perspectiva demográfica, sacudió severamente a la evolución demográfica de uno de los principales protagonistas de la población y sociedad de San Luis Potosí.

Por decirlo de alguna manera, sería hasta los primeros pasos del siglo XIX cuando la población empezaría a recibir los beneficios de una defensa para resistir los contagios como el de la viruela.

En el viejo mundo se había logrado establecer que las viruelas no reincidían en las personas que la habían padecido con anterioridad. De esta base partieron las iniciativas para realizar una inoculación por varios métodos. El médico inglés E. Jenner había logrado confeccionar una vacuna con el mal gracias a sus experimentos realizados en torno a la "viruela de las vacas". Este conocimiento fue adoptado por España para aplicar en sus colonias campañas de vacunación.<sup>177</sup>

Desde septiembre de 1803, en España se dictaron las órdenes para organizar la propagación del fluido vacuno por medio de una "Expedición de la Vacuna" con don Francisco Xavier de Balmis a la cabeza. Al año siguiente, San Luis Potosí recibió el reglamento para efectuar la vacunación bajo la coordinación del facultativo Francisco Pérez a partir de enero de 1805. Los primeros inoculados fueron 86 adultos y 105 niños. Ente el 23 de enero y el 27 de marzo del mismo año se habían vacunado a 645 personas en la casa del médico, a 276 en la "Corvera" y en el establecimiento del cirujano

<sup>177</sup> Bustamante, « La viruela..., p. 79-80.

Barrenechea a otros 327.<sup>178</sup> En términos étnicos, no nos queda del todo esclarecido quiénes fueron los que recibieron el "pus" a manera de experimento, ya que los resultados no estaban del todo controlados por los facultativos. En ocasiones, el fluido vacuno una vez que era extraído de las pústulas de los brazos de los portadores, era diluido en agua de lluvia en distintas proporciones y luego era administrado a los escogidos. En seguida se esperaba la manifestación sintomática (aparición de granos o pústulas) y el proceso de vacunación recibía la aprobación para ser repetido. En cada lugar se debía proceder tomando en cuenta la atmósfera peculiar, el desaseo del ambiente, la constricción de la piel de los inoculados y la destreza de los facultativos para evaluar la vacunación.

En base a todo este procedimiento, en los barrios indígenas de la periferia de San Luis Potosí se lanzó la convocatoria para animar a los vecinos a llevar a sus criaturas a vacunar. Durante el mes de agosto de 1806, el licenciado en cirugía y medicina, don Alejandro de Arboleya, estimuló a algunos padres de familias a reunirse en las puertas del convento de San Francisco para que sus hijos recibieran el fluido vacuno. Para persuadir a que los niños recibieran la dosis, les gratificó con dinero. En esa primera sesión logró inyectar a 153 niños de ambos sexos y a mediados del mismo mes, repitió la operación en Tlaxcalilla con 200 niños, en Santiago con 201, mientras que en Tequisquiapan vacunó igualmente a 180 y otros 120 más en San Sebastián.

De alguna manera u otra, estaba en marcha un proceso que en muy corto tiempo empezaría a arrojar resultados positivos para ofrecer a la población una defensa para salvarse del mortal contagio que la viruela había ocasionado desde los primeros días del contacto con los europeos.

<sup>178</sup> A.M. I.N.A.H., Rollo 41, Serie San Luis Potosí.

La campaña de vacunación contra la viruela empezó a marcar la diferencia entre la vida y la muerte entre los contagiados. En el plano demográfico, la disponibilidad de la vacuna significó un parteaguas para la población indígena que empezó a resistir al menos esta patología biológica que en varios episodios fue el regulador demográfico de mayor peso.

## 4. 12 San Luis Potosí en la iniciativa de Reforma Eclesiástica

En noviembre de 1791, autoridades del Obispado de Michoacán emprendieron una serie de visitas que comprendieron algunos poblados de la jurisdicción de San Luis Potosí como Pozos, Guadalcázar, Armadillo, Mezquitic e incluso la ciudad. Esta inspección se había retrasado por más de 40 años, lo cual había acarreado una serie de irregularidades en el ámbito de la administración eclesiástica. Muchas de las cofradías andaban sin rumbo, los testamentos no se cumplían al pie de la letra, los amancebamientos se eternizaban y los escándalos proliferaron entre los vecinos de la feligresía.<sup>179</sup>

Detrás de la preocupación del obispado michoacano en torno a San Luis, se empezó a notar que buena parte de los problemas detectados estaba en un crecimiento del número de fieles en la provincia potosina muy extensa y compuesta de varios curatos, reales de minas, villas, pueblos y haciendas. Con el paso del tiempo, un buen número de magníficas haciendas ganaderas y de labor como las del Marquesado de Jaral, el condado del Peñasco, Bocas, La Parada, Guanamé, La Pila, Gogorrón, Zavala, Bledos Altos y Bajos, Villela, Peregrina, la del Mayorazgo de Pozo de Luna, Peotillos, Derramaderos,

<sup>&</sup>lt;sup>179</sup> A.H.E.S.L.P., A.A.S.L.P., 1804, f. 35.

Atotonilco, San Agustín de los Amoles, San Ignacio, Derramaderos y Carbonera, se habían consolidado al interior de la circunscripción de San Luis Potosí.

Pero así como se acusaba un descuido en las visitas<sup>180</sup> a la ciudad y su jurisdicción, la realización de los padrones eclesiásticos fue un aspecto muy regular en su aplicación. En 1797, el conteo anual sumó a una 5 998 personas<sup>181</sup> y un año más tarde, en el "Padrón de feligresía de San Luis Potosí…" se anotaron a 1 664 familias para un total 6 424 personas, más 462 habitantes que moraban en el barrio de El Montecillo.<sup>182</sup>

En los primeros años del siglo XIX, los padrones eclesiásticos se continuaron levantando en la ciudad y a través de sus cifras fluctuantes contando familias, "almas" así como a personas de comunión podemos dar cuenta de la tendencia demográfica del interior de San Luis Potosí como poblado.

Tabla X
Padrones del Obispado de Michoacán
Feligresía de la ciudad de San Luis Potosí<sup>183</sup>
1800-1805.

Año	Familias	Personas / Almas
1800	1 680	6 879
1801	1 881	7 422
1803		5 668
1805	2 689	6 837

<sup>180</sup> En algunos documentos del Consejo de Indias, se llegó a decir que el principal problema del descuido de los obispos michoacanos hacia sus ovejas potosinas, era la distancia entre Valladolid y San Luis. Incluso se decía que en 1791 cuando el Obispo San Miguel visitó la ciudad lo hizo "...como un relámpago que no deja señales de la luz que ha esparcido..."A.G.I., Audiencia de México, 2603.

<sup>181</sup> A.C.M. Legajo 60-7.

<sup>182</sup> A.C.M. Legajo 60-8.

<sup>183</sup> Generalmente, estos padrones censaron a los vecinos de las calles intramuros de la ciudad, las Casas Reales, la población asentada en los márgenes de la "Zanja" (al poniente del asentamiento), la gente que todavía estaba organizada en cuadrillas y los habitantes de los barrios de La Alfalfa, La Laguna, El Montecillo y Tequisquiapan.

A.C.M. Legajos 69-9, 69-10, 69-sn, 70-3.

En agosto de 1799, el fiscal del Consejo de Indias don Ramón de Posada emitió el veredicto de que era necesario establecer en la Nueva España tres nuevos obispados: uno en Acapulco, uno más ubicado en el norte del reino o bien en Veracruz y un tercero en San Luis Potosí en el cual se concentraría igualmente el del Valle del Maíz, Villa de Valles y la Abadía del Pánuco. 184

A partir de 1804, en la ciudad empezó a rondar esta iniciativa y el ayuntamiento potosino comenzó a ofrecer los argumentos pertinentes para tratar de que una nueva silla y catedral de obispado se erigieran en San Luis Potosí ya que,

"La silla del tercer obispado no se pude fijar en otra ciudad que en la de San Luis Potosí porque aunque es de mediana población, es de un excelente temperamento, con competente clero secular y regular, residencia de un Intendente Corregidor, Cajas Reales y se halla ubicada casi en el centro del territorio que se le puede asignar..." 185

Entre las razones con más peso que se ofreció fue la concerniente a la extensión (200 leguas de oriente a poniente, y más de 130 de norte a sur) del propuesto obispado, que de alguna manera vendría a coincidir con algunos de los límites de la Intendencia. (Ver Ilustraciones No. 6 y 7)

Al interior de la ciudad, este cambio vendría en otro sentido a remediar el recargamiento en el clero regular y secular que, en voces de muchos, habían contribuido a su decadencia. Por ejemplo, en la ciudad se tenían tres curatos, cuando solamente bastaba uno. Otro exceso era el número de conventos de religiosos (cinco), las cofradías y hermandades (26) y un gran número de capellanías que se habían fundado durante los días prósperos del Cerro de San Pedro, pero que con la decadencia minera, el destino de los eclesiásticos capellanes se fue reduciendo solamente a la función de decir misa.

<sup>184</sup> A.G.I., Audiencia de México, 2603.

El crecido número de religiosos, en otros aspectos, representaba un costo que tarde o temprano debían pagas los vecinos. A mediados de la primera década del siglo XIX, en la ciudad solamente, se reconocían a unas 100 familias acomodadas entre una población que oscilaba entre los doce y catorce mil almas, la gran mayoría de pobres.

A pesar de los puntos a favor y en contra, la erección del obispado potosino tendría que esperar medio siglo más, pero los argumentos que giraron alrededor de la iniciativa nos han permitido apreciar que a inicios del siglo XIX se había convertido en un poblado por el cual pasaban sendas de diferente índole.

En el ambiente económico novohispano, a pesar del declive de la minería local de la ciudad, San Luis se aferró a algunos de sus privilegios añejos, articulando los ingresos provenientes de otros reales de minas que florecieron hacia la última porción del siglo XVIII. En el teatro de la geografía norteña, la ciudad se transformó en un punto de paso obligado en el complejo de rutas comerciales que comunicaban la capital del reino con el norte, pero a su vez funcionó como nodo para enlazar el occidente con el oriente. La propuesta para la erección de un obispado en la ciudad, de buena manera también reflejó el aprovechamiento de su posición, lo cual ya había sido confirmado cuando se convirtió en capital de una de las Intendencias más extensas.

Paradójicamente, tal parece que lo que San Luis gradualmente perdió como real de minas fue recompensado con creces con la recomposición económica que experimentó la ciudad para convertirse en un puntal del comercio novohispano.

A pesar de todos los momentos críticos que se presentaron en la ciudad a lo largo del siglo XVIII, durante este mismo período, San Luis fue reencontrado y recompuesto en varios sentidos.

<sup>185</sup> A.G.I., Audiencia de México, 2603.

#### 4.12.1 San Luis Potosí, 1810

A lo largo de nuestra reconstrucción de la evolución y composición de la población de la ciudad, la información contenida en los padrones eclesiásticos nos ha ofrecido datos significativos acerca de la ocupación de distintos sectores del poblado y de cómo aumentaba o disminuía el número de familias y casas en las calles de la ciudad. Los padrones no sólo nos arrojaron luces acerca del tamaño de una población determinada como "personas de comunión y confesión", sino que también nos llevaron a testificar aspectos culturales de la vida cotidiana de una ciudad en constante movimiento.

Durante el primer semestre de 1810, entre los meses de febrero y abril para ser más precisos, don José Anastasio de Sámano, cura rector y juez eclesiástico, levantó el padrón anual correspondiente y dejó como un legado un documento que puede proporcionar diferentes lecturas acerca de la población y sociedad potosina de ese entonces.

Uno de los rasgos más importantes es que se contaron a los párvulos, y no solamente el número de familias y adultos como había sido costumbre en los padrones anteriores. Este aspecto de cierta manera nos había impedido conocer una imagen más completa de la demografía de la ciudad de primera mano incluyendo a la población infantil.<sup>186</sup>

En 1810 se empadronaron a 12 775 personas de las cuales 7 825 eran adultos y 4, 950 párvulos. Es decir, un poco más del 38 % de la población del padrón se puede considerar como infantil, aunque con la información recabada no es posible reconstruir

<sup>186</sup> A.C.M.. Legajo, 71-8.

los grupos de edades. Tampoco se recopiló los datos de las gentes avecindadas en Tlaxcalilla, Santiago, en el Barrio de San Juan de Guadalupe, San Miguel y San Sebastián que estaban bajo otras jurisdicciones eclesiásticas. 187

Al margen de aquello que nos parece deficiencias en la realización del censo, nuestro abordamiento del documento puede tomar varios caminos en cuanto a la forma de la población asentada en la ciudad en vísperas del estallido de la guerra de independencia.

La metodología para llevar a cabo este catastro de almas y familias incluyó un recorrido exhaustivo por todas las calles y casas de la feligresía. Para empezar, el padrón comenzó a levantarse registrando los ocupantes de las casas de la jerarquía religiosa y civil del poblado. En primer lugar, la casa del señor cura (que al mismo tiempo era el encargado de levantar el conteo) en la cual vivían mayoritariamente mujeres, ya que a excepción del cochero, el paje y dos mozos, el resto de las 13 personas eran hermanas del sacerdote, damas de compañía y sirvientas.

Siguiendo una lógica de jerarquía, la casa del Intendente debía ser la siguiente, sin embargo, por encontrarse fuera de la ciudad, se dejó al final del padrón la visita al hogar de don Manuel Jacinto de Acevedo en donde vivía con tres familiares, un mayordomo, cuatro sirvientes, dos lacayos, cochero y sota.

En las inmediaciones de la plaza mayor de la ciudad, se agrupaban las casas de las principales personalidades del ayuntamiento como regidores, alcaldes de distinta envergadura, tenientes, mazeros y escribano mismo del Real Cabildo.

Muy cerca del corazón administrativo de la ciudad existían casonas como las de don Miguel Flores y la propia de doña Francisca de Murguiondo en las que las familias

<sup>187</sup> Sin embargo, el ayuntamiento potosino, en la elaboración de un padrón del tipo electoral, se dio a la tarea de asentar la población de estas porciones de la periferia de la ciudad para una fecha muy aproximada

vivían rodeadas de sirvientes. En ocasiones, una pareja de españoles como la formada por don Dionisio del Castillo y doña Clara Montoya tenía bajo sus órdenes hasta seis sirvientas.

La organización del padrón en cuanto a la dimensión urbanística tomaba como punto de referencia los linderos de las propiedades particulares. De esta suerte, la descripción de una vía podía ser como "calle desde la frontera de Don Francisco García hasta la esquina de don Pedro de Imaz", o bien "Calle de la Concepción, desde la esquina de don Juan Antonio Vildózola, hasta llegar a la última cuadra de la Merced". El abasto de agua al interior de la traza urbana era posible por la existencia de norias y pozos en torno a los cuales se organizó en buena medida el espacio urbano.

Una calle que en anteriores padrones se llamaba "de los burros", en 1810 era nombrada "Nuestra Señora de Guadalupe" en la cual vivían vecinos como el francés Gerónimo Berdié desde principios del siglo XIX. Otras cambiaron de nombre, sin embargo, la forma en que fueron nombradas nos dice mucho de su naturaleza. Por ejemplo, la calle que anteriormente era llamada de los "Tepetates" se transformó en la "del Arenal", lo cual nos índica que cuando llovía, el agua corría por la misma arrastrando el material acumulado. Al sur del asentamiento, algunos sitios en donde se acumulaban las venidas de aguas pluviales recibieron el nombre de "Ramblas" como la que estaba próxima al convento de los frailes mercedarios.

Por la época, se decía que las calles de la ciudad se conservaban mejor sin empedrado por la relativamente corta temporada de lluvias. Con un revestimiento de piedras, las avenidas corrían el riesgo de anegarse y ocasionar muladares cuando las aguas se mezclaban con la basura y escombros de las casas. Las autoridades para evitar lo

a la del padrón eclesiástico de 1810.

anterior descrito tuvieron la iniciativa de pavimentar las calles con guijarros de mediano tamaño en forma de tableros y construir banquetas para encausar la lluvia a los drenajes o "targeas". 188

Alrededor de las diferentes plazas de la ciudad, encontramos también una ocupación nutrida de residentes. La Plaza Real estaba rodeada por unas 13 viviendas en donde se alojaban unas 73 personas, mientras que en la Plazuela de la Alhóndiga había 29 hogares y 103 moradores. Las menos pobladas eran las del Convento de San Francisco y la Plazuela de la Compañía con 12 y nueve casas respectivamente.

Un aspecto ausente en la descripción de las calles, casas y personas empadronadas es el origen étnico de los vecinos. Solo podemos asumir que el censo registró a la población indígena en espacios como el Barrio de Tequisquiapan (18 casas y 89 personas) o bien en La Alfalfa (73 casas y 264 personas). Este criterio tampoco nos queda claro para el caso del Barrio del Peladero, en el cual se curtían pieles y contaba con 52 casas y 195 personas.

En algunas porciones de la ciudad, se censaron unidades habitacionales que no alcanzaron la categoría urbana de "casas", sino simplemente eran "cuartos" o "jacales" que daban abrigo a varias familias, lo cual contrastaba con calles ocupadas enteramente por haciendas como la de Santa María en donde vivían solamente nueve personas.

En algunos rumbos se levantaban las haciendas de beneficio como la del acaudalado Juan Mora o bien huertas como la de doña Rita Fernández. Otra extensa propiedad era la huerta de los frailes carmelitas que se convertiría en la Alameda de la ciudad decimonónica.

<sup>188</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencia, 1812.3, Exp. 39.

Las calles empadronadas, no solamente nos ofrecen las cifras de sus vecinos que las ocupaban, sino que a través de los nombres usados, podemos penetrar en cierta medida en la mentalidad del poblado. El uso y desuso de los apodos de las calles nos hablan ciertamente de sus ocupantes y la manera en la cual estaban en contacto con el espacio urbano. De aquí el valor de recuperar la nomenclatura que el tiempo hizo desaparecer de la ciudad, nombres de calles como del "Zapote", "del Horizonte", de "La Palma", "La Escoleta", del "Paso del Gato", del "Coliseo", de "la Ulibarre" o las "Casas de Barrón" que eran apellidos de españoles, de la "Cerrada de los Gallos" en donde se hacían las peleas y apuestas, o bien de hostales para los viajeros como el ubicado en la calle del "Mesón del Platanito".

Algunos espacios son fácilmente relacionados con el desempeño de un oficio con lo cual se designaron calles como la de los silleros, las hilanderas o las tenerías.

En cuanto a las actividades cotidianas dedicadas al ocio, descubrimos que una de las paredes de la Alhóndiga se convirtió en un "Rebote" que fue un sinónimo utilizado para designar el juego de pelota vasca o frontón que floreció en las calles de algunas ciudades novohispanas como Puebla, Oaxaca y Zacatecas, un deporte estimulado por comerciantes peninsulares.<sup>189</sup>

Dibujando la extensión de las calles censadas durante el levantamiento del padrón de 1810, notamos que los linderos originales de la ciudad empezaron a ser desbordados por la población. Si asumimos que en padrones anteriores, se registró principalmente a las "almas" de filiación española que estaban avecindadas al interior de la traza, a partir de

<sup>189</sup> Juan Pedro Viqueira Albán, ¿Relajados o reprimidos?. Diversiones públicas y vida social en la Ciudad de México durante el siglo de las luces. México, Fondo de Cultura Económica, 1995, p. 244-246.

1810 notamos un desplazamiento gradual de la población blanca hacia los suburbios aledaños.

A unos meses del inicio del movimiento independentista, este fenómeno social que se reflejó en la organización urbana pudo haber sido una muestra del desmoronamiento de la estructura española de dominación que solamente se conservaba en el centro mismo de la ciudad. Los españoles que empezaron a abandonar sus antiguos sitios de residencia privilegiada eran los que habían venido a menos o bien no pudieron soportar entre otros aspectos el precio de habitar al interior de la tradicional ciudad española.

En la periferia de la ciudad española que estaba siendo recompuesta, la población indígena se había consolidada en su crecimiento en torno a dos polos principalmente. Al norte, los pueblos de Tlaxcalilla y Santiago, y al sur, en los barrios de San Miguelito y San Juan. En el primero de ellos para este entonces, se habían concentrado los vecinos de la Santísima Trinidad y del barrio efímero de San Francisquito.

Tabla XI Población Indígena de San Luis Potosí, 1810. 190 Pueblos Almas Africanos **Indios Utiles** Vecinos San Sebastián 1 715 20 1 695 428 3 649 Tlaxcalilla 28 3 631 907 San Miguelito 1 491 1 490 372 San Juan 584 584 146 Santiago 2 2 6 4 2 2 6 4 566 1 169 9 1 116 290 Tequisquiapan

Los datos para el barrio de Tequisquiapan de esta última tabla contrastan con la información del padrón para el mismo, ya que solamente se censaron a 89 personas habitando 18 casas, lo cual nos lleva a pensar que estas cifras solamente se refirieron a

<sup>&</sup>lt;sup>190</sup> A.H.E.S.L.P., S.G.G., 1810-1819.

población no-india. Es decir, la cifra de 1 169 indios listados en un documento civil no guarda una correspondencia a las 89 personas del censo religioso.

Por esta época, solamente al interior de la ciudad, algunos reportes de la feligresía de la ciudad nos indican que la población alcanzó un poco más de los 8,500 habitantes (3 883 hombres y 4 688 mujeres). <sup>191</sup> Tanto ciudad como periferia habían experimentado un crecimiento demográfico después de las crisis de hambres y enfermedades que caracterizó los últimos años del siglo XVIII. A pesar de los problemas, San Luis ofrecía ciertas condiciones para atraer población en un escenario norteño en el cual la ciudad era paso obligado y pivote de la actividad comercial.

Este panorama que se presentaba entre la población y la sociedad de San Luis Potosí a finales de la primera década del siglo XIX, estaba a punto de someterse a otro período de tensión por el movimiento insurgente que se desarrollaba en el Bajío. Las consecuencias de la guerra de independencia a nivel local es otro episodio que nos quedará pendiente de estudiar.

<sup>191</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencia, 1813.1, Exp. 8.

#### Capítulo 5

## San Luis Potosí colonial. Una biografía social

En la producción historiográfica tradicional acerca de la ciudad de San Luis Potosí virreinal, se nos ofrece una visión de una sociedad fuertemente amurallada en torno a una mentalidad profundamente conservadora y celosa de sus añejas tradiciones. Buena parte de las obras en torno al pasado potosino giraron alrededor del papel desempeñado por frailes franciscanos, agustinos, carmelitas y mercedarios en la sociedad colonial.

Revisando el calendario religioso del poblado, descubrimos que en muchos de los barrios de origen colonial sobreviven manifestaciones festivas relacionadas a celebraciones religiosas. Las fiestas patronales mantienen su autoridad en cada barrio y, en ciertas épocas del año, las parroquias anfitrionas se convierten en los ejes de la vida urbana, articulando la historia social de la ciudad como un todo.

Lo ritual de lo habitual potosino encuentra su apoteosis en el viernes santo, cuando la ciudad se viste de luto y, a través de una procesión dolorosa por las calles, se hacen evidentes actos de penitencia y contrición colectiva.

Muchas de las fiestas públicas que continúan celebrándose regularmente tienen sus orígenes en el período colonial durante el cual muchas tradiciones hispanas se enraizaron en el orden de significados compartidos en la Nueva España. Por ejemplo, en barrios potosinos como el de Tequisquiapan, la celebración dedicada a la Virgen de los Remedios (la más española) incluía la lidia de toros. El pueblo de Tlaxcalilla también efectuaban fiestas bravas además de representaciones de los llamados "moros y

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1746.3, 13 de septiembre de 1746.

cristianos" en donde el "gran turco" era abatido por los soldados de la fe, arropados con su devoción hacia la Virgen de la Asunción, patrona de los Tlaxcaltecos.<sup>2</sup>

Durante las festividades, los vecinos de los barrios olvidaban sus penas y pobrezas, así como dejaban a un lado las disputas que permanentemente tenían entre ellos. Las pugnas observadas en Tlaxcalilla y Santiago eran momentáneamente olvidadas cuando se efectuaban corridas de toros o bien cuando músicos<sup>3</sup>, cantores y "chirimiteros" de ambos lugares se reunían para ofrecer sus notas en comunes conciertos y misas.

Pero sin lugar a dudas, uno de los eventos más importantes en el almanaque piadoso era la procesión de penitencia que se realizaba cada 25 de agosto, día de San Luis Rey de Francia<sup>4</sup>, que puede ser el antecedente de la procesión del silencio de Semana Santa.

Basta recordar que, según historiadores potosinos como Martínez Rosales, la posición de las parroquias en la traza urbana servía como eje en el orden citadino por sus vínculos dibujados por las calles.<sup>5</sup>

Para los curiosos de indagar acerca de las sociedades urbanas del centro-norte de México, San Luis Potosí, al igual que otras ciudades coloniales, bien puede representar la oportunidad de imaginar el pasado observando el presente, de encontrar sentido para los datos que se custodian en los archivos a través de las acciones de sus habitantes actuales. En sí, es posible dar cuenta de que el tiempo no transcurre a la misma velocidad para todos.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> B.N.A.H., Archivo de Micropelículas, Rollo 13, Serie San Luis Potosí, 1797.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> B.Z.A.F.P.Z, Libro No. 6, San Luis Potosi, Gasto y Recibo, 1719-1765, f. 13.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P, 1776.2, 26 de agosto de 1776.

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup>Alfonso Martínez Rosales, « Construcción de una catedral sin diócesis. San Luis Potosí, 1701-1728 » en América: Encuentro y asimilación. Actas de las Segundas Jornadas de Historiadores Americanistas. Santa Fe, Diputación Provincial de Granada, 1989, p. 353.

A través de nuestra reconstrucción de algunos aspectos de la sociedad potosina durante la época virreinal pretendemos poner a la mano un piso histórico por el cual transitar hacia una comprensión distinta del pasado social y sus múltiples ángulos.

En base a la información proveniente de fuentes de naturaleza eclesiástica tejida con las hebras de la administración civil, buscaremos penetrar en las rendijas de lo que se ha dado por llamar la "vida cotidiana". Este concepto ha servido a la historia social para enmarcar las maneras en las cuales los individuos se relacionan a diario con el trabajo, el ocio, lo familiar tanto en la esfera íntima como en el ámbito público.<sup>6</sup>

Al interior de las páginas siguientes, abordaremos distintos aspectos en donde los principales protagonistas serán miembros de la colectividad potosina. Intentaremos una arqueología de la sociedad colonial local, tratando de descubrir sus componentes, sus estratos y su comportamiento. Antes de sumergirnos debemos hacer la aclaración que la información que apoyará nuestra discusión es solamente una porción de los casos individuales que se ventilaron en los procesos administrativos. Como en otros aspectos de la vida diaria en el pasado y presente, lo oculto supera en gran medida a lo que sale a flote.

### 5.1 El matrimonio en San Luis Potosí. Entre la viabilidad, el deber, y contra todo

En ciudades novohispanas como nuestra San Luis Potosí, las actividades económicas que se desarrollaron como la minería y el comercio imprimieron a la interacción social un matiz muy peculiar. Por algunos momentos de bonanzas de las minas, el poblado recibía a la población itinerante que deambulaba por los centros

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Francisco García González, Familia y sociedad en Zacatecas. La vida en un microcosmos minero novohispano. México, El Colegio de México-Universidad Autónoma de Zacatecas, p. 20-21.

mineros en búsqueda de trabajo y fortuna. Bajo este esquema de movimientos geográficos, la convivencia entre individuos de distintas "calidades" y sexos fue característica de los centros urbanos-mineros.

El seguimiento de las uniones interétnicas puede ser realizado a través del mecanismo que dio reconocimiento social en el nuevo orden cultural impuesto por los españoles: el matrimonio religioso.

El matrimonio en la sociedad novohispana puede ser analizado desde diferentes perspectivas. En el ámbito civil era el instrumento idóneo para llevar a cabo un control de la población sujeta al pago de tributo agrupando y contabilizándola en pares. Por el lado de la conversión religiosa, las uniones debidamente formalizadas ante el altar eran de primordial importancia para consolidar el catolicismo por la aceptación y práctica del sacramento. No era coincidencia pues que matrimonio y familia eran aspectos que debían cuidarse en extremo para establecer el orden social entre la población.<sup>7</sup>

Sin embargo, a pesar de la vigilancia, las uniones libres fueron una opción que se mantuvo a la mano entre aquellos que buscaron pareja y prefirieron vivir bien amancebados que mal casados.

Los matrimonios debían efectuarse en el marco de condiciones señaladas por la Iglesia y a este respecto debemos agregar que,

"La dominación española impuso a los indígenas nuevas políticas relacionadas con la reproducción de la población, la sexualidad y su control. La legislación al respecto prohibió la poligamia-cosa que además contribuyó a centralizar la herencia y la propiedad privada-prohibió el matrimonio entre parientes en primero y segundo grado y aún entre parientes políticos, prohibió el matrimonio de los indios que no conocían el catecismo, y el de los menores de edad (de 14 años los varones y de 12 años las mujeres)...se afirmó la indisolubilidad del matrimonio, lo que contribuyó a mantener a la familia como grupo económico...[además] se

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup>Robert McCaa, « *Calidad*, *Clase*, and Endogamy in Colonial Mexico: The Case of Parral, 1788-1790 » *Hispanic American Historical Review*, Vol. 64, No. 3 (agosto 1984), p. 478.

creó una estrecha relación entre lealtad conyugal, monogamia y preservación de los hijos legítimos."8

En otros sentidos, el matrimonio fue requisito indispensable para la obtención de cargos públicos. Algunos de los alcaldes mayores, tesoreros y oficiales de San Luis Potosí que recibieron su cargo administrativo por el Consejo de Indias de Sevilla atravesaron el Atlántico acompañados por sus consortes. En 1787, el primer Intendente de San Luis recibió la aprobación para dejar la península ibérica con toda su familia.<sup>9</sup>

En otros ejemplos, las licencias para "pasar" al Nuevo Mundo se fundamentaron en iniciativas para reunir a familias que se habían separado. En estos casos, las esposas de colonos como doña María Rosada tramitaron los permisos necesarios para reunirse cuanto antes con sus maridos. Si ella no hubiera tramitado su traslado tendría que haber esperado hasta que su esposo, el comerciante Ignacio del Castillo, pudiera ir a España para reanudar la vida marital interrumpida. 10

Para las autoridades del ayuntamiento potosino, la práctica cotidiana de la vida marital entre los vecinos era una preocupación permanente por lo que recomendaba frecuentemente a los hombres casados que evitaran distanciarse de sus esposas. Incluso se exhortó para que muchos de ellos volvieran a reunirse lo antes posible con sus mujeres so pena de exilio obligado y el pago de fuertes multas monetarias.<sup>11</sup>

En contraste a esta conducta social que reprodujeron muchos "hombres solos", algunas mujeres dejaron caer sus votos matrimoniales y abandonaron a sus maridos por distintas circunstancias.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup>Elsa Malvido, « El abandono de los hijos -una forma de control del tamaño de la familia y del trabajo indígena. Tula (1683-1750) ». *Historia Mexicana*, Vol. 29, (no. 4, abril-junio 1980), p. 553.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> A.G.I., Contratación, 5531, N.1, R.16.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> A.G.I., Contratación, 5495, N.1, R. 30.

<sup>&</sup>lt;sup>11</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1657.2, 10 de julio de 1657.

Entre las causas para identificar las disfunciones entre los cónyuges podemos enumerar varias cuestiones.

Un aspecto recurrente en las denuncias de la vida marital fueron los juicios por abandono de hombres por sus mujeres. De la misma manera en que muchos indios escaparon de sus patrones para ahorrarse el pago de deudas contraídas, algunas indias huyeron de sus maridos para encontrar una vida distinta en otras latitudes. Pero así como algunas mujeres prefirieron cortar por lo sano, otras se empeñaron en vigilar de cerca la actuación de sus maridos.

Antonia Marín denunció a su consorte Antonio Loredo por haberla dejado en el desamparo con sus hijos y haberla defraudado al apoderarse indebidamente de su dote matrimonial. En términos generales, una muchacha española de la ciudad que estaba en "edad de merecer" disponía de al menos unos 1 000 pesos en oro común para que a manera de dote hiciera "frente a las obligaciones y sustento de las cargas matrimoniales". En casos extraordinarios, las sumas podían alcanzar la no despreciable cantidad de 7 000 pesos y, en caso de que la muchacha fuera hija de un minero próspero, se incluía además piezas de plata labrada y quintada.

Algunos padres de familia, como el mercader Julio González, incluyeron a esclavos de distintas edades, así como largas listas de enseres domésticos como parte del paquete económico que otorgaban a sus hijas para hacerlas más atractivas al matrimonio.<sup>14</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> A fines de 1623, los indios Gabriel Martín y Miguel Juan se presentaron ante la Real Justicia para recuperar a sus legítimas esposas que se habían escapado a la ciudad de Zacatecas. Como ellos no podían ir por sus mujeres huidas, pretendieron que alguien de su absoluta confianza se encargara de regresarlas a San Luis. Para tal fin, otorgaron "poder" a Alonso de Torres. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1623.5, 30 de diciembre de 1623.

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1647.5, 14 de septiembre de 1647.

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1658.2, 24 de mayo de 1658; 1655.1, 8 de marzo de 1655.

El rico vecino y minero de San Luis, don Antonio Maldonado Zapata, aumentó su patrimonio monetario con la dote que recibió por su casamiento con doña María Díez del Campo. Pero sobre todo, recibió la garantía invaluable de la honra, virginidad y limpieza de su recién desposada así como la certeza de que en su vida marital lo cuidaría y atendería como fiel cónyuge.<sup>15</sup>

Porque si bien el aspecto económico era muy importante al inicio de la vida matrimonial, el cuidado del honor era el otro eje fundamental del orden social.

Entre españoles, el inicio de un matrimonio se basaba en la entrega de la honra y virginidad de las muchachas garantizadas por sus progenitores. Se daba el caso de que después de cierto tiempo de vida matrimonial, el marido entregaba a los suegros una carta a manera de recibo para dar fe de los atributos apropiados.<sup>16</sup>

Por el contrario, entre los indios, los matrimonios no tenían los mismos principios ya que desde el nivel de los compromisos nupciales, el aspecto de la virginidad femenina no gravitó de la misma manera que entre los hispanos. Para los indios que habitaban los barrios de San Luis, las promesas de matrimonio se podían disolver sin conflictos y en base a simples arrepentimientos, los novios optaban por casarse en distintas circunstancias o bien con diferentes personas.<sup>17</sup>

En la arena social del matrimonio, la custodia del honor era la esencia de la avenencia diaria al interior de las uniones y al exterior. Los mayores y más impactantes de los insultos en el mundo colonial eran precisamente aquellos en donde se exponía el honor de las personas. Para los hombres no había agravio más doloroso que ser llamado "cornudo", mientras que la peor manera para denigrar a una mujer era llamándola

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1660.2, 15 de agosto de 1660.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1666.1, 10 de mayo de 1666.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1754.1, 11 de mayo de 1754.

"ramera" y en ambos casos, los agravios adquirían una dimensión real cuando invadían la esfera matrimonial.

En este orden de ideas, el estudio de la vida marital no solamente debe concentrarse en revisar los mecanismos para realizar y mantener vigentes los convenios íntimos. Al mismo tiempo que éstos propiciaron la constitución de familias y relaciones duraderas aún sin la bendición religiosa, también debemos incluir los conflictos al interior de las uniones.

Además de las frecuentes denuncias en las que se acusó a uno de los cónyuges de abandono y desinterés, el adulterio se presentó como uno de los motivos frecuentes de desavenencia.

A inicios del siglo XVIII, el alcalde ordinario de San Luis don Francisco González emprendió una querella en contra del español Cayetano González por vivir en adulterio con Micaela alias "cachanverga". Ambos infractores sociales fueron recluidos, González en la cárcel mientras que la mujer fue depositada en una "casa ejemplar" para que olvidara su mal modo de vida. 18 Pero en esta conducta adúltera, las mujeres también fueron encontradas culpables, como fue el caso de la india Clara Gertrudis quien asesinó a su marido cuando vio descubierta su relación ilícita con un vecino de la congregación de los Ranchos con el cual se reunía a "chupar cigarros" entre otras cosas. 19

Las denuncias para poner al descubierto a los adúlteros no necesariamente eran obra de los cónyuges ofendidos. Autoridades y familiares cercanos a las parejas frecuentemente sirvieron como vigilantes de la moral y las buenas costumbres.

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1718.2, 7 de julio de 1718.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1759.1, 27 de marzo de 1759.

Pero cuando la vida marital llegó a un punto de exagerada discordia, la sociedad misma proporcionó elementos para restituir los daños a pesar de la importancia de los preceptos religiosos de indisolubilidad en vida del vínculo matrimonial.

En los tribunales civiles y religiosos, se abrió la posibilidad del divorcio como solución a circunstancias problemáticas extremas. Uno de estos recursos fue el que esgrimió doña Manuela Antonia de Solórzano para separarse de su marido Joseph de Mora. El calvario de este matrimonio había empezado cuando de Mora empezó a darse al juego, las apuestas y se desentendió por completo de su mujer e hijos. Doña Manuela para mantener a sus cuatro criaturas costuraba ajeno y despachaba mercancías en un tendejón propiedad de sus compadres. Su marido, a pesar de tener trabajo como maestro pintor, se entregó por completo al juego, la bebida y la diversión con otras mujeres. No conforme con quitarle a doña Manuela su sueldo, la obligó violentamente a sostener por igual a su hermana y madre. El colmo fue cuando de Mora vendió clandestinamente harina fuera de la ciudad y toda la ganancia le sirvió solamente para el fandango y no para dar de comer a su familia. Ante tal atropello, la mujer le reclamó y solamente consiguió que de Mora se enojara en tal medida que estuvo a punto de matarla a golpes. Sin dejar pasar más tiempo, la vapuleada mujer denunció judicialmente a su marido quien fue apresado y ante la avalancha de evidencia se decretó cárcel para él y la libertad de toda deuda y obligación para doña Manuela.<sup>20</sup> La justicia civil determinó pues el divorcio de cuerpos con lo cual terminó este conflictivo matrimonio mientras que el tribunal eclesiástico también emitió un fallo de sentencia similar.

Don Antonio Cardoso, que en San Luis se había desempeñado como uno de los curas beneficiados y de los jueces eclesiásticos más inflexibles, también se inclinó por el

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1750.2 26 de agosto de 1750.

divorcio para proteger a las mujeres desafortunadamente casadas.<sup>21</sup> La solución a la que se llegaba era la disolución del matrimonio y la negación a obsequiar licencia para contraer otro matrimonio

Las amenazas y el maltrato a las legítimas esposas se mantuvieron como causa suficiente para el divorcio sin importar si eran españoles o indios. En 1795, cuando la india Margarita Nicolasa vecina del pueblo de Santiago solicitó el divorcio de su marido, la sentencia no tardó en favorecerla ya que la vida de la mujer estaba en eminente peligro porque su marido Pablo José Abán tenía deudas pendientes con la justicia al menos por cuatro asesinatos.<sup>22</sup>

## 5.1.1 Amancebamiento vs. Matrimonio. "Más vale bien amancebados que mal casados"

En todo estudio de la práctica matrimonial durante la época colonial mexicana, no podemos dejar de lado la consideración de un hábito que fue una norma de vida entre muchos individuos de la sociedad novohispana: las uniones libres o amancebamientos.

A pesar de todos los intentos de la justicia religiosa y civil para erradicar esta conducta, muchas parejas escogieron la cohabitación no sacramentada para realizar las funciones afectivas, económicas y reproductivas tal cómo si lo llevaran a cabo en un ciclo de vida marital bajo el marco legal.

En el caso de un poblado como San Luis Potosí, esta preocupación estaba fundamentada en las condiciones particulares en las que se efectuó la fundación e inició la empresa de poblamiento del real de minas. Recordemos que en los inicios, una buena parte de los primeros vecinos era justamente población flotante que deambulaba por

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1759.2, 16 de agosto de 1759.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1795.1, 4 de marzo de 1795.

donde hubieran noticias de trabajo o bonanzas mineras. El hecho de no poder asegurar el arraigo de los trabajadores mineros exigió de las autoridades una actitud de vigilancia permanente para preservar el orden impuesto.

Con el transcurrir de los primeros años del poblado, el matrimonio entre muchos de los pobladores fue observado como una medida de control aplicada en distintos niveles de la vida pública. Simplemente, cuando el presbítero Juan Bernal llegó a desempeñarse como vicario, cura y juez eclesiástico de San Luis y su distrito, advirtió a los españoles residentes que no toleraría que continuaran viviendo sin ejercitar la vida marital plenamente. Aquellos hispanos casados y que vivían sin la compañía de sus esposas, al igual que los desposados dos veces, debían comparecer ante la autoridad eclesiástica para confesar sus culpas y poner solución inmediata a su situación irregular.<sup>23</sup>

Pero para algunos de los vecinos, el hacer vida marital bajo el marco de la legalidad religiosa no fue del todo aceptado. Entre los que no obedecieron estaba el español Juan Jaramillo quien fue encarcelado, no por vivir fuera de la ley matrimonial, sino, porque además de estar casado, no vivía con su mujer, sino amancebado con otra.<sup>24</sup>

Desde los primeros días del pueblo, muchos vecinos se encargaron de vigilar y delatar ante los alguaciles los casos de amancebamiento. El alguacil del pueblo Alonso de Rivero inició varios juicios de índole criminal como el contra los indios Francisco Jacobo y Ana ya que para gravar las cosas, ella era una de las mujeres que pasaban buena parte del año sin la compañía de su marido que deambulaba por los reales de minas norteños en busca de trabajo<sup>25</sup>. En el pueblo de ese entonces, muchas relaciones de este tipo se propiciaban entre la gente casada por la ausencia de uno de los cónyuges. De cierta

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A 43, 1602, Civil, 11 de junio de 1602.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A 44, 1604, Criminal, 15 de noviembre de 1604.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A 44, 1594.1 Criminal, 10 de noviembre de 1594.

manera, esta conducta era la factura que se pagaba en un poblado en el cual mucha de su población era ambulante y el hecho de establecer su nueva residencia en San Luis no significaba un desarraigo completo de sus lugares de origen. En no pocas veces, este tipo de migración laboral dio pie a la formación de nuevas relaciones afectivas entre vecinos y recién llegados de muchos lugares. Estas relaciones no fueron exclusivamente realizadas por los trabajadores itinerantes, sino también por empresarios mineros como el español guanajuatense Pedro de Capetillo quien por 1660 llegó a San Luis "...a descubrir el nuevo beneficio de sacar oro ... y de paso se amancebó al no tener cerca su esposa al año de haber llegado a San Luis Potosí..."<sup>26</sup>

Ante tales circunstancias, las autoridades de la alcaldía mayor se convirtieron en expertos vigilantes de las prácticas sexuales prohibidas y en base a la información detallada en las denuncias, tal parece que en sus rondas por las calles del pueblo, los alguaciles ejercieron sus facultades para introducirse en las casas en donde se sospechaba que los amantes se reunían. Algunos de los interrogatorios previos al encarcelamiento de los incriminados se llevaron a cabo justamente al pie de los lechos de los amantes sorprendidos en plenos actos carnales. Un ejemplo de estos casos fue el relatado por el teniente de alguacil Juan García quien prendió a Joan de Ibarra y a la chichimeca Inés en la casa del acusado en donde fueron encontrados "... ambos desnudos en un aposento y el dicho Juan de Ibarra estaba echado en la cama y es público y notorio que estaban amancebados los susodichos..."27

En otras ocasiones, el hacer evidente las relaciones sexuales de los implicados solamente era parte del problema ya que otros aspectos de la vida cotidiana como el

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1670.1, 4 de enero de 1670.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A 44, 1599, Criminal, 26 de febrero de 1599.

compartir las comidas eran tomados como evidencia en contra de los amancebados sin importar si eran indios, mestizos o españoles los involucrados.<sup>28</sup>

En la sociedad que se estaba conformando durante los primeros años del real de minas, la presencia de hombres solos, aunque no necesariamente solteros, fue una constante preocupación para los guardianes del orden de las dos majestades: Dios y el Rey.

Los dueños de haciendas dedicadas a la elaboración de carbón prefirieron mantener una planta de operarios de ambos sexos. Para los empresarios era más fácil controlar la fuga de sus trabajadores si estos estaban en pareja.

Pero así como se contrataba a esta gente para mantener la estabilidad productiva, el laboreo ininterrumpido de las minas y de las haciendas de beneficio de metales dependió de la asistencia de trabajadores libres y foráneos.

Siguiendo a los contingentes de los mineros laboriosos, muchas mujeres también se acercaron al pueblo para ofrecer sus servicios de apoyo en diferentes niveles. Así como algunas mujeres jóvenes y maduras llegaron al real de minas para cubrir necesidades tales como la preparación de los alimentos de los trabajadores, otras lo hicieron para satisfacer otros tipos de apetitos.

En 1609, el fiscal del juzgado potosino Juan Romero emprendió una querella en contra de varios vecinos mulatos y mestizos por una denuncia presentada por el juez eclesiástico Diego Díaz por el cargo de practicar el amancebamiento en un grado de prostitución con mujeres casadas. Las implicadas eran,

A.H.E.S.L.P., A.W.S.L.P., 1008.3, 7 de mayo de 1000, A.H.E.S.L.P., A.W.S.L.P., 1021.3, 10 de octubre d 1621.

1621

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A 44, 1600, Criminal, 17 de abril de 1600. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1608.3, 7 de mayo de 1600; A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1621.5, 16 de octubre de

"...Juana Bautista mestiza e Isabel Mulata casada, eran mujeres públicas y de mal vivir y que ordinariamente estaban amancebadas y daban sus cuerpos a todo aquel que se lo pedía tanto españoles como mestizos y mulatos con mucha disolución y desvergüenza siendo causa que por ellas hubiese pendencias y cuchilladas inquietudes..."<sup>29</sup>

Durante la primera mitad del siglo XVII, la gran mayoría de los juicios en donde se castigó el amancebamiento por lo general giraron en torno a escándalos y a estereotipos en contra de mestizos y mulatos como protagonistas naturales del "mal vivir". En contraste a estas actitudes, todos aquellos (la mayoría españoles) que levantaron sus voces para luchar en contra de la conducta sexual disoluta adquirieron el estatus de ser consideradas como "personas celosas del servicio de Dios"<sup>30</sup>, a pesar de que en ocasiones se practicó una doble moral.

En los procesos para desahogo de pruebas e imposición de penas para castigo del amancebamiento, se observó un trato diferencial de acuerdo a un criterio socioracial. A los españoles infractores se les impusieron condenas como amonestaciones verbales y en extremo un breve encarcelamiento para rectificar el camino.<sup>31</sup> Al contrario, el amancebamiento entre las castas e indios llevó como consecuencia penas más severas como azotes<sup>32</sup>, destierros<sup>33</sup> e incluso la amenaza de encarcelamiento en prisiones de ultramar.

Ambrosio Rodríguez se ganaba la vida en la ciudad de San Luis remendando botas de españoles y cosiendo huaraches de indios y mestizos. Un día, este zapatero caminaba por la arboleda de una huerta en donde le salió a su encuentro una negra esclava quien lo embrujó para seducirlo y mantener con él una relación prohibida.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1609.5, 29 de agosto de 1609.

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1648.2, 27 de mayo de 1648.

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1661.3, 11 de noviembre de 1661.

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1667.4, 22 de octubre de 1667.

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1667.2, 6 de junio de 1667; 1670.2, 16 de abril de 1670.

Después de su primer encuentro, los amantes se citaban a deshoras de la noche en el mismo sitio hasta que fueron descubiertos por el alcalde ordinario Francisco de Alcorta en una de sus rondas para capturar a vagabundos y forasteros adictos a los juegos de azar. Una vez sorprendida, la relación afectiva adquirió el grado de delito. El zapatero se defendió argumentando que la negra lo había "encantado" y esta circunstancia gravitó de tal manera que únicamente recibió como sanción la instrucción de "recogerse temprano", es decir, de encerrarse a buena hora en su casa y evitar la compañía de negras y de otras mujeres so pena de ser encarcelado dos años en las Filipinas.<sup>34</sup>

En el siglo XVIII, los conceptos en torno al amancebamiento en el interior de la sociedad potosina experimentaron algunos ajustes en el ámbito social. En primer lugar, la palabra misma para denominar a las uniones ilegales, gradualmente fue desapareciendo del vocabulario legislativo. Todas las prácticas que eran catalogadas como amancebamiento en el siglo XVII gradualmente fueron concebidas como concubinato en el siglo de las luces. A diferencia del orden de significados compartidos colectivamente con el amancebamiento, el concubinato al parecer otorgaba a los involucrados una posición diferente en la relación. Entre los amancebados, los vínculos entre los amantes eran sostenidos por el interés mutuo o bien hasta que eran sorprendidos. Por lo general, después de esto se procedía a la disolución de los lazos informales.

Con el concubinato, a pesar de mantenerse fuera del marco legal novohispano, tal pareció que en cierta medida, los afectados tenían ciertos privilegios con sus parejas a pesar de no contar con la formalidad del vínculo matrimonial como tal. Para ejemplificar lo anterior ventilaremos el proceso de la real justicia en contra del mestizo Juan Silvestre Tovar quien desempeñaba el oficio de cargador en la ciudad. El cargo que enfrentaba este

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1664.3, 23 de octubre de 1664.

vecino era por varios escándalos llevados a cabo en contra de la española María de la Luz con quien había sostenido una relación de concubinato al mismo tiempo que con otras tres mujeres. Tovar simplemente no quería que su concubina española se casara con un antiguo pretendiente a quien amenazó de muerte para desanimarle de su propuesta. A pesar de que el cargador tenía otras mujeres, se empecinaba en conservar su relación con la española con la cual había tenido muchos pleitos. La documentación existente no nos permitió conocer el desenlace de la querella, sin embargo los argumentos que impregnaron el proceso nos hace suponer que cuando se reconocía a una mujer como concubina en la esfera social, se tejían ciertas ataduras de familiaridad aunque fuera del esquema legítimo.

En segundo término, otra medida significativa en torno a las relaciones ilegales que se hizo más evidente en la segunda mitad del siglo de las luces, fue una transformación en la tipificación de lo que era considerado como amancebamiento, luego concubinato y posteriormente fue llamado "amistad ilícita". En el primero de los conceptos, los testimonios nos dicen que una pareja heterosexual se inventaban un nexo en base a la insistencia de los varones<sup>36</sup> o bien éstos caían en cualquiera de los ardides femeninos como el caso de nuestro zapatero hechizado.

Cuando se empezó a hablar de amistades ilícitas, la fragilidad de la naturaleza humana, sin importar si se presentaba entre hombres o mujeres, fue una de las respuestas más recurrentes para explicar las razones para entablar los idilios.

<sup>35</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1753.2, 6 de julio de 1753.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> En 1763 declaró que había establecido una amistad ilícita con su yerno Agustín Alejo por la infinidad de avances e insistencias de éste último para lograrlo. El miedo también fue un ingrediente que la obligó a salir de la ciudad antes de sucumbir a las peticiones de Alejo. Después de algunos meses se vio en la imperiosa necesidad de retornar lo cual resucitaron las intenciones de su yerno para hacerla caer en el "abismo de la culpa". La mujer pidió cárcel para su pretendiente y luego de permanecer brevemente en prisión, salió para acuchillar a la mujer en la primera oportunidad. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1763.3, 15 de septiembre de 1763.

Sin importar la manera en las cuales se denominó a las uniones libres, estas proporcionaron en frecuentes ocasiones una alternativa en el complejo esquema moral de una sociedad como la de la ciudad de San Luis Potosí durante su época colonial. Sin lugar a dudas, el enlace clandestino fue la manera para que una viuda como Salvadora de Reina lograra amparar a sus hijos y recibir una promesa matrimonial por parte del español Juan Antonio Barbosa. Situación similar vivía José María Valenzuela de 38 años con la viuda Rosa Cruz de la misma edad, solamente que este español dedicado a las peleas de gallos tenía su esposa en Irapuato, de donde era originario. La relación entre ambos nació cuando Rosa le pidió a Valenzuela que la cuidara ya que ella, por ser pobre, se sostenía lavando, cosiendo y cocinando ajeno. Al poco tiempo, la "fragilidad" de la mujer y las intenciones del español dieron como origen a una amistad ilícita, cargo del cual también se le acusaba a Valenzuela por otros lados. Resultados de la cuidado de la cual también se le acusaba a Valenzuela por otros lados.

Todas las uniones no sacramentadas, sin importar como fueron reconocidas y como se transformaron, sirvieron al igual que los matrimonios religiosos a proporcionar alternativas para establecer en el mundo colonial iberoamericano relaciones de convivencia y conveniencia. Bajo el marco del amancebamiento o el matrimonio, muchos habitantes de San Luis, en todos sus niveles, encontraron la fórmula para alcanzar acuerdos domésticos desde donde se puede entender la vida cotidiana.

Los casos mostrados para San Luis Potosí se articulan con los ejemplos rescatados por Calvo para la Guadalajara del siglo XVII en donde el concubinato fue la elección entre pobres y gente de la élite colonial.<sup>39</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1769.2, 11 de julio de 1769.

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1791.2, 12 de julio de 1791.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup>Ann Twinam, Public Lives, Private Secrets. Gender, honor, sexuality and illegitimacy in Colonial Spanish America. Stanford, Stanford University Press, 1999, p. 82.

Desde el punto de vista demográfico, también se puede entender mejor a las uniones de este tipo (amasiato) como un subproducto del desequilibrio numérico entre los sexos en edad reproductiva.<sup>40</sup>

## 5.2 La multiplicación de la sociedad potosina. Entre frecuencias y preferencias

El registro parroquial de San Luis Potosí inició justamente con la fundación del pueblo minero. Desde 1594 los frailes franciscanos se dieron a la tarea de llevar un libro de bautizos, pero los matrimonios más antiguos se inscribieron en febrero de 1597. Durante los ocho años siguientes, los registros de casamientos dieron cuenta del flujo migratorio indígena que estaba llegado y estaba legalizando ante el clero sus uniones. Además de los nombres de los contrayentes, los frailes apuntaron en las partidas los lugares de procedencia de ambos y su filiación étnica. En contraste, descuidaron aspectos tales como la edad de los novios<sup>41</sup> y la ocupación de los varones con lo cual se puede reconstruir la estructura ocupacional.

En este primer tramo del poblamiento, sobresalen numéricamente las parejas de indios formadas por gente extranjera al pueblo y tal parece que en base a esta información de la jurisdicción franciscana, más de la mitad de los que se casaron bajo la mirada del convento provinieron de tierras michoacanas.

Por el lado de los españoles y gente de sangre mezclada, no se dispone de los registros para dar cuenta de un fenómeno similar ya que los libros de matrimonios que han sobrevivido al paso del tiempo se ubican a partir de la segunda mitad de la década de

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup>Juan Javier Pescador, *De bautizados a fieles difuntos. Familia y mentalidades en una parroquia urbana:* Santa Catarina de México, 1568-1820. México, El Colegio de México, 1992, p. 149.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> La irregularidad en el registro de la edad de los contrayentes será un obstáculo que nos impedirá integrar esta variables en el estudio. En ocasiones, los mismos tenientes de cura encargados de redactar las actas en los libros matrimoniales descuidaron la mención de la edad sin preferencias étnicas, ya que lo mismo se omitió para españoles como para castas e indios.

1630. En la Parroquia Mayor, el cumplimiento de las instrucciones eclesiásticas de separar los libros de casamientos, bautizos y defunciones para españoles, castas e indios, se empezó a observar hasta 1703 en el caso de las bodas. Esta parroquia, encargada de una feligresía heterogénea en términos socio-raciales, nos ofrece la oportunidad de estudiar el comportamiento específico de cada uno de los componentes de la población y sociedad potosina.

En virtud de que en la parroquia mayor se encuentran la división de los libros parroquiales de acuerdo a los sectores socio-raciales, utilizaremos la información étnica de los novios para llevar a cabo un análisis de las preferencias en la elección de pareja y abordar conceptos tales como endogamia<sup>42</sup> y matrimonios mixtos. Con esto se puede

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> Por endogamia entendemos al conjunto de restricciones que limitan a los miembros de un determinado sector a elegir pareja al interior del mismo. En una sociedad estratificada como la Nueva España, la endogamia adquiere relevancia en la observación de los matrimonios de individuos pertenecientes a la misma "calidad", es decir, indios con indias, entre gente de sangre mezclada y de españoles con sus iguales. Para "medir" la endogamia nos hemos inclinado por un ejercicio estadístico que en décadas pasadas fue utilizado para revisar y reconsiderar el fenómeno de los matrimonios interétnicos así como el sistema de castas en la América Española. La aplicación de este modelo para la medición de endogamia que en nuestro caso sería un indicativo en un lapso de tiempo determinado como un año o quinquenio. La ecuación es la siguiente:

 $K^*= (Po-Pe) / (P^*-Pe)$ , en donde,

Po= suma de matrimonios endogámicos observados divididos entre la suma de matrimonios.

Pe= suma de matrimonios endogámicos esperados divididos entre la suma total de matrimonios.

E (esperado) = número de novias dividido entre la suma total de matrimonios, y después multiplicado por el número de novios.

P\*= suma de las cantidades mínimas de novios y novias por cada categoría divididos entre la suma total de matrimonios.

De esta manera, cuando el resultado de K\* se aproxime a 1.0 significará una endogamia máxima (v.g. .90). En cambio, cuando la cifra tenga una tendencia a 0.0 (v.g. .30) indicará que el proceso de elección de pareja se realiza completamente al azar. Ver Robert Mc Caa et. al. « Race and Class in Colonial Latin America: A critique ». Comparative Studies in Society and History, Vol. 21, (1979), p. 425-426. En este ejercicio estadístico cabe hacer la aclaración que los matrimonios en donde se considera la elección de pareja al azar, se considera que hubieran ocurrido al margen de reglas o factores sociales que regulaban las uniones. Igualmente señalamos que una manipulación numérica de este tipo puede ser muy criticable desde distintos puntos de vista. Por ejemplo, las cifras que en ocasiones resultan expresan a matrimonios en números fraccionados, pero sobre todo se debe revisar el universo en el cual se aplican y funcionan las categorías socioraciales. Como nuestro estudio se basa en datos existentes y disponibles, debemos advertir que detrás de cada etiqueta social o "calidad" puede acechar cierta incertidumbre. Que tanto un mestizo con ciertos atributos físicos o económicos pudo "pasar" como español?. Sería verdad que el dinero "blanqueaba" o hasta que punto se puede considerar "mestizo", "castizo" o "mulato" a un individuo en la sociedad colonial. Ver Patricia Seed, « The Social Dimension of Race: Mexico city, 1753 ». Hispanic American Historical Review, Vol. VII (noviembre 1982), p. 59. Finalmente, las variaciones que resulten de

acceder a un nivel más íntimo, en donde los casamientos en el gran teatro colonial novohispano nos proporcionan los elementos necesarios para observar la interacción de las distintas esferas sociales, y los cambios erosionados por el tiempo y la acción de los protagonistas mismos.

En archivos parroquiales como el del Convento de San Francisco, San Sebastián y Tlaxcalilla, el universo de estudio se refiere mayoritariamente a los indígenas vecinos de la periferia de la traza española.

Nuestra primera percepción en cuanto a la incidencia de la nupcialidad durante los primeros cinco años de San Luis es de un incremento discreto entre 1597 y 1599, cuando los casamientos alcanzaron la cifra de 58, el doble de un año antes. Posteriormente, la curva desciende suavemente para mantenerse en promedios de aproximadamente 10 a 15 eventos anuales. Este fenómeno impuso un comportamiento espejo en los bautizos que escalonadamente disminuyeron hasta casi tocar la curva de los casamientos por 1613. Por alguna razón que no hemos podido esclarecer, en 1615 no se registró casamiento alguno en el convento.

La frecuencia de los matrimonios también puede tomarse como un parámetro de la situación que se vivía al interior de un poblado como San Luis que era vulnerable a la disponibilidad de alimentos, a las bonanzas y crisis de su minería, a condiciones climatológicas extremosas y a la presencia de enfermedades epidémicas.

Algunos de los períodos críticos que se vivieron en la ciudad durante el período de estudio que nos incumbe fueron:

1641-1643

1737-1740

1793

1666-1667	1740-1754	1796-1798
1673-1677	1760-1768	1806-1810
1693-1695	1786-1786.	

A partir de la década de 1640, se pueden incluir en el análisis los matrimonios efectuados en la parroquia mayor y de esta manera aproximarnos de una manera más general a los eventos y circunstancias que pudieron afectar a la nupcialidad.

En este orden de ideas, debemos considerar que en torno al matrimonio la incidencia de los eventos puede ser indicativo de las condiciones sociales y económicas que tanto estimularon como disuadieron a la población a casarse, aunque esto no significó que se privaran de vivir en pareja.

Entre 1641 y 1643, el poblado soportó el rigor de una sequía acompañada de hambres y enfermedades que parecen haber afectado más a la población indígena adulta del todavía pueblo que a sus pares de los barrios del entorno. Hasta 1651, se mantuvo la tendencia decreciente de los casamientos como reflejo de la crisis.

A esta altura del siglo XVII, en el universo heterogéneo de la parroquia mayor, los matrimonios se mostraban con una fuerte tendencia a la endogamia<sup>43</sup>, aspecto que se venía observando desde 1636 principalmente entre los españoles, negros e indios de la jurisdicción. Solo se efectuó una unión de una europea con un indio y ninguna entre parejas de sexos a la inversa.

Tabla XII
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios 1636 1640

Matrimonios, 1030-1040.						
Es	pañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	42	7	1	0	0	50
Mestizos	1	3	4	0	2	10
Mulatos	0	5	5	4	7	21
Negros	0	1	3	27	9	40
Indios	1	2	1	0	18	22
Totales	44	18	14	31	36	143

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> Para este lustro la endogamia calculada en la parroquia fue de K\*=.70

En el quinquenio siguiente, esta tendencia llegó a fortalecerse aún más (K\*= .86) con un enclaustramiento que fue notorio entre indios e hispanos. Entre la gente de sangre mezclada, los mestizos prefirieron sobre todo las uniones entre sus mismos, siendo emulados también por los vecinos de origen africano. En esta orientación hacia una endogamia fuerte podemos dar cuenta que en un real de minas, esta conducta era característica de un sistema de diferenciación racial bien definida.<sup>44</sup>

Tabla XIII
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios, 1641-1645.

	Es	pañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Es	pañoles	44	7	0	0	0	51
Me	estizos	0	10	6	0	1	17
Mι	ılatos	0	4	9	0	1	14
Ne	gros	0	0	2	27	3	32
Inc	lios	0	1	0	0	3	24
To	tales	44	22	17	27	28	138

Entre las castas, mulatos y mestizos de ambos sexos, después de escoger pareja de manera endogámica, se abrieron recíprocamente hacia grupos cercanos. A mediados de siglo, y de acuerdo a las mezclas étnicas en el mercado matrimonial potosino, no se pueden señalar las preferencias de cada grupo para seleccionar cónyuge en porciones de la sociedad cercanos o lejanos.

En este orden de ideas, se ha dicho que el estudio del matrimonio en la época colonial como fenómeno demográfico y de movilidad social es fundamental ya que nos permite observar la frecuencia de las uniones interétnicas por cada grupo y sus mezclas según el sexo en donde "...(un español se casa más fácilmente con una india que una española con un indio)..."

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup>Phillip Hadley, *Minería y Sociedad en el Centro Minero de Santa Eulalia, Chihuahua(1709-1750).* México, Fondo de Cultura Económica, 1979, p. 59.

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup>Claude Morin, « Los libros parroquiales como fuente para la historia demográfica y social novohispana ». *Historia Mexicana*, 21 (No. 3, enero-marzo 1972), p. 408.

A partir de 1652, la nupcialidad general de la parroquia mayor experimentó un estancamiento que se mantuvo por una curva casi plana hasta 1660 cuando empezó a dar muestras de una recuperación parsimoniosa. Por estas fechas, la minería potosina fue dando algunas muestras de mejoría y la breve bonanza del mineral de San Pedro de 1659 coincidió con un repunte tímido de los matrimonios. Desafortunadamente, el registro de los matrimonios de indios se ha perdido de los archivos parroquiales.

En el horizonte potosino, a pesar del indeciso resurgimiento minero, se asomaban días difíciles ya que desde 1661 a 1667 las nubes de lluvia desparecieron de los cielos. Sin embargo, los casamientos en la parroquia mayor en términos generales mantuvieron su incremento a pesar de la prolongada sequía.

Otra caída de las cifras de matrimonios se observó en 1673 cuando en la ciudad proliferaron males como la viruela y el tabardillo que resintieron principalmente indios y castas. Durante la influencia mortal de una epidemia, las uniones eran retrasadas y en caso de que una enfermedad alcanzara niveles catastróficos, la población tardaba en recuperarse, lo cual también quedaba evidenciado en la evolución de la curva de nupcialidad.

Durante el quinquenio de 1681 a 1685 y el siguiente, la depresión en el número de matrimonios acompañó a una endogamia que empezaba a perder la firmeza de años atrás<sup>46</sup>. Las uniones de españolas con hombres de grupos vecinos inferiores empezó a notarse más, aspecto que fue imitado por los varones. Tanto hombres como mujeres de la población blanca se cerraron por completo a las uniones con indios, mientras estos, después de casarse entre ellos, prefirieron los hombres más a mestizas que mulatas, mientras que las indias hallaron pareja entre los mulatos. Las condiciones difíciles de

<sup>&</sup>lt;sup>46</sup> Para 1681-1685, el resultado de K\* fue de .62, que fue el mismo obtenido cinco años más temprano.

abastecimiento de alimentos, aunado con una crisis de mortalidad ocasionada por enfermedades, de cierta manera son en parte responsables del proceso de mestizaje.

Tabla XIV
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios, 1681-1685.

E	spañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	41	2	3	0	0	46
Mestizos	5	32	11	0	2	50
Mulatos	2	12	26	O	9	49
Negros	0	0	2	2	1	5
Indios	0	8	5	0	37	50
Totales	48	54	47	2	49	.200

Estas condiciones de mortandad generalizada y sequía se mantuvieron en la ciudad en la última década del siglo XVII por lo cual, en la parroquia mayor, la incidencia de los casamientos cayó desde 1695 al igual que sucedió con la endogamia.<sup>47</sup>

Tabla XV
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios 1696-1700

Mati illionios, 1050-1700.						
Es	spañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	32	11	4	0	0	47
Mestizos	3	18	5	0	6	32
Mulatos	0	13	22	0	11	46
Negros	0	0	1	0	3	4
Indios	1	6	8	1	30	46
Totales	36	48	40	1	50	175

En el último tramo del siglo XVII, se empezó a sentir el peso de la población de sangre mezclada en el abanico racial de la parroquia. Mestizas y mulatas se desposaron con varones de cada uno de los grupos socioraciales de la ciudad. Por su parte, los indios hicieron algo similar más no con los españoles. Estos prefirieron sobre todo los casamientos con mestizas. Los que empezaron a desaparecer del mercado matrimonial y posiblemente de la sociedad fueron los negros, tendencia que era evidente desde inicios de la década de 1680.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup> 1696-1700, K\*= .53

En síntesis, durante la primera mitad de la centuria, se manifestó una tendencia alta a la endogamia. Entre los grupos más endogámicos se encontraron los españoles que gradualmente empezaron a unirse con población mestiza como segunda opción. En los 50 años siguientes, este aspecto empezó a transformarse y notamos que la endogamia dio muestras de un gradual debilitamiento a pesar de que españoles, mestizos y mulatos continuaron eligiendo pareja al interior de sus comunidades étnicas.

Al inicio del siglo siguiente, en la parroquia mayor, se fue haciendo cada vez más fuerte la presencia de la nupcialidad de la gente de sangre mezclada. A lo de largo de los primeros 50 años de la centuria, las castas dominaron numéricamente el escenario matrimonial al interior de la ciudad española. Simplemente, en el primero quinquenio de 1700, las mestizas escogieron consorte casi en igual proporción al interior de su grupo como con mulatos, mientras que españolas, mulatas e indias continuaron observando las uniones endogámicas como primera opción. En sus matrimonios mixtos, los indios varones encontraron pareja entre la población de mulatas y mestizas y continuamos encontrando poca apertura hacia el sector blanco en ambos sexos. Esta conducta también podría ser resultado de una renuencia de los españoles hacia los indios.

Tabla XVI
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios 1701-1705 <sup>48</sup>

Matrimonios, 1701-1705. "						
Es	pañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	58	7	2	0	0	67
Mestizos	2	16	11	1	4	34
Mulatos	1	15	28	0	4	48
Negros	0	1	1	0	0	2
Indios	0	7	10	0	33	50
Totales	61	46	52	1	41	201

<sup>&</sup>lt;sup>48</sup> K\*= .60

En cuanto a la incidencia matrimonial, la observación de las curvas individuales de matrimonios para españoles, casta e indios, notamos que los movimientos más pendulares fueron precisamente entre mulatos y mestizos. Durante ese tiempo, los contrayentes de fuera ya habían perdido su peso en el mercado matrimonial de San Luis. En lugar de celebrar bodas con novios foráneos, se empezó a sentir el movimiento de la gente de sangre mezclada proveniente de las congregaciones vecinas de la ciudad como Los Ranchos, Pozos y del Cerro de San Pedro. Igualmente, mestizos avecindados en barrios como El Montecillo y San Sebastián empezaron a casarse en la parroquia mayor cuando escogieron novias del interior de la traza urbana.

Por otra parte, los eventos matrimoniales entre hispanos e indios guardaron cierta similitud en su observancia, aspecto que se repitió entre 1721 y 1730 para los principales sectores socio-raciales de la parroquia. Entre 1716 y 1720, nuestro muestreo de la interacción social arrojó luces sobre la vinculación de los españoles con los indios. Después de la poca inclinación de las españolas hacia los indios, a partir de la segunda década del siglo XVIII, esta tendencia se mantendría e iría ganando terreno.

Los indios individualmente empezaban a dejar sentir su presencia en el mercado matrimonial, poniéndose a la par de los hispanos e incluso superándolos numéricamente a partir de este momento.

Sin dejar de reconocer el peso mayoritario de la gente de sangre mezclada de la jurisdicción, tal parece que, en términos generales, la parroquia estaba consolidando un proceso de "indianización" galopante.

Tabla XVII
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios, 1716-1720<sup>49</sup>

			~				
Es	pañolas	Mestizas		Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	84	7		8	Ō	0	99
Mestizos	10	25		19	0	5	59
Mulatos	4	13		42	0	13	72
Negros	0	0		0	0	1	1
Indios	2	6		16	0	77	101
Totales	100	51		85	0	96	332

Entre 1721 y 1730, el número de eventos matrimoniales de los indios se ubicó apenas por debajo de las castas y superó por escaso margen a la de españoles. Pero tan pronto comenzó el decenio de 1730, los casamientos de las castas repuntaron, duplicando sus cifras anuales. En muy poco tiempo, la ciudad se vería envuelta bajo una sombra de muerte y el ciclo de vida de muchos de sus pobladores se vería trastornado con la llegada de la peste.

Sin duda alguna, la peste o matlazáhuatl de 1737 alteró en buena medida la vida cotidiana del poblado español y su perímetro de pueblos y barrios indígenas en los que se acomodaban también gente de sangre mezclada y uno que otro europeo venido a menos. La circunstancia de una mortalidad anormal podría ser considerado como un factor determinante para entender el descenso de las curvas (principalmente de los indios) de casamientos en una parroquia étnicamente heterogénea. Pero no fue así.

En la parroquia mayor de San Luis, la crisis de mortalidad que acarreó la peste imprimió rápidamente su huella en los bautizos (que descendieron) y defunciones (que aumentaron). Los casamientos tampoco eludieron los efectos del mal.

Antes de la proliferación de la enfermedad en 1737, a partir de 1733 los matrimonios de indios y españoles se estancaron en una meseta que en el caso de los hispanos se prolongó hasta 1737 mismo. Singularmente, entre los indios, el

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup> K\*= .61

estancamiento momentáneo fue más breve y se le puede atribuir a que justamente en la mitad de la década, la ciudad vivió días de escasez de alimentos que obligó a muchos vecinos pobres a comer del maíz que se había podrido en los almacenes. A estos factores se les puede atribuir la evolución pausada de la nupcialidad indígena.

Entre 1736 y el año siguiente, la cifra de uniones en los libros de indios casi se duplicó para posteriormente decaer hasta sus niveles anteriores. Durante el año de la peste los indios de la jurisdicción aumentaron remarcablemente su apertura hacia otros grupos étnicos a través de la elección de esposas mulatas, mestizas y alguna que otra española.

Tabla XVIII Parroquia Mayor de San Luis Potosí.

Wati infonius, 1/30-1/40						
Es	spañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	64	5	13	0	0	82
Mestizos	9	17	17	0	2	45
Mulatos	9	19	71	0	13	113
Negros	0	0	0	0	0	0
Indios	2	12	45	0	103	162
Totales	84	53	146	0	118	401

Entre las castas, en pleno ataque epidémico de 1737 y 1738, la nupcialidad mantuvo cifras de casi medio centenar de eventos por año y decayó a 34 casamientos en 1739. Durante la peste, un poco más del 79% de las uniones registradas en los libros de casta correspondieron a uniones entre contrayentes de distintas "calidades", es decir, matrimonios exogámicos en términos socioraciales. Tal parece que una epidemia era, entre otras cosas, un aliciente para el mestizaje porque trastornaba el equilibrio de sexos en los grupos. Simplemente, las uniones de mestizos con mulatas entre 1736 y 1740 sobrepasaron las correspondientes a matrimonios endogámicos al interior del grupo mestizo.

 $<sup>^{50}</sup>$  K\*= .61

Cuando los efectos de la enfermedad empezaron a ceder, la cantidad de uniones decayeron, mas no las uniones interétnicas como resultado de los efectos a corto plazo del matlazáhuatl. Tal parece que después de la plaga, el mercado matrimonial quedó tan alterado que la elección de pareja (al menos entre la gente de sangre mezclada) se redujo a lo que siguiera de pie, con ánimos y salud suficiente para ingresar o reinscribirse en el nivel matrimonial del ciclo de vida.

Los que al parecer terminaron por esfumarse del catálogo étnico de la ciudad fueron los vecinos de origen africano. Sus mezclas con otros grupos también contribuyeron a la proliferación de la población afromestiza, la cual observó una activa participación en la composición social de la ciudad. Desde inicio de la década de 1730, la presencia de los negros, al menos en los libros matrimoniales, fue cada vez menos participativa y su gradual desaparición pudo haberse debido al proceso de asimilación de que hemos dado cuenta, así como por consecuencia de las epidemias y otras calamidades que minaron rápidamente su reducida demografía.

Por el lado de la nupcialidad española, en plena epidemia los registros dan cuenta de una depresión en las cifras matrimoniales que se hizo evidente en 1738. Entre septiembre de 1737 y septiembre del fatal año siguiente, los casamientos en los libros de Casamientos de españoles prácticamente desaparecieron. En 1738 solamente se efectuaron 7 enlaces en un año que prácticamente tuvo dos meses (octubre y noviembre) como calendario nupcial.

Lo que no desapareció de los libros fue la endogamia casi absoluta que se observó entre los europeos durante los años previos y durante los días del contagio colectivo. Hasta finales de la década solamente se llevaron a cabo tres bodas que involucraron a

españoles con mujeres de otras categorías socioraciales (dos con mulatas y una con mestiza).<sup>51</sup>

En otros ámbitos de la ciudad, en porciones indígenas como el de la parroquia de San Sebastián y el Pueblo de Tlaxcalilla, el ritmo matrimonial se vio afectado por las circunstancias pestilenciales. En el primero, la periodicidad de los casamientos tal parece que no resintió el embate de la peste. En contraste, en los libros propios del curato de Tlaxcalilla, en la mayor parte de la década de 1730, y no exclusivamente durante la aparición del matlazáhuatl, la curva de matrimonios observó altibajos bruscos.

En este pueblo al norte de la ciudad considerado tradicionalmente indígena, empezamos a notar la intervención de gente de sangre mezclada, principalmente de mestizos. En este ambiente, el porcentaje de las uniones mixtas se ubicó alrededor del 10 % del total de los matrimonios observados.

		Tabla XIX						
		Curato de Tlaxcalilla						
	I	Matrimonios, 1736-1740						
	Mestizas	Mulatas	Indias	Totales				
Mestizos	1	0	0	1				
Mulatos	1	0	2	3				
Indios	4	0	53	57				
Totales	6	0	55	61				

Por otro lado, en este curato y en la jurisdicción franciscana, inmediatamente después del paso de la epidemia, empezó a notarse la presencia esporádica de españoles casándose ahora sí con indias de barrios como San Miguelito

A lo largo de buena parte de la década, en el pueblo de Tlaxcalilla y en los barrios, se vivió una estabilidad relativa hasta el año de 1748 cuando la carestía y escasez

<sup>&</sup>lt;sup>51</sup> El índice K\* de la parroquia mayor correspondiente al quinquenio de la peste fue de .58 y para el quinquenio siguiente (1741-1745) bajó a .53 lo cual nos indica un debilitamiento de la endogamia. En otros espacios urbanos, la disponibilidad de la información matrimonial en el Convento de San Francisco y del Curato de Tlaxcalilla nos ha permitido realizar el mismo ejercicio estadístico. En el período de la irrupción del matlazáhuatl (1736-1740) se obtuvo una K\* de .55 en los datos conjuntos de las parroquias, en donde cinco años más tarde la endogamia tendió a una recuperación (.66).

de alimentos, aunados a la presencia del tabardillo, de nuevo acarrearon trastornos a sus vecinos por lo cual podemos explicar la caída en la evolución numérica de los matrimonios.

Al interior de la ciudad, estas condiciones frenaron notoriamente el ritmo de nupcialidad entre las castas mientras que los indios observaron un repunte en 1750. Durante los primeros años de este decenio, mulatos, mestizos e indios recuperaron con brío su ritmo, sosteniéndolo hasta 1760 al menos. Por esta época, la minería potosina estaba en pleno debacle, mientras que la ciudad nuevamente recibió la indeseable visita del tabardillo que se hizo acompañar por la viruela.

En el ámbito de las relaciones sociales, entre 1756 y 1760, notamos que en San Luis el mestizaje era cada vez más parte de las opciones matrimoniales en los distintos estratos de la sociedad. Para este quinquenio, notamos que la endogamia ya no era la misma a la de cien años atrás. El grupo hispano y principalmente las mujeres sí continuaban casándose con sus iguales, pero como segunda opción lo hicieron por igual con mestizos y con mulatos.

Tabla XX
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios. 1756-1760.<sup>52</sup>

		111	tati imomos, i /	JU 1/00.		
Es	spañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españoles	98	9	6	1	2	116
Mestizos	13	65	13	0	12	103
Mulatos	13	32	72	0	48	165
Negros	0	0	2	0	0	2
Indios	4	39	42	0	212	297
Totales	128	145	135	1	274	683

Entre los aspectos a resaltar durante este período, notamos la apertura poco usual de los españoles a unirse con mujeres de todas "calidades" (inclusive con una negra)<sup>53</sup>,

<sup>52</sup> K\*=.58

mientras que entre las mujeres blancas prefirieron mejor desposarse con sus similares étnicos. La tendencia a los matrimonios mixtos fue también singular entre los afromestizos hacia las mestizas y las indias y, como sucedió durante los días de la peste de 1737-1738, el número de sus uniones exogámicas fue muy cercano o sobrepasó a las realizadas al interior de su grupo. En contraste, entre los mestizos, los matrimonios hetero-étnicos en contadas ocasiones fueron menores a sus uniones endogámicas. Una de estas excepciones fue precisamente durante la epidemia de matlazáhuatl, pero fuera de este episodio, los mestizos potosinos fueron un grupo socioracial que mantuvo regularidad en su preferencia por las uniones endogámicas.

En cuanto a los indios, casi el 30 % del total de sus enlaces en el período fueron mixtos en donde sobresale su vinculación recíproca con los mulatos de ambos sexos.

Para el lustro siguiente, de cierta manera continuó este patrón matrimonial exogámico entre la población indígena de la parroquia mayor ajustándose a la disponibilidad de individuos en la matrícula socio-racial de la ciudad. Esta conducta se pudo ajustar a la recomposición demográfica de la población y sociedad potosina de ese entonces.

Tabla XXI Parroquia Mayor de San Luis Potosí. Matrimonios 1761-1765 54

	Matrimonios, 1701-1705.						
E:	spañolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales	
Españoles	75	8	1	0	3	87	
Mestizos	15	44	19	0	8	86	
Mulatos	8	22	47	0	27	104	
Negros	0	0	0	0	0	0	
Indios	4	36	25	0	237	302	
Totales	102	110	92	0	275	579	

<sup>&</sup>lt;sup>53</sup> A partir de esta altura del siglo XVIII empezamos a notar el desvanecimiento de los negros en los libros parroquiales estudiados. El último de ellos en los registros de nuestra muestra apareció en el período entre 1801 y 1805 bajo la jurisdicción de la parroquia mayor, mientras en las otras demarcaciones desaparecieron prácticamente de los libros de matrimonios. <sup>54</sup> K\*= .60

Los mestizos confirmaron su peso en el elenco nupcial de la ciudad que venía haciéndose patente desde años antes. Sin embargo, este fenómeno solamente fue manifiesto en la parroquia mayor ya que en los reductos indígenas de la ciudad, la información matrimonial no arroja muchas luces acerca de la presencia de mestizos al igual que de los mulatos.

Tabla XXII

Curato de Tlaxcalilla y Convento de San Francisco

Matrimonios, 1756-1760.

	Mati illionios, 1/30-1/00.						
	Mestizas	Mulatas	Indias	Totales			
Mestizos	1	0	1	2			
Mulatos	0	0	8	8			
Indios	0	1	302	303			
Totales	1	1	311	313			

Comparando el comportamiento matrimonial del interior de la traza con los registros correspondientes a la periferia de la ciudad, notamos que los desposados de sangre mezclada, ya sean de origen hispano o africano, realizaron la mayoría de sus uniones mixtas precisamente en la parroquia mayor, que más que considerarse un recinto hispano, albergaba una mayoría de castas por buena parte del siglo XVIII.

De esta manera, la presencia de mulatos y mestizos en los barrios y pueblos de los alrededores del poblado se debió a los esporádicos casamientos de esta gente con indios del Pueblo de Tlaxcalilla o de los barrios administrados eclesiásticamente por los franciscanos.

Tabla XXIII
Curato de Tlaxcalilla y Convento de San Francisco
Matrimonios, 1761-1765.

Mestizas	Mulatas	Indias	Totales
0	0	5	5
0	0	4	4
0	1	266	267
0	1	275	276
	Mestizas 0 0 0 0	Mestizas Mulatas 0 0 0 0 0 1 0 1	0 0 5 0 0 4 0 1 266

Por otro lado, en pueblos igualmente indios como San Sebastián, a mediados del siglo XVIII, notamos la presencia muy discreta no exclusivamente de mulatos y mestizos, sino también de españoles casándose principalmente con indias. En este proceder, todos los casamientos interétnicos que se efectuaron involucraron a novios que no eran vecinos de San Sebastián. Según la costumbre, los enlaces debían realizarse en la parroquia de la novia y de esta manera los dos españoles de fuera (uno de Monte Caldera y otro vecino del Valle de San Francisco) debieron casarse en el pueblo agustino.

Tabla XXIV
Parroquia de San Sebastián
Matrimonios, 1756-1765.

	Τ.	<b>TALI IMIUMIOS</b> , .	1/50-1/05.		
	Mestizas	Mulatas	Indias	Españolas	Totales
Mestizos	0	0	1	0	1
Mulatos	0	0	3	0	3
Indios	0	1	141	0	142
Españoles	0	0	2	0	2
Totales	0	1	147	0	148

Por esta fechas, en San Sebastián y en la jurisdicción del Convento de San Francisco, el número de eventos matrimoniales por año decreció, mientras que en la ciudad, en 1765, las curvas de los casamientos de castas e indios coincidieron en caer al mismo ritmo. Dos años más tarde, los indios de esta última feligresía experimentaron un descenso en espiral en su nupcialidad que se extendió hasta 1772.

En este lapso de tiempo, muchos eventos sucedieron en San Luis que pudieron impedir las uniones. El hecho con mayor peso en la vida social fue el momento tenso que se vivió en 1767 con la expulsión de los jesuitas y los tumultos que en gran medida fueron guiados por castas, principalmente por mulatos que fueron severamente castigados por el visitador Gálvez durante su célebre estancia en San Luis Potosí. Algunos vecinos, para librarse de las ordenanzas del visitador, cambiaron prontamente su "calidad" como fue el caso de Luis Rivera, vecino del barrio de Tequisquiapan quien buscó ser

reconocido como hijo de mestizo y coyota a pesar de que toda su existencia la había transcurrido como indio.<sup>55</sup>

A partir de 1772, la nupcialidad general de la parroquia mayor empezó a experimentar una recuperación notoria para españoles, castas e indios que fue secundada por los indios de la custodia franciscana y, en su medida, los propios del pueblo de San Sebastián no se quedaron atrás.

En cuanto a las relaciones interétnicas, entre 1776 y 1780, al interior de la ciudad notamos un despliegue de la exogamia que marcaría la pauta de los años siguientes. La endogamia calculada para este período es de .47 y para el quinquenio de 1781 a 1785 alcanzó a deslizarse a .46, guarismos que nos indican que en la elección de pareja el azar estaba imponiéndose a los criterios estamentales.

Entre los hispanos es remarcable su actitud hacia los mestizos, aspecto que en su debida proporción fue imitado sobre todo por los indios varones cuyos casamientos con mulatas y mestizas representaron casi el 30 % del total de sus uniones.

Tabla XXV
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.

		1	viau illionios, i	/ / U-1 / OU		
I	Españolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Españole	s 105	31	6	0	3	145
Mestizos	32	92	42	0	18	184
Mulatos	17	35	55	0	50	157
Negros	0	0	0	0	0	0
Indios	6	42	40	0	218	308
Totales	160	200	143	0	291	794

A lo largo del quinquenio siguiente, por todos los rincones de la Nueva España, se sufrieron fallas en la agricultura que trajeron como consecuencias una reducción significativa de alimentos. En San Luis, el hambre se tradujo en una caída generalizada de las cifras matrimoniales, reflejando nuevamente las condiciones sociales. En todas las

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup> A.H.E.S.L.P., A.M..S.L.P. 1768.1, 9 de enero de 1768.

curvas de nupcialidad sin importar "calidades", esta calamidad dejó su huella durante 1785 y 1786. A la par que los matrimonios decrecieron durante estos años, la mortalidad ocasionada alcanzó un grado desastroso cuando las defunciones sobrepasaron a los bautizos en la parroquia mayor, en el convento franciscano, en Tlaxcalilla y en San Sebastián. El ritmo ascendente que se había sostenido hasta los primeros años de la década de 1780, se vio interrumpido por el hambre y la muerte.

Nuevamente, la sobre-mortalidad, que en esta ocasión fue producto de una escasez de alimentos, repercutió inmediatamente en el comportamiento de la sociedad.

Los casamientos entre españoles y mestizos marcaron la pauta como segunda opción matrimonial después de la tendencia hacia la endogamia entre los hispanos de ambos sexos. Por el lado de los indios notamos una interacción más activa entre los hombres que seguidamente tejieron uniones con mestizas, mulatas e hispanas.

De todos los períodos que conformaron nuestra muestra, este quinquenio fue precisamente el período en el cual notamos a una endogamia muy debilitada. Con este comportamiento podemos argumentar que la influencia de los acontecimientos críticos que se padecieron en la ciudad, entre otras aspectos, también alteraron la evolución social. Precisamente durante un momento de crisis que podríamos denominar maltusiana como la experimentada en 1785-1786, la sociedad potosina se inclinó a las uniones mixtas como salida viable a la elección de pareja. El análisis de la endogamia en una ciudad colonial como San Luis Potosí nos ofrece la oportunidad de percibir a una sociedad en evolución y en donde las relaciones entre los sexos se fue adaptando a los síntomas de los tiempos.

En los motivos que condujeron a la elección de pareja en el siglo XVIII muy posiblemente fueron interviniendo más factores y condiciones socioeconómicas que durante el siglo anterior no se consideraban del todo. Este pudo ser el escenario que nos descubren los datos provenientes de la parroquia mayor, con su primordial heterogeneidad.

Tabla XXVI
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios, 1781-1785

			vian illiollios, i	/01-1/05		
	Españolas	Mestizas	Mulatas	Negras	Indias	Totales
Espa	ñoles 140	41	7	0	7	195
Mest	izos 47	118	18	0	36	219
Mula	itos 14	37	45	0	55	151
Negr	os 0	0	0	0	0	0
Indio	s 15	79	53	0	255	402
Total	les 216	275	123	0	353	967

Al exterior de los muros de San Luis, en el mismo período, no podemos ahondar de igual manera en la dinámica social porque mayoritariamente fueron espacios indígenas (Convento de San Francisco y Tlaxcalilla) en donde los matrimonios endogámicos alcanzaban el nivel máximo.

Tabla XXVII
Parroquia de San Sebastián
Matrimonios, 1781-1785.

	_				
	Mestizas	Mulatas	Indias	Españolas	Totales
Mestizos	0	1	4	0	5
Mulatos	0	0	2	0	2
Indios	3	2	76	0	81
Españoles	0	0	1	1	2
Totales	3	3	83	1	90

Sin embargo, en el pueblo agustino de San Sebastián, la presencia de españoles, mestizos y mulatos sería una constante durante los últimos años del siglo XVIII y al menos en el primero quinquenio del XIX. Entre 1781 y 1785, la parroquia de este lugar que había sido exclusivamente dedicada a los indios, fue testigo del himeneo de una

pareja española, al igual que se efectuaron otras uniones entre pares étnicos. Tal pareció que la ciudad estaba quedando muy reducida para rancios vecinos españoles.

Tabla XXVIII
Parroquia de San Sebastián
Matrimonios, 1796-1805.

	-				
	Mestizas	Mulatas	Indias	Españolas	Totales
Mestizos	1	0	6	4	11
Mulatos	1	0	0	0	1
Indios	5	0	138	4	147
Españoles	0	0	2	1	3
Totales	7	0	146	9	162

Al mismo tiempo que San Sebastián empezaba a recibir los saldos sociales de la ciudad española, en otros rumbos también se fueron acomodando los que alguna vez habitaron al interior.

Tabla XXIX

Curato de Tlaxcalilla y Convento de San Francisco

Matrimonios, 1796-1805.

		· Lact IIII on to by L	// IOOD!		
	Mestizas	Mulatas	Indias	Españolas	Totales
Mestizos	4	0	12	1	17
Mulatos	I	0	5	0	6
Indios	12	4	804	2	822
Españoles	2	0	2	0	4
Totales	19	4	823	3	849

A lo largo de los últimos 20 años del siglo XVIII, las oscilaciones de las curvas de castas e indios al interior de la ciudad de cierta manera fueron síntomas de la sucesión de crisis de subsistencia. Después de períodos de sequías, llegaban lluvias copiosas y a cada época de carencias de alimentos le sucedieron epidemias como la de viruelas de 1798 que al igual que otras patologías biológicas afectaron a la evolución de la nupcialidad.

En cuanto a la interacción social, en las postrimerías de la década de 1790, en la parroquia mayor la endogamia se recuperó un poco, alcanzando niveles que había observado casi 100 años atrás. Al interior del grupo hispano, los casamientos mixtos entre varones no alcanzaron el 20 % del total de sus uniones, mientras que una de cada tres mujeres se desposó con alguien que no fue de su igual socioracialmente hablando.

Sus preferidos en el mercado matrimonial fueron los mestizos sobre los indios y mulatos. Por su parte, los mestizos y especialmente sus mujeres prefirieron casi por igual a sus semejantes étnicos que a indios, así como se casaron similarmente con españoles y mulatos.

A partir de estas fechas otro aspecto que se percibe en los libros parroquiales es una gradual disminución de personas con algún vestigio de sangre africana, lo cual nos lleva a inferir que los mulatos empezaron a ser absorbidos por los mestizos. Entre 1796 y 1800, la cantidad de matrimonios endogámicos entre mulatos quedó por debajo de las cifras de sus enlaces con mestizos e indios.

Tabla XXX

Parroquia Mayor de San Luis Potosí.

Matrimonios, 1796-1800.<sup>56</sup>

	Españolas	Mestizas	Mulatas	<b>Indias</b>	Totales
Españoles	113	20	2	3	138
Mestizos	45	86	4	23	158
Mulatos	9	26	22	34	91
Indios	16	73	21	379	489
Totales	183	205	49	439	876

Entre 1780 y 1800, la irregularidad en las condiciones de vida de la ciudad y su periferia impidió mantener una cadencia en el aumento de los matrimonios. Entre los indios, la curva adoptó el movimiento más inestable ya que después de una torre por lo general habían depresiones. Por el lado de los españoles, la nupcialidad observada fue menos dinámica y la meseta correspondiente a una estabilidad relativa se prolongó hasta el siglo XIX.

En el universo indígena dentro y fuera de la traza, el primer quinquenio decimonónico fue testigo de un descenso y de una tímida recuperación en el preámbulo de la crisis social detonada en 1810. Este año no sólo marcó el inicio del fin de la

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup> K\*= .60

estructura colonial, sino también fue un período en el que la incidencia matrimonial se desplomó a niveles que no se había observado en el siglo XVIII.

Durante el transcurso de los primeros cinco años del siglo XIX, en los registros matrimoniales de la ciudad, se confirmó la tendencia de los mulatos para ser asimilados por otros sectores sociales al continuar observando en ambos sexos más uniones mixtas que homo-étnicas. Siguiendo esta tendencia, las mestizas ganaron un importante lugar en la composición demográfica de la ciudad en el cual solamente una de cada cuatro encontró consorte al interior de su grupo que empezó a ser más permeable en una sociedad que al parecer empezaba a dejar atrás muchos criterios de índole estamental. De alguna manera, las distintas esferas étnicas con el paso del tiempo comenzaron a perder importancia en la estratificación social de San Luis Potosí en su transcurrir por el siglo XVIII.

Tabla XXXI
Parroquia Mayor de San Luis Potosí.
Matrimonios, 1801-1805.<sup>57</sup>

		1 4 64 6 4		1001		
	Españolas	I	Mestizas	Mulatas	Indias	Totales
Españoles	108		40	2	9	159
Mestizos	23		48	0	17	88
Mulatos	9		10	4	13	36
Indios	30	24	103	24	407	564
Totales	170		202	30	446	848

En síntesis, sin importar una recomposición de la población por todos los rumbos de la ciudad y su entorno, tal pareció que durante los primeros años de 1800 estaba en marcha un proceso de mestizaje muy sólido.

En el escenario económico, así como dimos cuenta de la transformación de San Luis Potosí de un real de minas hacia un centro comercial real y auténtico, también

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup> K\*= .58

podemos traer a colación lo sucedido con la sociedad que en su dimensión igualmente evolucionó.

A través de las pautas seguidas en la elección de pareja en un contexto socioracialmente heterogéneo, en San Luis Potosí podemos ser testigos de un gradual debilitamiento del sistema de castas en el transcurrir del siglo XVII al XVIII.

Durante el siglo XVII encontramos algunos ejemplos que nos han conducido a inferir el peso de las categorías sociales en la vida cotidiana de los vecinos de San Luis. En la segunda década de 1700, Diego Jiménez y su descendencia habían sido reconocidos públicamente como moriscos. Sin embargo, este vecino buscaba afanosamente un puesto en la burocracia del entonces pueblo de San Luis, al cual solamente podría tener acceso como español. Decidido a cambiar su destino y el de todo aquel que se enrollara en las ramas de su árbol genealógico, Jiménez emprendió un juicio para que se dejara de reconocer como morisco hijo legítimo de padres conocidos y fuera aceptado como hijo natural pero español. Al recibir la aprobación para cambiar su "calidad", toda acta en cada uno de los libros parroquiales en los que apareciera un descendiente directo del recién hispanizado, debió ser modificada corrigiendo la filiación étnica.

En cada partida de bautizo y matrimonio de cada uno de los miembros de la parentela del ahora "don Diego Jiménez" se tachó la etiqueta de morisco y se agregó forzadamente la de español antecedida obligatoriamente por el prefijo "don" o "doña" según el caso. <sup>58</sup>

Con ejemplos como el anterior, presumimos que a lo largo del siglo de consolidación del poblado, en los criterios de promoción al interior de la estratificación social, se le otorgaba mucha importancia a los de índole socioracial. En contraste, durante

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> A.P.P.M.S.L.P. Libros de Bautizos, Caja 1, Libro 1, 1625-1635, f. 56.

el siglo XVIII, la dinámica experimentó algunos cambios y la movilidad social debió encontrar otros mecanismos. Este aspecto vendría a reafirmarse en los primeros años decimonónicos precisamente en el escenario del matrimonio religioso. Por mandato provincial, en las amonestaciones nupciales se empezaría a omitir las etiquetas sociales con las que se identificaba por ejemplo a españoles, castizos, mestizos e indios. En lugar de las mismas, el nuevo protocolo para señalar a los novios sería llamándoles "ciudadanos". <sup>59</sup>

En la centuria de las luces, la sucesión de calamidades que asolaron al poblado en forma de sequías, hambrunas, crisis mineras y sobre todo con las epidemias, ocasionaron cambios no exclusivamente en la evolución demográfica. De igual manera que dimos cuenta de los distintos grados de impacto de las crisis sobre los componentes de la población potosina, debemos considerar similarmente que el comportamiento social no pudo aislarse del todo de las variaciones.

Después de epidemias como las de peste en 1737, la viruela de 1798 o el hambre de 1785-1786, a la sociedad potosina como un todo no le quedó más remedio que adaptarse a la estructura demográfica y social que quedaba en pie. Estos reajustes en actitudes y significados debieron adoptarse en varios niveles de la vida cotidiana como respuesta a lo que de improvisto se padeció en la ciudad.

Los cambios en la cadencia de la nupcialidad, la tendencia de elección de pareja así como los experimentados en el andamiaje económico son solamente parte de un complejo más amplio que representó la población y sociedad colonial de San Luis Potosí.

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup> A.H.E.S.L.P., Intendencia 1813.3, Exp. 8.

## 5. 3 De la Real Pragmática a la oposición real al matrimonio

En el último cuarto del siglo XVIII, la práctica del matrimonio en la América española fue alcanzado como otros aspectos de la vida, por el escrutinio crítico de las reformas borbónicas. Además de los cambios promulgados para reorganizar las finanzas del reino, entre sus objetivos también se propuso debilitar el poder de la iglesia en el marco económico y legal del virreinato. El matrimonio, al ser de la incumbencia de la institución eclesiástica, no escapó del arbitraje borbónico que adoptó la forma de nuevas leyes.

En marzo de 1776 se proclamó en España la Real Pragmática que empezaría a ser aplicada en tierras novohispanas a partir del 17 de abril de 1778. Esta ordenanza mandaba a que los hijos de familia, menores de 25 años, debían obtener el consentimiento de sus padres para llevar acabo el matrimonio. A falta de los progenitores (o al menos de la madre) se debía acudir para tal autorización a los abuelos o sucesivamente a los parientes más cercanos mayores de edad.

Bajo este criterio, la Real Pragmática otorgaba a los padres un derecho de veto al matrimonio para impedir uniones que ellos consideraran desiguales. El mandato pues era un recurso legal que las familias podían utilizar para proteger sus intereses al interior de la misma regulando el comportamiento arrebatado de los hijos que con un casamiento podían acarrear el infortunio para los padres. Con ello, el marco oficial despojó a la iglesia de sus capacidad de legalizar libremente las uniones de sus fieles sin que importara la voluntad de los contrayentes. Esta iniciativa, en términos generales, fue diseñada básicamente para regular el comportamiento nupcial de españoles dentro de sus

<sup>&</sup>lt;sup>60</sup>Ramón Gutiérrez, Cuando Jesús llegó, las madres del maíz se fueron. Matrimonio, sexualidad y poder en Nuevo México, 1500-1846. México, Fondo de Cultura Económica, 1993, p. 376-377.

esferas familiares. Sin embargo, la aplicación de la Real Pragmática no exclusivamente se puede revisar desde la perspectiva de la transformación de la mentalidad al interior del grupo hispano, sino que puede abarcar otros aspectos del teatro social novohispano en el cual se propiciaron las relaciones interétnicas.

En San Luis Potosí, con la promulgación de la ordenanza, los intentos para obstaculizar matrimonios empezaron a brotar precisamente en torno a esta problemática. En nuestras excavaciones por los archivos locales rescatamos ejemplos ampliamente ilustradores de este tipo. Uno de los primeros juicios de oposición al matrimonio que se llevaron a cabo en la ciudad fue el que involucró a José Antonio Quirós de 19 años porque su padre viudo vio con "repugnancia" el enlace de su vástago con María Buenaventura de Flores. Entre los argumentos que se ofrecieron para obstaculizar la unión el padre del pretendiente hizo una lista de los defectos que María Buenaventura tenía para no ser digna de su hijo. En primer lugar, la muchacha era mulata y, entre otras cosas, también cargaba con el estigma social de ser hermana de un conocido ladrón apodado "el manchado" quien se la vivía preso. El padre de ambos mulatos era un sastre que de niño fue abandonado en la casa de la mulata Pancha Flores de quien tomó su "calidad" y apellido. 61 Todas estas características de índole étnico y social no eran las mejores vistas por muchos españoles como don José Antonio Quirós quien se desempeñaba como contador de navío en la Real Armada.

En otros casos, la oposición al matrimonio estaba fundamentada principalmente por los intentos de conservar intacto el honor de rancias familias de abolengo como la en

 $<sup>^{61}</sup>$  A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1782.1, 10 de abril de 1782.

donde nació Tomasa de Mesa y Buenaño, poseedora de una inmaculada "limpieza de padres y abuelos". 62

Las honras familiares frecuentemente fueron el obstáculo más severo de salvar en las controversias desatadas por los intentos matrimoniales. En ocasiones, un padre de familia, que incluso había abandonado a su mujer e hijos, disponía de la autoridad suficiente para no consentir el casamiento de cualquiera de sus hijos con alguien que no fuera su igual.<sup>63</sup>

Al lado de las cuestiones étnicas, otro aspecto que influyó fuertemente en los juicios de discrepancias, fue la condición económica de los contrayentes, principalmente entre los varones que no dejaron satisfechos a los renuentes suegros. Don Carlos Hilario de Leyva desató toda su influencia ante el aparato legal para impedir que su hija María Alejandra se casara con Darío López bajo el "cargo" de ser mulato, vago sin oficio ni beneficio y gran aficionado a los bailes de fandango. La reputación social de este hombre fue ampliamente expuesta para hacer evidente la disparidad con la muchacha española. En el desahogo de pruebas y testimonios López resultó ser hijo de mestizo y española y no ser precisamente un desocupado ya que estaba enlistado como soldado en el regimiento de dragones al mando del Conde del Peñasco. El juicio permitió a López no solo casarse con su novia española sino alcanzar una posición como castizo en un universo en donde las categorías socioraciales (a finales del siglo XVIII) guardaban cierta inercia del pasado, aunque se vivía en circunstancias distintas. Ser castizo por ese entonces en cierto sentido era contar con una calidad,

"...tan buena que de ella y español sale ya la prole de español; siendo de advertir que la de mestizo es más inferior, y con todo es tan limpia que conforme a la ley

\_

<sup>&</sup>lt;sup>62</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1786.1, 18 de mayo de 1786.

<sup>63</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1799.2, 9 de mayo de 1799.

7, título 7, libro 1 de la Recopilación de Indias pueden los mestizos (y castizos también) ser sacerdotes y las mujeres de esta calidad monjas de hábito y velo en cualquier monasterio..."64

A lo largo de 1799, en la ciudad de San Luis se entablaron varios pleitos de esta naturaleza en donde los principales actores no fueron precisamente los padres reacios a las uniones sino los hijos para de cierta manera protegerse de la voluntad de sus progenitores.

Uno de los procesos de este tipo fue el que inició María Patricia Bravo quién sospechó que sus padres se opondrían a su matrimonio con el indio tributario Pedro Casiano. Para persuadir a la muchacha de sus intenciones, sus progenitores la habían puesto "en recogimiento" en la casa del cura del Cerro de San Pedro. La raíz de la oposición paterna era el hecho que el potencial yerno era adicto a las borracheras y a andar desnudo por las calles. Casiano además se dedicaba al "infeliz" oficio de la elaboración de mezcal. 65

Para la realización de un matrimonio, no bastaba el intercambio de las promesas para hacerlo, y en ocasiones todos los argumentos de los pretendientes para hacer transparentes sus motivos para casarse no eran suficientes para recibir la bendición matrimonial. Ante todo, se debía contar primariamente con la bendición de los padres. Una pareja de novios como la formada por Cayetano Antonio Tobías y María Refugia Vargas en ningún momento del galanteo recibieron el apoyo familiar, principalmente de los padres de ella. Ante tal mortificación, a la muchacha no le quedo más remedio que refugiarse en casa del cura Antonio Roldán quién la ayudaría a unirse con su amado. Después de algunos días de estar escondida, su hermano Perfecto la sacó a rastras

<sup>&</sup>lt;sup>64</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1799.1, 17 de enero de 1799.

<sup>65</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1799.3 25 de mayo de 1799.

pasando incluso sobre la autoridad moral del sacerdote. El escándalo llegó a tal grado que las autoridades determinaron depositar a Refugia en un hogar neutral mientras durara el proceso. El principal impedimento que argumentaron los Vargas fue el hecho de que el novio era de Sierra de Pinos, por lo cual no le tenían la suficiente confianza para ser digno de la muchacha. Apegándose a la esencia de la Real Pragmática, en cierta forma pasaron por encima de las promesas de matrimonio del pretendiente. <sup>66</sup>

Este caso nos lleva a pensar que algunos de los procesos que se iniciaron para empantanar los compromisos de casamientos partieron de bases muy poco sólidas y en ocasiones reflejaron no más que la renuencia de las familias para permitir las uniones.

Tal parece que en muchos casos, los hijos encontraron en sus hogares los obstáculos más formidables para formalizar una unión con toda legalidad y validación social.

Don Francisco de Goyeneche llegó a radicar a San Luis Potosí en la última década del siglo. Él era originario de la Villa de Echalar, en la provincia de Navarra. En la ciudad conoció a Ramona Arzúa con la cual pretendió contraer nupcias, pero, como no cumplía los 25 años, se vio en la necesidad de solicitar una certificación de escribanos locales para obedecer los lineamientos del mandato. A pesar de no tener padres vivos ni parientes cercanos, Goyeneche era considerado hidalgo y poseedor de oficios honorarios lo cual limpió el camino de obstáculos para recibir una licencia matrimonial por parte de la Real Audiencia. Permiso similar gozó también el asturiano Francisco Platas para unirse con María Josefa Beltrán, hija postiza del administrador de los tabacos don José de Ordóñez.67

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1799.4, 25 de octubre de 1799.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1799.4, 29 de agosto y 20 de septiembre de 1799.

Pero en este escenario matrimonial, tal parece que los ingredientes principales que se ofrecieron a favor y en contra de la voluntad de los pretendientes fueron aspectos como el honor familiar, el patrimonio de las familias, las supuestas desigualdades sociales e incluso caprichos con muy poco sustento para impedir un enlace.

El gran ausente en este catálogo de pretextos e intereses es precisamente el tratar de entender los sentimientos afectivos que también pudieron haber orientado los pasos de una pareja hacia el altar. En los terrenos de la historia social del México colonial ha sido muy valioso reconocer que "las pasiones, o las emociones que motivan las acciones humanas, son terreno resbaladizo para el historiador". 68

Un buen matrimonio era visto por ejemplo si la pretensa era una "doncella criada y bien educada" como doña María de los Dolores Quintero y no una "mujercilla de oscuro nacimiento" como doña María Josefa Díaz. La primera, a pesar de haber sido hija de padres no conocidos, había crecido en el hogar de don José Ignacio Echevarría y sobre todo era una muchacha "de buen parecer de su cara, fina estructura de su persona, sobresaliente buen color, su buen trato, índole virtuosa y demás recomendables circunstancias que la distinguen ser de buena calidad..." En contraste, María Josefa, a pesar de que igualmente había sido adoptada y criada por la familia Sánchez, tuvo la mala suerte de comprometerse con Severino Landazurri quién tenía un defecto formidable: su hermano Francisco, clérigo de la orden de San Camilo, quién calumnió a su potencial cuñada simplemente por ser hija de padres no conocidos.

<sup>&</sup>lt;sup>68</sup>Patricia Seed, Amar, honrar y obedecer en el México Colonial. Conflictos en torno a la elección matrimonial, 1574-1821. México, Consejo Nacional de Cultura y Arte- Alianza Editorial. 1991, p. 80.

A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1803.1, 23 de abril de 1803.
 A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1800, 29 d enero de 1800.

Sin lugar a dudas, el estudio de los afectos o reconstrucción de las manifestaciones amorosas nos ofrecen un reto formidable de recuperación e interpretación de la información que vemos congelada en el tiempo y en donde la palabra "amor" es una de las más precavidas en su uso y significado.

De las escasas referencias que hemos encontrado alrededor de este tópico, haremos referencia a la experiencia afectiva de una pareja de enamorados que se enfrentaron a un proceso que dictaminaría si podían casarse allá en el obscurecer del siglo XVIII.

José Tomás Agapito Machuca era hijo natural y vivía con su padre del mismo nombre. Ambos trabajaban para los frailes agustinos y por tal motivo se veían en la necesidad de viajar por todos lados en donde hubiera conventos de la orden. Después de andar deambulando padre e hijo decidieron separarse. El progenitor se mudó a la Villa de Salamanca y el vástago optó por asentarse en San Luis Potosí en donde quedó bajo la tutela del superior del convento. El fraile recomendó a José para trabajar en la tienda de don Felipe Terán en la cual se desempeño como cualquier dependiente de las muchas tiendas mestizas y pulperías que habían brotado en las calles de la ciudad en los últimos años.

Un día a mediados de 1799, la vida de este lugareño cambió radicalmente ya que justamente en su lugar de trabajo conoció a la mujer que vendría a trastornar su existencia. Recurramos a sus propias palabras para recrear el momento y circunstancia en el cual conoció a la "niña de sus ojos", Mariana Cos.

"Hallándome frente de la tienda una niña nos entró por los ojos, y la vecindad, el amor que se aumentaba con la cercanía y de aquí resultó que nos dimos mutuamente palabra de casamiento".<sup>71</sup>

Hasta este punto, todo fue miel sobre hojuelas, sin embargo, cuando la pareja enfiló sus pasos al altar, surgieron algunas voces para impedir el matrimonio de esta pareja que literalmente había encontrado razones de sobra para unir sus vidas.

El primero en oponerse fue justamente el superior agustino que de cierta manera era un tutor para José Thomas. El religioso alegó que entre los novios existía una desigualdad ya que el pretendiente era hijo natural, reconocido únicamente por su padre con lo cual se beneficiaba de cierta honorabilidad que no era compatible porque la muchacha había sido una de las tantas criaturas abandonadas por todos los rumbos de la ciudad. Mariana había sido "expuesta" en la casa del presbítero Lorenzo Cos, de quién adquirió su nombre de familia.

De esta manera, el agustino no vio con buenos ojos el casamiento entre un hijo natural y una de padres desconocidos, lo cual no aseguraba en ninguno de los contrayentes la salvación del alma.

El juicio emprendido para evitar el matrimonio inició con los bríos argumentativos del religioso, pero al poco tiempo el proceso se ralentizó por la escasez de testimonios en contra de la unión y sobre todo por una revaloración de algunos conceptos que regulaban la vida cotidiana en la América española. En primero lugar, se expresó que a finales del siglo XVIII, el Rey había dictaminado erradicar el desprecio social en contra de los huérfanos; por otro lado, las actitudes sociales hacia los hijos naturales igualmente se habían suavizado con el paso del tiempo.

<sup>&</sup>lt;sup>71</sup> A.H.E.SL.P., A.M.S.L.P., 1799.4, 16 de agosto 1799.

Los "enamorados" apelaron a estos argumentos para suspender el juicio de oposición a la unión y ambos se dieron en la tarea de proseguir con sus planes matrimoniales gozando de la licencia correspondiente. Como su intención de casamiento se había envuelto en una controversia, la novia había sido depositada temporalmente en una casa ajena a la que había sido su hogar adoptivo. Por su parte, José fue arrestado en el cuartel de milicia de la ciudad. En este ejemplo, uno de los puntos a realzar es el uso novedoso de la palabra "amor" para manifestar la voluntad para llevar a cabo un matrimonio. En este sentido, Seed ha sostenido que durante el siglo XVIII este concepto hizo su aparición en la sociedad novohispana, justamente en el tiempo en el cual se entretejió la relación de nuestros protagonistas.<sup>72</sup>

En otros ejemplos, las familias que se mostraban inconformes con los matrimonios de sus hijos y otros parientes nombraron "podertenientes" para que, a su nombre y representación, llevaran los juicios de oposición hasta sus últimas consecuencias y amparados sobre todos en la Real Pragmática.<sup>73</sup>

Pero muchos casos también se toparon con circunstancias verdaderamente complicadas y enredadas, en donde quedaron manifestados muchos aspectos de las actitudes sexuales, los conceptos de moral y las conciliaciones al interior de la sociedad potosina, al menos entre los españoles.

<sup>&</sup>lt;sup>72</sup> Seed, Amar, honrar y obedecer..., p. 142-154.

Otros tipos de sentimientos amorosos fueron los que invadieron a gente como el cura beneficiado, vicario y juez eclesiástico de Guadalcázar don Tomás Castellanos y Ureña y lo llevaron a liberar a una esclava de nombre Bárbara Ignacia. La mujer era, según la descripción del cura, "una mulata alobada espigada de cuerpo, el pelo casi lacio y negro, casi aguileña y ojos no muy grandes y negros...". Pero al lado de las características físicas de la mulata que obviamente estaban muy dentro de los pensamientos del cura, el ministro de la iglesia la dejó en libertad por "el gran amor" que le tenía y para que gozara de una vida en libertad. A.H.E.S.L.P., A.M..S.L.P, 1729, sin fecha.

<sup>&</sup>lt;sup>73</sup> A.H.E.S.L.P., Protocolos, 1793, 28 de febrero de 1793; 7 de mayo de 1793.

A inicios del siglo XIX, Esteban Tovar emprendió un tortuoso camino para casarse con María Margarita Aguilar a quien conocía ampliamente. Tovar se había quedado viudo no mucho tiempo atrás y decidió volver a casarse, solamente que escogió la vía de la amistad ilícita con la "niña" Aguilar. En la mentalidad potosina de la época, el uso de la palabra "niña" para señalar a una mujer era sinónimo de que era doncella o virgen.

Después de haber sostenido su relación clandestina por un tiempo, la muchacha se embarazó, lo cual hizo que Tovar la abandonara a su suerte a pesar de que se habían prometido matrimonio. María Margarita quedó bajo el cuidado de su deshonrada familia hasta que dio a luz a una criatura que inmediatamente después de nacer fue condenada por su abuelo a ser tirada a los cerdos. Con esta acción el padre con el honor manchado buscaba remediar la afrenta y dar un escarmiento a su hija difícil de olvidar.

Sin embargo, la española no aprendió la lección ya que, al poco tiempo, su antiguo pretendiente regresó a la ciudad; reanudaron sus citas amorosas hasta que, nuevamente, la una vez niña volvió a quedar encinta. Esta vez, Tovar, en lugar de huir como era su costumbre, abrió un proceso para solicitar del padre de su amante la autorización para el casamiento. Como la muchacha apenas había cumplido los 25 años, su progenitor tenía la facultad para oponerse a la unión. Para tal proceso, el español sacó a relucir los detalles de la desventurada relación que ambos habían tenido y además mostró "repugnancia" hacia el amante de su hija porque era hijo de "un tal Domingo, que ejerció las funciones de verdugo en esta capital..."

La aparición de escándalos de este tipo en las esferas de impartición de justicia nos permiten suponer los múltiples grados de búsqueda de conciliación al interior de una

<sup>&</sup>lt;sup>74</sup> A.H.E.S.L.P. S.T.J., Civil, 1804, Exp. 48.

sociedad como la potosina en los estertores de su vida colonial. Por un lado, los procesos de índole civil y criminal respondieron a la falta de acuerdos familiares y de posiciones antagónicas.

Recordemos que en la sociedad colonial, las mujeres eran a quienes se confiaba la custodia del honor familiar, pero, sobre todo, el honor era un valor que solamente ellas se podían dar el lujo de extraviar una vez.<sup>75</sup>

En la sociedad hispanoamericana, el concepto de honor estaba estrechamente vinculado con la institución matrimonial y con la conservación del orden social. En este orden de ideas, el honor sexual (especialmente en el caso de las mujeres) era una de las virtudes mejor vistas en una sociedad que premiaba la castidad y fidelidad femenina alrededor de la familia y el estrecho apego a los cánones religiosos. Sin embargo, hasta donde hemos revisado la sociedad virreinal mexicana (y en su caso, la potosina), no fue precisamente un dechado ejemplar de cumplimiento de las reglas sociales porque en gran medida fue reflejo de lo que sucedía con la gente de España. En la península ibérica, al igual de muchos pueblos de la Europa occidental, se observaban altos índices de criaturas nacidas fuera del seno matrimonial. <sup>76</sup>

En ambos mundos, el estatus social de los hijos estaba indudablemente relacionado con el honor de sus progenitores, y sobre todo el de su madre.

Pero la interpretación del "honor" debe partir del cabal entendimiento de los distintos escenarios en los cuales funcionó y se reprodujo. No es lo mismo en el ámbito rural que en el urbano, ni tampoco entre los géneros por lo cual coincidimos con E.

<sup>76</sup> Seed, Amar, honrar y obedecer..., p. 90.

<sup>&</sup>lt;sup>75</sup>Sonya Lipsett-Rivera, « A slap in the face of honor. Social Transgresión and women in late colonial México » en, Lyman Johnson y Sonya Lipsett-Rivera, eds. *The Faces of Honor. Sex, Shame and Violence in Colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1998, p. 179.

Cohen que el honor raramente es absoluto y estático y debe ser comprendido incluso en una era en particular.<sup>77</sup>

El concepto de "honra" en el medio rural de la jurisdicción potosina alcanzó en ocasiones una defensa férrea en contra del ejercicio de la autoridad oficial. El comisario don Gregorio de Ocal fue acusado por un vecino del Puesto de Turrubiartes porque al intentar cobrar deudas pendientes ofendió a su esposa en ausencia del marido. Todo el problema había surgido cuando el comisario intentó embargar una joyas a pesar de la oposición de la mujer. Ante tal obstáculo, el oficial forcejeó con la ofendida tratándole de quitar la llave de su joyero con golpes que incluso la llevaron a la cama.

Cuando el marido regresó a su casa montó en cólera sobre todo porque el funcionario, además de manosear a su mujer, se había atrevido a llamarla "ramera" poniendo en tela de juicio su honor. Su descontento llegó a tal grado que en su acusación pidió a la Real Justicia no solamente el reparo de los daños sino que también,

"...se sirva mandar y hacer justicia que del referido hecho y de las injurias recibidas en mi honra, para quedar yo enteramente satisfecho que plenamente le califique a mi dicha esposa como ramera, y declare con las personas con quien lo ha sido y hasta que esto no se verifique ni me junto con mi esposa ni hago vida con ella ni en ningún modo la atiendo..."<sup>78</sup>

## 5.4 Matrimonios y vida sexual. Entre el calendario y la naturaleza

Con los presupuestos teóricos en torno a la administración del honor que hemos ofrecido, nos queda pendiente revisar algunos conceptos adicionales como la conducta sexual (fuera y al interior de la institución matrimonial), con lo cual podremos ampliar

<sup>&</sup>lt;sup>77</sup> Citado en Ann Twinam, «The negotiation of honor. Elites, sexuality and illegitimacy in Eighteenth-Century Spanish America » en, Lyman Johnson y Sonya Lipsett-Rivera, eds. *The Faces of Honor. Sex, Shame and Violence in Colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1998, p. 72

<sup>&</sup>lt;sup>78</sup> A.H.E.S.L.P., A.M..S.L.P., 1788.1, 29 de febrero de 1788.

nuestro conocimiento de la historia social de San Luis Potosí colonial. Tomando este camino pretendemos introducirnos en el naturaleza del comportamiento tanto colectivo como de los distintos grupos locales. Esta parte, ante todo, buscará entender como se llevaron a cabo la negociación y los rompimientos de las expectativas sociales en la permanente lucha entre la obediencia y las voluntades.

Para reconstruir los parámetros de la conducta sexual en la ciudad de San Luis Potosí en su época colonial, seguiremos exprimiendo la veta de los libros parroquiales de matrimonios y bautizos.

En base a la información matrimonial, encontramos que al interior del ciclo anual, la distribución de los casamientos en el calendario anual fue similar en la ciudad como en su periferia de barrios y pueblos indios. No debemos olvidar que en el mundo colonial, los curas imponían el estricto apego a un calendario religioso.

Para el siglo XVII, la información disponible nos permite solamente revisar la nupcialidad indígena asignada al Convento de San Francisco. Entre 1606 y 1614, notamos algunos momentos sobresalientes. En primer lugar, un incremento de los casamientos en febrero seguido de un derrumbe en marzo y un repunte en abril, así como otro significativo en julio. Para entender este comportamiento, debemos entender primero la demarcación parroquial con una baja densidad poblacional, la cual posiblemente durante estos días estaba siendo adoctrinada lentamente. En décadas posteriores, tal parece que la feligresía indígena del convento todavía no alcanzaba a ejecutar un ritmo constante en su comportamiento estacional o calendárico. Entre 1626 y 1635, los indios de los barrios que rodeaban a la ciudad solamente se casaron excepcionalmente durante los meses invernales de diciembre y enero y en segundo grado durante los abriles de esta

década. Pero debemos mantener cierta cautela con este comportamiento ya que las cifras de uniones en casos extraordinarios se ubicaron alrededor de los 10 eventos por año.

A mitad del siglo, los números se duplicaron, aunque la conducta no varió significativamente. De enero a julio con ascendencia creciente, aunque ya empieza a notarse el declive de cuaresma y a partir de septiembre un estacionamiento de las cifras en menos de cinco matrimonios anuales.

En cambio, dentro de los muros de la ciudad, notamos que el movimiento estacional de los casamientos fue más regular y lógico desde la óptica de un calendario religioso plenamente impuesto. Desde la última porción del siglo XVII y hasta las primeras décadas del XVIII, en la parroquia mayor, notamos un aumento considerable de casamientos entre indios, castas y españoles durante el mes de febrero seguido de un receso a lo largo de marzo y abril. En este sentido, tal parece que la frecuencia mensual de los matrimonios se redujo durante la cuaresma por la recomendación de los frailes a observar abstinencia sexual durante tal período lo cual viene a comprobar el peso de la religión en "el universo social, mental y biológico de los habitantes de la colonia." 79

Después de guardar la cuaresma, indios y castas de la parroquia mayor durante mayo observaron nuevamente dinamismo para casarse nuevamente, aunque no con el brío característico de febrero. Por su parte, los españoles se comportaron un tanto diferente ya que su gráfica de casamientos mensuales durante el siglo XVIII fue más irregular, después de febrero precisamente. Por ejemplo, entre 1726 y 1735, después de casarse muchos en el mes de los vientos sucios y fríos, entraron en su acostumbrada recesión sexual de cuaresma, pero en mayo lograron tal ímpetu que casi alcanzaron sus cifras de febrero.

<sup>&</sup>lt;sup>79</sup>Morin, «Los libros parroquiales... », p. 411.

Desde la década de 1730, indios y castas de la ciudad siguieron de una manera fiel un calendario para casarse, el cual, se puede decir, estaba ya plenamente señalado a mediados de siglo. Tanto indios como gente de sangre mezclada acudieron mayoritariamente al altar en tres momentos. A inicios de año, se casaron en febrero para posteriormente guardar la abstinencia cuaresmal. Una vez pasada la semana santa, ambos sectores de la sociedad potosina se dedicaron fervientemente en llevar a cabo sus enlaces, con lo cual el mes de mayo puede decirse que fue la temporada intermedia del ciclo anual muy apta para los casamientos. En muchos momentos del siglo XVIII, tal pareció que durante el mes de María, los indios y mestizos potosinos dejaron en libertad la iniciativa matrimonial que se mantuvo por dos meses custodiada por la religión.

El otro momento de alta incidencia matrimonial entre indios y castas lo encontramos en el mes de noviembre lo cual será el preámbulo de la templanza sexual propia de diciembre, el mes de la natividad.

El comportamiento mensual de los casamientos de castas e indios de la ciudad, de cierta manera corresponde a los cánones religiosos. Sin embargo, todos los preceptos de esta índole deberían de ser todavía más coherentes entre aquellos que los habían llevado e instalados en el orden de significados compartidos. Entre los españoles de la parroquia mayor notamos también una articulación entre las uniones sacramentadas y el almanaque religioso, solamente con pequeñas variaciones de conducta.

Los hispanos de la ciudad en primer término respetaron el calendario religioso que restringía los casamientos en los días previos a la navidad. Durante el siglo XVIII, los matrimonios decembrinos de españoles fueron muy raros. En contraste, y al igual que sus vecinos indios y castas, uno de sus meses preferidos para casarse fue febrero. Durante

los días de cuaresma, notamos en varios momentos del siglo XVIII períodos como el comprendido entre 1726-1735 o 1786-1795, cuando los españoles de San Luis si mostraron más actividad matrimonial a pesar de que numéricamente era la porción demográfica menos numerosa de la parroquia. En otras palabras, su comportamiento no podía ser usado para ejemplificar los evangelios.

En síntesis, al observar el comportamiento particular de cada grupo social de la ciudad, encontramos que a grandes rasgos siguieron algunas pautas en común. Durante el siglo XVII, entre los indios de la jurisdicción de la parroquia mayor, la alta elevada incidencia de la nupcialidad durante los dos primeros meses del año (principalmente en febrero) se tradujo en un aumento en los bautizos de octubre. Lo anterior por las concepciones que resultaron inmediatamente después de los casamientos realizados entre el adviento y la cuaresma. 80

Sin embargo, esta conducta a lo largo del siglo siguiente se fue relajando más y ya no fue tan factible poder explicar las repercusiones de los meses con alto índice de bodas entre los indios (febrero, mayo-junio y noviembre). El promedio de bautizos mensuales por ejemplo durante la década de 1770 no guardó un ritmo constante ni separó a un mes con cifras significativas.

Entre la gente de sangre mezclada, a inicios del siglo XVIII, notamos una leve distinción en los bautizos-nacimientos durante junio a lo se podría relacionar la nupcialidad propia pre-navideña. En contraste, la natalidad durante los meses de octubre y noviembre no refleja en buena medida el alza de los casamientos de inicio de año. Un patrón similar se mantuvo a lo largo de todo el siglo.

<sup>&</sup>lt;sup>80</sup>Monique Lebrun, Esquisse Demographique d'une paroisse mexicaine de la periode coloniale: San José de Tula (1561-1815). Memoria de Maestría (Historia), Université de Montréal, 1971, p. 65-78.

Por su parte, los españoles se puede decir que fueron los más laxos en guardar al pie de la letra un calendario restrictivo.

A lo largo del siglo XVII, nos resulta difícil compaginar los totales mensuales obtenidos a partir de sus libros de bautizos con las variaciones de los matrimonios. Por un lado nos queda muy claro que los hispanos sí observaron un apego al calendario moral de la sociedad potosina casándose principalmente en fechas que no coincidieron con la cuarentena religiosa.

Pero un aspecto era el casamiento y otro la voluntad de llevar a cabo una vida sexual activa sin importar el estatus matrimonial. Tanto al inicio como a finales del siglo XVIII, la única constante que encontramos en el comportamiento mensual de los bautizos de españoles fue un marcado aumento en mayo. Retrocediendo nueve meses, no encontramos una nupcialidad extraordinaria entre agosto y octubre, lo cual nos lleva a suponer una falta de articulación entre el calendario nupcial y natal entre los españoles. Otro aspecto que nos queda claro es que entre los europeos se interpretó el calendario religioso de una manera muy poco dogmática, al igual que en otras condiciones de la vida cotidiana cuyo manual ellos habían impuesto. Con el paso de los años, en los ritmos de la vida colonial, se fue perdiendo el estrecho apego al calendario de restricciones cristianas.<sup>81</sup>

En este orden de ideas, por lado de la paternidad legítima y los distintos escenarios de los cuales provinieron las criaturas bautizadas en San Luis Potosí, notamos igualmente la paradoja del comportamiento social español.

En los primeros días de San Luis como poblado, en la parroquia mayor notamos que los españoles observaron una elevada tendencia a la legitimidad. Durante la primera

<sup>&</sup>lt;sup>81</sup>Pescador, De fieles bautizados..., p. 72.

décadas del siglo XVII esto se tradujo en que más del 90 % de los recién nacidos fueron registrados por ambos padres como "hijos legítimos". Pero esta tendencia fue perdiendo terreno justamente a partir de 1611 al reducirse en unos 10 puntos porcentuales las cifras de hijos reconocidos por ambos padres. En tanto fueron pasando los años, el índice de legitimidad retrocedió hasta llegar a niveles muy cercanos al 50 % a mediados del siglo. Hasta 1665, esta tendencia se mantuvo y logró cierta recuperación en la última parte de la centuria. En los últimos 20 años del siglo XVII, los hijos legítimos representaron alrededor del 65-70% de los bautizos totales entre los españoles. Durante el siglo XVIII, los promedios de legitimidad ya no descendieron más allá del 70 por ciento.

Sin embargo, en el comportamiento del estatus bautismal de los hispanos, sobresalió un aspecto de poca expectativa entre ellos: los hijos de padres no conocidos, o expuestos, que al menos durante los primeros 80 años de vida parroquial de la ciudad ocuparon el segundo peldaño estadístico entre los bautizos. De 1600 a 1615 el registro de los "hijos naturales" apenas rozaron el 1%. Por 1650 y hasta 1690 podemos decir que se quedaron en niveles muy cercanos al 5 % y solamente rebasaron la barrera de la decena porcentual en el último tramo del siglo. En los siguiente 100 años, las cifras de las criaturas españolas bautizadas como hijos naturales fue muy similar al índice de los legítimos.

Para que un infante fuera reconocido como "hijo legítimo" no era suficiente que los progenitores aceptaran la procreación. En gran medida, en una sociedad como la de nuestro poblado minero colonial, la construcción del perfil de un heredero legítimo

incluía la crianza, la alimentación y el trato como "hijo virtuoso" hasta alcanzar los 19 años.<sup>82</sup>

En el siglo XVII, es importante resaltar que entre los españoles, en algunos momentos, la presencia de hijos expuestos alcanzó niveles muy significativos. En 1632, de los 65 bautizos totales de españoles, 36 fueron hijos de parejas casadas y 28 criaturas recibieron el agua bendita al amparo de la gente que los había adoptado.

Desafortunadamente, la información que se consignó en los libros de bautizos de españoles de la parroquia mayor no arroja mucha luz acerca de la procedencia social y étnica de los abandonados. Tampoco se precisa plenamente cual fue la relación de las criaturas con sus "madrinas españolas".

Lo que sí podemos dar cuenta es que al interior de los libros mencionados, los hijos de padres no conocidos, abandonados o expuestos encontraron un escenario de afiliación y permanencia social singular. En otras vetas de información como juicios, querellas y demandas presentadas ante la alcaldía mayor y posteriormente la Intendencia, la presencia de "hijos sin padres legítimos" se hizo por demás evidente entre los hispanos. Muchos de los casos de oposición al matrimonio aplicando la Real Pragmática que se llevaron a cabo para entorpecer los casamientos de muchachas españolas fueron precisamente iniciativa de padres postizos. Esta conducta nos lleva a pensar que posiblemente muchas de las criaturas abandonadas y bautizadas en el seno de hogares españoles no fue más que una estrategia para mantener el honor de españolas que concibieron a sus hijos fuera del matrimonio. Al "abandonar" a sus hijos en sus propias casas, lograron cubrir las apariencias, ocultar embarazos, así como conservar un vínculo estrecho con sus herederos "amadrinados". Eran pues "falsos abandonados".

<sup>82</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1635.3, 11 de julio de 1635.

En el verano de 1795, doña María Josefa Cleere y Van Fustemberg encomendó a su empleado don José María de Ontañon la tarea de llevar a la pila bautismal a una criatura abandonada en el zaguán de su casona potosina. Justamente, a las siete y media de la noche del 14 de junio, uno de los mozos de la poderosa española encontró a una niña de pocos días de nacida quien entre sus ropas tenía una nota que decía lo siguiente:

"Señora Doña María Josefa Cleere,

Mi siempre venerada Señora de todo mi respeto, puesta a las plantas de usted con el mayor rendimiento debo, suplico a usted por María Santísima de Guadalupe, y por el alma del Señor don Felipe, padre de usted, se digne, se mueva y se beatifique que piadosa para conmigo haciéndome la caridad de amparar a una criatura que como mujer frágil he parido, de la cual hago a usted donación para en ningún tiempo tener acción en ella. Esta caridad espero conseguir de las más piadosas entrañas de usted suplicándole nuevamente por las sacratísimas llagas de nuestro redentor se consuela de mi que soy una pobre. Advierto a ustedes que no va cristiana la criatura.

Espero verdad de usted esta caridad a la presencia de dios a quien pide guarde su importante vida para que le mande a esta su pobre que puede parecer su nombre."83

La lectura entre líneas de este documento y circunstancias que rodearon a este ejemplo nos ofrecen distintos horizontes de análisis.

En primer lugar, esta española era hija de uno de los funcionarios más importantes en la historia de la ciudad, don Felipe Cleere, cabeza de la Real Caja que incluso dejó su nombre labrado en la puerta principal del edificio, por lo cual era una persona ampliamente reconocida por la elite potosina del siglo XVIII, a pesar que no residía de tiempo completo en la ciudad. No es del todo extraño que quién remitió a la criatura en la casa de doña María Josefa quiso entregársela expresamente ya que la exposición de la infanta coincidió con la estancia de la española en la ciudad.

Asimismo, la carta que acompañó a la "donación" fue un despliegue de elogios que incluyeron también la figura del cajero real para asegurar la acogida de la criatura

<sup>&</sup>lt;sup>83</sup> A.P.P.M.S.L.P., Libro de Bautizos de Españoles 1787-1797, Leg. 3, No. 14, fs. 235-236.

aunque, según el criterio de la española, no pudo librarse de la diferenciación étnica. La niña sería bautizada como mestiza, hija de indio y mulato simplemente por su apariencia física. No sabremos cual fue el verdadero origen de esta niña, si realmente fue dejada por una mujer pobre o si fue producto de una relación escandalosa de una mujer perteneciente a la élite que para ahorrarse explicaciones dio salida a un embarazo fuera del matrimonio. Lo que sí podemos suponer es que la criatura quedó bajo el resguardo de la familia Cleere.<sup>84</sup>

En otros casos, los niños españoles que eran abandonados en hogares de familias hispanas podían adquirir tal aceptación en su adopción que incluso podían gozar de ciertos privilegios como el de llevar el apellido de sus padres-padrinos postizos.<sup>85</sup>

En este orden de ideas, al margen de la aparición de hijos dejados por cuestiones morales, también debemos considerar otras causas que igualmente orillaron a muchas madres a deshacerse de sus vástagos, ya fueran de pecho o dando sus primeros pasos.

El abandono de los hijos en San Luis Potosí no exclusivamente fue característico entre infantes recién nacidos o de muy corta edad ni tampoco cuando eran producto de encuentros sexuales ilícitos.

Desde los días en que San Luis era pueblo, la supervivencia de muchos párvulos dependió de la solidaridad de gente que al parecer se dedicada al cuidado infantil. En 1629 una mulata libre soltera, de nombre Mariana Rodríguez, además de mantener a sus nueve hijos propios, estaba criando a dos niños españoles "pepenques". 86 Estos infantes

<sup>&</sup>lt;sup>84</sup> Lipsett-Rivera, « A slap in the face...», p. 192.

<sup>&</sup>lt;sup>85</sup> Un niño español de nombre Joseph quien fue expuesto en la casa del alférez Juan de Carmona adquirió no solamente el apellido familiar sino incluso la autorización para ser tutor de los bienes familiares. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1697.1, 5 de enero de 1696.

<sup>&</sup>lt;sup>86</sup> Es decir, que vivían juntados o como coloquialmente se dice "arrimados". A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., A35, 1620 Tierras y Solares, Octubre de 1629.

españoles se alimentaban del pecho de la mulata porque eran unos "arrimados a su leche" o bien porque la mujer era su nodriza contratada.

Algunas muchachas españolas recibían o se auto asignaban las tareas propias de crianza y educación de niños no propios. Para ejemplificar lo anterior encontramos el caso de Juana Hernández quien se habían dedicado a la crianza de un menor abandonado "en mantillas" en el pórtico de su casa o el de Mathiana de Fonseca, doncella "honesta y recogida" quien enseñaba a leer a niñas en su casa. 88

Revisando los escenarios sociales en los que a muchas mujeres no les quedo más remedio que deshacerse de sus hijos, frecuentemente encontramos circunstancias de agobio económico que desencadenaron estas prácticas. Algunas indias solteras o viudas con hijos, por la precariedad de la vida en la ciudad, fueron orilladas a obsequiar a sus hijos para asegurar en cierto grado su supervivencia y en ciertos casos librarlos de sentencias sociales como la esclavitud.<sup>89</sup>

A finales del siglo XVIII, en una ciudad como San Luis Potosí, la sucesión de epidemias, declives económicos y la aparición de males sociales como el hambre lograron tal deterioro en la sociedad que fue necesaria la recomposición de innumerables familias que habían caído en la espiral del infortunio.

Por abril de 1798 las cifras de hijos expósitos eran tan evidentes que se hizo necesario adoptar una nueva actitud en torno a ellos. En virtud del desamparo e inocencia

<sup>&</sup>lt;sup>87</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.SL.P., 1668.1, 21 de marzo de 1668.

<sup>88</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1737, 3 de agosto de 1737.

<sup>&</sup>lt;sup>89</sup> En la segunda mitad del siglo XVII, la española María Gracia tenía en su servicio a una negra esclava de nombre Micaela. La africana se había embarazado por lo cual la europea se sintió igualmente propietaria de la criatura aún sin haber nacido. La negra, para librar a su hijo de la esclavitud, engañó a su ama diciéndole que había "mal parido" a un varón ocultando que en realidad había dado a luz a una mujercita con la ayuda de una india partera quien la auxiliaría igualmente para mantener oculta a la recién nacida. El gran error de la negra fue habérselo contado todo esto a un sacerdote en confesión. El cura no tardó en llevar toda la noticia a la dueña de la esclava para que reclamara la esclavitud de la hija. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1669.1, 15 de mayo de 1669.

de los expósitos que abarrotaban cualquier refugio o asilo de las ciudades por toda la Nueva España, se proclamó la real cédula en donde fueran reconocidos como "hombres de bien para el estado" y que fueran atendidos en su crianza para evitar la mortandad. <sup>90</sup>

De esta suerte, la presencia de hijos abandonados en nuestro espacio colonial nos abre un catálogo de interpretaciones acerca de actitudes sexuales y morales, condiciones de vida y modificaciones en la vida familiar.

Los hijos expuestos no fueron sintomáticos exclusivamente de los períodos críticos por los cuales pasó nuestra ciudad capital potosina. Pueden haber representado un resultado de una conducta sexual relajada al interior del grupo español y no necesariamente producto de la pobreza entre europeos, indios y castas. Así mismo, la práctica de regalar a los hijos también pudo ajustarse para regular el tamaño de las familias en una sociedad que contó con escasos mecanismos para tal fin. 91

Por el lado de la legitimidad de nombre entre otros sectores de la sociedad potosina, a lo largo del período colonial y a través de todas las fuentes parroquiales así como civiles, notamos una fuerte presencia de hijos legítimos entre los indios. Al interior como en la periferia de la traza urbana, los registros nos indican que los índices de legitimidad en la ciudad tuvieron como principal protagonista a los indios. En pocas palabras, fueron los que mejor siguieron los cánones impuestos.

En la primera mitad del siglo XVII, entre los bautizos observados de indios, los hijos legítimos ocuparon en promedio casi tres cuartas partes de los totales dejando en segundo término a los "naturales" y en números insignificantes a los expuestos.

<sup>90</sup> A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1798.2, 21 de abril de 1798.

<sup>&</sup>lt;sup>91</sup> En los barrios indígenas de la periferia de la ciudad como el del Montecillo, una de las maneras que se utilizaron para suspender los embarazos fue la ingesta de una pócima que alcanzó la categoría de herejía entre los indios. El abortivo consistía en una bebida preparada con agua de tabaco mezclada con ingredientes tales como la pólvora. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P.,1777.1, s.f.

Simplemente, entre 1631 y 1650, se bautizaron como hijos de padres desconocidos a cuatro indios nada más.

En la segunda mitad del siglo, notamos un leve retroceso de la legitimidad ubicándose alrededor del 66 % y, a pesar del escaso aumento entre las criaturas abandonadas, éstas en muy pocas ocasiones se posicionaron por arriba del 10 % (1677-1780) en días en que la ciudad recibió la visita siempre inoportuna de las enfermedades en el marco de una escasez generalizaba de abastecimientos. Fuera de estas crisis con las cuales podemos explicar la práctica de desatender a los infantes indígenas, hubieron períodos en los que ninguna criatura fue bautizada fuera del amparo paternal.

Esta pauta se conservó durante el siglo siguiente. Incluso durante los días en los cuales decenas de indios cayeron bajo los influjos de la peste de 1737-1738, no se experimentaron repercusiones en el abandono de los hijos.

Sin embargo, en los últimos 20 años del siglo XVIII, la sucesión de crisis de índole biológica acompañada por la aparición de males sociales empezaron a castigar nuevamente a las familias de indios.

A partir de los años de hambre de 1785 y 1786, notamos que entre los indígenas de la jurisdicción de la ciudad empezó un episodio que se extendió hasta 1793 en el cual solamente encontramos dos calidades bautismales: hijos legítimos que representaron entre un 78 y 80 %, e hijos expuestos como síntoma de la miseria en la cual se sumieron muchos vecinos indios. Esto fue un fenómeno particular de la población indígena de la parroquia mayor, ya que al menos en la jurisdicción franciscana, a pesar de la crisis, los indios de los barrios y pueblos que rodeaban a la ciudad no se deshicieron tan fácilmente de sus niños. Aún en los días de fuerte presión por la hambruna, los índices de bautizados

como hijos legítimos no bajaron del 90 % de los totales de eventos por año. Por su parte, los vecinos del Pueblo de San Sebastián se comportaron al igual que sus congéneres.

Esto nos lleva a revisar la naturaleza de la población indígena urbana de acuerdo a la congregación religiosa que les custodiaba. Al interior de la ciudad, el comportamiento de los indios de la parroquia mayor en cuanto al abandono de los hijos fue muy similar a la de los españoles del mismo curato. Tal parece que en cuanto a esta práctica cultural, los indios de la ciudad se "ladinizaron" imitando a los europeos sin importar si experimentaban los rigores de las enfermedades y el hambre.

En otro orden de ideas, el estatus natal-bautismal de "hijos naturales" fue una característica entre la gente de sangre mezclada de ciudad. En este sentido, Seed ha opinado que en los siglos XVI y XVII los contactos sexuales interraciales se dieron fuera del matrimonio lo que conllevó a relacionar a mestizos y mulatos en el marco de ilegitimidad aún hasta mediados del siglo de las luces. 92

En el siglo XVII, en los primeros setenta y cinco años, los porcentajes exclusivos de hijos naturales entre las castas frecuentemente fueron superiores a los legítimos. Por 1676 las cifras empezaron a invertirse, tendencia que se mantendría por buena parte del siglo siguiente dejando a los hijos "bastardos" en niveles de 20-25 % sobre el total de los bautizados.

En la crisis de 1785-1786, entre las castas desaparecieron prácticamente los hijos naturales por varios años. A partir de la última década del siglo en curso, en los bautizos de castas gradualmente fue ganando terreno la legitimidad con estimaciones de un 80 %.

Más allá de las cifras, en la vida cotidiana de una ciudad colonial como San Luis Potosí, bastión de las buenas costumbres y la moral, estos individuos además de cargar

<sup>92</sup> Seed, Amar, honrar y obedecer..., p. 184.

con el estigma social de no provenir de una unión matrimonial, podían experimentar un estatus de invisibilidad social por la poca aceptación a aquellos que no poseían "limpieza de sangre". Con el transcurrir del tiempo, el lugar de los hijos naturales en la ciudadanía fue transformándose como otros aspectos de la vida social y fueron capaces de integrarse en los múltiples mecanismos de movilidad en una sociedad que dejaba atrás muchos criterios estamentales. <sup>93</sup> Como en otras partes del virreinato, en la ciudad de San Luis Potosí se tejieron historias que buscaron conciliar el mantenimiento del orden impuesto por el clero con las manifestaciones "naturales" humanas. La red que resultó de este bordado puso en juego actitudes sexuales, costumbres y prácticas culturales que dieron sentido a la vida colectiva cuyo dinamismo se reflejó en los pleitos y arreglos, en los amores y desamores que al igual que los altibajos económicos, administrativos y demográficos, constituyeron la médula del pasado.

<sup>&</sup>lt;sup>93</sup> En 1635, en el inventario de los bienes resguardados por el boticario Diego de la Barreda, estaba una negra esclava que recién había parido a una criatura que era fruto de su romance con un español. El hispano ocultando su nombre se interesó en desembolsar la suma de 100 pesos para comprar la libertad de su hija que naturalmente era el fruto de su relación con la negra. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1635.1, 22 de enero de 1635.

En un ejemplo contrastante, a finales del siglo XVIII, el español Francisco Javier Arévalo se había casado con María Rosa de Sierra quien era hija natural, reconocida como tal por su padre únicamente. Cuando María Rosa era una niña, había sido educada por su madrastra con maltratos a pesar de que todo mundo sabía que la muchacha, sin importar su particularidad natal, era reconocida por su padre y estaba en la línea hereditaria junto con la esposa de su progenitor. A la muerte del padre-esposo cada una debería recibir la mitad de los bienes. A.H.E.S.L.P., A.M.S.L.P., 1796.2, 1 de junio de 1796.

### **Conclusiones**

El estudio del pasado de la ciudad de San Luis Potosí que ahora concluimos ha tratado de revisar el comportamiento demográfico y social en uno de los reales de minas menos estudiados por la historiografía de la Nueva España.

En la medida en que fuimos recopilando las piezas de este complicado rompecabezas, revisamos y ampliamos nuestro conocimiento acerca de los centros mineros de la Nueva España, de los centros urbanos y de la dinámica que desempeñó un poblado como San Luis Potosí en la frontera norte del Reino. El estudio de la ciudad de San Luis Potosí durante la época colonial era un tema pendiente y necesario para entender mejor el multifacético crucigrama de la historia virreinal mexicana.

La investigación adoptó una perspectiva distinta a la que se había utilizado para explicar aspectos aparentemente superados como la génesis y funciones que cumplió San Luis Potosí como poblado. Sin embargo, nuestra curiosidad no se conformó con lo dicho y pensamos que bien valía la pena involucrarnos en la empresa de reconstruir el pasado colonial de la ciudad para que de esta manera, el caso potosino pudiera ser comparado con los estudios existentes acerca de Zacatecas, Guanajuato, Parral, entre otros. Tratando de integrar puntos de vista sobre San Luis y ajenos a este real de minas, fundimos en nuestro estudio aproximaciones metodológicas y refinamos nuestra recuperación de las huellas del pasado potosino.

Iniciamos nuestro estudio examinando la producción historiográfica en torno a este poblado y rápidamente caímos en cuenta que más allá de resolver nuestras preguntas, el ayer colonial de la ciudad no había sido aclarado del todo. En este proceso también nos dimos cuenta que los principales trabajos que analizaron a los centros mineros urbanos

carecieron de una visión integradora de la sociedad y la población a lo largo de la prolongada estructura de la época colonial. En ninguno de los estudios de los principales reales mineros se utilizó el análisis de los registros parroquiales con los cuales se hubiera podido observar las grandes tendencias del comportamiento demográfico. En contraste, para nuestro estudio optamos por integrar nuevas propuestas en la utilización de técnicas de la historia demográfica y social que nos ayudaran a interpretar las curvas de bautizos, matrimonios y defunciones más allá del plano estadístico. Buscamos pues reconstruir los episodios del ciclo de la vida en el San Luis Potosí colonial tanto en la esfera individual como en la colectiva recreando el pasado de la población y de la estructura social en base a una búsqueda de información profunda y detallada. Con lo anterior pensamos que a partir de la experiencia local potosina es más fácil contribuir a un mejor conocimiento de la historia colonial mexicana conformada por estudios de caso en lugar de generalizaciones.

A diferencia de los estudios de otros lugares, la construcción de esta nueva propuesta historiográfica puso sobre la mesa la mayor parte de la información disponible de todos los archivos parroquiales de la localidad, así como integramos un cuerpo documental con datos procedentes de varios acervos. Con este material testimonial diseñamos el estudio de la ciudad vista como un estuche social y demográfico. El escenario en donde podíamos dar cuenta de las formas de vida y muerte, de los ritmos fluctuantes de la economía y la política de la Corona, del corazón de la administración clerical y militar, así como de los episodios en los cuales el poblado se tornó en centro de disidencia.

En la noción tradicional del pasado de la ciudad estaba bien claro que la fundación de San Luis se debió al descubrimiento de yacimientos de oro y plata ubicados en el Cerro de San Pedro en 1592. Este aspecto fue similar a lo ocurrido con Zacatecas y Guanajuato a mediados del siglo XVI cuando gracias a la minería se fueron abriendo horizontes aún en aquellas tierras en donde el establecimiento de núcleos urbanos en territorios de indios hostiles fuese una tarea difícil.

En el caso de Zacatecas, la actividad minera no solamente sirvió para enriquecer el Real Haber, sino que estimuló la producción en zonas agrícolas que alimentaron a las miles bocas de los operarios de las minas, así como a los animales de carga y arrastre que llegaron a trabajar a este lugar llamado "la puerta de todos los reinos del norte." Este real minero como otros en los que se incluye San Luis, dependió del abasto de alimentos y otros bienes provenientes del exterior.<sup>2</sup>

Para la frontera norte novohispana, la consolidación de los reales de minas como Zacatecas y Guanajuato fue importante porque favoreció la expansión del reino y tras el olor de la plata, propició el movimiento de grandes contingentes de gente tal y como sucedería con San Luis Potosí casi medio siglo después. En el caso potosino, el establecimiento del poblado se puede entender bajo un marco más amplio ya que, por una parte, las minas del Cerro de San Pedro además de atraer población, inyectaron recursos a una economía norteña asolada por los gastos de la guerra con los chichimecas de la cual San Luis Potosí tomó parte.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Peter Bakewell, *Minería y Sociedad en el México Colonial: Zacatecas, 1546-1700*, México, Fondo de Cultura Económica, 1984 [1971], p. 305.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> Robert West, *The Mining Community in Northern New Spain: The Parral Mining District*. Berkeley, University of California Press, 1949, p. 77.

Por décadas, la historiografía que se realizó desde San Luis Potosí y que buscó explicar la época colonial ofreció una visión muy estrecha. Se decía que la colonización española de las tierras norteñas había abierto el camino a la fe, el orden y el progreso para aplacar la barbarie de las innumerables bandas de cazadores llamados genéricamente chichimecas que tenían como hábitat las tierras áridas al norte del Río Lerma.

Historiadores potosinos como Rafael Montejano construyeron a nivel local una historiografía en la cual la cultura indígena no tenía cabida. Por otro lado, estudiosos extranjeros de la región que nos concierne trataron de explicar el proceso de pacificación y colonización de la frontera norte novohispana de la misma manera como fue abordada la gradual ocupación del Oeste norteamericano. El mejor ejemplo de esta tendencia es el trabajo de P. Powell, quien se respaldó en una excelente narrativa pero dejó algunos aspectos por escudriñar.

A la luz del análisis de nuevos cuerpos documentales, nos ha sido posible otorgar a San Luis un lugar en el amplio arco defensivo de presidios que protegieron al camino de la plata y a poblados de las incursiones de las bandas chichimecas provenientes del oriente. En esta dinámica, San Luis Potosí pudo haber funcionado de la misma manera que lo hizo el centro minero de Santa Eulalia desempeñando cada uno en su época y región correspondiente las tareas de productores de plata y escudo defensivo. San Luis como puesto cercado del camino de la plata y Santa Eulalia para Chihuahua.<sup>3</sup>

Esta característica no fue la única en la cual encontramos similitudes entre ambos pueblos mineros ya que, al parecer, estos dos poblados desarrollaron un complejo urbano que no fue condicionado por la topografía de las minas.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Véase Phillip Hadley, *Minería y Sociedad en el Centro Minero de Santa Eulalia, Chihuahua (1709-1750)*. México, Fondo de Cultura Económica, 1979 [1975].

En San Luis Potosí el centro rector de la actividad minera no se ubicó precisamente en las inmediaciones de las minas del Cerro de San Pedro. En Zacatecas y Guanajuato, el diseño urbano obedeció a una topografía urbana de carácter limitado. restringido por el paisaje. 4 San Luis no le apostó a esta circunstancia y ubicó su corazón administrativo en un llano separado pero no distante de las minas.

Al interior del poblado, la población indígena se acomodó en barrios adyacentes de acuerdo a los perfiles étnicos tal y como está evidenciado en otros reales de minas norteños como Parral.<sup>5</sup> En San Luis Potosí, los tlaxcaltecas que llegaron como parte de la colonización hispana fue uno de los grupos étnicos que imprimieron firmemente sus características culturales en el poblado, pero con el tiempo no pudieron quedarse aislados de los vientos de cambio que soplaron por la ciudad.

Desde sus inicios y a lo largo de su primer siglo de vida, en San Luis Potosí la dinámica de la población se organizó en la interrelación de dos esferas: el desarrollo económico dictado por la minería y el crecimiento demográfico en el mismo tenor de la explotación mineral. Al igual que sucedió en Santa Eulalia, o en Parral como en Zacatecas y Guanajuato, la población se arraigó o se mudó siguiendo los rumores de las bonanzas mineras.

San Luis Potosí a lo largo del siglo XVII conservó sus características fundamentales como un real de minas, pero a partir de la segunda mitad del período, al recibir el título de ciudad, empezó a funcionar como un eje en el complejo tejido entre poblaciones, regiones y cabeceras jurisdiccionales, tanto en el ámbito económico, administrativo como en el religioso. Su privilegiada posición geográfica permitió servir

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Hadley, *Mineria y Sociedad...*, p. 106. <sup>5</sup> West, *The Mining Community...*, p. 55.

como puente entre el centro y el norte de la Nueva España, al igual que entre el occidente y el oriental "Seno Mexicano".

Este atributo puede inclusive ser visto como un valor agregado de San Luis al ocupar incluso un papel protagónico intermedio en la línea de tiempo de la explotación minera norteña. Su fundación ocurrió posterior a la de Zacatecas y antes que la propia de Parral. Después de 1590 no se había experimentado un crecimiento en la producción de plata<sup>6</sup> y justamente en este intervalo se pusieron a funcionar las minas de San Pedro.

Durante la primera mitad del siglo XVII, el sostenimiento de la estructura económica del poblado se apoyó en la minería como principal columna. Este quehacer económico dependió principalmente de su capacidad de congregar la suficiente fuerza laboral que, en el caso de la minería, era la maquinaria humana vital en las tareas de extracción del mineral y de beneficio de los metales. En San Luis Potosí como en Zacatecas la depresión económica podía explicarse cuando escaseaba la mano de obra para las minas y las haciendas de beneficio tal y como sucedió a partir de 1635.

Bajo estas condiciones, las pautas de la evolución demográfica en un principio siguieron precisamente los ritmos del trabajo en las minas y todas las tareas que giraron a su alrededor. La minería en pocas palabras era sinónimo de concentración de mano de obra bajo el método de reclutamiento libre de trabajadores, método que prevaleció en los reales de minas norteños de la Nueva España.

El recurso más valioso de los empresarios mineros fue precisamente la gente y, por consecuencia, la carencia de operarios ocasionó más de una bancarrota. Los propietarios de minas y haciendas de beneficio de la localidad se vieron envueltos en

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> David A. Brading, *Mineros y comerciantes en el México Borbónico (1763-1810)*. México, Fondo de Cultura Económica, 1985 [1971], p. 23.

dificultades para mantener una población económica mínima entre sus tropas de operarios. A pesar de sus intentos por acarrear trabajadores desde otras latitudes de la Nueva España, los productores mineros fueron vulnerables a padecer la deserción de sus obreros, quienes permanentemente estaban en busca de las mejores condiciones de trabajo. Esta era la esencia del trabajo libre, lo cual fue una preocupación permanente al interior de la colectividad de empresarios.

Al margen de la influencia de la minería sobre el comportamiento demográfico, en buena parte del siglo XVII, otros factores se sumaron a la serie de calamidades que alteraron el sostenimiento de la base poblacional de San Luis. Como el poblado dependía de los insumos alimenticios provenientes principalmente del Bajío, toda alteración en la regularidad de las lluvias que caían en las regiones de producción de maíz y trigo, así como cualquier desajuste en los sistemas de transportación de los cereales, repercutieron prontamente en los niveles de subsistencia del poblado.

La población, además de sufrir el hambre y la carestía de los alimentos, debió hacer frente también a la llegada de las enfermedades epidémicas que no afectaron a todos por igual.

En el siglo de las luces, posiblemente el principal protagonista en el teatro de la vida potosina fue la muerte epidémica que aniquiló a niños y adultos en su deambular por los pueblos indios y barrios de la periferia de la ciudad.

Para entender la dinámica demográfica y la evolución social propias del siglo debemos comprender cabalmente el grado de repercusión de las enfermedades epidémicas ya que después de un brote violento de patologías, como el *matlazáhuatl* de

1737 o la viruela de fin de siglo, el pueblo potosino como un todo debió recomponerse en todos los niveles.

Las epidemias que contagiaron y llevaron a la tumba a miles de indios y mestizos potosinos dejaron en ocasiones profundas cicatrices en la población. Sin embargo y a pesar de todas las adversidades, el poblado como un todo se transformó de pueblo a ciudad en 1656 y, más de un siglo más tarde, se convirtió en capital de la Intendencia con el mayor territorio jurisdiccional de la Nueva España. Todos estos cambios también fueron posibles porque, en cierta forma, San Luis logró afianzar una base demográfica lo suficientemente estable y un crecimiento relativo.

Desde inicios del siglo XVIII, la Nueva España experimentó una recuperación económica por un repunte de la actividad minera. Pero en San Luis la economía tomó un rumbo diferente ya que el quehacer minero empezó a abandonar su papel preponderante en el escenario financiero. En este nuevo orden el comercio se fue erigiendo como la fuerza más significativa y en torno a esta condición emergente, la evolución poblacional tomó otro derrotero. En otras palabras, la dinámica demográfica empezó a desligarse de las labores mineras y la estructura social empezó a mostrar señas de transformación. En el plano económico, esta inclinación se hizo más evidente en los primeros pasos de San Luis al interior del siglo XIX cuando se declaró prácticamente el abandono de las labores de extracción y beneficio de metales del distrito minero del Cerro de San Pedro. Para 1810, la minería potosina había tocado fondo y en el espacio urbano, la sociedad debió reordenarse económicamente y el comercio le ofreció una atractiva rentabilidad.

En otros reales mineros como el Guanajuato de finales del siglo XVIII, la minería se mantenía como el trabajo más socorrido, pero se empezó a observar una diversidad en

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> Brading, *Mineros y comerciantes...*, p. 32.

la estructura ocupacional de la ciudad, en la cual la pertenencia étnica influyó sobre el tipo de labor realizada por los vecinos. En el catálogo de oficios, los mercaderes desde inicios de la centuria se habían erigido como los protagonistas principales de la sociedad.<sup>8</sup>

El siglo de las luces potosino tal parece que brilló solamente para unos cuantos ya que la ciudad se vio enfrascada en una serie de contrariedades que trajo sombras a un San Luis de por si atribulado en el plano monetario. En la dimensión poblacional, el vecindario fue afligido por la incidencia de períodos de carestía, sequías, hambres y pestilencias que ocasionaron saldos demográficos negativos. Pero en el teatro social notamos que después de cada epidemia o de una ruina económica aspectos como el mestizaje cobraron fuerza como síntomas de los cambios que estaban ocurriendo en la interacción social.

En la reconstrucción de algunas particularidades de la historia social de San Luis intentamos recuperar testimonios documentales de los libros parroquiales y de archivos civiles para analizar un repertorio de actitudes, estrategias y mecanismos de negociación que dieron sentido a la vida colectiva al interior y extramuros de la ciudad. En el siglo XVII, la población europea de San Luis como la de Puebla de los Ángeles vivió en cierta forma encasillada al interior de una traza urbana en la cual la interacción con otros estratos étnicos fue muy escasa. En la centuria siguiente, las fronteras sociales empezaron a suavizarse y se desarrollaron fórmulas de convivencia como el amancebamiento, que no contaron con la aprobación de los representantes de la Iglesia y la Corona.

Brading, Mineros y comerciantes..., p. 42, 332-335.

Véase Fausto Marín Tamayo, Puebla de los Ángeles. Orígenes, gobierno y división racial, Puebla,
 Departamento de Investigaciones Arquitectónicas y Urbanísticas, Instituto de Ciencias, Universidad
 Autónoma de Puebla, 1989.

Por medio de un análisis del comportamiento matrimonial a nivel cuantitativo y cualitativo, buscamos introducirnos en el universo de los significados compartidos por la sociedad potosina acerca de las uniones dentro y fuera de la vigilancia de la iglesia. Descubrimos en primera instancia que dentro de los muros de la ciudad y sus barrios periféricos, la vida social se apegó fuertemente a los cánones impuestos por los clérigos que recomendaron ante todo la celebración de matrimonios y proscribieron las "amistades ilícitas".

Sin embargo, la vigilancia sobre las uniones válidas y la conducta sexual de los habitantes de un real minero como San Luis, en ocasiones representó un formidable reto. La población que deambulaba de un lugar a otro buscando ofertas de trabajo en los centros mineros frecuentemente fue reconocida como la responsable de los amancebamientos y la prostitución. Estas prácticas obligaron a autoridades como las de Santa Eulalia, a emitir decretos infructuosos en el combate de la disolución sexual que fue característico no exclusivamente en este poblado minero norteño que en San Luis Potosí, la vigilancia de la sexualidad discordante se convirtió en ocasiones en la *raison d'être* de los oficiales municipales. A pesar de que los más de los vecinos se casaron por la iglesia guiados por la avenencia y o bien por conveniencia, muchos de ellos escogieron el camino de las uniones ilícitas.

En San Luis Potosí, el análisis del matrimonio religioso nos permite observar indirecta y cuantitativamente los ritmos y los modos de la reproducción de la sociedad. Pero más allá de las tendencias que apreciamos en una gráfica, los matrimonios registrados por la iglesia nos permiten también observar la transformación de la sociedad potosina por medio de la consolidación del mestizaje en el siglo XVIII tal y como

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Hadley, Minería y Sociedad..., p.105.

sucedió en otros centros mineros en donde la elección de pareja dejaba de ser condicionada por criterios étnicos y posiblemente empezaron a mediar otras pautas como la posición socio-económica.

El tejido de argumentos de esta naturaleza nos permitió considerar por igual las controversias que rodearon los procesos de oposición a las uniones así como las restricciones a las cuales se enfrentaron los habitantes de San Luis Potosí alrededor de los criterios de movilidad social, de afiliación étnica o bien de salvaguarda de los intereses de grupo.

El pasado potosino que fue quedando ante nuestros ojos representó un nuevo panorama en donde quedaban entrelazadas la población y la sociedad. Gracias a esta articulación dimos sentido a la conducta colectiva e individual de este importante poblado, actor importante del pasado colonial mexicano.

Posiblemente, el aspecto más importante que hemos podido reconstruir en la larga duración de nuestro período de estudio fue la transformación. Una mutación que en el plano económico nos ayuda a repensar a San Luis Potosí como un poblado que maduró bajo la tutela de la minería, y en su mayoría de edad como ciudad llegó a convertirse en capital jurisdiccional de un nuevo orden colonial, y que se fue emancipando de la actividad que había contribuido en su fundación.

# **BIBLIOGRAFÍA**

# A) FUENTES PRIMARIAS (MSS citados en las notas)

# ESPAÑA

AGI.-Archivo General de Indias
Audiencia de Guadalajara, legajo 144.
Audiencia de México, legajos 20, 22, 24, 63, 223, 371, 373, 374, 454, 1043, 1057, 1684, 2603.
Contaduría, legajos 815, 842, 851.
Contratación, legajos 5495, 5531.
Escribanía, legajos 171, 205.
Indiferente, legajos 107, 115, 449, 527.
Patronato, legajos 20, 87.
AGS.-Archivo General de Simancas
Secretaría de Guerra, legajos 8, 19.
AHN.- Archivo Histórico Nacional
Diversos, legajo 27.
BNE.-Biblioteca Nacional de España (Madrid)
MSS, signatura 4532.

#### ESTADOS UNIDOS DE NORTEAMERICA

NL.-Newberry Library (Chicago) Ayer Collection, legajos 1106-A, 1106-C3. YUL.- Yale University Library (New Haven) MSS 327, vol. 60.

### **MÉXICO**

ACM.- Archivo Casa de Morelos Negocios Diversos, legajos 66, 69-1, 69-2, 69-3, 69-4, 69-5, 69-7, 69-9, 69-10, 70-3, 71-8. AGN.- Archivo General de la Nación Inquisición, legajo 148-2. AHESLP.- Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí Archivo Ayuntamiento, legajos 1616-1655, 1655-1662, 1660-1662, 1658-1690, 1662-1672, 1672-1675, 1677-1686, 1685-1695, 1694-1702, 1699-1745, 1714-1718, 1725-1728, 1732-1734, 1734, 1736-1738, 1744-1745, 1746, 1747, 1748, 1749, 1746-1750, 1750, 1762, 1763-1769, 1768, 1774, 1772-1777, 1749-1795, 1787, 1790, 1793, 1795, 1796, 1797, 1804. Alcaldía Mayor de San Luis Potosí, legajos A-2, A-8, A-33, A-35, A-43, A-44, 1598.2, 1604.1, 1607, 1608.1.3.6, 1609.1.4.5, 1611.3, 1612.3.5, 1613.1.3.4, 1614.1.4, 1615.5, 1619.4, 1620.2.4, 1621.3.5, 1623.5, 1624.3, 1629.1.3.7.8, 1635.1.2.3, 1637.2.4, 1640.2, 1642.4, 1647.1.3.4.5, 1648.2, 1649.3, 1654.2, 1655.1, 1657.2, 1658.2, 1659.1.2, 1660.2, 1661.2.3, 1663.2.3, 1664.3, 1666.1, 1667.2.4.5, 1668.1, 1669.1, 1670.1 1674.1.2.4, 1676.1, 1673.3, 1674.4, 1678.2, 1681.1.3, 1682.4, 1683.3, 1685.1, 1686.1, 1691, 1695.1, 1696.2, 1697.1, 1698.1, 1701.1, 1704.1, 1710, 1712.2, 1713.2, 1715.1, 1717.1, 1718.1.2, 1721, 1723.1,

1724.1.2, 1727.1, 1729, 1731.1, 1732.1, 1737, 1738.1.2, 1739, 1746.2.3, 1749.2, 1750.2,

1753.2, 1754.1.2, 1757.1, 1758.2, 1759.1.2, 1761.1.2, 1763.1.2.3, 1765.1.2.3, 1766.3, 1767.2, 1768.1.2, 1769.2, 1777.1.4, 1778.1.2, 1780.1, 1781.2, 1782.1, 1783.1, 1785.2, 1786.1.2, 1788.1, 1789.2, 1791.2, 1793.3, 1795.1.2, 1796.1.2, 1797.2.3.4, 1798.1.2.4, 1799.1.2.3.4, 1800, 1803.1,

Fondo Powell, legajos A.06.14, 06.34.

Intendencias, legajos 1790-1791, 1796-1799, 1812.3, 1813.1.

Protocolos, legajos 1737, 1793.

Secretaría General de Gobierno, legajo 1810-1819.

Supremo Tribunal de Justicia, legajos 1800-1802, 1804.

AHPM.- Acervo Histórico del Palacio de Minería

Legajo 1647.1

AMINAH.- Archivo de Micropelículas del Instituto Nacional de Antropología e Historia Rollos 41, 757222.

BNAH.- Biblioteca Nacional de Antropología e Historia

Rollos 8, 11, 13, 757232(420), 765591(673).

BN.- Biblioteca Nacional

Fondo Franciscano, legajo 58-1159.

BZ.- Basílica de Zapopan

Archivo Franciscano de la Provincia de Zacatecas, libro 1.

### B) MANUALES BIBLIOGRÁFICOS Y GUÍAS DE LOS ARCHIVOS

- Archivo General de la Nación. ARGENA II. Documentos Coloniales. CD-ROM. México, Archivo General de la Nación-Secretaría de Gobermación, 1996.
- Barnes, Thomas, T.H. Naylor & C. Polzer. *Northern New Spain. A Research Guide*. Tucson, The University of Arizona Press, 1981. 147 páginas.
- Juárez Nieto, Carlos. Índices Documentales del Archivo Histórico Casa de Morelos. Morelia, INAH, 1998. 425 páginas.
- Langue, Frédérique y Carmen Salazar-Soler. Dictionnaire des Termes minières en usage en Amérique Espagnole (XVIe-XIXe siècles). Paris, Éditions Recherche sur les Civilizations, 1993. 748 páginas.
- Siméon, Rémi. Diccionario de la Lengua Náhuatl o Mexicana. México, Siglo XXI, 1992[1885]. 783 páginas.

## C) DOCUMENTOS PUBLICADOS Y OBRAS CONTEMPORÁNEAS

- Barnett, George. y Asociados. San Pedro Project. Acheron Resources Limited. Reporte de Campo Inédito. Tucson, 1985. 18 páginas.
- Betancourt, Julio. San Luis Potosí, sus plazas y calles. Notas históricas por el Licenciado Julio Betancourt. San Luis Potosí, Talleres Gráficos de la Escuela Industrial Benito Juárez, 1921. 380 páginas.
- Galvez, José de. *Informes sobre las rebeliones populares de 1767*. México, UNAM, 1990 [1767]. 122 páginas.

- García, Trinidad. Los mineros mexicanos. Colección de artículos sobre tradiciones y narraciones mineras, descubrimientos de las minas más notables, fundación de las poblaciones minerales más importantes y particularmente sobre la crisis producida por la baja de la plata. México, Oficina Tipográfica de la Secretaría de Fomento, 1895. 362 páginas.
- Humboldt, Alejandro de. Ensayo Político sobre el Reino de la Nueva España. México, Porrúa, 1991 [1822]. 698 páginas.
- Laird, George. "The Gold-Mines of the San Pedro District, Cerro de San Pedro State of San Luis Potosí, Mexico". *Lake Superior Meeting*, 1904, p. 858-878.
- López Lara, Ramón. El Obispado de Michoacán en el siglo XVII. Informe Inédito de Beneficio de Pueblos y Lenguas. Morelia, Colección Estudios Michoacanos, Fimax Publicistas, 1973. 243 páginas.
- Montejano y Aguinaga, Rafael (Introducción, versión paleográfica y notas) Acta de Fundación y Título de Ciudad de San Luis Potosí. San Luis Potosí, Ayuntamiento Constitucional 1977-1979, 1979. 18 páginas.
- Velázquez, Primo Feliciano (comp.). Colección de documentos para la historia de San Luis Potosí. San Luis Potosí. Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1985 [1897]. 4 volúmenes.
- Villaseñor y Sánchez, Joseph Antonio. Descripción General de la Provincia de San Luis Potosí de la Nueva España y sus Villas (Teatro Americano). Edición Facsimilar con nota introductoria de Rafael Montejano y Aguinaga. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1996 [1748]. 67 páginas.

#### D) OBRAS SECUNDARIAS

- Alatriste, Oscar. Desarrollo de la industria y la comunidad minera de Hidalgo del Parral durante la segunda mitad del siglo XVIII(1765-1810). México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1983. 180 páginas.
- Alvarado Gómez, Antonio. Comercio interno en la Nueva España. El abasto en la ciudad de Guanajuato, 1777-1810. México, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1995. 165 páginas.
- Arretx, Carmen, Rolando Mellafe y Jorge L. Somoza. *Demografía histórica en América Latina. Fuentes y Métodos*. San José, Centro Latinoamericano de Demografía (CELADE), 1983. 265 páginas.
- Arrom, Silvia. "Historia de la mujer y de la familia latinoamericana". *Historia Mexicana*, 42 (no. 2, octubre-diciembre 1992), p. 379-418.
- Bakewell, Peter. Mineria y Sociedad en el México Colonial: Zacatecas, 1546-1700. México, Fondo de Cultura Económica, 1984[1971]. 387 páginas.
  «Notes on the Mexican Silver Mining in the 1590's». Humanitas, Vol. 19 (1978), p. 383-409.
  "Mining in Colonial Spanish America" en Leslie Bethell, ed. The Cambridge History of Latin America. Volume 1, New York, Cambridge University Press, 1989, P. 105-151.

- Barbosa Ramírez, A. René. *La estructura económica de la Nueva España (1519-1810)*. México, Siglo XXI Editores, 1991. 259 páginas.
- Bazant, Jan. Cinco haciendas mexicanas: tres siglos de vida rural en San Luis Potosí, 1600-1910 . México, Colegio de México, 1995 [1974]. 226 páginas.
- Behar, Ruth. Las visiones de una bruja guachichil en 1599. Hacia una perspectiva indígena sobre la conquista de San Luis Potosí. San Luis Potosí, Centro de Investigaciones Históricas de San Luis Potosí, 1995. 53 páginas.
- Betancourt, Julio. "La Jura de los Reyes". Archivos de Historia Potosina, No. 3 (1970), p. 194-208.
- Borah, Woodrow. "Un gobierno provincial de frontera en San Luis Potosí (1612-1620)". Historia Mexicana, Vol. 13 (No. 4, abril-junio 1964), p. 532-549.
  "La demografía histórica de América Latina: necesidades y perspectivas". Historia Mexicana, Vol. 21 (No. 2, octubre-diciembre 1971), p. 312-327.
- Brading, David A. *Mineros y comerciantes en el México Borbónico (1763-1810)*. México, Fondo de Cultura Económica, 1985 [1971]. 498 páginas.
- Brading, David A. y Celia Wu. "Population Growth and Crisis: León, 1720-1860". *Journal of Latin American Studies*, Vol. 5 (No. 1, febrero 1973), p. 1-36.
- Bustamante, Miguel. "La viruela en México, desde su origen hasta su erradicación" en Enrique Florescano y Elsa Malvido, eds. *Ensayos sobre la Historia de las Epidemias en México*, México, Instituto Mexicano del Seguro Social, 1982. P. 67-92.
- Cabrera Ipiña, Octaviano. "Descubrimiento de las Minas del Cerro de San Pedro de San Luis Potosí. 1594-1596". *Humanitas*, No. 20 (1979), p. 339-355.
- Calvo, Thomas. "Démographie historique d'une paroisse mexicaine : Acatzingo (1606-1810)". Cahiers des Amériques latines, No. 6 (julio-diciembre 1972), p. 7-41.
  - "Familia y registro parroquial: El caso tapatío en el siglo XVIII". Relaciones, 10 (Primavera 1982), p. 53-67.
  - Poder, religión y sociedad en la Guadalajara del siglo XVII. México, CEMCA/Ayuntamiento de Guadalajara, 1991. 423 páginas.
  - Guadalajara y su región el siglo XVII: población y economía. México. CEMCA/Ayuntamiento de Guadalajara, 1992. 489 páginas.
  - "Concubinage et métissage en milieu urbain: le cas de Guadalajara au XVIIe siècle" en Marie-Cecile Benassy y André Saint-Lu, coords. *La ville en Amérique coloniale*. Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 1995. P. 147-158.
- Calvo, Thomas y Gustavo López(coords.) *Movimientos de Población en el Occidente de México*, México, CEMCA-El Colegio de Michoacán, 1988. 372 páginas.
- Carmagnani, Marcello. "Demografía y Sociedad; La estructura social de los centros mineros del norte de México, 1600-1720". *Historia Mexicana*, Vol. 21 (No. 3 enero-marzo 1972), p. 419-459.

- Carreño Alvarado, Gloria. "Mortalidad en el Obispado de Michoacán a Consecuencia de la Crisis Económica de 1785-1786". Anuario de la Escuela de Historia de la Universidad Michoacana, No.3 (1978), p. 187-197.
- Carrillo Cázares, Alberto. *Michoacán en el ocaso del siglo XVII*. Zamora, El Colegio de Michoacán y Gobierno del Estado de Michoacán, 1993. 520 páginas. *Padrones y Partidos del obispado de Michoacán, 1680-1685*. Zamora, El Colegio de Michoacán y Gobierno del Estado de Michoacán, 1996. 561 páginas.
- Chance, John K. Razas y clases de la Oaxaca Colonial. México, Instituto Nacional Indigenista, 1982 [1978]. 281 páginas.
- Chance, John y William B. Taylor. "Estate and Class in a Colonial City: Oaxaca in 1792". Comparative Studies in Society and History, Vol. 19 (No. 4, octubre 1977), p. 454-487.
- Chevalier, François. La formación de los latifundios en México. México, Fondo de Cultura Económica, 1999 [1956]. 643 páginas.
- CLACSO-CELADE. Fuentes para la demografía histórica de América Latina. México, CELADE, Comisión de História Económica, 1975. 445 páginas.
- Colmenares, Germán. Historia económica y social de Colombia. Popayán. Una sociedad esclavista 1680- 1800. Santa Fe de Bogotá, Tercer Mundo Editores, 1999. 285 páginas.
- Commons, Áurea. Las intendencias de la Nueva España. México, UNAM, 1993. 253 páginas.
- Consejo Nacional de Población (ed.). El Poblamiento de México. Tomo II, El México Colonial. México, Secretaría de gobernación y CONAPO, 1993. 189 páginas.
- Conway, Christopher. "José Martí frente al *Wild West* de Búfalo Bill: Frontera, raza y arte en la Barbarie Norteamericana". *Hispanic Journal*, Vol. 19, (No. 1 Primavera 1998), p. 129-142.
- Cook, Sherburne y Woodrow Borah. Ensayos sobre la historia de la población: México y el Caribe. Vol. 3. México, Siglo XXI, 1980. 283 páginas.
- Cross, Harry. "Dieta y Nutrición en el Medio Rural de Zacatecas y San Luis Potosí (Siglos XVIII y XIX)". *Historia Mexicana*, Vol. 31 (No. 1 julio-septiembre 1981), páginas.101-116.
- Cuenya Mateos, Miguel Angel. "Mortalidad e Historia Demográfica en la Puebla de los Angeles Durante el Período Colonial". *Dialéctica*, 16 (1984), p.179-195.
  - "Evolución demográfica de una parroquia de la Puebla de los Angeles, 1660-1800". Historia Mexicana, Vol. 36(No. 3, enero-marzo 1987), p. 443-464.
  - "Epidemias y salubridad en la Puebla de los Angeles (1650-1833)" en Rosalva Loreto y Francisco J. Cervantes, coords. *Limpiar y Obedecer. La basura, el agua y la muerte en la Puebla de los Angeles, 1650-1925*. Puebla, Claves latinoamericanas, UAP-CEMCA-El Colegio de Puebla, 1994. P. 69-125.
  - Puebla de los Angeles en tiempos de una peste colonial. Una mirada en torno al matlazáhuatl de 1737. Zamora, El Colegio de Michoacán-Benemérita Universidad Autónoma de Puebla, 1999. 315 páginas.

- Deeds, Susan M. "New Spain's Far North: A Changing Historiographical Frontier?". Latin American Research Review, 25 (no. 2, mayo 1990), p. 226-235.
- De González Argüelles, Andrés y R. Alejandro Montoya. *La explotación del mezquite en San Luis Potosí. Una perspectiva histórica*. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1991. 88 páginas.
- De la Maza, Francisco. El Arte Colonial en San Luis Potosí. México, Universidad Nacional Autónoma de México, 1985. 97 páginas.
- Florescano, Enrique. "Metereología y Ciclos Agrícolas en las Antiguas Economías: El Caso de México". *Historia Mexicana*, Vol. 17,(No. 4 abril-junio 1968), p. 516-534.

"Bibliografía de la Historia Demográfica de México (Época Prehispánica-1810)". Historia Mexicana, Vol. 21(No. 2 enero-marzo 1972), p. 525-537.

Fuentes Para la Historia de la Crisis Agricola de 1785-1786. Documentos para la Historia No. 1. México, Archivo General de la Nación, 1981. 333 páginas.

"The formation and Economic Structure of the Hacienda in New Spain" en L. Bethell, ed. *The Cambridge History of Latin America*. Volumen 2, New York, Cambridge University Press, 1989. P. 153-188.

El nuevo pasado mexicano, México, Cal y Arena, 1992. 229 páginas.

- Florescano, Enrique e Isabel Gil. Descripciones económicas generales de la Nueva España, 1784-1817. México, INAH-SEP, 1973, 2 volúmenes.
- Foin, Charles. "Les villes nées du hasard et de la nécessité. Un exemple: San Luis Potosí, ville frontière, ville minière" en Marie-Cecile Benassy y André Saint-Lu, coords. *La ville en Amérique coloniale*. Paris, Presses de la Sorbonne-Nouvelle, 1995. P. 159-170.
- Frye, David. "The Native Peoples of Northeastern Mexico" en Richard Adams y Murdo MacLeod, eds. *The Cambridge History of The Native Peoples of the Americas*, *Mesoamerica*, Vol. II, Parte 2. Cambridge, Cambridge University Press, 2000. P. 89-135.
- García González, Francisco. Familia y sociedad en Zacatecas. La vida en un microcosmos minero novohispano. México, El Colegio de México-Universidad Autónoma de Zacatecas, 2000. 234 páginas.
- Gerhard, Peter. The North Frontier of New Spain. Princeton, N.J., Princeton University Press, 1982. 454 páginas.

  Geografía histórica de la Nueva España, 1519-1821. México, UNAM, 1986[1972]. 493 páginas.
- González Sánchez, Isabel. *El Obispado de Michoacán en 1765*. Morelia, Gobierno del Estado de Michocán, 1985. 367 páginas.
- Greenow, Linda L. "Marriage Patterns and Regional Interaction in Late Colonial Nueva Galicia" en David J. Robinson, ed. *Studies in Spanish American Population History*. Boulder, Westview Press, 1981. P. 119-147.
- Gutiérrez, Ramón. Cuando Jesús llegó, las madres del maiz se fueron. Matrimonio, sexualidad y poder en Nuevo México, 1500-1846. México, Fondo de Cultura Económica, 1993. 428 páginas.

- Guy, Donna J. y Thomas E. Sheridan (eds.) Contested ground. Comprative Frontiers on the northern and Southern Edges of the Spanish Empire. Tucson, The University of Arizona Press, 1998. 275 páginas.
- Hadley, Phillip. Minería y Sociedad en el Centro Minero de Santa Eulalia, Chihuahua(1709-1750). México, Fondo de Cultura Económica, 1979 [1975]. 241 páginas.
- Hayward, Michele H. A Demographic Study of Cholula, México, from the Late Postclassic and the Colonial Period of 1642-1738. Tesis de Ph.D. (Historia), Pennsylvania State University, 1986. 493 páginas.
- Heredia Herrera, Antonia. La renta del Azogue en Nueva España: 1709-1751. Sevilla, Escuela de Estudios Iberoamericanos, Consejo Superior de Investigación Científica y Facultad de Filosofía y letras de la Universidad de Sevilla, 1978. 277 páginas.
- Hollingsworth, T.H. Demografia Histórica. Cómo utilizar las fuentes de la historia para reconstruirla. México, Fondo de Cultura Económica, 1983. 388 páginas.
- Israel, Jonathan. Razas, Clases Sociales y Vida Política en el México Colonial, 1610-1670. México, Fondo de Cultura Económica, 1989 [1975]. 309 páginas.
- Johnson, Lyman y Sonya Lipsett-Rivera (eds.) *The Faces of Honor. Sex, Shame and Violence in Colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1998. 240 páginas.
- Kicza, John. "The Social and Ethnic Historiography of Colonial Latin America: The Last Twenty Years". William and Mary Quarterly, 3rd series, 45 (no. 3, Julio 1988), p. 453-488.
  "Historia demográfica mexicana siglo XIX: Evidencias y aproximaciones" en Elsa Malvido, y Miguel Angel Cuenya, comps. Demografía histórica de México: siglos XVI-XIX. México, Universidad Autónoma Metropolitana e Instituto Mora, 1993. P. 217-265.
- Klein, Herbert S. "Familia y fertilidad en Amatenango, Chiapas (1785-1816)" en Elsa Malvido y Miguel Angel Cuenya, comps. *Demografia histórica de México : siglos XVI-XIX*. México, Universidad Autónoma Metropolitana e Instituto Mora, 1993. P. 112-122. "La Ecomonía de la Nueva España, 1680-1809: Un Análisis a partir de las Cajas Reales". *Historia Mexicana*, Vol.34, (No. 4 abril-junio 1985), p. 561-611.
- Ladd, Doris M. The Making of a Strike. Mexican Silver Worker's Struggles in Real del Monte, 1766-1775. Lincoln, University of Nebraska Press, 1988. 205 páginas.
- Lange, Fredérique. Mines, terres et societé à Zacatecas (Mexique) de la fin du XVII e siècle à l'indépendance. Paris, Publications de la Sorbonne, 1992. 445 páginas.
- Lavrin, Asunción. "Women in Spanish American Colonial Society" en L. Bethell, ed. The Cambridge History of Latin America, Vol. II, 1986. P. 321-355. Sexualidad y matrimonio en la América Hispánica. Siglos XVI-XVIII. México, CNCA-Grijalvo, 1991. 376 páginas.
- Lebrun, Monique. Esquisse Démographique d'une paroisse mexicaine de la période coloniale : San José de Tula (1561-1815). Memoria de Maestría (Historia), Université de Montréal, 1971. 219 páginas.

- Lindley, Richard. Las haciendas y el desarrollo económico. Guadalajara, México en la época de la Independencia. México, Fondo de Cultura Económica, 1987 [1983]. 176 páginas..
- Lipsett-Rivera, Sonya. "A slap in the face of honor. Social Transgression and women in late colonial México" en Lyman Johnson y Sonya Lipsett-Rivera, eds. *The Faces of Honor. Sex, Shame and Violence in Colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1998. P. 179-200.
- López Sarrelange, Delfina. "La población indígena de la Nueva España en el siglo XVIII" en Elsa Malvido y Miguel Angel Cuenya, comps. *Demografia histórica de México: siglos XVI-XIX*. México, Universidad Autónoma Metropolitana e Instituto Mora, 1993. P. 40-52.
- Loreto, Rosalva y Francisco J. Cervantes (coords.). Limpiar y obedecer. La Basura, el agua y la muerte en la Puebla de los Angeles, 1650-1925. Puebla, UAP,CEMCA, El Colegio de Puebla, 1994. 288 páginas.
- Malvido, Elsa. "El abandono de los hijos: una forma de control del tamaño de la familia y del trabajo indígena. Tula (1683-1750". *Historia Mexicana*, Vol. 29, (no. 4, abril-junio 1980), p. 521-561.
  - "El Arca de Noé o la caja de Pandora? Suma y recopilación de pandemias, epidemias y endemias en Nueva España, 1515-1810" en Enrique Cárdenas, coord. *Temas Médicos de la Nueva España*, México, IMSS, 1992. P. 49-87.
- Marín Tamayo, Fausto. Puebla de los Ángeles. Origenes, gobierno y división racial. Puebla, Departamento de Investigaciones Arquitectónicas y Urbanísticas, Instituto de Ciencias, Universidad Autónoma de Puebla, 1989. 105 páginas.
- Márquez Morfín, Lourdes. Sociedad colonial y enfermedad. México, INAH, 1984. 111 páginas. "La evolución cuantitativa de la población novohispana: siglos XVI, XVII y XVIII" en El poblamiento de México. México, Consejo Nacional de la Población, 1993, vol. 2, p. 36-63.
- Martínez Rosales, Alfonso. El gran teatro de un pequeño mundo. El Carmen de San Luis Potosí, 1732-1859. México, El Colegio de México y Universidad Autónoma de San Luis Potosí, 1985. 369 páginas.
  - "Construcción de una catedral sin diócesis. San Luis Potosí, 1701-1728" en América: Encuentro y asimilación. Actas de las Segundas Jornadas de Historiadores Americanistas. Santa Fe, Diputación Provincial de Granada, 1989, p. 345-364.
- Mazín, Oscar. "Secularización de parroquias en el Antiguo Michoacán". Relaciones, No. 26 (Primavera 1986), p. 23-34.

  El Gran Michoacán. Cuatro informes del Obispado de Michoacán. 1759-1769. Zamora, El

Colegio de Michoacán y Gobierno del Estado de Michoacán, 1986. 457 páginas.

- McCaa, Robert. "Modeling Social Interacction: Marital Miscegenation in Colonial Spanish America". Historical Methods, Vol. 15, (No. 2 primavera 1982) p. 45-66. "Calidad, Clase, and Endogamy in Colonial Mexico: The Case of Parral, 1788-1790". Hispanic American Historical Review, Vol. 64, No. 3 (agosto 1984), p. 477-502.
- McCaa, Robert, Stuart B. Schwartz y Arturo Grubessich. "Race and Class in Colonial Latin America: A critique". Comparative Studies in Society and History, Vol. 21, (1979), p. 421-433.

- McNeill, William H. Plagues and Peoples. New York, Anchor Books, 1989 [1977]. 340 páginas.
- Meade, Joaquín. "El plano primitivo o traza del pueblo de San Luis Minas del Potosí en el año de 1593". Boletín de la Sociedad Mexicana de Geografía y Estadística, Vol. 57, (1942), p. 389-415.
  - El Nobilísimo y Muy Ilustre Ayuntamiento de San Luis Potosí y consejos que lo precedieron, 1592-1971. San Luis Potosí, Sociedad Potosina de Estudios Históricos, 1971. 310 páginas.
- Meade, Joaquín y Rafael Almanza. Los Agustinos en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí, 1989. 150 páginas.
- Miño Grijalva, Manuel. "Estructura económica y crecimiento: la historiografía económica colonial mexicana". Historia Mexicana, 42 (No. 2, octubre-diciembre 1992), p. 221-260.
- Mira Delli-Zotti, Guillermo y Ignacio González Casanovas. "Reflexiones y sugerencias a propósito de la minería colonial". *Historia Mexicana*, 42 (no. 2, octubre-diciembre 1992), p. 309-332.
- Montejano y Aguiñaga. La Merced, su Iglesia y su plaza. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1973. 107 páginas.

Los hospitales de indios en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1976. 10 páginas.

Tres planos antiguos de la ciudad de San Luis Potosí. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, 1976. 28 páginas.

"Ni se llamaba Tangamanga ni le pusieron San Luis Potosi". El Sol de San Luis, 14 de mayo de 1984, p. 14.

Los cementerios de la Ciudad de San Luis Potosí. San Luis Potosí, Al Libro Mayor, 1989. 100 páginas.

San Luis Potosí la tierra y el hombre. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí. 1990. 173 páginas.

Calles y callejones del viejo San Luis: tradiciones, leyendas y sucedidos. San Luis Potosí, Imprenta Evolución, 1992. 133 páginas.

La minería en San Luis Potosí. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado, 1994. 61 páginas.

- Morin, Claude. Santa Inés Zacatelco (1646-1812): Contribución a la demografía histórica del México colonial. México, Instituto Nacional de Antropología e Historia, 1973. 127 páginas.
  - "Population et épidémies dans une paroisse mexicaine: Santa Inés Zacatelco, XVII-XIX siècles". Cahiers des Amériques Latines, no. 6 (julio-diciembre 1972), p. 43-73.
  - "Los libros parroquiales como fuente para la historia demográfica y social novohispana". *Historia Mexicana*, 21 (No. 3, enero-marzo 1972), p. 389-418.
  - "Démographie et différences ethniques en Amérique latine coloniale". Annales de démographie historique. Paris (1977), p. 301-312.
  - Michoacán en la Nueva España del siglo XVIII: Crecimiento y desigualdad en una economía colonial. México, Fondo de cultura económica, 1979. 328 páginas.
  - "Proceso demográfico, movimiento migratorio y mezclas raciales en el estado de Guanajuato y su contorno en época virreinal". *Relaciones*, No. 16, (Otoño 1983), p. 6-18.
- Mörner, Magnus. "Historia social hispanoamericana de los siglos XVIII y XIX: Algunas reflexiones en torno a la historiografía reciente". *Historia Mexicana*, Vol. 42 (No. 2, octubrediciembre 1992), p. 419-471.

- Muro, Manuel. *Historia de San Luis Potosí*. Tomo 1, San Luis Potosí, Manuel Esquivel y Cía. 1973. 572 páginas.
- Navarro García, Luis. *Intendencias en Indias*. Sevilla, Escuela de Estudios Hispanoamericanos de Sevilla, 1959. 226 páginas. *Hispanoamérica en el siglo XVIII*. Sevilla, Universidad de Sevilla, 1975. 320 páginas.
- Nettel Ross, Margarita. Colonización y poblamiento del Obispado de Michoacán. Período Colonial. Morelia, Gobierno del Estado e Instituto Michoacano de Cultura, 1990. 330 páginas.
- Peña, Francisco. Estudio histórico sobre San Luis Potosí. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, Serie Estudios No. 17, 1979. 299 páginas.
- Percheron, Nicole. "La pacification des Guachichiles et des Pames de San Luis Potosí". Cahiers des Amériques Latines, No, 25 (enero-junio 1982), p. 69-94.
- Pérez Rosales, Laura. *Mineria y sociedad en Taxco durante el siglo XVIII*. México, Universidad Iberoamericana, Departamento de Historia, 1996. 234 páginas.
- Pescador, Juan Javier. De bautizados a fieles difuntos. Familia y mentalidades en una parroquia urbana: Santa Catarina de México, 1568-1820. México, El Colegio de México, 1992. 400 páginas.
  - Recuperación demográfica y fecundidad colonial. El caso del Real de Minas de Sierra de Pinos, 1689. San Luis Potosí, Academia de Historia Potosina, No. 93, 1989. 36 páginas.
- Powell, Philip W. "Genesis of the Frontier Presidio in North America". The Western Historical Quaterly, Vol. 13 (No. 1 enero 1982), p. 125.-141.

  La guerra chichimeca (1550-1600). México, Fondo de Cultura Económica, 1996[1975]. 308 páginas.

  Capitán Mestizo: Miguel Caldera y la frontera norteña La pacificación de los
  - Capitán Mestizo: Miguel Caldera y la frontera norteña. La pacificación de los Chichimecas (1548-1597). México, Fondo de Cultura Económica, 1980 [1977]. 382 páginas.
- Quiñones Hernández, Luis Carlos. Composición demográfica de Nombre de Dios, Durango. Siglo XVII. México, Instituto de Investigaciones Históricas de la Universidad Juárez del Estado de Durango, Congreso del Estado de Durango, Secretaría de Educación Pública de Durango, 2002. 185 páginas.
- Rabell Romero, Cecilia. La población novohispana a la luz de los registros parroquiales. (Avances y perspectivas de investigación). México, UNAM, 1990. 91 páginas. "Matrimonio y raza en una parroquia rural: San Luis de la Paz, Guanajuato, 1715-1810". Historia Mexicana, 42 (No. 1, julio-septiembre 1992), p. 3-44.
- Rabell, Cecilia. y Neri Necochea. "La mortalidad adulta en una parroquia rural novohispana durante el siglo XVIII". *Historia Mexicana* 36, (No. 3, enero-marzo 1987), p. 405-442.
- Rodríguez Vicente, María Encarnación. San José de Gracia y San Antonio de Arrona. Economía y sociedad en dos haciendas mineras de Sinaloa en el siglo XVIII. Madrid, Universidad Autónoma de Madrid, 1988. 291 páginas.

- Sánchez-Crispín, Alvaro, Eurosia Carrascal y Alejandrina de Sicilia Muñóz. "De la minería al turismo: Real de Catorce y Cerro de San Pedro, México: Una interpretación geográfica-económica". Revista Geográfica, No. 19 (enero-junio1994), p. 81-106.
- Scardaville, Michael. Crime and the Urban Poor: Mexico City in the Late colonial Period. Tesis de Ph.D. (Historia), University of Florida, 1977. 366 páginas.
- Schell Hoberman, Louisa y Susan M. Socolow (eds.) *The Countryside in Colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1996. 295 páginas.
- Seed, Patricia. "The Social Dimension of Race: Mexico city, 1753". Hispanic American Historical Review, Vol. VII (noviembre1982), p. 569-606.

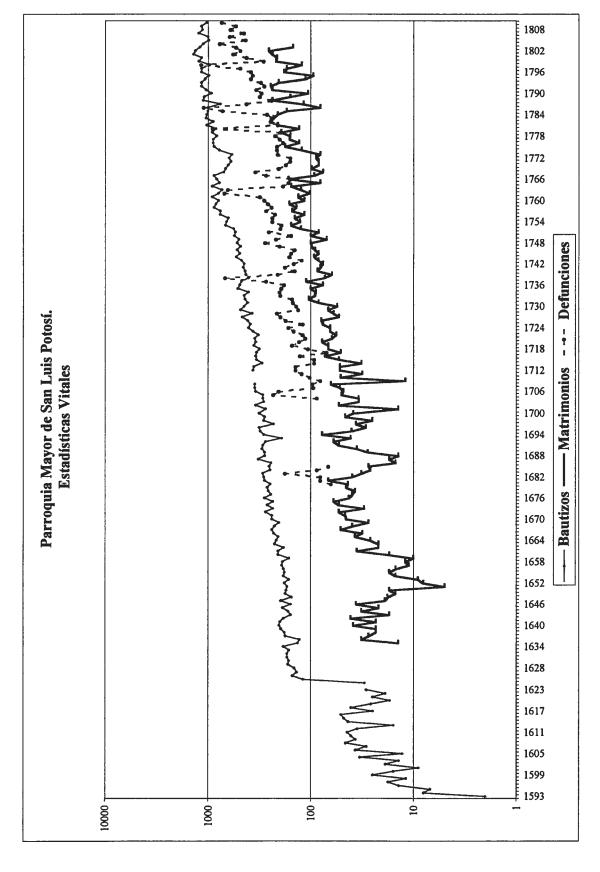
  Amar, honrar y obedecer en el México Colonial. Conflictos en torno a la elección matrimonial, 1574-1821. México, Consejo Nacional de Cultura y Arte- Alianza Editorial. 1991. 296 páginas.
- Sego, Eugene. Aliados y adversarios. Los colonos tlaxcaltecas en la frontera septentrional de la Nueva España. San Luis Potosí, El Colegio de San Luis y Gobierno del Estado de Tlaxcala, 1998. 311 páginas.
- Serrera Contreras, Ramón María. Guadalajara ganadera. Estudio regional novohispano, 1760-1805. Sevilla, Escuela de Estudios Hispanoamericanos Consejo Superior de investigación Científica, 1977. 458 páginas.
- Smith, Robert. "Colonial Towns of Spanish and Portuguese America". Journal of the Society of Architectural Historians. Vol. 14 (No. 4, 1955), p. 3-12.
- Somolinos D'Ardois, Germán. "La viruela en la Nueva España". Gaceta Médica de México, 91 (1961), p. 1015-1024.
- Stavig, Ward. "Conflict, violence, and resistance", en Louisa Hoberman y Susan Socolow, eds. *The Countryside in colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1996. P. 213-233.
- Strauss, David. "Measuring Endogamy". Social Science Research, Vol. 6 (septiembre 1977), p. 225-245
- Suárez Argüelles, Clara Elena. Camino Real y carrera larga. La arriería en la Nueva España durante el siglo XVIII. México, CIESAS, 1996. 385 páginas.
- Taylor, William B. *Drinking, Homicide and Rebellion in Colonial Mexican Villages*. Stanford, Stanford University Press, 1979. 242 páginas.
- Trigger, Bruce. Native and Newcomers: Canada's "heroic age" reconsidered. Kingston, McGill-Queens University Press, 1985. 430 páginas.
- Twinam, Ann. "The negotiation of honor. Elites, sexuality and illegitimacy in Eighteenth-Century Spanish America" en Lyman Johnson Sonya Lipsett-Rivera, eds. *The Faces of Honor. Sex, Shame and Violence in Colonial Latin America*. Alburquerque, University of New Mexico Press, 1998. P 68-102.

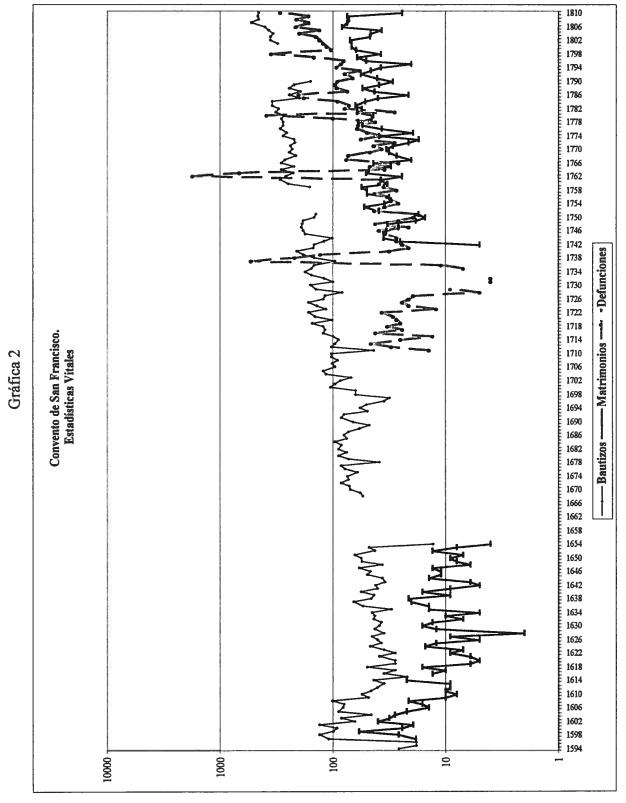
- Public Lives, Private Secrets. Gender, honor, sexuality and illegitimacy in Colonial Spanish America. Stanford, Stanford University Press, 1999. 447 páginas.
- Van Young, Eric. Hacienda and Market in Eighteeenth Century Mexico: The Rural Economy of the Guadalajara Region (1675-1820). Berkeley, University of California Press, 1981. 388 páginas.
- Velázquez, Primo Feliciano. Historia de San Luis Potosí. Tomo II, Bajo el dominio español. San Luis Potosí, Archivo Histórico del Estado de San Luis Potosí-Academia de Historia Potosina, 1982 [1946]. 667 páginas.
- Viqueira Albán, Juan Pedro. ¿Relajados o reprimidos? Diversiones públicas y vida social en la Ciudad de México durante el siglo de las luces. México, Fondo de Cultura Económica, 1995. 302 páginas.
- Viqueira, Carmen y J.I. Urquiola. Los obrajes en la Nueva España. México, CNCA, 1990. 374 páginas.
- Vitar, Beatriz. "Las fronteras 'bárbaras' en los virreinatos de Nueva España y Perú. Las tierras del norte de México y el oriental de Tucumán en el siglo XVIII". Revista de Indias, Vol. 45 (No. 203, 1995), p. 33-66.
- Weckmann, Luis. La herencia medieval en México. México, El Colegio de México-Fondo de Cultura Económica, 1994[1984]. 680 páginas.
- West, Robert. The Mining Community in Northern New Spain: The Parral Mining District. Berkeley, University of California Press, 1949. 169 páginas.

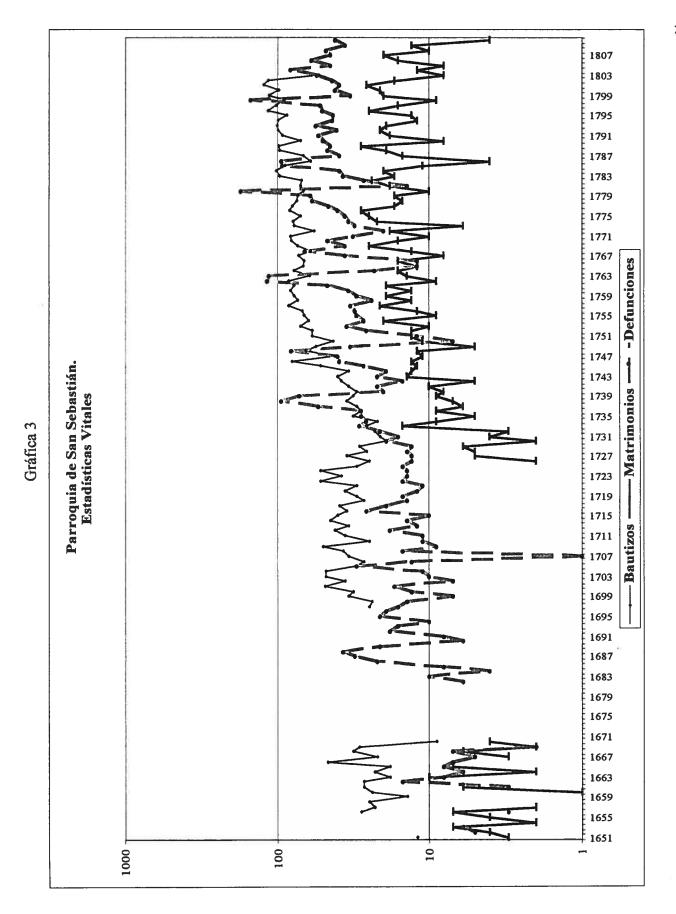
Apéndice A

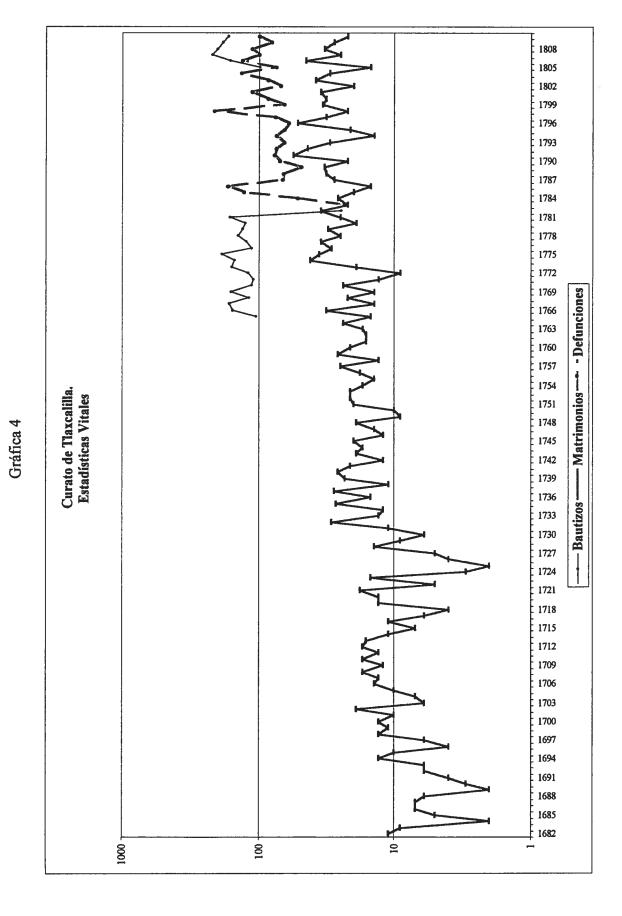


100

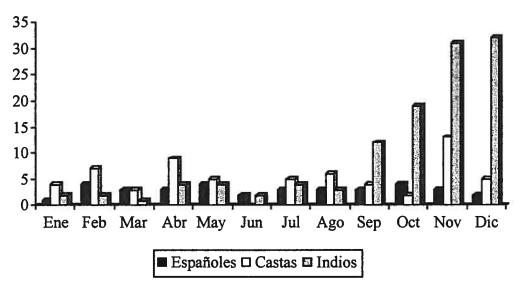






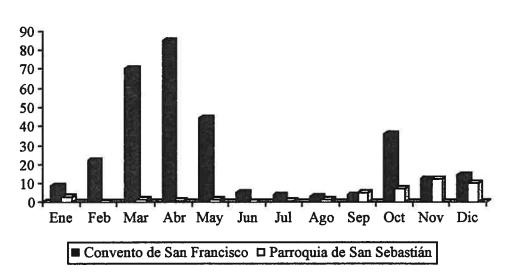


Defunciones. Parroquia Mayor de San Luis Potosí. 1737



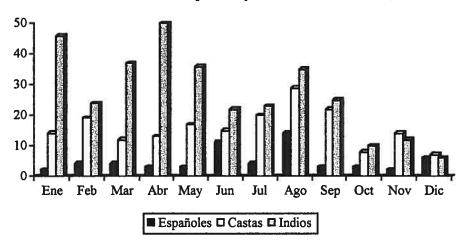
Gráfica 5

Defunciones de Indios. San Luis Potosí, 1737



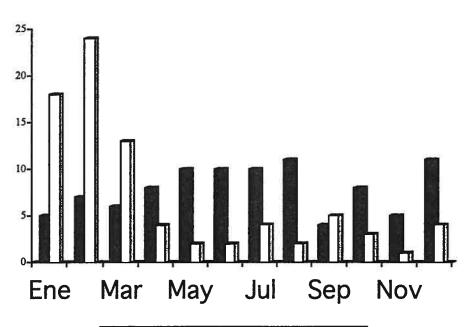
Gráfica 6

Defunciones. Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1738.



Gráfica 7

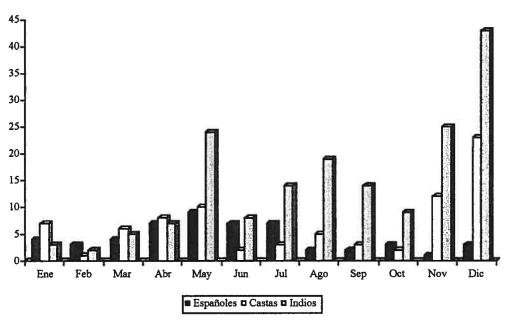
Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1738



☐ Convento de San Francisco ☐ Parroquia de San Sebastián

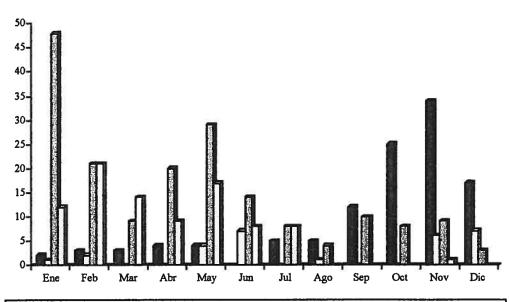
Gráfica 8

Defunciones. Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1762.



Gráfica 9

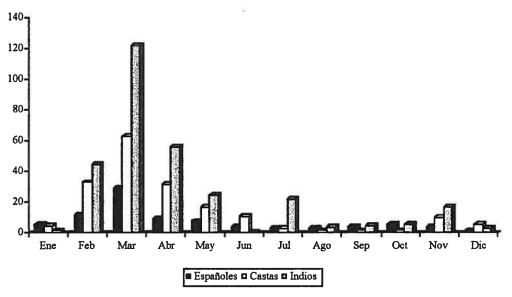
Defunciones de Indios, San Luis Potosí, 1762-1763.



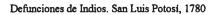
C. de San Francisco, 1762 P. de San Sebastián, 1762 C. de San Francisco, 1763 P. de San Sebastián, 1763

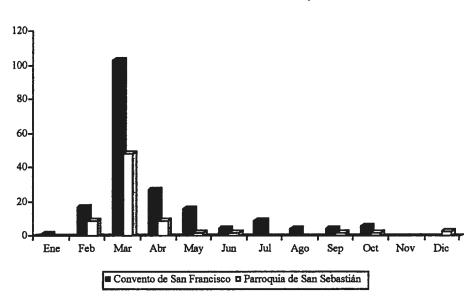
Gráfica 10

Defunciones. Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1780.



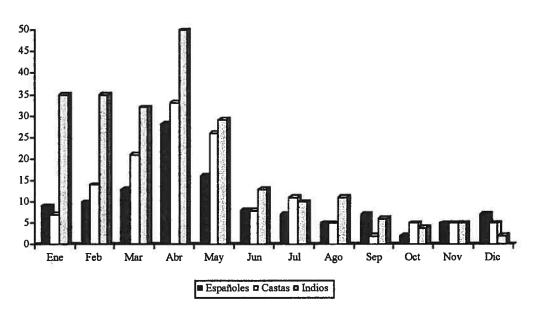
Gráfica 11





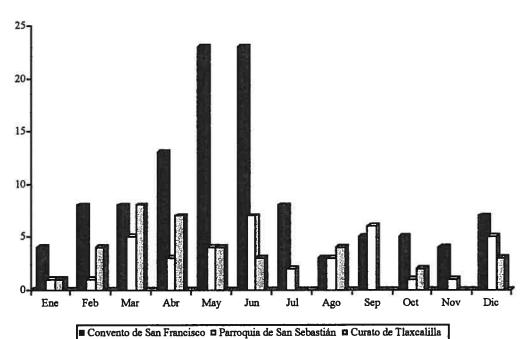
Gráfica 12

Defunciones. Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1785.



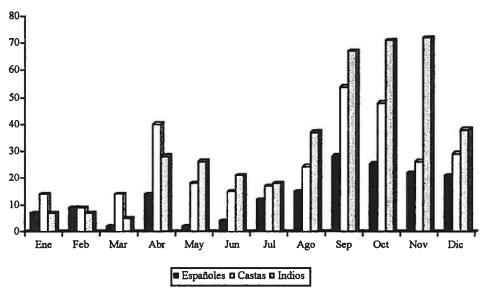
Gráfica 13

Defunciones de Indios. San Luis Potosí, 1785.



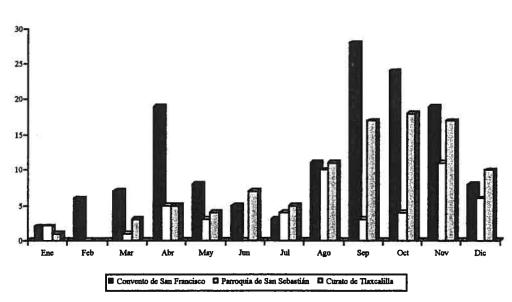
Gráfica 14

Defunciones. Parroquia Mayor de San Luis Potosí, 1786.



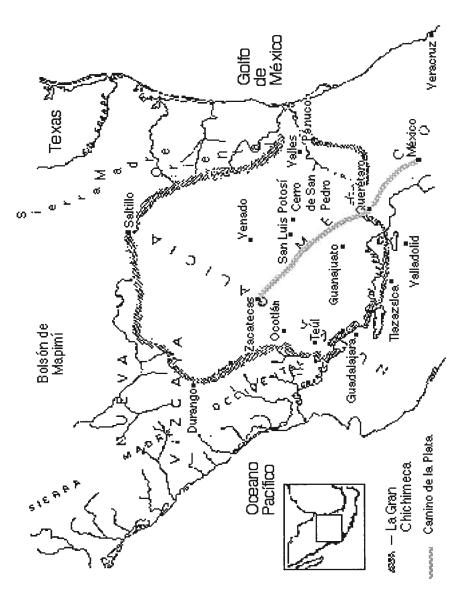
Gráfica 15

#### Defunciones de Indios. San Luis Potosí, 1786.



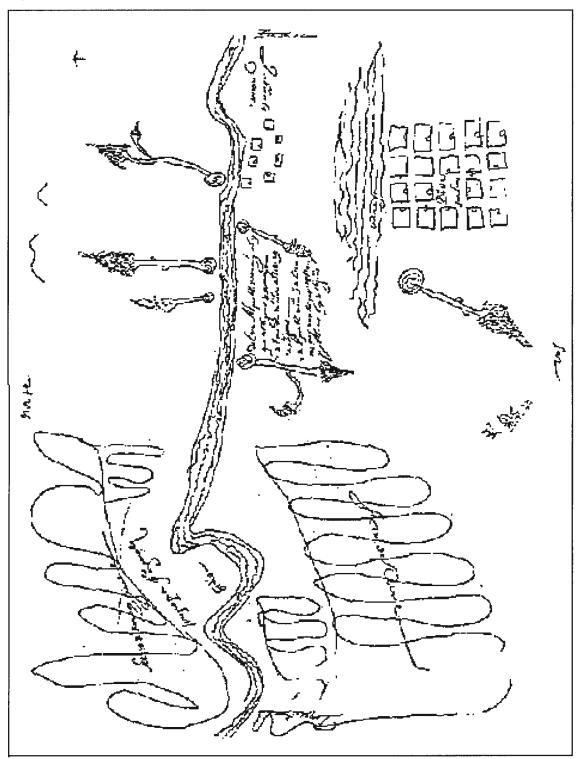
Gráfica 16

Apéndice B

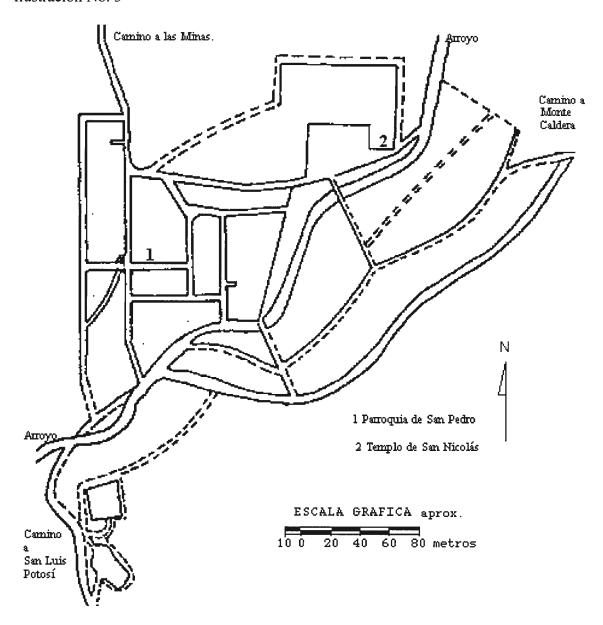


Ubicación de San Luis Potosí, ciudad y Cerro de San Pedro en la frontera Norte de la Nueva España.

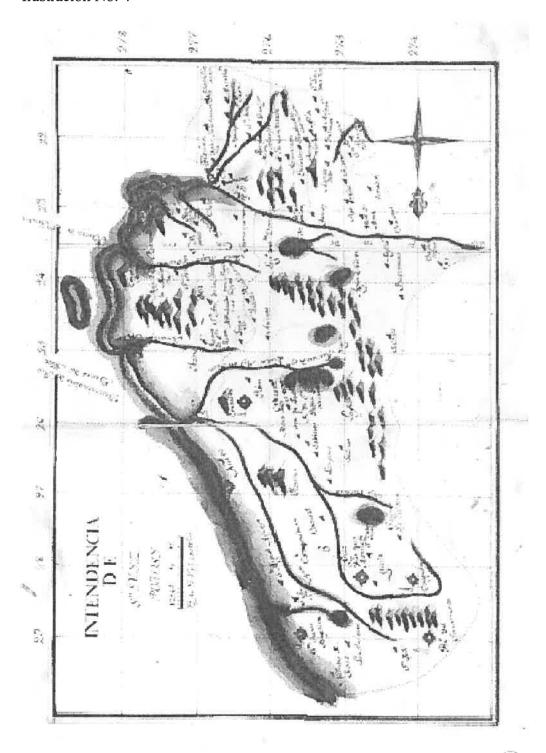
Basado en Powell, 1975, 1980 & Barnes et al. 1981.



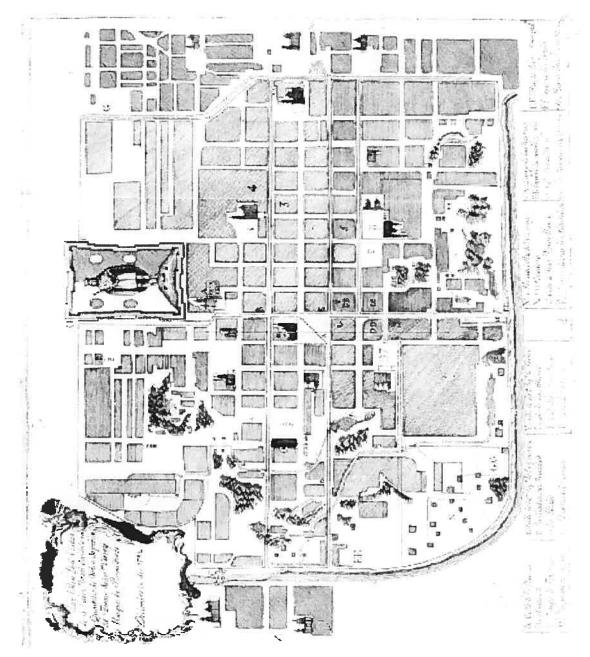
Plano antiguo del Pueblo de San Luis Minas del Potosí. Meade, 1942.



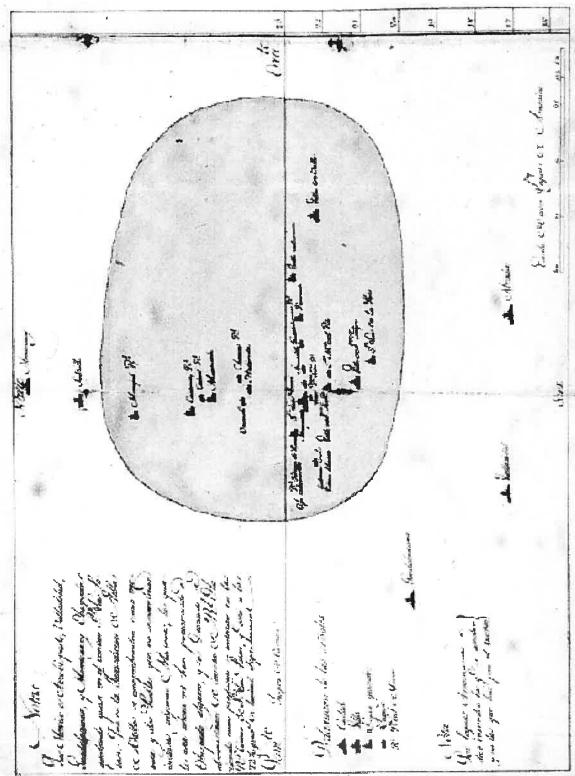
Plano del Cerro de San Pedro, San Luis Potosí. Basado en Sánchez-Crispín *et al.*, 1994, p. 98.



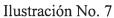
"Mapa de la Intendencia de San Luis Potosí. Forma parte de un cuaderno de mapas de las Intendencias de Nueva España. Anónimo y sin fecha". A.G.I. Mapas y Planos, México, 262.

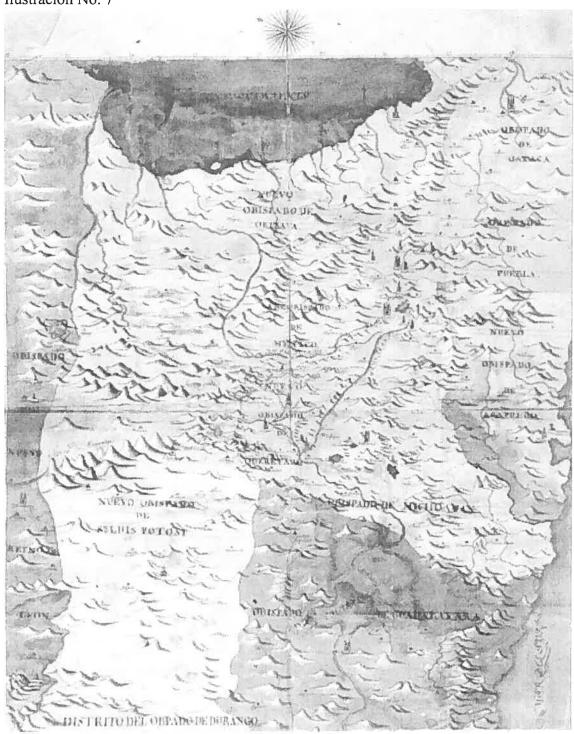


"Plano de la Noble y Leal Ciudad de San Luis Potosí. Hecho por el Capitán de Milicia Don Manuel Pascual de Burgoa, en cumplimiento de órdenes del Virrey de la Nueva España Marqués de Branciforte. 15 de Diciembre de 1794". A.G.I., Mapas y Planos, México, 456.



"Mapa del Obispado que la Ciudad de San Luis Potosí (Nueva España) solicita se erija en aquella Provincia. Acompañado de un memorial presentado por el apoderado de la Provincia de San Luis Potosí. Fecho en Madrid 31 de agosto de 1804". A.G.I., Mapas y Planos, México, 490





"Mapa del distrito del Arzobispado de México y Obispados de Oaxaca, La Puebla, Michoacán y los de los Nuevos Obispados de Acapulco, Querétaro, San Luis Potosí y Orizaba" (1804). A.G.I., Mapas y Planos, México, 493.